

## Armes pour l'Angola : Pierre Falcone s'explique

**PERSONNAGE** central de l'affaire des ventes d'armes vers l'Angola, Pierre Falcone s'explique, dans un entretien au *Monde*, sur les versements consentis à des personnalités politiques. Il affirme n'avoir été que le « mandataire » du gouvernement angolais et conteste la compétence des juges français.

Lire page 11

**SUPPLÉMENT**

Le Monde

### ÉCONOMIE

Les trente années qui ont dessiné la France

### EMPLOI

**STRASBOURG**  
La municipalité bute sur l'insécurité p. 14

**CAPITALISME**  
La difficile réforme du modèle allemand p. 20

**INTERNET**  
L'« édition abonnés » payante lemonde.fr p.22

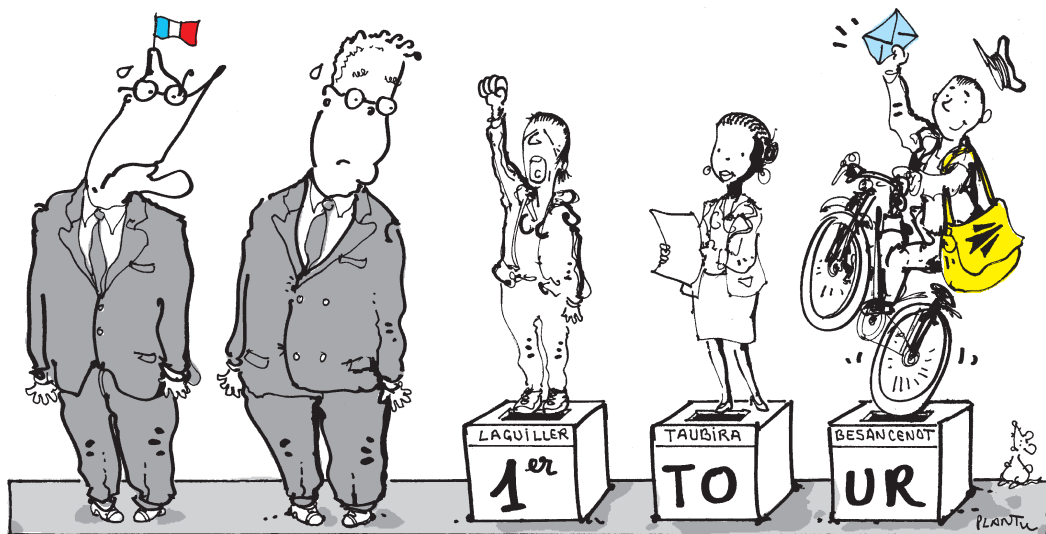
**BOURGES**  
Bilan du Printemps p. 30

# La prime aux petits candidats

Leur progression dans les sondages éparpille les voix pour le 21 avril, au détriment des principaux prétendants

LA CAMPAGNE officielle à la radio et à la télévision a donné un sérieux coup de pouce aux « petits » candidats, qui se plaignaient, jusqu'alors, de l'indifférence des médias. Ce surcroît de notoriété leur a permis de progresser, même modestement, dans les sondages. Olivier Besancenot (LCR), Christiane Taubira (PRG), Corinne Lepage (CAP 21) notamment gagnent en intentions de vote, à moins d'une semaine du premier tour, le 21 avril. Ils ont trouvé des ressources dans le manque d'enthousiasme des électeurs pour les partis traditionnels et les deux cohabitants, Jacques Chirac et Lionel Jospin. Le candidat des chasseurs, Jean Saint-Josse, se paie même le luxe de devancer le président de Démocratie libérale, Alain Madelin.

Dans un entretien au *Monde*, Olivier Besancenot explique ce phénomène, pour ce qui le concerne, par « une nouvelle situation politique, de nouvelles luttes sociales ». « Au



sein du mouvement de résistance à la mondialisation, une nouvelle génération politique est en train de voir le jour », dit-il. Cette dispersion des voix inquiète les autres

prétendants, notamment Jacques Chirac et Lionel Jospin, qui stagnent autour ou au-dessous de 20 % des intentions de vote. Samedi 13 avril à Lens, au cœur du bas-

sin houiller « berceau du socialisme », Lionel Jospin a appelé les électeurs au « vote utile » au premier tour et les militants du PS à une campagne de proximité.

► Jospin et Chirac s'inquiètent de la dispersion des voix au premier tour

► Besancenot au « Monde » : l'antimondialisation produit une nouvelle génération politique

► Portrait : le langage singulier de Taubira

Lire pages 8 à 10  
le portrait de Christiane Taubira page 15 et Pierre Georges page 35

## Sharon : une conférence internationale

LE SECRÉTAIRE d'Etat américain Colin Powell a qualifié d'« utiles et constructifs » ses entretiens, dimanche 14 avril, avec Yasser Arafat. Le président palestinien a refusé un cessez-le-feu tant que l'armée israélienne ne se serait pas retirée de Cisjordanie. M. Powell a ensuite rencontré le premier ministre, Ariel Sharon, qui ne s'est pas engagé sur un retrait, mais qui a proposé que les Etats-Unis organisent une conférence internationale sur le Proche-Orient - sans Yasser Arafat. Lundi, M. Powell devait se rendre à Beyrouth et à Damas.



HUSSAIN HUSSAIN/REUTERS

► Sharon propose une conférence internationale sans Arafat, sous égide américaine

► Que s'est-il passé à Jénine ?

Lire pages 2 à 4 et 22, les points de vue pages 16 et 17 et notre éditorial page 19

### SPORTS

## Johan Museeuw, héros du 100<sup>e</sup> Paris-Roubaix



LE BELGE Johan Museeuw (photo), vainqueur pour la troisième fois de Paris-Roubaix, a été la grande figure du week-end sportif. Michael Schumacher a dominé le Grand Prix de Saint-Marin, et le golfeur Tiger Woods a réussi l'exploit de remporter le Masters d'Augusta pour la troisième fois lui aussi. Lire pages 25 à 28

## A Caracas, « il est à nous, Hugo Chavez, il faut qu'ils nous le rendent ! »

CARACAS de notre envoyée spéciale Des pauvres aux gueules de pauvres arrivent, samedi 13 avril, devant le palais présidentiel de Caracas, les uns à pied, les autres entassés sur de vieilles camionnettes. Difficile de savoir combien ils sont. Les caméras de télévision vénézuéliennes, qui ont retransmis avec délectation la chute d'Hugo Chavez, sont absentes. Une seule certitude : la foule grandit à vue d'œil dans cette fin d'après-midi ensoleillée.



JUAN CARLOS BARRETO/POOL/REUTERS

L'ambiance est bon enfant : les vendeurs de boissons gazeuses, de cigarettes et de popcorn ont pris leurs quartiers. Une certaine joie se lit sur les traits. Des affiches défraîchies d'Hugo Chavez sont brandies çà et là. Une vieille dame supplie : « Il est à nous, Hugo Cha-

vez, il faut qu'ils nous le rendent ! » Son voisin, l'œil vif et la bouche édentée, explique : « Hier nous étions anesthésiés. Nous avions peur, mais aujourd'hui c'est une autre affaire. »

Sur les toits de l'immeuble blanc qui fait face au palais de Miraflores, une cinquantaine de soldats brandissent le poing avant de tourner leur fusil vers un hélicoptère qui passe dans le ciel. La garde d'honneur s'est soulevée depuis le matin contre le gouvernement provisoire, qui a assumé, vendredi soir, les pleins pouvoirs. « Un soldat ne tire pas contre le peuple », explique au sol un des gardes présidentiels.

17 heures : la multitude s'écarte pour laisser un homme aux cheveux gris, le ministre du Plan, qui rejoint ses collègues arrivés un peu

plus tôt dans le palais de Miraflores, abandonné par le gouvernement transitoire. A sa tête, le grand patron Pedro Carmona a filé en compagnie de ses ministres, qui n'auront pas eu le temps de prêter serment.

19 heures : personne ne sait d'où est partie la rumeur qui annonce qu'Hugo Chavez est sur le chemin du retour. La foule hurle de plaisir mais l'attente va durer. La radio confirme que Carmona a démissionné « à la demande de l'Assemblée nationale ».

Les chavistes qui, depuis le début de la soirée, ont récupéré les locaux de la chaîne publique multiplient les appels au calme. Les manifestations de soutien à Hugo Chavez sont en train de tourner au pillage dans les quartiers populaires. Comme lors des émeutes de 1989, qui avaient fait des centaines de morts, les pauvres pillent les pauvres.

Marie Delcas

### PORTRAIT

## Patricia Kaas fait du cinéma



ELLE sera à l'affiche de « And now... Ladies and Gentlemen », le nouveau film de Claude Lelouch. Lire page 32

### ANALYSE

## Proche-Orient : la dynamique américaine

SI L'ON A PU écrire à de nombreuses reprises que l'Amérique était entrée dans le nouveau siècle le 11 septembre 2001, ce n'est sans doute qu'à présent, en ce printemps 2002, qu'elle prend la juste mesure de ce que cette entrée implique en matière stratégique. Les Etats-Unis ont en réalité abordé la première phase du conflit la peur au ventre et le sentiment que tout était désormais possible, y compris la réussite du plan démentiel d'Oussama Ben Laden.

Lorsque Pervéz Moucharrarf eut renversé le cours de la politique pakistanaise, en garantissant les arrières des Américains et la sécurité de son arsenal nucléaire, et que Vladimir Poutine eut mis au service de la coalition antiterroriste le savoir-faire russe et les réseaux

actifs en Afghanistan, ce fut un premier soulagement. Il fut à mettre tout entier aux comptes de la modération de Colin Powell, réticent depuis le début à un armement de l'Inde prôné par Donald Rumsfeld, le secrétaire à la défense, et son adjoint, Paul Wolfowitz, dans un contexte anti-chinois, et à celui de Condie Rice, visionnaire d'un partenariat pétrolier et technologique avec Moscou. Ensuite, le triomphe des bombardements aériens et des forces spéciales au sol, en Afghanistan, devait remettre le balancier du côté du Pentagone, où officient les tenants de la manière forte : finalement, l'option militaire fonctionne bien.

Cette situation d'équilibre branlant, où le président Bush se retrouve en situation d'arbitre, a conti-

nué, cahotante, jusqu'à ces derniers jours, qui pourraient bien être ceux de la décision. Car deux événements simultanés se sont produits, qui forcent au débat et à la réflexion : l'échec total de la tournée arabe du vice-président Dick Cheney, le plus important partisan de la manière forte et, paradoxalement, de l'Alliance saoudienne, cette fois-ci clairement hostile à la politique générale américaine, et l'échec d'Ariel Sharon dans des territoires palestiniens. Ensemble, les deux phénomènes obligent la direction américaine à une révision stratégique de grande ampleur.

Alexandre Adler pour *Le Monde*

Lire la suite page 19

## la bible des initiés du marché de l'art

Edition 2002 de l'Artprice Annual, la référence mondiale des amateurs, collectionneurs et professionnels de l'art.

« 170 000 résultats de ventes sélectionnés sur l'année 2001 pour les peintures, sculptures, dessins, estampes, photographies, tapisseries, posters et miniatures ».

4 000 000 de résultats, cotes et indices sur [www.artprice.com](http://www.artprice.com).

B.P. 69, Domaine de la Source, 69270 St-Romain-au-Mont-d'Or, Tél. 04 78 22 00 00 - [info@artprice.com](mailto:info@artprice.com)

**artprice.com**

leader mondial de l'information sur le marché de l'art  
Artprice coté au Nouveau Marché (7478)  
Groupe Serveur S.A.S, capital 93 000 000 EUR - [www.serveur.com](http://www.serveur.com)  
Une participation du groupe Bernard Arnault (Agafin)



# INTERNATIONAL

## PROCHE-ORIENT

Après avoir rencontré à Jérusalem et Ramallah le premier ministre israélien, Ariel Sharon, et le président palestinien, Yasser Arafat, le secrétaire d'Etat américain, COLIN POWELL, s'est rendu lundi 15 avril à Bey-

rout puis à Damas pour de brefs séjours. Ces visites éclairent pour objectif d'obtenir un apaisement à la **FRONTIÈRE ISRAËLO-LIBANAISE**. M. Powell s'est contenté de qualifier de « *constructifs et utiles* » ses entre-

tiens dimanche avec M. Arafat. Les Palestiniens se disent disposés à remplir toutes leurs obligations à condition que l'armée israélienne se retire immédiatement des **TERRITOIRES RÉOCCUPÉS**. M. Sharon refuse de

replier son armée aussi longtemps qu'elle n'aura pas terminé la tâche qu'elle s'est fixée. La situation dans le camp de réfugiés palestiniens de **JÉNINE** et à Bethléem demeure un sujet de vive préoccupation.

## Ariel Sharon propose une conférence internationale politique

Le premier ministre israélien a refusé de retirer ses troupes des villes réoccupées de Cisjordanie aussi longtemps qu'elles n'auront pas atteint leurs objectifs. Avant sa rencontre avec Colin Powell, Yasser Arafat a publié un long communiqué condamnant les attentats contre des civils

### JÉRUSALEM

de notre envoyé spécial

La première partie de la « mission impossible » de Colin Powell s'est achevée en Israël, dimanche 14 avril, sans que le secrétaire d'Etat soit parvenu à imposer une trêve ou à arracher au premier ministre israélien, Ariel Sharon la promesse d'un retrait de l'armée israélienne des territoires palestiniens occupés. Mais l'idée d'une conférence sur le Proche-Orient, proposée par le premier ministre israélien, a été évoquée avant que M. Powell ne parte lundi matin pour le Liban et la Syrie, où il devait poursuivre sa tournée proche-orientale.

Dans une pièce encombrée de la Mouqata'a, le complexe présidentiel palestinien à demi-détruit de Ramallah, Colin Powell s'est entretenu dimanche avec le président de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat. Ce dernier s'est entendu répéter par M. Powell que « les attentats doivent cesser », parce qu'ils constituent un « obstacle » à la paix. Comme on pouvait s'y attendre, M. Arafat lui a répondu que les Israéliens devaient « se retirer immédiatement » des villes de Cisjordanie qu'ils ont réoccupées depuis le 29 mars.

« Nous sommes absolument déterminés à remplir nos obligations

déoulant des accords conclus, y compris nos obligations en matière de sécurité », pour peu que les forces israéliennes se retirent immédiatement des territoires réoccupés, a déclaré de son côté aux journalistes l'un des principaux négociateurs palestiniens, le ministre des collectivités locales, Saëb Erakat. Il a affirmé que des responsables américains et palestiniens allaient se retrouver dès lundi pour continuer les discussions sur différentes idées.

### FACTIONS ARMÉES

Colin Powell a insisté auprès de son interlocuteur palestinien sur le fait que les Etats-Unis entendaient faire une distinction entre les groupes extrémistes du Jihad islamique ou du Mouvement de la résistance islamique Hamas, d'une part, et les factions armées appartenant ou évoluant dans la mouvance du Fatah – le parti de M. Arafat – d'autre part. Ce qui implique vraisemblablement que les Etats-Unis s'attendent à ce que le président de l'Autorité palestinienne fasse pression sur les groupes qu'il est censé contrôler, tel celui des Brigades des martyrs d'Al-Aqsa, qui a revendiqué plusieurs attentats-suicides ces dernières semaines. « Nous pouvons parler de toutes sortes d'idées et de solutions poli-

tiques, mais les attentats doivent cesser », a précisé M. Powell.

La veille, le président palestinien avait publié une lettre en arabe dans laquelle il condamnait de la manière la plus explicite « toutes les actions terroristes contre des civils, israéliens ou palestiniens ». Sa ren-

tructifs », donne en tout cas la mesure de la lenteur des progrès sur le chemin de la paix. « Nous avons échangé diverses idées et étudié les moyens d'aller de l'avant », s'est contenté de dire M. Powell.

L'idée d'une Conférence régionale sur le Proche-orient, proposée

### Hamas : les attentats vont continuer

Le Mouvement de la résistance islamique Hamas poursuivra les attentats suicides anti-israéliens « aussi longtemps que durera l'occupation » israélienne, a affirmé, dimanche 14 avril, l'un de ses porte-parole, Mahmoud Al-Zahar, au lendemain de la condamnation du terrorisme par le président Yasser Arafat. « La poursuite de ces opérations est une nécessité légitime (...) pour infliger [aux forces] d'occupation des leçons après leurs crimes » en Cisjordanie, a déclaré M. Al-Zahar à la chaîne de télévision satellitaire qatarie Al-Jazira. « Personne au monde n'acceptera la définition américaine du terrorisme », a ajouté M. Al-Zahar.

Par ailleurs, d'après la radio militaire israélienne, le cabinet de sécurité israélien a décidé, dimanche, d'ériger des clôtures électroniques à proximité de zones palestiniennes près de Jérusalem, et de deux villes palestiniennes du nord de la Cisjordanie, Jénine et Tulkarem. Le premier ministre Ariel Sharon avait annoncé, le 21 février, son intention de créer des « zones-tampons » le long de la « Ligne verte » séparant Israël de la Cisjordanie. — (AFP.)

contre avec M. Powell était initialement prévue samedi mais elle avait été reportée d'une journée en raison de l'attentat-suicide qui avait fait six morts, la veille, à l'entrée d'un marché de Jérusalem-ouest. L'expression utilisée par Colin Powell, qui a qualifié ses entretiens avec Yasser Arafat d'« utiles et cons-

dimanche par le premier ministre israélien, consisterait en une réunion organisée sous l'égide des Etats-Unis et à laquelle participeraient « un certain nombre de pays dont la liste n'est pas close ». « Israël, l'Egypte, l'Arabie saoudite, la Jordanie, le Maroc et les représentants des Palestiniens devraient par-

ticiper à cette conférence, et je dois dire que cette idée a été acceptée par les Etats-Unis et que la conférence se réunirait dans un court laps de temps pour discuter des arrangements politiques dans la région », a ajouté M. Sharon. Il est clair qu'en parlant de « représentants palestiniens », le premier ministre israélien exclut Yasser Arafat. M. Sharon l'a d'ailleurs encore répété dimanche, lors d'une réunion du cabinet israélien, après sa deuxième rencontre avec Colin Powell. « Personne ne peut faire confiance à Arafat, et ça, tout le monde le sait », a-t-il dit.

Le président palestinien s'est néanmoins déclaré désireux d'accepter le principe d'une telle conférence, à la condition qu'elle se déroule sous l'égide des Etats-Unis. « Je suis prêt pour une conférence, immédiatement, mais celle-ci doit être accompagnée d'un retrait de l'armée israélienne de Cisjordanie », a-t-il déclaré lors d'un entretien à la chaîne de télévision américaine Fox news. Il a ajouté : « j'accepterai toute initiative avancée par le président Bush pour conclure une paix véritable ». Il a par ailleurs répondu de manière évasive à une question sur les résultats de ses entretiens avec M. Powell, rappelant que les Etats-Unis et l'ONU avaient déjà

demandé à plusieurs reprises à Israël de se retirer des territoires palestiniens. Sans succès, a-t-il toutefois noté.

Ariel Sharon, pour sa part, n'a pas cédé d'un pouce à propos du retrait militaire des zones cisjordanaises réoccupées. Lors de son deuxième entretien en trois jours avec Colin Powell, le chef du gouvernement israélien a réaffirmé que les troupes israéliennes ne se retireraient qu'après « avoir fini leur opération », et il n'a fourni aucun calendrier. « Vous ne pouvez pas vous maintenir indéfiniment » en Cisjordanie, aurait par ailleurs dit M. Powell à Ariel Sharon, selon le quotidien Haaretz.

Le secrétaire d'Etat, qui a indiqué que les Etats-Unis « comprennent » la nécessité pour Israël de prendre des mesures pour combattre « le terrorisme », a réitéré la demande américaine de savoir quand prendront fin les opérations militaires israéliennes. Toujours selon Haaretz, l'entourage du président palestinien semblait plutôt déçu, après le départ du secrétaire d'Etat américain, qui aurait été incapable d'apporter quelque garantie que ce soit à propos du départ de Tsahal des zones occupées.

Bruno Philip

### VERBATIM

## « Nous rejetons la violence et le terrorisme »

**VOICI** le texte du communiqué de Yasser Arafat, portant le sigle « OLP, Autorité nationale palestinienne – bureau du président », dans sa traduction fournie par l'Agence France-Presse :

« Le président Yasser Arafat et la direction palestinienne expriment leur condamnation de toutes les actions terroristes visant les civils, qu'ils soient israéliens ou palestiniens, et du terrorisme, qu'il soit pratiqué par un Etat, des groupes ou des personnes. Nous rejetons la violence et le terrorisme perpétrés contre des civils comme moyen pour parvenir à des fins politiques. Conformément à cette position proclamée en 1988 et lors de la signature des accords d'Oslo, et que nous avons répétée à plusieurs reprises, (...) mais qui n'a pas eu d'écho de la part d'Israël, qui a en revanche accéléré son escalade militaire, (...) nous condamnons fermement les opérations visant des civils israéliens, en particulier la dernière en date, commise à Jérusalem, et nous con-

damnons fermement les crimes et massacres commis par les forces d'occupation israéliennes contre des civils et des réfugiés palestiniens à Naplouse, dans le camp de Jénine, et contre l'église de Bethléem et d'autres zones palestiniennes au cours des deux dernières semaines.

« Nous invitons la communauté internationale, le Conseil de sécurité et M. Colin Powell, qui se trouve parmi nous, à s'enquérir des massacres et carnages dont notre peuple est la cible en raison de l'occupation israélienne et de l'obstination du gouvernement israélien à réprimer l'aspiration de notre peuple à la liberté et à l'indépendance, par la force militaire, les chars, les avions, les missiles, les roquettes et les mitrailleuses.

« Au nom du peuple palestinien, nous réaffirmons notre engagement à l'option d'une paix juste entre les deux peuples et les deux Etats, une paix qui assure à la fois la sécurité aux Israéliens et l'indépendance et la liberté au peuple palestinien dans un Etat indépendant. »

« Seule la paix peut assurer la sécurité de tous, et non l'occupation, la force militaire, les massacres, et les actes terroristes, commis en particulier contre les civils. Cela n'apportera ni sécurité ni paix aux Israéliens ou aux Palestiniens.

« Nous devons travailler tous ensemble, notamment après les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU, les déclarations du président Bush et de son secrétaire d'Etat, et après le communiqué de Madrid du quatuor Etats-Unis-Russie-Union européenne-ONU et la tournée de M. Colin Powell, pour faire cesser cette guerre, obtenir le retrait immédiat des Israéliens, l'amorce de l'application du mémorandum Tenet et du rapport Mitchell et le début de négociations – sur la base des résolutions des sommets arabes et de l'initiative saoudienne qui a été adoptée par le sommet arabe de Beyrouth –, ainsi que pour obtenir la protection de nos lieux saints chrétiens et musulmans, et l'envoi d'une force de paix internationale pour suivre l'application de tout cela. »

**ILS N'ONT** évidemment pas assisté à l'entretien qu'ont eu, dimanche 14 avril, le président palestinien, Yasser Arafat, et le secrétaire d'Etat américain, Colin Powell, à l'intérieur du complexe présidentiel palestinien (la Mouqata'a), assiéjé depuis le 29 mars à Ramallah. Mais les « internationaux » membres de la Campagne civile de protection du peuple palestinien, qui partagent la vie des Palestiniens enfermés dans le complexe, n'en ont pas moins eu droit à un compte-rendu de la conversation. Il leur a été fait par M. Arafat lui-même.

Joint dimanche soir par téléphone, Samir Al-Affi, un jeune Français membre d'une ONG qui se consacre au développement rural en Palestine, et Paul Nicholson, Basque espagnol quinquagénaire, président de l'association Via Campesina, racontent une « journée pas comme les autres ».

**Samir Al-Affi** : « Aujourd'hui, l'événement, c'était, bien sûr, la venue de Powell, et nous étions très attentifs à ce qui en sortirait. Nous voulions aussi nous rendre visibles, rappeler au monde que nous som-

mes là pour demander une protection pour le peuple palestinien et contribuer à la protection du président Arafat. Mais les Israéliens nous ont fait savoir, via le personnel de sécurité américain venu tôt le matin, que nous devions être « invisibles » – c'est le mot qui a été employé – et que nous étions priés de rester dans un bâtiment à l'écart, faute de quoi ils ne laisseraient pas

## « M. Arafat nous a dit que des décisions pourraient être prises qui ne concernent pas uniquement la Palestine mais l'ensemble du Moyen-Orient »

M. Powell arrivera jusqu'ici ; c'est ce que nous avons fait, mais ensuite, grâce aux Palestiniens, certains d'entre nous ont pu s'adresser aux journalistes autorisés à venir jusqu'ici, et quelques-uns ont donné des interviews à la télévision américaine. Nous avons également remis un communiqué aux journalistes rappelant toutes nos demandes.

« Le président Arafat avait demandé à M. Powell de prendre la peine de rencontrer certains représentants de notre mouvement. Powell a donc serré la main de quelques-uns, ce qui est assez positif parce que cela veut dire que notre mouvement est pris en compte.

M. Arafat vient de nous rendre compte de ce qui s'est passé. Il nous a informés qu'il avait dit à Powell que la priorité pour lui était la situation à Bethléem à cause des lieux saints ; la deuxième priorité, c'est Jénine et Naplouse, et c'est en dernier lieu qu'il réclame la levée du siège de la Mouqata'a. Autrement dit, lui-même passe en dernier. »

**Paul Nicholson** : « C'était aujourd'hui une journée dont on attendait beaucoup. M. Powell, qui était supposé rester une demi-heure, a finalement passé trois heures en conversation avec M. Arafat, qui vient de nous rencontrer pendant une heure et qui a répondu à toutes nos questions. Il nous a dit que le climat de l'entretien avec Powell était détendu et que ça s'est relativement bien passé. Il nous a aussi dit que Sharon maintenait sa stratégie militaire, que la situation était confuse, mais

que les Etats-Unis étaient de plus en plus critiques envers la politique de Sharon. Il a également informé M. Powell qu'il préférerait mourir plutôt que de laisser Israël le déporter ou l'arrêter.

« M. Arafat nous a dit qu'il était plutôt optimiste parce que des pressions de plus en plus fortes sont exercées de la part des pays arabes, de la Russie et de l'Union européenne pour qu'Israël se retire de Palestine. Il a également dit que la semaine qui commence sera très importante, que des décisions pourraient être prises qui ne concernent pas uniquement la Palestine mais l'ensemble du Moyen-Orient, qu'il y aurait un scénario pour l'ensemble de la région. M. Powell doit aller demain au Liban et en Syrie et revenir mardi à Jérusalem et ici mercredi.

« Ce matin, quelques-uns d'entre nous, malgré les difficultés soulevées par les Israéliens, ont réussi à dire à M. Powell ce que nous pensions, que l'occupation était la cause de la violence dans la région, qu'il doit lui-même assumer la responsabilité de forcer la paix, et ils ont dénoncé les massacres de Jénine. M. Powell a souri. Il était poli. Et nos trois représentants, qui ont été autorisés à faire cinq mètres à l'extérieur du complexe présidentiel, ont remis une déclaration à une quinzaine de journalistes qui étaient là. Nous voulions tenir une conférence de presse, mais on nous a interdit de le faire. La ville de Ramallah était bien sûr sous strict couvre-feu. Il y a quand même un groupe de pacifistes, dont un député brésilien, qui ont réussi à braver l'interdiction et à s'approcher un peu.

« (...) Vous entendez ces bruits ! Ce sont les chars et les soldats israéliens qui reviennent en force et qui reprennent leurs positions agressives, là, sous notre nez. La nuit dernière, ils ont nettoyé la zone, enlevé les débris, les carcasses de voiture. Nous n'avons toujours pas d'eau courante ; hier elle avait été rétablie, mais apparemment ils ont à nouveau cassé une canalisation. Nous n'avons pas reçu de vivres ni d'eau potable aujourd'hui. Mais le plus grave reste le problème de l'eau courante et la situation sanitaire. »

**Samir** : « C'est clair, ils ont rétabli l'eau hier pour que les Palestiniens puissent faire un peu de ménage avant l'arrivée de Powell afin qu'il ne voie pas les lieux dans l'état où ils étaient. Ils ont maintenu l'eau jusqu'en fin d'après-midi et, depuis, elle est à nouveau coupée. »

Propos recueillis par Mouna Naïm

### Espace Suffren

40 ter, av de Suffren

Paris 15

Tél. : 01 53 58 10 00

Concession Volkswagen

### Michel Ange

97, rue Michel Ange

Paris 16

Tél. : 01 41 71 12 12

Concession Volkswagen

et

52, av du Général Leclerc

Boulogne-Billancourt

Tél. : 01 55 60 24 00

Relais Volkswagen

...tellement extraordinaire qu'on pense que vous l'êtes aussi.



Nous avons tout de suite songé à vous quand la nouvelle Polo est apparue. Tellement exceptionnelle qu'ici aussi, on ne peut s'empêcher de penser que vous l'êtes aussi. C'est dire notre impatience de vous rencontrer... pour vous la faire découvrir.

Nouvelle Polo.  
La surdouée de Volkswagen



3615 Volkswagen (0,02 € l'accès, 0,20 € la minute) - 0 825 02 25 25 (0,15 € la minute).  
Consommations de la Polo 1.2 65 ch CE 99/100 (l/100 km) poids à vide minimal - maximal :  
cycle urbain / extra-urbain / mixte : 7,6 - 7,7 / 5,1 - nc / 5,9 - 6,0 / CO<sub>2</sub> (g/km) : 142 - 144.

\*Pour la Polo 1.2 65 ch 3 portes essence au prix catalogue de 11 490 euros tarif au 01/11/2001 - Versement comptant de 2 351,40 euros. Financement Abregio. Crédit de 9 138,6 euros au T.E.G. de 10,75 % (soit 0,8958 % par mois). Durée 37 mois. 36 mensualités de 200 euros comprenant une garantie capital auto, puis 1 mensualité de 4 925,24 euros qui peut être couverte par la reprise du véhicule suivant engagement sous conditions du concessionnaire vendeur. Coût total du crédit avec assurance garantie capital Auto 2 986,64 euros. Offre réservée aux particuliers jusqu'au 30 avril 2002, sous réserve d'acceptation du dossier par VOLKSWAGEN FINANCE SA, 11 avenue de Boursonne 02600 Villers-Cotterêts - RC SOISSONS B 642 032 148.



## La démarche de l'administration américaine fait l'objet de critiques contradictoires à Washington

Condoleezza Rice s'est efforcée d'expliquer le sens de la mission de Colin Powell. Créditant Yasser Arafat de déclarations « très positives » sur le terrorisme, les Etats-Unis attendent des actes



**RAMALLAH**  
Yasser Arafat et Colin Powell lors de leur rencontre, dimanche, au quartier général assiégé du chef de l'Autorité palestinienne. Les entretiens ont duré plus de trois heures.

**WASHINGTON**  
de notre correspondant

Avant de quitter Washington, le 7 avril, Colin Powell avait dit qu'il serait content s'il parvenait à obtenir un cessez-le-feu. Dimanche 14 avril, Yasser Arafat a refusé un cessez-le-feu tant que les troupes israéliennes ne se seraient pas retirées de Cisjordanie, estimant que cela équivaldrait à une reddition. A la nouvelle demande de retrait que le secrétaire d'Etat lui a présentée ensuite, Ariel Sharon a répondu en proposant une conférence internationale sans M. Arafat. Malgré un rendez-vous prévu, lundi, entre les collaborateurs de M. Powell et ceux de M. Arafat, les responsables américains semblaient à court d'idées.

Le secrétaire général de la Maison Blanche, Andrew Card, affirmait pourtant, sur la chaîne de télévision Fox News, qu'un important résultat avait été obtenu avec le communiqué de M. Arafat condamnant, en arabe, l'attentat de samedi à Jérusalem. Condoleezza Rice, la conseillère de George W. Bush pour la sécurité nationale, assurait, de son côté, sur NBC : « Nous pensons que nous sommes sur la bonne voie. » Elle expliquait que le président, dans sa déclaration du 4 avril, avait posé les bases de tout progrès possible sur la voie d'un règlement politique : le retrait des troupes israéliennes de Cisjordanie, la renonciation de M. Arafat au terrorisme et l'engagement des principaux alliés arabes des Etats-Unis sur la proposition du prince héritier Abdallah d'Arabie saoudite.

M<sup>me</sup> Rice s'est efforcée de déceler des signes de bonne volonté israélienne dans les « quelques retraits » opérés et dans le fait que des pourparlers aient été engagés pour résoudre le problème de l'église de la Nativité à Bethléem. Elle a crédité M. Arafat de « déclarations très positives » au sujet du terrorisme, ajoutant que l'important était que ses propos soient suivis par des actes.

Pour le reste, elle s'en est remise à « l'autorité » de M. Powell, indiquant seulement que le secrétaire d'Etat n'allait pas s'engager dans un long exercice de « navette diplomatique ». Autrement dit, son séjour au Proche-Orient devrait prendre fin assez vite après ses visites à Beyrouth et Damas, puis son retour en Israël lundi soir.

L'embarras de M. Bush et de son équipe est dû à la situation sur place, bloquée par l'opération militaire israélienne, mais il s'explique aussi par l'absence de consensus américain sur la politique à suivre. M<sup>me</sup> Rice, qui a été à l'origine du changement de discours du président, le 4 avril, a présenté une argumentation habile à l'appui de la démarche du gouvernement et en réponse à ceux qui le critiquent.

S'agissant de M. Arafat, elle a maintenu l'exigence d'actions ouvertement dirigées contre les organisations terroristes. A ceux qui reprochent à l'administration de parler avec M. Arafat, elle a répondu que M. Powell n'était pas allé voir le dirigeant palestinien pour négocier quoi que ce soit avec lui, mais pour lui signifier

qu'il doit user des moyens qui lui sont offerts pour lutter contre le terrorisme. Elle a fait valoir que les Etats-Unis aident d'autres gouvernements – celui du Yémen, celui de la Géorgie – à combattre le terrorisme et que c'est ce qu'ils entendent faire avec l'Autorité palestinienne.

A l'adresse de M. Sharon, elle a répété que les Etats-Unis reconnaissent et respectent le droit d'Israël de se défendre et n'établissent aucune « équivalence morale »

### L'embarras de M. Bush s'explique aussi par l'absence de consensus, au sein de son équipe, sur la politique à suivre

entre les attentats-suicides et les actes de ceux qui cherchent à s'en protéger. Cependant, a-t-elle ajouté, de même que les Etats-Unis ne se sont pas bornés à riposter militairement, après le 11 septembre, mais ont agi aussi sur le plan du renseignement et de la coopération policière, les Israéliens ne peuvent pas compter seulement sur « la puissance militaire » pour assurer leur sécurité. Elle a déclaré « prématuré » d'envisager l'envoi sur place de troupes américaines, mais elle a répété que des « contrôleurs » pourront être mis en place,

« quand les circonstances le permettent », pour garantir le respect des accords qui auront été passés.

L'hypothèse d'une conférence internationale se heurte aux refus de M. Sharon de négocier avec M. Arafat et à celui des pays arabes de discuter sans lui. Certains démocrates comme Joseph Biden, le président de la commission des affaires étrangères du Sénat, ont pris parti pour une telle conférence, aux conditions qu'y mettent les pays arabes, « parce qu'ils ont de bonnes raisons de vouloir qu'elle aboutisse ». John Kerry, sénateur du Massachusetts, qui vise la candidature démocrate à l'élection présidentielle de 2004, reproche à M. Bush de s'engager à reculons dans un nouveau processus de paix au Proche-Orient. Son collègue Joseph Lieberman, lui aussi candidat possible en 2004, estime au contraire que l'administration a tort de remettre en selle M. Arafat. Cette critique est aussi celle qu'une partie des républicains adressent, plus ou moins ouvertement, à M. Bush.

D'autres, comme le sénateur du Nebraska, Chuck Hagel, jugent que la guerre contre le terrorisme ne peut pas être toute « en noir et blanc » et qu'il faut aussi s'accommoder de « zones grises », dont la direction palestinienne est un exemple. Cette position est aujourd'hui dominante dans l'équipe présidentielle, mais le secrétaire à la défense, Donald Rumsfeld, se cache à peine de ne pas la partager.

Patrick Jarreau



**TEL AVIV**  
Après sa rencontre avec le chef palestinien, le secrétaire d'Etat américain s'est entretenu à nouveau avec Ariel Sharon dimanche soir. Colin Powell s'est rendu, lundi 15 avril, à Beyrouth puis à Damas.



**SUD LIBAN**  
Des centaines de sympathisants du Hezbollah ont défilé, dimanche, à Kfar Kila, près de la frontière israélienne, dénonçant les opérations de Tsahal à l'encontre des Palestiniens en Cisjordanie.

### « Nous n'avons que nos corps à offrir »...

**BEIT FAJAR**

de notre envoyé spécial

Des tanks encerclent le village de Beit Fajar, situé entre Bethléem et Hébron, tandis que les Palestiniens rendent hommage, dimanche 14 avril, à leur « martyr ». La nuit précédente, une incursion de l'armée dans ce village, celui de la kamikaze du dernier attentat à Jérusalem, s'est soldée par six arrestations et quelques vitres brisées. Les habitants craignent maintenant un retour plus brutal de Tsahal, mais célèbrent la mémoire d'Andalib Takataqah, vingt ans, couturière dans une usine locale, dont le suicide a provoqué la mort de quatre Israéliens et de deux travailleurs immigrés chinois.

Les femmes chantent et scandent des slogans guerriers. Les hommes écoutent les discours. On brandit des drapeaux et des photos de Yasser Arafat. « Allons à Jérusalem ! hurle l'homme qui tient le microphone. Allons à Jérusalem avec nos milliers de martyrs ! » La foule reprend en chœur.

Khalil Takataqah assure être « très fier » de l'action de sa fille. Le vieux tailleur de pierres tente d'expliquer ce qui a pu inciter Andalib à mourir. « Ma fille regardait jour et nuit la télévision. Elle disait : "Regarde ! Les Palestiniens perdent leurs vies et leurs maisons, et nul n'élève la voix contre ces crimes !" Elle pensait, comme moi, comme nous, que les Palestiniens sont humiliés. Nous vivons encerclés. Nous vivons le pire drame sur la Terre, sans que personne n'intervienne. »

« Ce matin-là, Andalib a préparé du thé. Puis je me suis rendormi, tandis qu'elle quittait la maison sans un mot... Le soir, vers minuit, un voisin m'a prévenu que les soldats israéliens arrivaient. Ils m'ont fait sortir de la maison et m'ont demandé où étaient mes enfants. J'ai répondu qu'ils étaient tous là, sauf Andalib, qui n'était pas rentrée. Ils ne m'ont pas informé de l'attentat. Ils ont arrêté six hommes, dont mon fils Ali. Ce n'est que le lendemain que j'ai appris... »

**« JE SUIS FIER DE MA FILLE »**

« Vous devez comprendre que nous n'avons ni tanks, ni missiles, ni avions de chasse, poursuit Khalil. Nous n'avons que nos corps à offrir. C'est pourquoi les familles des suicidaires acceptent ces sacrifices avec fierté. » Le père de la « martyre » ajoute toutefois qu'il ne pense pas que les combattants palestiniens peuvent inquiéter le pouvoir israélien. Il croit que seuls les pays occidentaux ont le pouvoir d'arrêter cette guerre. « Il faut que le monde dise aux Américains que le drame de la Palestine, ça suffit ! »

Ses amis lui servent un café brûlant. Khalil a soudain le regard triste, comme si la flamme politique venait de s'éteindre. Si Andalib l'avait informé de son projet, comment aurait-il réagi ? « Mon cœur de Palestinien me dit aujourd'hui que je suis fier de ma fille. Mais, si elle m'avait confié ce qu'elle préparait, mon cœur de père ne l'aurait pas laissée sortir de la maison. »

Rémy Ourdan

### Manifestations en France et en Europe

En France, des manifestations de soutien aux Palestiniens ont eu lieu ce week-end à Ajaccio, Bordeaux, Lyon, Nice, Paris, Rennes, Saint-Etienne et Troyes. A Nice, environ 4 000 personnes ont défilé à l'appel de la communauté musulmane, du Parti communiste et de mouvements pacifistes, aux cris de « Bush, Sharon, assassins ». A Bordeaux, le défilé a réclamé le « boycottage d'Israël » et la « rupture des accords commerciaux ».

En Allemagne, quelque 30 000 personnes ont manifesté dans plusieurs villes. A Berlin, quelque 11 000 personnes ont montré leur « solidarité avec la Palestine », tandis qu'un autre cortège a réuni environ 1 500 manifestants solidaires avec Israël. A Londres, entre 10 000 et 15 000 personnes ont scandé « A bas Israël », « A bas les Etats-Unis » ou « Jihad ». A Amsterdam, 10 000 personnes, selon la police, ont demandé d'arrêter la guerre contre les Palestiniens. A Barcelone, de 12 000 à 30 000 personnes (selon la police ou les organisateurs), ont réclamé un boycottage d'Israël et un procès pour « crimes contre l'humanité » de M. Sharon.

### Les Israéliens continuent à publier des documents présentés comme compromettants pour M. Arafat

**JÉRUSALEM**  
correspondance

Les autorités israéliennes ont rendu public, dimanche 14 avril, un nouveau document prouvant, selon elles, l'implication de Yasser Arafat dans les violences perpétrées par les Palestiniens : une lettre marquant le premier anniversaire de l'Intifada, datée du 30 septembre 2001 et envoyée à des responsables arabes israéliens, où le président de l'Autorité palestinienne écrit : « Nous écrivons avec du sang la carte de notre nation. » Ce courrier fait partie des documents que l'armée dit avoir saisis dans les bâtiments de l'Autorité palestinienne à Ramallah, Bethléem et ailleurs, dont le premier fut présenté à la presse le 3 avril.

Pour le gouvernement israélien, ces documents justifient l'absence de concessions à M. Arafat et l'attente de l'émergence d'un autre chef palestinien. « Ils montrent le lien direct entre l'Autorité palestinienne et le terrorisme. Nous en connaissons l'existence, mais n'avions jamais eu de preuves aussi claires de la duplicité d'Arafat. Ces gens qui

nous parlaient de paix étaient ceux-là mêmes qui finançaient le terrorisme », assure Emmanuel Nahshon, porte-parole du ministère des affaires étrangères. Ces documents furent donc présentés à la presse et aux Américains, qui n'ont, semble-t-il, émis aucun doute sur leur authenticité. Plusieurs sont consultables sur Internet (www.idf.il).

Les Palestiniens, en revanche, accusent Israël de créer de fausses preuves. « Ils sont très occupés à fabriquer des choses », déclarait début avril le négociateur palestinien Saëb Erekat.

Les documents comprennent quatre lettres qui auraient été adressées par des responsables du Fatah de Cisjordanie, demandant de l'argent pour leurs membres dont certains sont considérés en Israël comme des terroristes. M. Arafat donne son accord en rectifiant les sommes à la baisse. Ainsi, dans un courrier du 9/7/2001, le chef du Fatah de Bethléem, Kamal Hamid, sollicite 2 000 dollars pour chacun de ses 24 militants, dont Atef Abiat. Le chiffre, rayé, est remplacé par

### A Beyrouth et Damas : contenir le Hezbollah libanais

LE SECRÉTAIRE d'Etat américain, Colin Powell, est arrivé lundi 15 avril à Beyrouth, où il devait s'entretenir avec les dirigeants libanais des attaques du Hezbollah à la frontière israélienne, qui font craindre une extension du conflit israélo-arabe. Il devait dans la foulée et pour les mêmes raisons se rendre en Syrie. Le premier ministre libanais Rafic Hariri, qui devait être l'un des interlocuteurs de M. Powell, s'est rendu dimanche à Damas pour discuter avec le président syrien Bachar al-Assad de la situation régionale. La Syrie, qui exerce une tutelle sur le Liban, jouit d'une influence certaine sur le Hezbollah libanais.

Samedi encore, des membres du Hezbollah avaient attaqué des positions israéliennes dans la région frontalière dite des Fermes de Chebaa. Ils ont tiré des missiles anti-chars, des obus de mortier et des salves de mitrailleuse sur les forces israéliennes dans ce secteur, situé aux confins des territoires libanais et syrien et occupé en 1967 par l'armée israélienne,

mais dont le Liban revendique la souveraineté.

Depuis le début de l'offensive militaire israélienne en Cisjordanie, il y a deux semaines, le Hezbollah attaque quasi quotidiennement des positions israéliennes dans la région. Mais dimanche, pour la première fois depuis le 29 mars, le canon s'est tu. Pas une roquette ne s'est abattue sur les positions israéliennes dans le secteur des Fermes. Aucun tir d'éléments « incontrôlés », comme cela était arrivé à diverses reprises, n'a visé non plus une localité du nord d'Israël.

**MANIFESTATION DE FEMMES**

Un millier de femmes membres ou sympathisantes du Hezbollah ont toutefois défilé à proximité de la frontière libano-israélienne, appelant à arrêter « les massa-

crs » commis selon elles par l'armée israélienne contre les Palestiniens. La veille, M. Powell avait exhorté « les nations qui ont de l'influence sur le Hezbollah, particulièrement la Syrie, à tout faire pour le contenir ». L'Iran, qui a lui aussi une influence sur le parti chiite, a appelé de son côté à la retenue, à l'occasion d'une visite surprise à Beyrouth, jeudi, de son ministre des affaires étrangères, Kamal Kharrazi, qui a rencontré le secrétaire général du Hezbollah, Hassan Nasrallah.

Avant l'arrivée de M. Powell à Beyrouth, des milliers de personnes s'étaient rassemblées sur la route de l'aéroport, criant « Mort aux Etats-Unis », « Mort à Israël », à l'appel des partis islamistes, dont le Hezbollah, de partis de gauche et de mouvements palestiniens. – (AFP, Reuters.)

## TROISIÈMES CYCLES

### Ciblez les métiers en développement

- Marketing stratégique, développement et communication commerciale
- Création, reprise et management de PME
- Ingénierie d'affaires et négociations internationales
- Finance internationale, trading et marchés des capitaux
- Audit, conseil et contrôle de gestion
- Gestion des Ressources Humaines et organisation des entreprises
- Logistique et grande distribution
- Management et nouvelles technologies : du multimédia au commerce électronique
- Communication globale et information
- Net marketing et e-commerce
- Création d'entreprise, start-up et net business
- International MBA dispensé sur 3 continents (Europe, Amérique, Asie)

15 mois : 7 mois de formation polyvalente et 8 mois de spécialisation et pratique en entreprise.

Admission : BAC + 4, BAC + 5 • CADRES D'ENTREPRISE (pouvant justifier de plusieurs années d'expérience)



**DONNEZ RAISON A VOS AMBITIONS**

Contact : Marion Maury  
ISG - 8, rue de Lota 75116 Paris - Tél. 01 56 26 26 10/13



## Les premiers témoignages indépendants attestent de la brutalité de l'offensive israélienne sur Jénine

Il était encore impossible, lundi, d'accréditer ou de démentir les accusations palestiniennes selon lesquelles Tsahal aurait commis un « massacre » dans ce camp peuplé de 15 000 réfugiés

### JÉRUSALEM

de notre envoyé spécial

Des cadavres figés dans la mort au milieu des décombres de leurs maisons, des parties du camp rasées au bulldozer ; d'autres, comme dans le centre, là où les combats furent les plus durs et la résistance des combattants palestiniens acharnée, détruites à l'arme lourde - obus de char ou canon d'hélicoptère Apache : les premiers témoignages de journalistes et de photographes qui ont pu pénétrer dans le camp de réfugiés de Jénine attestent de la violence des affrontements et de la brutalité de la réplique de l'armée israélienne. Mais il est impossible, à ce stade, de savoir si un « massacre » a bien eu lieu ici, comme l'affirment les Palestiniens, ou si, au contraire, comme le soutiennent les Israéliens, leur armée a pris toutes les précautions afin d'éviter que les civils fassent les frais de l'opération militaire dans ce camp, une ville en dur abritant quelque 15 000 personnes.

Le ministre israélien de la défense, Benyamin Ben Eliezer, a affirmé, dimanche 14 avril, que des « dizaines » de Palestiniens ont été tués dans l'offensive. Toujours selon les Israéliens, 46 cadavres auraient été localisés dans le camp, et le bilan oscille désormais entre 70 et une centaine de morts. Sans compter les 23 soldats israéliens qui ont été tués dans des embuscades ou victimes de tirs de snipers.

Côté palestinien, on avance le chiffre de « centaines » de morts, en accusant ouvertement Israël de s'être livré à un carnage. Sur son site Internet, l'organisation de défense des droits de l'homme palestinienne LAW indiquait, dimanche, avoir été informée par des témoins que, en dépit de la décision de la Cour suprême israélienne, les forces israéliennes « ont continué à transporter des corps à l'extérieur du camp ». « Les témoignages confirment les informations selon lesquelles un camion a été vu transportant des corps dans des sacs en plastique, ajoute LAW. Les corps ont ensuite été mis dans des trous creusés par



Un jeune Palestinien marche sur les débris de maisons détruites par l'armée israélienne lors de l'opération militaire lancée contre le camp de réfugiés de Jénine, en Cisjordanie.

des bulldozers. Plus tard, des témoins ont vu les bulldozers revenir au même emplacement, à l'extérieur du camp, emporter une trentaine de corps, les recharger sur le camion, qui a ensuite pris la direction de la ligne verte de démarcation entre Israël et les territoires palestiniens occupés. » LAW indique par ailleurs, toujours selon des témoins - « parfois des femmes et des enfants, se trouvaient encore ». Entre autres témoignages, LAW fait également état de Palestiniens utilisés comme « boucliers humains » par les forces israéliennes.

### « VOYAGE ORGANISÉ »

L'interdiction par Israël de l'accès du camp aux journalistes - au motif que des engins explosifs s'y trouvent encore - est, au mieux, un désastre sur le plan de la communication. Dans son édition du dimanche 14 avril, le quotidien Haaretz cite une source anonyme, membre des forces armées, qui déplore cette interdiction, estimant que « le monde s'est déjà forgé une opinion [sur ce qui s'est passé]. Il est trop tard pour le faire changer d'avis. On

pense désormais que nous nous sommes rendus responsables d'un massacre. » L'armée a autorisé, dimanche, un groupe de journalistes sélectionnés à visiter le camp sous escorte armée. Mais ce voyage organisé, durant lequel les reporters ont aperçu quelques cadavres et fait un rapide tour des lieux des combats, ne suffira pas à dissiper les doutes : en barrant la route du camp aux journalistes, le gouvernement démocratique d'Israël a donné le sentiment que son armée avait quelque chose à cacher. Dimanche, à un barrage israélien, un petit groupe de journalistes français se sont vu confisquer leurs cartes d'accréditation pendant trois heures, avant de se faire refouler. L'un de leurs « guides » palestiniens et un photographe franco-phon d'origine libanaise se sont fait traiter de « sales Arabes » par un soldat, qui a ajouté : « Ici c'est chez nous, c'est pas chez vous ! »

Un journaliste du quotidien français L'Humanité, Pierre Barbancey, qui a réussi à passer quarante-huit heures dans le camp, a raconté que, selon des témoignages de Palestiniens, « des cadavres ont été jetés dans un trou creusé sur la place principale, la place Hawashin, et recou-

verts de béton ». « Depuis, tous les morceaux de béton provenant des destructions des maisons sont mis dessus par l'armée israélienne », a ajouté M. Barbancey, qui raconte avoir entendu les bulldozers s'activer durant les nuits qu'il a passées dans le camp.

Autre version, celle d'un journaliste israélien qui a fait partie de la « visite guidée » de dimanche dans le camp de Jénine : « Il n'y a pas de signes de massacres, même si les destructions sont impressionnantes », écrit en substance Amos Harel, envoyé spécial de Haaretz. Dans ses conversations avec des soldats et des réservistes, le journaliste a pu se rendre compte que ces derniers avaient été impressionnés par la violence des affrontements et le degré de résistance des Palestiniens. « Ce qui s'est passé ici est incroyable », lui a confié un réserviste, un ancien de la guerre du Liban, qui n'avait « jamais vu ça ». « Je me tenais à l'entrée du camp. Je voyais de jeunes soldats des Golanis [un régiment d'élite] qui entraient à l'intérieur, sûrs d'eux, croyant que cela serait une partie de plaisir. J'ai vu ensuite leurs corps revenir dans des sacs. »

Bruno Philip

## Bethléem : la médiation des Eglises se heurte à l'intransigeance de M. Sharon

Situation critique dans la basilique de la Nativité

AU QUATORZIÈME jour de siège à la basilique de la Nativité, à Bethléem, la situation est jugée insoutenable par les moines franciscains, arméniens et grecs-orthodoxes encerclés par l'armée israélienne depuis le 2 avril, ainsi que 200 Palestiniens, armés ou en civil, réfugiés à l'intérieur du lieu saint chrétien. De nouveaux tirs ont été entendus dans la soirée du dimanche 14 avril, mais cette fois sans faire de victime. La veille, un policier palestinien, Hassan Nasman, retranché dans le complexe de bâtiments religieux, avait été tué par un tireur israélien embusqué.

Celui-ci, pour expliquer son geste, a déclaré qu'il avait été « visé » par le Palestinien depuis Casanova, la maison d'accueil de pèlerins contiguë à la basilique. Cet incident en dit long sur l'état de nervosité qui règne à Bethléem. Les tentatives de médiation des Eglises échouent. La situation humanitaire des réfugiés s'aggrave. Le bilan s'alourdit : depuis le 2 avril, deux Palestiniens ont été tués à la Nativité ; un prêtre arménien et deux soldats israéliens ont été blessés. L'armée israélienne se défend de toute incursion contre la basilique mais, devant le refus des Palestiniens de rendre les armes, elle entend leur livrer une « guerre psychologique », selon un porte-parole. Des appels à la reddition sont lancés depuis des haut-parleurs suspendus au sommet d'une grue. Un ballon d'observation stationne aussi à la verticale de la basilique.

La proposition faite, dimanche 14 avril, par Ariel Sharon, relève-t-elle de la « guerre psychologique » ? Le premier ministre israélien n'a laissé le choix aux réfugiés qu'entre la prison en Israël et l'exil à vie. Les Palestiniens retranchés à la Nativité, a-t-il dit en substance, doivent se rendre et ils seront jugés par les tribunaux. Ou ils seront expulsés et ne pourront jamais plus revenir dans les territoires. Cette proposition a été jugée « inacceptable » par les Palestiniens. « Il s'agit de leur pays et ils n'accepteront jamais d'être exilés », explique un négociateur, Salah al-Taamari. Ajoutant que M. Sharon n'était absolument pas qualifié pour faire juger ces militants par ses tribunaux : « S'ils doivent être jugés, ce sera devant des tribunaux palestiniens ».

La proposition d'Ariel Sharon était une réponse indirecte aux patriarches et autres chefs des treize Eglises de Terre sainte qui, samedi 13, à Jérusalem, avaient été reçus par Colin Powell. Les responsables d'Eglises ont transmis au secrétaire d'Etat un mémorandum dans lequel ils proposent trois jours de trêve à Bethléem, au cours desquels l'armée israélienne se retirerait du quartier de la basilique. Les Palestiniens en sortiraient, rendraient leurs armes à des représentants de l'Autorité palestinienne et pourraient rentrer

chez eux sains et saufs. Ce mémorandum invite également à reconnaître Yasser Arafat comme « le représentant légitime du peuple palestinien ».

Cette dernière proposition venant des Eglises fait suite à celle qui avait été promue la semaine dernière, par l'Eglise anglicane en particulier, qui offrait des garanties supérieures aux réfugiés palestiniens. Ceux-ci sortiraient de la Nativité sous une escorte internationale (les Britanniques auraient offert leur médiation), qui se chargerait ensuite de les conduire jusqu'à Gaza.

Quoi qu'il en soit, aucune de ces deux solutions n'avait reçu, lundi 15 avril, le moindre début d'application. Les Israéliens estiment que la crise est militaire et « sera réglée militairement », alors que les Palestiniens demandent que le Vatican, des responsables d'Eglises, en particulier Mgr Michel Sabbah, patriarche latin de Jérusalem, soient associés aux discussions.

La situation humanitaire se dégrade à l'intérieur de la basilique et, plus encore, dans le couvent franciscain voisin, toujours

## Pour les Israéliens, la crise est militaire et doit être « réglée militairement »

privé d'eau et d'électricité. A la fin de la rencontre avec Colin Powell, le Père Giovanni Battistelli, custode (gardien) de Terre sainte, a dit au secrétaire d'Etat : « Ne nous laissez pas seuls ». Colin Powell se serait engagé à intercéder auprès des autorités israéliennes, alors que les franciscains répétaient, dimanche, qu'ils n'avaient pas du tout l'intention d'abandonner les Palestiniens réfugiés dans leurs locaux.

Les dernières gouttes d'eau potable provenant d'une citerne contiguë au couvent ont été consommées dimanche et « les conditions de vie des frères risquent de devenir très critiques dans les heures qui viennent » selon des informations téléphonées au Monde. L'amertume est grande chez les religieux chrétiens à l'égard des Israéliens qui ont encore refusé l'accès de la basilique, samedi 13 avril, au Père Battistelli. Deux jours plus tôt, c'était au tour de l'archevêque d'Athènes, Mgr Christodoulos, également désireux de reconforter les moines grecs-orthodoxes retranchés, de se voir refoulé. Dans son éditorial du dimanche 14 avril, le quotidien Haaretz a demandé à Ariel Sharon de faire à Bethléem une « concession ».

Henri Tincq

## L'armée devra associer la Croix-Rouge à la recherche des corps

### JÉRUSALEM

Correspondance

La Cour suprême israélienne a demandé, dimanche 14 avril, à l'armée d'associer la Croix-Rouge à la recherche et à l'identification des corps des Palestiniens tués à Jénine. L'armée s'est également engagée à remettre les corps aux familles et à ne les enterrer elle-même que dans le cas où ces dernières ne voudraient pas le faire.

La justice israélienne avait été saisie, vendredi, sur plaintes de deux députés arabes israéliens et de deux associations de défense des droits des Arabes israéliens et des Palestiniens, qui accusaient l'armée de cacher les morts dans des fosses communes dans la vallée du Jourdain. Le président de la Cour suprême, Aaron Barak, avait aussitôt enjoint l'armée de ne plus toucher aux morts en attendant le jugement et demandé des explications sur les accusations portées.

Dimanche, l'avocat général prend la parole. Calme, il nie catégoriquement l'intention prêtée à Tsahal au sujet des fosses commu-

nes. Mais il est impossible, dit-il, de laisser les secours agir seuls car de nombreux endroits et cadavres seraient piégés. 37 corps ont déjà été récupérés, poursuit-il : huit auraient été rendus aux Palestiniens et 26 autres, dont deux femmes et un enfant, avaient été retrouvés quand la Cour a demandé à l'armée de tout stopper. Les avocats des plaignants s'insurgent et insistent sur le nombre important de morts et de victimes civiles.

Rapidement cependant, les échanges laissent entrevoir une solution : la Croix-Rouge, et éventuellement le Croissant-Rouge, participeraient à la recherche et à l'identification des corps. C'est ce que demandent les plaignants et l'armée ne s'y oppose pas, au contraire même. « Tsahal a intérêt à ce que les Palestiniens récupèrent leurs corps, sinon en attendant, il faut qu'on les garde », remarque le colonel Daniel Reizner, assistant de l'avocat de l'armée, parlant avec les journalistes pendant les deux longues heures de délibérations. Interrogé sur l'éventualité d'un

massacre, le colonel répond, serein : « Vous savez aujourd'hui, la communication, la propagande, ça fait partie intégrante de la guerre. Il faut faire avec ». En revanche, il s'étonne des estimations données par l'armée ces derniers jours : « Je ne sais pas d'où ils sortent ces [chiffres de] 100 ou 200 ou 250 morts. Une seule chose est sûre pour le moment : après avoir examiné la moitié du camp, nous avons trouvé 37 corps et, sur les 26 qui sont encore entre nos mains, il y a deux femmes et un enfant. Tous les autres sont des hommes jeunes ». Dans ce premier bilan partiel, la plupart des morts seraient des combattants.

Dans son jugement, la Cour recommande donc à l'armée de travailler avec les équipes de la Croix-Rouge. Elle rejette les accusations de massacre qu'aucune preuve ne vient étayer. « Un massacre est une chose, une bataille difficile en est une autre », précise le jugement.

« C'est ce que nous voulions, mais j'ai peur que l'armée ne respecte pas le jugement », dit Mohammed Barak, député à la Knesset. A propos des fosses communes cependant, il n'en a démord pas : « Je suis sûr que l'armée voulait le faire, c'est notre action en justice qui l'en a empêchée ».

Catherine Dupeyron

## Tunisie : la thèse de l'attentat contre une synagogue se renforce

Au moins quinze personnes, dont dix touristes allemands, ont été tués dans l'explosion

L'EXPLOSION, jeudi, d'un camion de gaz à proximité de la synagogue de la Ghriba, sur l'île de Djerba, dans le sud de la Tunisie, a fait 15 morts et une trentaine de blessés, selon le dernier bilan provisoire disponible lundi matin 15 avril. Dix des victimes sont des Allemands, trois des Tunisiens, auxquels s'ajoutent un Français et un Franco-Tunisien.

Si les autorités tunisiennes s'en tiennent à la thèse de l'explosion accidentelle, les responsables allemands penchent pour un attentat kamikaze. Officiellement, Berlin fait mine de croire que l'hypothèse de l'accident - le chauffeur aurait perdu le contrôle de son véhicule, qui serait allé percuter un bâtiment - ne peut être totalement écartée. Le chancelier Gerhard Schröder est d'ailleurs intervenu dans ce sens, dimanche, sur la chaîne de télévision ZDF.

En réalité, les dirigeants allemands sont persuadés qu'il s'agit d'un attentat qui pourrait être lié aux événements du Proche-Orient.

Le ministre de l'intérieur, Otto Schily, a privilégié cette thèse, samedi, lorsqu'il avait indiqué à la télévision que « les dernières informations et indications que nous avons reçues de l'intérieur et de l'extérieur nous conduisent de plus en plus vers [la thèse] d'un attentat ». En privé, tant les responsables de l'intérieur que ceux des affaires étrangères se disent convaincus qu'il ne s'agit en rien d'un accident.

Le jour de l'explosion à la Ghriba, une délégation de la police allemande se trouvait, par coïncidence, en Tunisie dans le cadre de la coopération antiterroriste germano-tunisienne. Certains de ses membres ont ainsi pu obtenir des informations de première main pour étayer la conviction du gouvernement. Depuis, deux autres fonctionnaires de l'Office central de la police criminelle sont arrivés en Tunisie, mandatés par une enquête ouverte par le parquet de Heilbronn (Bade-Württemberg), d'où étaient originaires deux des victimes. Les journalistes dépêchés sur place ont également

souligné la rapidité avec laquelle les autorités ont fait le ménage, sans fournir de précision sur les débris du camion qui a explosé.

Les témoignages des rescapés accréditent la thèse d'une attaque délibérée contre l'un des plus anciens lieux saints du judaïsme africain. Un touriste allemand présent sur les lieux au moment de l'explosion a ainsi affirmé « avoir vu l'auteur de l'attentat » et ne pas croire à l'accident. « Ce n'est pas possible. Il y avait seulement ce petit camion. Il était là dès le début, devant la synagogue », a-t-il ajouté.

### LE PRÉCÉDENT DE 1985


La ferme conviction affichée par Tunis qu'il s'agit d'un accident n'est pas surprenante. Il s'agit pour les autorités tunisiennes de ne pas ternir l'image d'une Tunisie ouverte et pacifique, et de ne pas fragiliser une industrie touristique qui est le moteur de l'économie.

Dans son édition de lundi, l'hebdomadaire allemand Focus affirme que l'organisation islamiste tuni-

sienne Ennahda a revendiqué l'attentat auprès de certains journaux arabes, une action menée « en solidarité avec nos frères martyrs de Palestine ». Il s'agit d'une « calomnie », a répliqué un responsable d'Ennahda, dont l'organisation, dans un communiqué, avait condamné, quelques jours auparavant, « cet acte dans la mesure où la thèse de l'attentat est vérifiée ».

Si celle-ci devait être établie, elle ne ferait que s'ajouter à un précédent acte criminel commis à la Ghriba. En 1985, au lendemain d'une attaque israélienne contre le quartier général de Yasser Arafat, alors installé dans la banlieue de Tunis, un policier tunisien en faction devant le bâtiment avait ouvert le feu contre des civils juifs qui pénétraient dans le lieu de culte, faisant plusieurs morts. Depuis dix-sept ans, cet homme végète dans une prison sans avoir été jugé, à moins qu'il ne soit mort.

Georges Marion et Jean-Pierre Tuquoi



**MEDECINE - PHARMACIE**  
Prépa. annuelle aux concours de 1ère année

**PARAMÉDICAL**  
**CARRIÈRES SOCIALES**  
Prépa. annuelle aux concours

**DROIT - SCIENCES PO.**  
Prépa. annuelle et d'été aux concours

**BTS OPTICIEN LUNETIER**  
Prépa. à l'examen national

**PROFESSEUR DES ECOLES**  
Prépa. au concours du CRPE

Direction : Docteur JF PONCET

Etablissement d'enseignement supérieur privé déclaré auprès des Recorats régi par la loi du 12 juillet 1875.

**COURS GALIEN - Site internet : www.cours-galien.fr**  
Paris : 92 rue de Rennes 75006 Tél. 01 53 63 00 22  
Lyon : 10 rue Antoine Luminère 69008 Tél. 04 78 00 06 20  
Dijon : 32 rue Chabot Charny 21000 Tél. 03 80 66 26 00  
St Etienne : 31 rue du 11 novembre 42100 Tél. 04 77 43 95 00  
Montpellier : Pitot Bât. E - Place Mirouze 34000 Tél. 04 67 61 95 42  
Grenoble : 18 rue Aimon de Chissé 38000 Tél. 04 76 03 15 99  
Clit Ferrand : 4 avenue Marx Dormoy 63000 Tél. 04 73 29 32 32  
Strasbourg : Ouverture mi juin 2002 - Tél. 04 78 00 06 20



# De retour à la présidence, Hugo Chavez lance un appel à la réconciliation

Destitué, vendredi, avec la complicité d'une partie de l'armée, le chef de l'Etat vénézuélien a été rétabli, dimanche, dans ses fonctions sous la pression de la rue et de militaires opposés à la dissolution des organes constitutionnels

## CARACAS

de notre envoyé spécial

De retour au palais de Miraflores, dimanche 14 avril, après l'échec du coup d'Etat militaire qui avait porté au pouvoir le patron des patrons vénézuéliens, Pedro Carmona, le président Hugo Chavez a lancé un appel au calme, à la réconciliation nationale et à la réflexion. « J'étais absolument sûr de revenir, mais jamais je n'imaginai que ce serait si vite », confiait, dimanche à l'aube, celui qui venait d'être rétabli dans ses fonctions, provoquant l'allégresse de plu-

## Une démission qui n'a jamais existé

Arrêté vendredi, Hugo Chavez a raconté à son retour à Caracas, dimanche, qu'il n'avait jamais démissionné. Jusqu'au dénouement final, aucun document n'a été effectivement montré par le nouveau régime provisoire, dirigé par le patron des patrons, Pedro Carmona, sur sa présumée démission. « Ils ont mis un papier sur une table, m'ont demandé de le signer, mais je ne l'ai même pas regardé », a assuré le chef de l'Etat. « Je suis un président prisonnier », leur a-t-il rétorqué. Il a alors été emmené dans une caserne, puis au siège de la police militaire, avant un autre arrêt au fort Tiuna à Caracas. « A aucun moment je n'ai été maltraité. Au contraire, partout des soldats pleuraient en me voyant. C'est pourquoi ils m'ont changé de caserne », a déclaré Hugo Chavez.

sieurs dizaines de milliers de ses partisans massés devant le palais présidentiel. Malgré ses appels au calme, des scènes de pillages se sont poursuivies, dimanche, dans plusieurs quartiers pauvres à l'ouest de Caracas. Une quarantaine de personnes ont été tuées et plusieurs centaines blessées durant les quatre jours de folie qu'a connus le Venezuela, au cours desquels trois présidents ont prêté serment.

### « NI HAINE NI RANCUNE »

« Je suis encore stupéfait face à ce processus de contre-contre-révolution, inédit dans l'histoire du monde », s'est exclamé Hugo Chavez, à peine débarqué de l'hélicoptère qui l'a ramené de l'île d'Orchilla, dans la mer des Caraïbes, lieu de sa dernière détention. Il a rendu hommage « à la valeur et au courage du glorieux peuple de Bolivar » et aux membres des Forces armées « qui ne se sont pas laissés manipuler et tromper » et qui ont fait échouer le coup d'Etat. Le président Chavez a promis qu'il n'y aurait pas de chasse aux sorcières, « ni haine, ni rancune », contre ceux qui l'ont renversé. Selon le vice-président Diosdado Cabello, une centaine de personnes, civils et militaires, dont le très éphémère président provisoire Pedro Carmona, ont été arrêtés et seront traduits devant les tribunaux. « Tous leurs droits seront respectés », a-t-il assuré.

Fatigué, mais l'air serein, Hugo Chavez a raconté comment sa détention lui a permis de reprendre contact avec la base de l'armée et



comment il a pu, grâce à la complicité d'un soldat, envoyer un message par fax affirmant qu'à aucun moment il n'avait démissionné. Diffusé, samedi en fin de journée, par la chaîne de télévision nationale qui avait été reprise par les chavistes, ce message a galvanisé les partisans du président destitué.

Brandissant un crucifix que lui a remis un général lors de sa détention et un exemplaire de la Constitution, il a promis de rectifier ses erreurs et a appelé tous les secteurs de la société vénézuélienne à la

réconciliation dans le cadre d'un « grand dialogue national » qui, a-t-il dit, commencera dès le 18 avril. Il a tout particulièrement lancé cet appel aux chefs d'entreprises, à l'Eglise catholique, aux dirigeants syndicaux et aux propriétaires de grands médias qui s'étaient ligüés contre lui. Comme gage de sa bonne volonté, le président Chavez a annoncé la démission de la direction de la compagnie pétrolière nationale PDVSA. Le conflit provoqué par la nomination de cette nouvelle direction chaviste, il y a un

peu plus d'un mois, avait servi de détonateur à la dernière crise aboutissant au coup d'Etat du 11 avril.

L'impressionnante mobilisation des partisans d'Hugo Chavez, qui ont déferlé, tout au long de la journée de samedi, par dizaines de milliers des collines couvertes de bidonvilles en direction du palais de Miraflores, ainsi que la rébellion de plusieurs garnisons contre les putschistes, ont eu raison en moins de vingt-quatre heures du gouvernement provisoire, installé à la hâte par le patronat et divers secteurs de l'opposition.

Alors que d'importants pays latino-américains, comme l'Argentine et le Mexique, condamnaient le coup d'Etat, le président provisoire, Pedro Carmona, annonçait les premières mesures. Il déclarait la dissolution de l'Assemblée nationale et de la Cour suprême, de même qu'une vague de répression, souvent brutale, frappant les proches collaborateurs d'Hugo Chavez. Il provoquait des fissures dans l'état-major de l'armée et des condamnations, y compris parmi des généraux comme Efraim Vasquez, le commandant de l'armée de terre, qui avaient participé au putsch.

Tandis que la foule des chavistes grandissait aux abords du palais de Miraflores, Pedro Carmona se réfugiait dans l'après-midi au Fort Tiuna, siège de l'état-major, où il était sommé de restaurer l'Assemblée nationale. Devant les soldats de la garde du palais, qui fraternisaient avec les manifestants brandissant des portraits d'Hugo Chavez et des drapeaux vénézuéliens, ministres

et députés chavistes prenaient possession du grand bâtiment blanc pour y tenir, peu après l'annonce de la démission de Pedro Carmona, la prestation de serment comme président intérimaire jusqu'au retour d'Hugo Chavez, de son fidèle vice-président, Diosdado Cabello. Quelques heures plus tard, Hugo Chavez débarquait triomphalement en hélicoptère pour prêter à son tour serment sur la Constitution bolivarienne.

### RUDE COUP POUR L'OPPOSITION

Malgré la fatigue et la tension des derniers jours, Hugo Chavez s'est rendu, dimanche après-midi, à la base de Maracay à une centaine de kilomètres à l'ouest de Caracas, pour rendre hommage à la 42<sup>e</sup> Brigade parachutiste, commandée par le général Raul Isaias Baduel, la première unité d'élite qui a basculé en sa faveur.

Les dramatiques événements qui viennent de secouer le Venezuela ont mis en lumière les fractures qui divisent ce pays, quatrième producteur mondial de pétrole et le troisième fournisseur des Etats-Unis. L'échec du coup d'Etat est un rude coup pour l'opposition qui redressait la tête depuis plusieurs mois. Mais le succès de la « révolution bolivarienne, pacifique et démocratique » dépend plus que jamais de la capacité de son leader à rétablir un minimum de confiance pour relancer les investissements et freiner la fuite des capitaux.

Jean-Michel Caroit

## VERBATIM

### « Je reviens sans esprit de revanche, disposé à rectifier ce que je dois rectifier »

Voici les principaux extraits des déclarations faites par Hugo Chavez, dimanche 14 avril, après son retour au palais présidentiel.

« À Dieu, ce qui est à Dieu, à César ce qui est à César, au peuple ce qui est au peuple. Le peuple est arrivé dans ce palais pour ne plus en partir. Le peuple et ses soldats véritables ont écrit une nouvelle page de l'histoire vénézuélienne, de l'histoire de l'Amérique latine.

(...) A tous les secteurs, je lance un appel à la paix, au calme, à la raison. Cet appel s'adresse à tous, et je me place au premier rang. Ces événements douloureux, qui ont fait couler le sang, doivent être une gigantesque leçon pour nous tous afin que, tous, nous soyons capables de corriger, de rectifier, afin que tous les secteurs du pays acceptent une fois pour toutes qu'il y a un gouvernement légitimement constitué, qu'il y a une Constitution, la plus légitime de notre histoire, élaborée, discutée et approuvée par le peu-

ple. Sur l'île d'Orchilla, j'ai eu une bonne conversation avec Mgr Ignacio Velasco, au bord de la mer. Je lui ai demandé pardon et je lui ai dit qu'il était nécessaire que tous les secteurs du pays fassent preuve de bonne volonté pour cohabiter en paix, accepter les règles du jeu et les normes de convivialité citoyenne.

Je souhaite adresser des remerciements particuliers aux moyens de communication internationaux, aux organisations internationales, aux présidents d'Amérique et du monde. Ce qui s'est passé est la preuve que le Venezuela n'est pas seul au niveau international, que la communauté internationale respecte et reconnaît la légitimité et la souveraineté du Venezuela. L'heure est venue pour les moyens de communication de notre pays de faire de profondes rectifications, qu'ils reviennent sur le chemin de la raison.

Je reviens sans haine ni rancœur, mais nous devons prendre des décisions et faire de nombreux ajustements en respectant toujours notre Constitution sacrée. Nous autres, boliviens,

nous sommes humanistes, nous respectons l'être humain ; ici, il n'y aura aucune chasse aux sorcières ; je reviens sans esprit de revanche. Ici il n'y aura pas de persécutions, ni d'abus ni de violation des libertés d'expression ou de pensée ou des droits de l'homme. Je lance un appel à tous, à l'opposition : nous avons besoin d'une opposition au Venezuela, mais d'une opposition loyale au pays, loyale au peuple, qui puisse présenter des alternatives véritables. Ne vous désespérez pas, ne vous lancez pas dans des aventures.

Malheureusement, la preuve a été faite une nouvelle fois qu'il y a ici deux pays, un pays virtuel et un pays réel. Le pays virtuel a monté une conspiration mais le pays réel s'est finalement imposé (...) Je reviens disposé à rectifier ce que je dois rectifier. Mais je ne peux être le seul à rectifier. Tous, nous avons beaucoup de choses à rectifier pour revenir au calme, au travail et à la construction du Venezuela bolivarien. »

## Les médias sont pris à partie par les partisans du président

Les chaînes de télévision privées avaient célébré avec enthousiasme le départ du chef de l'Etat

## CARACAS

de notre envoyée spéciale

Samedi soir, la « révolution bolivarienne » est sauvée et les responsables chavistes, présents sur le plateau du Canal 8, en remercient chaleureusement... CNN. Vers 20 heures, lorsque la chaîne vénézuélienne publique, interdite depuis jeudi soir, a pu reprendre la retransmission de ses programmes, il est devenu clair que les opposants du président Hugo Chavez – médias privés aux premières loges – avaient perdu le bras de fer engagé quarante-huit heures plus tôt.

La veille, les grands journaux, les radios et les chaînes de télévisions avaient célébré avec un enthousiasme très militant le départ du chef de l'Etat abhorré, contre lequel ils luttèrent avec acharnement depuis le mois de décembre. Dès samedi matin, toutefois, les quotidiens *El Nacional* et *Tal Cual* ont commencé à dénoncer les excès du gouvernement provisoire. Alors qu'au fil des heures la situation s'est retournée en faveur d'Hugo Chavez, le silence des télévisions et des radios commerciales sur la situation trouble est devenu la règle commune.

Or, pendant les trois jours de grève, entamés mardi dernier, contre le gouvernement Chavez, ces mêmes télévisions n'avaient pas hésité à matraquer les auditeurs

d'appels à manifester. Samedi midi, Globovision justifiait « la décision de ne pas donner des informations qui pourraient perturber l'harmonie de la société vénézuélienne ». Seuls, les privilégiés abonnés au câble pouvaient donc écouter sur CNN le vice-président d'Hugo Chavez s'exprimant depuis la clandestinité et constater l'ampleur des manifestations populaires en faveur du président.

En fin d'après-midi, samedi, des milliers de manifestants sont en effet réunis devant le palais présidentiel. Ils sont venus là spontanément, en majorité des bidonvilles de Caracas, pour exiger dans une joyeuse ferveur le retour de Hugo Chavez. Une dame porte un carton où est écrit en lettres maladroites : « Où sont les caméras ? ». Un cameraman canadien apparaît et est applaudi par la foule. Les gens se bousculent, poing levé, devant les caméras. « Dites au monde entier que Hugo Chavez n'a pas donné sa démission, que les médias vénézuéliens mentent », lance un manifestant.

A la radio, une journaliste explique pendant ce temps qu'« une quarantaine de chavistes agressifs réunis devant le palais Miraflores m'ont empêché de m'approcher ». Elle recommande à ses collègues de ne pas s'y rendre. En l'occurrence, elle n'a pas tort. A la tombée de la nuit, des manifestants casent à coups de pierre les vitres de

la chaîne RCTV. La police s'interpose. Des centaines de personnes encerclent peu à peu l'immeuble, apparemment calme. Interrompant ses programmes, la chaîne cède finalement à leurs exigences. « Sous la contrainte mais pour garantir la sécurité de son équipe », précise le présentateur

## La débâcle des partis traditionnels a rapidement conduit les médias à occuper le vide et à incarner une opposition de plus en plus virulente

« RCTV accepte de diffuser la vidéo apportée par les manifestants ». Les images sont tout simplement celles de la manifestation populaire en cours à Miraflores. Un homme explique à l'écran : « Vous nous dites d'aller voter, nous votons pour Chavez et vous nous le volez, vous nous croyez bêtes ou quoi ? » Pour Natalie Salas, journaliste à Globovision, la haine des milieux populaires pour les journalistes locaux vient du fait qu'Hugo Chavez n'a pas cessé de faire des

médias « un bouc émissaire facile pour fuir ses responsabilités ». Elle admet toutefois que le régime n'a jamais menacé ni mis un journaliste en prison. « Mais l'intransigence verbale d'Hugo Chavez est dangereuse. Elle transforme les adversaires politiques légitimes que sont les médias en ennemis irréconciliables », confirme un défenseur des droits de l'homme, Antonio Gonzalez.

Avec la victoire d'Hugo Chavez, en décembre 1998, la débâcle des partis traditionnels a rapidement conduit les médias à occuper le vide et à incarner une opposition de plus en plus virulente. « Les médias sont devenus des acteurs politiques partisans », explique Antonio Gonzalez. Ils sont devenus, selon lui, une composante essentielle de cette auto-dénommée « société civile organisée » qui, jeudi 11 avril, a cru pouvoir en finir avec un président démocratiquement élu.

« Les médias ont été partie prenante de la conspiration contre Chavez », n'hésite pas à déclarer un reporter, qui dénonce l'auto-censure que lui et ses collègues se seraient imposée. Le retour triomphal du chef de l'Etat, et ses propos conciliateurs, permettent-ils d'espérer que chacun joue désormais le rôle que le respect de la démocratie lui assigne ?

Marie Delcas

## Quatre jours de rebondissements

Voici la chronologie des principaux événements de la crise qui a secoué le Venezuela depuis quatre jours, marqués par le renversement du président Hugo Chavez, vendredi, puis son retour au pouvoir dimanche :

### ● Jeudi 11 avril :

- Les présidents de la principale organisation patronale Fedecamaras et de la confédération syndicale CTV, à la tête d'une foule de 50 000 manifestants, exigent le départ du président Hugo Chavez.  
- M. Chavez ordonne la suspension de transmission des chaînes de télévision privées opposées à sa politique.  
- Des manifestants anti-Chavez et des contre-manifestants s'affrontent à Caracas : au moins 15 personnes sont tuées et 350 blessées.

- Une dizaine d'officiers supérieurs des armées et de la garde nationale entrent en rébellion contre Chavez.

- M. Chavez quitte le palais présidentiel sous escorte armée, puis est emprisonné.

### ● Vendredi 12 avril :

- Le commandant de l'armée de terre, le général Efraim Vasquez, annonce que M. Chavez veut démissionner et que deux généraux négocient sa reddition.  
- Le patron des patrons, Pedro Carmona, est désigné à la tête d'un gouvernement provisoire autoproclamé.

- M. Carmona annonce de nouvelles élections législatives avant décembre et une présidentielle d'ici à un an.

- Le gouvernement intérimaire autoproclamé décrète la « réorganisation des pouvoirs publics » avec notamment la destitution de tous les magistrats de la Cour suprême.

- M. Carmona révoque les 49 décrets-lois promulgués l'an passé par M. Chavez et

violemment critiqués par l'opposition.

- Le gouvernement autoproclamé dissout l'Assemblée nationale.

### ● Samedi 13 :

- Pillages et émeutes à Caracas, et dans d'autres régions de l'intérieur du pays.

- M. Chavez est transféré à l'île de La Orchilla, à 150 km au nord de Caracas, dans la mer des Caraïbes.  
- Des centaines de manifestants pro-Chavez marchent sur le palais présidentiel de Miraflores.

- M. Carmona s'enfuit du palais présidentiel.

- L'armée de terre exige le rétablissement du pouvoir législatif.

- M. Carmona annonce que M. Chavez va partir à l'étranger.

- Les ministres de M. Chavez investissent le palais présidentiel, en même temps que des milliers de partisans du président renversé.

- M. Carmona annonce le rétablissement de l'Assemblée nationale.

- Le ministre de l'éducation supérieure de M. Chavez, Hector Navarro, affirme que les militaires fidèles à Chavez exigent sa libération avant dimanche 02h00 GMT et menacent d'une « action militaire » si ce délai n'est pas respecté.

- M. Carmona annonce sa démission, le vice-président de Chavez, Diosdado Cabello, assume la présidence.

- M. Carmona, ses « ministres », et son état-major sont arrêtés.

- Diosdado Cabello annonce « le rétablissement de l'ordre constitutionnel ».

● Dimanche 14 :  
- Hugo Chavez quitte l'île d'Orchilla – Il fait son entrée dans l'enceinte du palais présidentiel, sous les vivas de la foule.

- Hugo Chavez est officiellement rétabli dans ses fonctions de président. – (AFP.)

**OFFRE EXCEPTIONNELLE** *Finsbury*  
Valable du 15 avril au 15 mai 2002  
*The Smart Shoes*

Chaussures de Luxe - Fabrication artisanale - Très vaste choix en demie-pointure et plusieurs largeurs - Montage cousu "Goodyear Véritable".

**2 paires = 275 €**

- ◆ 22, avenue de l'Opéra, 75001 Paris
- ◆ 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ◆ 3, rue de Rivoli, 75004 Paris
- ◆ 112 bis, rue de Rennes, 75006 Paris

[www.finsbury-shoes.com](http://www.finsbury-shoes.com)



## Washington demande à Hugo Chavez d'éviter toute « chasse aux sorcières »

Les Etats-Unis avaient salué, vendredi, la démission forcée du chef de l'Etat vénézuélien

### WASHINGTON

de notre correspondant

Le gouvernement américain s'était accommodé sans trop de peine, vendredi 12 avril, de la destitution de Hugo Chavez, le jour même où le président George W. Bush, célébrant la Journée panaméricaine, proclamait que « la démocratie est le droit inné de tout habitant des Amériques ».

Le président vénézuélien avait été contraint à la démission « par la volonté du peuple », commentait le porte-parole de la Maison Blanche, Ari Fleischer, tandis que Philip Reeker, porte-parole adjoint du

département d'Etat, assurait le peuple du Venezuela de la « solidarité » des Etats-Unis. Deux jours plus tard, l'ex-président ayant retrouvé sa place, M. Fleischer assurait que l'administration suivait la situation « avec beaucoup d'attention » et se félicitait de la décision de l'Organisation des Etats américains (OEA) d'envoyer sur place une mission dirigée par son secrétaire général, Cesar Gaviaria.

« J'espère que Hugo Chavez a bien reçu le message que son peuple lui a envoyé », a déclaré, sur NBC, dimanche matin, Condoleezza

Rice, la conseillère du président George W. Bush pour la sécurité nationale. Elle a ajouté que M. Chavez devait dorénavant respecter les procédures constitutionnelles et se garder de toute « chasse aux sorcières ». Elle a formulé l'espoir qu'il saisirait l'occasion de « redresser la barre de son navire qui, franchement, est allé depuis pas mal de temps dans la mauvaise direction ».

### DOUBLE REFUS

Les relations entre le Venezuela et les Etats-Unis étaient restées passables après l'élection de M. Chavez, en 1998, bien que le nouveau président se soit fait une spécialité de dénoncer le principal partenaire commercial de son pays. Elles s'étaient dégradées, en revanche, après le 11 septembre, lorsque les forces américaines avaient commencé leurs opérations en Afghanistan, le chef de l'Etat vénézuélien accusant Washington de « combattre la terreur par la terreur ».

L'ambassadeur américain avait été rappelé pour consultations, tandis que M. Chavez allait rendre visite au président libyen Mouammar Kadhafi. Il s'était rendu ensuite en Iran, en Irak et à Cuba, ce qui

avait amené Colin Powell à observer, en février, lors d'une audition au Congrès, que le président vénézuélien visitait « les pays les plus étranges ». Il est vrai que la Libye, l'Irak et l'Irak appartiennent à l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) dont le Venezuela, troisième producteur mondial, est un membre influent.

Dernièrement, le nouvel ambassadeur américain, Charles Shapiro, avait essuyé un double refus lorsqu'il avait présenté au président vénézuélien deux demandes : le droit de survol pour les avions américains venant des Caraïbes et participant aux opérations contre le trafic de drogue en Colombie ; des informations, dans le cadre de la coopération contre le terrorisme, sur l'importante communauté arabe vivant dans le pays.

Des opposants à M. Chavez étaient venus sonder les diplomates américains sur l'hypothèse de son renversement, ce qui avait amené l'ambassadeur à déclarer que les Etats-Unis ne sauraient soutenir un changement obtenu par des méthodes « extraconstitutionnelles ».

Patrick Jarreau

## La Malaisie achète trois sous-marins à la France

Ce contrat, de 1 milliard de dollars, doit contribuer à une défense « crédible »

LA FRANCE VA AIDER la Malaisie à édifier une flotte sous-marine que ce pays ne possédait pas encore au sein d'une marine locale qui, à ce jour, ne comprend que des bâtiments de surface. C'est une première dans ce pays qui a entrepris de construire une base pour sous-marins à Teluk Sepanggar. Le contrat d'engagement entre les deux pays porte sur la livraison de trois sous-marins à propulsion diesel-électrique et sur la formation des équipages pour un montant d'environ 1 milliard de dollars.

Face à une concurrence allemande, néerlandaise et russe, la France a proposé de fournir à la Malaisie un sous-marin d'occasion Agosta (1 760 tonnes en immersion) et deux sous-marins neufs Scorpène (d'un tonnage équivalent) conçus en coopération avec des chantiers espagnols. Ces trois sous-marins lanceront des torpilles, mais ils peuvent être armés avec des missiles mer-mer français ou américains. Le sous-marin Agosta servira, dans un premier temps, à former des équipages pour une durée de quatre ans.

En échange, la France a promis d'accepter une augmentation des vols, sur Paris, de la compagnie Malaysian Airlines (Le Monde du 7 novembre 2001), et elle a prévu que le porte-avions nucléaire Charles-de-Gaulle, qui croise en

mer d'Arabie, embarque des personnalités de Malaisie lors d'un déplacement qui devrait le conduire, début mai, à Singapour.

La Malaisie a, d'autre part, annoncé la commande, pour 316 millions de dollars, d'un système de missiles sol-air à courte portée, le Jernas, au groupe européen MBDA, qui réunit des entreprises britanniques, françaises et italiennes. Cet armement - missiles, radars de veille et radars de poursuite - équipera un régiment d'artillerie spécialisé dans la lutte contre la menace des missiles de croisière et des munitions guidées avec précision. La formation des servants sera assurée par les Britanniques, qui usent d'une version moins moderne que le Jernas, le système Rapiere.

Selon Najib Razak, ministre malaisien de la défense, c'est le plus gros contrat passé depuis 1994, quand Kuala Lumpur a acquis une vingtaine d'avions de combat Mig-29 auprès de Moscou. La Malaisie devrait annoncer bientôt l'achat de chars à la Pologne. Il s'agit, a expliqué le ministre à l'agence AP, de rendre « crédible » et « efficace » la défense du pays.

Outre la Malaisie, la France vise à conquérir d'autres marchés de sous-marins : le Portugal, avec trois Scorpène, et l'Inde, avec six.

Jacques Isnard

## Cuba, l'Irak et la Libye se félicitent

Cuba a salué, dimanche 14 avril, une « victoire révolutionnaire » sur « un coup d'Etat contre-révolutionnaire fasciste et réactionnaire », se réjouissant en ces termes du retour au pouvoir d'Hugo Chavez, l'un des principaux alliés du président cubain Fidel Castro. La télévision nationale a diffusé en boucle des images du retour triomphal d'Hugo Chavez à Caracas.

A Bagdad, le président irakien Saddam Hussein a, lui aussi, salué le second avènement au pouvoir du président vénézuélien. « Nous avons reçu avec grande joie la nouvelle de l'échec de la tentative de coup d'Etat survenu dans votre pays, un pays de démocratie et de liberté », indique l'agence officielle Ina.

Lors d'un entretien téléphonique, le dirigeant libyen Mouammar Kadhafi a félicité M. Chavez pour son « retour indemne » à la présidence et exprimé « la solidarité du peuple libyen avec celui du Venezuela dont il partage la joie ». - (AFP, Reuters.)

## Du « plan Bolivar », pour les plus démunis, à la cure d'austérité : des revirements dans une économie ballottée au gré du prix du baril

EN RÉINTÉGRANT le palais de Miraflores, le président Hugo Chavez retrouve une situation économique et sociale qui n'a cessé de se dégrader depuis son arrivée au pou-

### ANALYSE

En trois ans, M. Chavez a réussi à mécontenter presque toutes les couches de la société

voir : le chômage touche 13 % de la population, l'insécurité a augmenté, les déficits se sont aggravés... et le pays est toujours aussi dépendant de l'or noir.

Le géant pétrolier national, Petroleos de Venezuela (PDVSA), génère 80 % des rentrées de devises et alimente près de la moitié du budget de l'Etat. Le limogeage de ses dirigeants au profit d'amis politiques du chef de l'Etat a servi de détonateur à la crise de ces derniers jours.

Essentiellement préoccupé par la

mise en œuvre de réformes politiques, et notamment celle de la Constitution qui renforce les pouvoirs présidentiels, l'ancien parachutiste s'est attaqué de façon brouillonne aux questions économiques, alors que le pays sort de plusieurs années de récession due à la faiblesse du prix du baril et qu'il subit le contre-coup du ralentissement économique mondial.

En trois ans, Hugo Chavez a réussi à mécontenter presque toutes les couches de la société : les plus démunis - 80 % des Vénézuéliens vivent au-dessous du seuil de pauvreté - qui n'ont pas bénéficié du « plan Bolivar 2000 », annoncé juste après l'investiture du président en février 1999 et qui devait assurer la protection sociale aux plus déshérités ; les fonctionnaires dont les salaires n'ont pas été augmentés ; les retraités privés de leurs pensions, les petits commerçants...

Le divorce avec les classes aisées et les milieux d'affaires a commencé en novembre, lorsque le président a annoncé une série de 49 décrets-lois prévoyant notamment l'expropriation des terres improductives dans un pays où 20 % des propriétaires possèdent 60 % des terres, et le renforcement du contrôle

de l'Etat sur l'industrie pétrolière. Dans le même temps, il décourageait l'investissement en limitant la participation des sociétés étrangères dans les joint-ventures liées à des projets d'exploration pétrolière à 49 % et provoquait la colère des compagnies étrangères en augmentant le montant des royalties de 16 % à 30 %.

### ESCALADE DES PRIX

En février, le mécontentement gagnait les syndicats et les classes moyennes. Rattrapé par la réalité du marché, Hugo Chavez abandonna brutalement ses incantations révolutionnaires pour annoncer un plan d'austérité sans précédent (réduction de 4 % à 2 % du déficit budgétaire) et le flottement de la monnaie nationale, le bolivar, faisant basculer le pays dans le néolibéralisme qualifié jusqu'alors de « diabolique et véneux ».

En janvier encore, le président avait brandi le double étendard d'une inflation maîtrisée et d'un bolivar stable. Le flottement de la monnaie a transformé le bilan économique de Chavez en fiasco. Le retour à l'orthodoxie monétaire du chef de l'Etat pour relancer une économie asphyxiée par la crise de l'or

noir a déclenché une dangereuse escalade des prix à la consommation évaluée à plus de 40 % cette année.

Face à la contestation grandissante et en l'absence d'un programme social pour amortir ses conséquences sur les classes défavorisées, Hugo Chavez faisait marche arrière quelques jours plus tard en promettant un train de mesures pour l'emploi et des salaires. Il n'a jamais vu le jour.

La récente hausse du pétrole donnera peut-être un répit au Venezuela mais ne résoudra pas la crise économique qui se traduit par un déficit structurel de l'Etat de 7,3 milliards de dollars et une paralysie de la production. Pour Orlando Ochoa, professeur à l'université catholique de Caracas et consultant indépendant, « dans un Etat qui a des travailleurs sur le pied de guerre et une économie moribonde, quatre ou cinq dollars de plus par baril ne changeront pas grand-chose, à part prolonger l'agonie ».

Quatrième exportateur mondial de pétrole, le Venezuela importe plus de la moitié de ses besoins alimentaires.

Babette Stern

## Brésil : fin de rêve présidentiel pour Roseana Sarney

La fille de l'ancien président, impliquée dans un scandale, a retiré sa candidature

### RIO DE JANEIRO

de notre correspondant

Il y a tout juste deux mois, les sondages la donnaient gagnante face à Luiz Inacio Lula da Silva, le candidat du Parti des travailleurs, au deuxième tour de la présidentielle, programmée pour octobre. Première Brésilienne élue en 1994 gouverneur d'un Etat (le Maranhao, dans le nord-est, la région la plus pauvre du pays), la très télégénique Roseana Sarney, âgée de 49 ans, semblait également en mesure, à en juger par sa popularité bâtie aussi sur sa lutte victorieuse contre le cancer, de rompre le monopole masculin sur le palais présidentiel du Planalto, à Brasilia.

Le vent du scandale vient cependant d'emporter cet espoir de rejoindre son père, José Sarney, président de 1985 à 1989, dans la galerie des chefs de la nation. Dans un communiqué diffusé samedi 13 avril, dans lequel elle stigmatise « la campagne de guerre visant l'anéantissement de [sa] candidature », l'outsider de la droite a annoncé officiellement qu'elle renonçait à postuler à l'investiture du Parti du front libéral (PFL), l'un des piliers de la coalition gouvernementale du président Fernando Henrique Cardoso.

Les ambitions de Roseana Sarney se sont écroulées après la perquisition effectuée par la police fédérale, début mars à Sao Luis, la capitale

du Maranhao, au siège de la société Lunus, dont la gouverneur est copropriétaire avec Jorge Murad, son époux et grand argentier. Les liasses de billets d'origine douteuse, d'un montant de 1,3 million de reais (650 000 euros), saisies par les policiers et exposées aux flashes des photographes, ont aussitôt affecté sa cote dans l'opinion publique. D'autant plus que ces fonds ne semblent pas provenir, selon divers documents appréhendés par la

par le Planalto en faveur de José Serra, ancien ministre de la santé, candidat du Parti social-démocrate et dauphin désigné de M. Cardoso, le sénateur José Sarney, également ancien gouverneur du fief familial du Maranhao, avait récemment demandé, dans un discours incendiaire prononcé au Congrès, la présence d'observateurs internationaux aux prochaines élections. Quelques jours auparavant, son fils, José Sarney Filho, avait rendu son portefeuille de ministre de l'environnement.

En représaille, le PFL, fondé par d'anciens partisans de la dictature militaire (1964-1985), a rompu avec le gouvernement et s'emploie à torpiller le vote de plusieurs projets de loi chers à M. Cardoso, car indispensables à l'accomplissement des objectifs macroéconomiques négociés avec le Fonds monétaire international. Jusqu'où les dirigeants du PFL, alliés opportunistes du pouvoir en place depuis plus de 15 ans, oseront-ils s'opposer aux ambitions de José Serra, désormais grandissime favori pour le duel final contre Lula ? C'est aujourd'hui la grande inconnue de l'équation électorale brésilienne, à moins de six mois du premier tour du scrutin.

Jean-Jacques Sevilla

Les ambitions de Roseana Sarney se sont écroulées après la perquisition au siège de la société Lunus

police, et contrairement à la version de Roseana Sarney, d'une contribution familiale au financement de sa campagne. Il s'agirait de détournements de subventions émanant de l'ex-Surintendance pour le développement de l'Amazonie (Sudam), disoute l'an dernier pour cause de corruption généralisée.

Flairant une opération téléguidée

## Arbitrage frontalier entre l'Ethiopie et l'Erythrée

LA HAYE. La Cour internationale de justice a rendu son verdict, samedi 13 avril, au sujet du tracé de frontière entre l'Ethiopie et l'Erythrée qui, de 1998 à 2000, avait donné lieu à une guerre entre ces deux pays de la Corne de l'Afrique qui a fait des dizaines de milliers de victimes. La Cour, dont le verdict est sans appel, a retenu une ligne de partage qui constitue un compromis entre les revendications territoriales des deux parties. Celles-ci disposent d'un délai de deux mois pour lui demander des « explications », mais ont d'ores et déjà déclaré qu'elles se satisfèrent de la solution proposée. Dans les meilleurs délais, les quelque 4 200 casques bleus et observateurs de l'ONU, qui ont été déployés dans la zone tampon séparant de 25 km les armées des deux pays, pourront ainsi contribuer à la démarcation matérielle de la nouvelle frontière. - (AFP, Reuters.)

### DÉPÊCHES

■ **CORÉE DU SUD : un Boeing 767 d'Air China s'est écrasé** en phase d'atterrissage, lundi 15 avril, aux abords d'une zone d'habitation proche de la ville sud-coréenne de Kimhae. Il y aurait une quarantaine de survivants parmi les 155 passagers et les 11 membres d'équipage de cet appareil reliant Pékin à Busan (sud de la Corée du Sud), selon les autorités locales. - (AFP, Reuters.)

■ **SRI LANKA : un accord de paix entre les musulmans et les Tigres** de libération de l'Eelam tamoul (LTTE) a été conclu samedi 13 avril et autorise le retour de 100 000 musulmans dans les places fortes rebelles du nord et de l'est de la péninsule de Jaffna, d'où ils avaient été chassés il y a douze ans. Rauff Hakeem, chef du principal parti musulman (SLMC), a déclaré avoir reçu des assurances en ce sens du chef des Tigres, Velupillai Prabhakaran. - (AFP.)

■ **CANADA : les ministres de l'environnement** des pays du G 8, réunis les 13 et 14 avril à Banff, ont entériné leurs divergences au sujet des changements climatiques. Ils ont réussi *in extremis* à s'entendre pour mentionner, dans leur déclaration finale, le protocole de Kyoto. Les pays européens, la Russie et le Japon se sont déjà engagés à ratifier ce protocole qui impose une réduction des rejets de gaz à effet de serre. Le Canada a lui aussi promis de ratifier, mais ses tergiversations lui ont valu les critiques des pays européens qui accusent Ottawa de chercher à obtenir de nouvelles concessions. - (AFP.)

■ **TCHÉCHÉQUIE : dix Tchétchènes et six Russes ont été tués** dans les dernières 24 heures, a indiqué l'état-major russe, dimanche 14 avril, en précisant qu'« au moins dix rebelles » tchétchènes ont été tués et qu'« au moins 34 personnes soupçonnées de liens avec les rebelles » ont été arrêtées à Grozny et à Alkhan-Kala. De telles opérations sont menées chaque jour depuis des mois. Le ministère de l'intérieur russe a en outre annoncé que, durant la même période, cinq policiers et un soldat russe ont été tués. - (AFP.)

■ **ALGÉRIE : l'explosion de deux bombes artisanales** a blessé neuf personnes, samedi matin 13 avril, à Alger, près d'arrêts de bus sur la place centrale de Birkhadem, un quartier à la sortie sud de la capitale. Plus de 380 personnes, dont plus d'une centaine d'islamistes armés, ont été tuées depuis le début de l'année dans les violences, selon un décompte établi à partir de bilans officiels et de la presse. - (AFP.)

■ **COLOMBIE : le favori à l'élection présidentielle, Alvaro Uribe**, a échappé de justesse à un attentat, dimanche 14 avril, à Barranquilla (nord). Le véhicule blindé à bord duquel circulait le candidat indépendant en tête d'une file d'autres voitures a été fortement endommagé par l'explosion d'un autobus chargé d'explosifs, qui a tué deux personnes et en a blessé vingt autres. Alvaro Uribe a été déclaré « objectif militaire » par la guérilla. - (AFP.)

Groupe SUP de CO Montpellier



Executive MBA

Part Time ou full time  
anglophone ou francophone

www.supdeco-montpellier.com  
MBA@supco-montpellier.fr  
Tel : 04 67 10 26 26





## Le Grec Lucas Papademos choisi comme nouveau vice-président de la BCE

Un spécialiste formé à l'américaine

FRANCFORT

de notre correspondant

L'actuel gouverneur de la banque de Grèce, Lucas Papademos, a été choisi par les ministres des finances des pays membres de l'Union économique et monétaire, réunis samedi 13 avril à Oviedo, pour être le prochain vice-président de la Banque centrale européenne (BCE). Il remplacera le français Christian Noyer, dont le mandat s'achève le 31 mai prochain. Opposé à celle du Belge Paul de Grauwe, sénateur et universitaire spécialiste des questions monétaires, sa candidature a fait l'objet d'un large consensus : seule la Belgique s'est abstenue.

A 54 ans, M. Papademos est une figure en vue dans le petit monde des banquiers centraux européens. C'était en privé le favori des gardiens monétaires. Les dirigeants belges auraient préféré privilégier un profil plus politique, tandis que le directoire actuel est pour l'essentiel composé de personnalités issues des banques centrales des pays de l'union.

### Il est précédé d'une solide réputation d'orthodoxie monétaire

En tant que gouverneur de la Banque centrale de Grèce, M. Papademos siège au conseil des gouverneurs de la BCE depuis que son pays a rejoint sur le tard, en janvier 2001, la zone euro. Aux commandes de l'institut d'émission national depuis huit ans, il a joué un rôle clef pour qualifier la Grèce pour l'euro, luttant en particulier contre une inflation d'abord très au-dessus des fameux critères de Maastricht. Il sut aussi défendre la drachme lors des tempêtes qui ont secoué la monnaie hellénique sur les marchés de change au fil des années 1990.

Alors que l'attitude de la BCE a été fortement mise en cause l'an dernier - l'institut d'émission a mis du temps à réagir au fort ralentissement économique dans la zone euro -, la nomination de

M. Papademos ne devrait pas entraîner de révolution dans le comportement des gardiens monétaires. Même si le futur vice-président de la BCE a fait un bref passage à la Réserve fédérale américaine, dont la pratique est plus accommodante, il est précédé d'une solide réputation d'orthodoxie monétaire.

Le profil de cet économiste réputé pourrait néanmoins conforter le rayonnement international d'une institution toujours en quête de crédibilité après moins de quatre ans d'existence. M. Papademos a fait une partie de sa carrière aux Etats-Unis : après des études au MIT, il fût professeur à l'université Columbia. Son expérience pourrait être précieuse pour améliorer les relations entre la banque centrale et les marchés financiers, qui ont parfois du mal à interpréter les messages en provenance de Francfort. « Je suis convaincu qu'actuellement, alors que l'Union européenne s'intéresse à l'adhésion des pays les plus faibles économiquement, M. Papademos, de son nouveau poste, pourra contribuer avec succès aux objectifs de l'élargissement de l'Union européenne et à son renforcement économique et monétaire », a également souligné dimanche le Premier ministre grec, Costas Simitis.

La nomination en douceur de M. Papademos constitue une grande première pour l'institut d'émission. Car le jeu de carrousel continue. L'année prochaine, deux autres dirigeants de la BCE devront faire leurs adieux : la finlandaise Sirkka Hämäläinen, fin mai, et, surtout son président, Wim Duisenberg, en juillet. Le ministre belge des finances, Didier Reynders, qui entend placer un compatriote au directoire, a tenté samedi de relancer le débat sur l'attribution de la présidence à Jean-Claude Trichet, le candidat pressenti par la France. « Je ne connais aucun accord à propos de Trichet », a-t-il dit à Oviedo, suscitant l'irritation de certains de ses collègues. « Il a été acté que le remplaçant de M. Duisenberg serait un Français », a ainsi rappelé Laurent Fabius. M. Trichet demeure le candidat officiel de Paris, mais il pourrait être handicapé par sa mise en examen dans le scandale du Crédit Lyonnais.

Philippe Ricard

## Conflit sur le rôle de la BCE dans la supervision bancaire

FRANCFORT

de notre correspondant

L'onde de choc de la faillite d'Enron a influencé les travaux des ministres des finances de l'Union européenne, ce week-end lors de leur rencontre informelle à Oviedo, en Espagne. Les grands argentiers entendent améliorer la prévention et la gestion des crises financières. Ils se sont mis d'accord pour réfléchir à la mise en place de règles plus strictes afin d'encadrer les activités d'audit comptables, d'analyses financières, ou le trading des produits dérivés.

### Prorogation des aides aux routiers

Les réductions fiscales sur le gazole dont bénéficient les transporteurs routiers en France, en Italie et aux Pays-Bas, sont prorogées de quelques mois. Le ministre espagnol des finances, Rodrigo Rato, a indiqué, samedi 13 avril, à Oviedo, que les Quinze ont donné leur aval au principe d'une « prolongation de l'actuelle dérogation jusqu'à la fin de l'année pour la France et l'Italie, et jusqu'en octobre pour les Pays-Bas ». Dans toute l'Europe, les transporteurs avaient, à l'automne 2000, déclenché des mouvements de blocage de routes pour protester contre la hausse des carburants due à une flambée des cours du pétrole. A Paris, Rome et La Haye, les gouvernements avaient cédé en accordant une réduction des taux d'accise sur le diesel. La Commission avait demandé, en février, leur interdiction.

Ph. Ri.

## Grève générale, mardi, en Italie contre les réformes de M. Berlusconi

Le président du conseil prend le risque d'un affrontement pour imposer ses réformes sociales néolibérales

ROME

de notre correspondante

Annoncée depuis des semaines, la grève générale de huit heures prévue mardi 16 avril en Italie est la première du genre depuis vingt ans. D'amples manifestations dans les capitales régionales doivent marquer cette mobilisation du front syndical contre les projets de réformes sociales du gouvernement de Silvio Berlusconi. Depuis dix mois au pouvoir, celui-ci a rompu avec la tradition de concertation qui voulait que tout projet soit d'abord discuté avec les partenaires sociaux avant d'être présenté en conseil des ministres et au Parlement.

C'est la volonté de M. Berlusconi de passer en force pour faire abroger partiellement l'article 18 du statut des travailleurs garantissant les droits en matière de licenciement qui a ressoudé contre son gouvernement l'unité du combat syndical. Début février, lors de son congrès à Rimini, la CGIL, liée à la gauche et principale confédération avec 5,5 millions d'inscrits, avait lancé l'appel à la mobilisation.

Peu après, alors que l'assassinat

d'un des conseillers du gouvernement en matière sociale, revendiqué par les Brigades rouges, suscitait une énorme émotion, une manifestation prévue par la CGIL pour la défense de l'article 18 avait réuni à Rome entre 1,5 et 3 millions de personnes, du jamais vu en Italie.

Le refus du gouvernement de faire des compromis a rallié à la grève les deux autres grandes centrales italiennes, la CSIL (d'obédience catholique) et l'UIL (centriste). Les trois organisations représentent ensemble quelque onze millions d'adhérents, et leur action devrait paralyser mardi toute l'activité du pays.

L'EXEMPLE THATCHÉRIEN

Lors de ses assises à Parme, la semaine dernière, la Confindustria, la confédération du patronat italien, est apparue hésitante. Son président, Antonio D'Amato, a reproché au président du conseil et à ses collaborateurs de traîner sur les réformes promises. Mais dans les rangs des chefs d'entreprises, et en particulier parmi les leaders du grand capital italien, ce jusqu'au-boutisme a paru déplai-

re, les progrès de la compétitivité souffrant du climat de confrontation sociale.

« Après la grève du 16 avril, nous rouvrirons le dialogue social », a tenté de rassurer, à Parme, Silvio Berlusconi, qui a cependant réitéré son refus de retirer son projet de loi sur la modification de l'article 18. « Nous irons de l'avant dans nos réformes », a-t-il dit, revendiquant l'exemple de Margaret Thatcher dont la victoire sur les mineurs anglais fait figure de référence amplement citée.

Le secrétaire général de la CGIL, Sergio Cofferati, la bête noire du gouvernement, en a pris acte. « Il n'y a rien de neuf dans les propos de M. Berlusconi. Mais si on nous convoque, nous retournerons à la table de discussion avec nos positions, qui sont au centre de la grève générale », a-t-il dit. De son côté, Savino Pezzotta, secrétaire général de la CSIL, a mis le gouvernement en garde : « On ne peut pas penser que gouverner un pays soit comme gérer un conseil d'administration où celui qui a la majorité décide pour tout le monde. »

Danielle Rouard

LES CANDIDATS  
DISENT APPRECIER  
NOS EMISSIONS.  
SURTOUT CELLES  
QUI NE PARLENT  
PAS D'EUX.

LES PRÉSIDENTIELLES DE CANAL+  
Le Vrai Journal des Présidentielles  
de Karl Zéro à 19H40,  
Les Guignols de l'Info à 19H55.  
Du lundi au vendredi en clair.  
CANAL+  
ET TELLEMENT ENCORE



# FRANCE

## PRÉSIDENTIELLE

Dans cette élection marquée par le face-à-face annoncé entre Jacques Chirac et Lionel Jospin, les **OUTSIDERS DE L'ÉLECTION** finissent par créer la surprise. A moins d'une semaine du premier tour, la

plupart progressent dans les sondages en profitant de l'**EXPOSITION MÉDIATIQUE** donnée par la campagne officielle. Christiane Taubira, la candidate du PRG, Corinne Lepage, la représentante de CAP 21,

Christine Boutin, défenseur de la famille, Bruno Mégret, l'autre représentant de l'extrême droite, le chasseur Jean Saint-Josse ou encore Olivier Besancenot, le benjamin trotskiste, ont émergé dans la cam-

pagne du premier tour. Certains se sont révélés et ne comptent pas s'éclipser au soir du 21 avril. Ainsi M. Besancenot souhaite se présenter aux **ÉLECTIONS LÉGISLATIVES** dans le 18<sup>e</sup> arrondissement de Paris.

## Ces « petits candidats » qui animent la campagne du premier tour

Ils sont les révélations de cette élection. Profitant de la campagne officielle à la radio et à la télévision pour se faire connaître, ils progressent dans les sondages et tentent de perturber le face-à-face prévu au second tour entre Jacques Chirac et Lionel Jospin

**MOINS** de huit jours avant le premier tour de l'élection présidentielle, dimanche 21 avril, les seize prétendants à l'Élysée ont mis les bouchées doubles. Meetings, conférences de presse, déplacements en régions, les « petits » candidats se sont montrés particulièrement actifs sachant que pour eux, la course devrait s'arrêter à la première étape. Partis avec retard et, parfois, un sérieux handicap de notoriété, ils ont profité à plein de la campagne officielle. Ils trouvent des ressources dans le mécontentement, le manque d'enthousiasme suscité par les deux principaux candidats, qui ont peiné à marquer leurs différences. Et ils puisent des voix parmi les électeurs, indécis, « flottants », déçus ou même rancuniers.

Ces « petits » candidats, crédités il y a encore peu de scores microscopiques, viennent même de créer la surprise. Non seulement, ils enregistrent les plus fortes progressions d'intentions de vote dans les enquêtes d'opinion, le candidat des chasseurs, Jean Saint-Josse devançant même le président de Démocratie

libérale, Alain Madelin. Mais en plus, la volonté affichée par certains d'entre eux, en particulier à l'extrême gauche, de ne pas donner de consigne de vote au second tour, a fini par inquiéter les finalistes annoncés. Samedi 13 avril, à Lens, M. Jospin a appelé à une « mobilisation complète » dès le 21 avril, avant de réitérer dimanche, sur Canal + : « Il faut dès le premier tour donner suffisamment de poids et de présence à celui qui ensuite sera en état de concrétiser, de travailler - à la gauche du réel », a-t-il souligné. A droite, c'est Nicolas Sarkozy qui s'inquiète : « Pour nous, il est très important de faire le meilleur score possible au 1<sup>er</sup> tour », a-t-il déclaré sur Radio J. « Notre capacité à rassembler sera fonction [de ce] résultat. »

► **Le marché de M<sup>me</sup> Taubira.** Avec des sondages qui frémissent enfin à 2 %, Christiane Taubira avait le sourire, dimanche, sur le marché d'Ajaccio. « Dans le fatras de candidats, je l'ai remarquée », observe André, qui votera pour elle « pour ne pas donner un chèque en blanc à Jospin ». Sur ce même mar-

ché d'Ajaccio, le 6 avril, M. Jospin s'était saisi d'une araignée de mer. « Nous, on va prendre un panier de crabes », plaisante Bernard Castagnède, directeur de campagne de la candidate PRG. M<sup>me</sup> Taubira, contestée par quelques cadres radicaux depuis sa désignation, dans un

reconnaissance des identités, de la diversité des territoires », commente la candidate. C'est ici qu'elle a obtenu 47 parrainages, un record. « Et au total 627, dont j'ai bien l'intention de me gargariser jusqu'au 21 avril ! », lance-t-elle.

► **Une cité musée pour M. Mé-**

### M. Saint-Josse contre les chasseurs perturbateurs

Jean Saint-Josse s'est désolidarisé de la centaine de chasseurs qui ont perturbé, vendredi 12 avril, un meeting du porte-parole des Verts, Denis Baupin, à Hérouville-Saint-Clair (Calvados), près de Caen, obligeant les organisateurs à faire évacuer la salle. « Je condamne tout acte de violence, quel qu'il soit, a déclaré, dans un communiqué, le candidat de Chasse, pêche, nature et traditions (CPNT). Je pense que chaque candidat a le droit d'exprimer son opinion quelle qu'elle soit, c'est le débat démocratique. » « Ceux qui ont commis cet acte, a-t-il conclu, me combattent plus qu'ils ne me soutiennent. »

parti qui s'est déchiré sur le processus de Matignon, déguste des oursins. Elle goûte le broccio, serre les mains, sautille devant les commerçants, achète un tee-shirt à l'effigie de Bob Marley pour son fils. « Prends-en un avec la tête de Maurice », lui glisse son directeur de campagne. « Je fais campagne pour la

gret. C'est au bras d'une militante de son parti, le MNR, portant le costume traditionnel local, et guidé par Stéphane Bourhis, un des huit conseillers régionaux MNR en Alsace, que Bruno Mégret a effectué, dimanche, à Riquewihr (Haut-Rhin) la quatrième étape de sa « tournée au cœur de la France ».

Une région où Jean-Marie Le Pen avait recueilli 25 % des voix au premier tour en 1995. En se promenant dans ce village musée M. Mégret a rendu hommage à « la beauté d'une cité riche en histoire et en culture ». Interrogé sur la profanation, deux jours auparavant, des tombes du cimetière juif du quartier de Cronembourg à Strasbourg, maculées de croix gammées, M. Mégret a dénoncé « ces actes antisémites », qui illustrent à ses yeux « l'islamisation de la France » résultant d'une « immigration massive et incontrôlée ». Un habitant a fermé brutalement les volets au passage du cortège en criant « bande de fachos ». Ce fut le seul signe d'hostilité qui a poussé M. Mégret à abrégé sa promenade. Se présentant comme « le seul candidat de droite », le candidat du MNR a appelé les électeurs de MM. Pasqua, De Villiers et Le Pen, « qui ne sera plus dans la course après le 21 avril », à se regrouper derrière lui.

► **Le parc des expositions de M. Besancenot.** Samedi, parc des expositions, à Paris, l'ambiance

était surchauffée pour Olivier Besancenot. Claquant dans les mains, esquissant quelques déhanchements, 3 000 militants et sympathisants de la LCR attendent leur candidat, parti saluer la manifestation en forme de grand raffut organisée par les associations « du mouvement social ». Les jeunes, très nombreux, patientent en reprenant les couplets de la chanson « Le bruit et l'odeur » de Zebda, les plus âgés fredonnent avec Léo Ferré. Ido Harari, un jeune réserviste israélien qui a refusé de servir dans l'armée, témoigne en hébreu, côte à côte avec Elias Sambar, directeur de la Revue d'études palestiniennes. Et lorsque ce dernier, très ému, s'écrie : « Vive la résistance, et pas qu'en Palestine, vive la résistance tout court », la salle chavire. « Il nous faudrait quinze jours de plus », se prend à rêver Alain Krivine. « Tout le monde nous a appelés la semaine dernière après les passages d'Olivier sur TF1 et France 2. Il se passe quelque chose. » Il y a deux mois un sondage confidentiel commandé par la LCR montrait que seules 14 % des personnes interrogées connaissaient le nom de son candidat. Quand M. Besancenot arrive, enfin, c'est l'explosion. Debout, et pendant de longues minutes, la salle chante en chœur « motivés, motivés ».

► **Le cirque de M<sup>me</sup> Lepage.** A l'autre bout de Paris, Corinne Lepage tient, elle aussi, meeting, sous le chapiteau d'un cirque. « Si elle n'a pas fait un Zénith, c'est parce qu'elle veut établir un rapport avec les gens », assure une militante. Il y a là quelque 200 personnes. « Nous avons choisi le cirque par référence au cirque médiatique », lance l'ancien ministre de l'environnement d'Alain Juppé. Comme les « grands », elle vient de faire son entrée en traversant la salle, la sono montée au maximum et une dizaine de militants à ses côtés. Antoine et Matthias, tous deux âgés de 20 ans, sont venus de Nantes avec cette conviction : « L'écologie ne doit pas être monopolisée par les Verts et surtout pas par Mamère. » A défaut de pouvoir voter pour Pierre Larrourou, le candidat de la semaine de quatre jours qui n'a pas pu réunir les 500 signatures nécessaires, Loïc, de Paris, est venu écouter cette « femme de conviction » qu'il a découverte il n'y a pas si longtemps « à la télé ».

Olivier Besancenot, candidat de la Ligue communiste révolutionnaire

## « Je me présenterai aux législatives dans le 18<sup>e</sup> arrondissement de Paris »

Vous êtes l'un des candidats à qui la campagne officielle a donné l'occasion d'acquiescer une notoriété jusqu'ici peu installée...

Ce n'est pas un problème de notoriété, ni de casting. La LCR, ce n'est pas « Star Academy » ou le « Loft » ! Mais nous n'étions plus présents dans une échéance comme celle-ci depuis 1974, date de ma naissance, alors que nous sommes présents tout le reste de l'année dans les grands combats... Aujourd'hui, il y a une nouvelle situation politique, de nouvelles luttes sociales. Au sein du mouvement de résistance à la mondialisation, une nouvelle génération politique est en train de voir le jour, même si la France est un peu la queue de comète par rapport à d'autres pays comme l'Espagne ou l'Italie.

**Cette nouvelle génération, vous l'incarnez ?**

Non, ce n'est pas le genre de la maison. Mais, finalement, il faut se

tourner vers les révolutionnaires pour oser faire ce choix plutôt qu'un jeune salarié.

**Que vous a appris cette première campagne ?**

Je ne pensais pas que cela serait aussi enthousiasmant. On a eu beaucoup de monde dans nos meetings, des gens venus manifester pour se raccrocher à la gauche. On n'avait pas vu ça depuis les années 1970.

**Que faites-vous après le premier tour ?**

Le 1<sup>er</sup> mai, je manifeste ; le 2, je suis sur mon petit vélo jaune, je reprends ma tournée de facteur.

**Vous ne vous présentez pas aux législatives ?**

Si, je me présenterai aux législatives dans le 18<sup>e</sup> arrondissement de Paris, où j'habite. Cela s'est décidé après la récolte des 500 signatures. Et la LCR présentera des candidats dans plus de 400 circonscriptions.

**Qu'est-ce qui vous distingue**

des deux autres candidats trotskistes ?

A la différence d'Arlette, nous sommes pour que l'extrême gauche participe au mouvement antimondialisation. Autre différence : je pense que l'heure est au rassemblement unitaire de tous ceux qui s'opposent



« Nous aurions préféré une candidature unique d'extrême gauche à ces élections, ce qu'Arlette a refusé par sectarisme »

OLIVIER BESANCENOT

au capitalisme et à la logique de la gauche plurielle. Nous aurions préféré une candidature unique d'extrême gauche à ces élections, ce qu'Arlette a refusé par sectarisme.

**Si LO atteint le score dont les sondages la créditent, comment le prenez-vous ?**

La popularité d'Arlette est une

bonne chose, car de plus en plus de gens veulent sanctionner la politique du gouvernement et se tourner vers l'extrême gauche, dont nous faisons également partie. Même l'extrême gauche est plurielle !

**Au soir du premier tour, la LCR prendra-t-elle l'initiative de proposer à LO, voire à une partie du PCF, la constitution d'un parti ?**

S'il y a un séisme politique avec un score important de l'extrême gauche, la question d'un nouveau parti des travailleurs, à la gauche de la gauche plurielle, se posera. Cela ne pourra pas être LO seule. Mais le score de l'extrême gauche n'est pas le seul élément important. La gauche plurielle va-t-elle continuer d'exister après le premier tour ?

**LO a déjà annoncé qu'elle prônerait l'abstention. Vous, vous laissez le libre choix à vos électeurs. Cela fait une différence...**

Pour nous, la gauche et la droite ce n'est toujours pas la même cho-

se. Dans les mouvements sociaux, on retrouve des militants, des sympathisants de gauche alors que même à la loupe on n'a jamais vu un cortège RPR ou UDF. Mais il y a aussi le bilan du gouvernement, qui a privatisé plus que Juppé et Balladur réunis. Donc, pas de consigne.

**Que pensez-vous du virage à gauche de Jospin durant la campagne ?**

Je constate qu'il faut que l'extrême gauche soit forte dans les sondages pour qu'il se rappelle qu'il y a simplement un électoralat de gauche. C'est parfaitement électoraliste.

**Comment jugez-vous la crise du PCF ?**

Elle est logique. Mais nous ne sommes pas prêts à nous jeter dessus comme des vautours. Je ne crois pas au système des vases communicants. Nous sommes, bien sûr, portés par la crise de la gauche institutionnelle mais il y a aussi beaucoup de gens qui viennent nous voir, et qui ne votaient plus du tout, et des jeunes.

Propos recueillis par  
Isabelle Mandraud

Service France

## Chronique présidentielle par Patrick Artinian



LES MEETINGS de Christine Boutin sont des shows dont la vedette arrive sur scène en esquissant quelques pas de danse au rythme de

la musique. A Rambouillet, ce 19 mars, elle a revêtu une veste blanche à paillettes et attend dans sa loge le lancement du « spectacle » par

un M. Loyal chargé de lui poser des questions sur son programme.

P. A.

**INTERNATIONAL SCHOOL OF MANAGEMENT**

**ISM** **www.ism-mba.edu**  
FULLY ACCREDITED\*

**\*Programmes accrédités** aux USA & Europe, exclusivement pour cadres et dirigeants. Séminaires en anglais, avec professeurs américains, compatibles avec votre vie professionnelle. Profil des participants : 30-45 ans, 36 nationalités, diplômés Enseignement Supérieur, avec une moyenne de 10 années d'expérience professionnelle.

**Admissions : janvier, avril, octobre.**

**Ph. D** PHILOSOPHY DOCTORATE

- Pour titulaire d'un DBA ou équivalent
- "Part-time" sur 24 mois : Séminaires individuels et thèse

**DBA** DOCTORATE OF BUSINESS ADMINISTRATION

- pour titulaires d'un MBA ou équivalent
- "Part-time" sur 24 mois : séminaires mensuels intensifs et spécialisés à Paris. 320 heures et thèse

**ieMBA** International Executive MASTER OF BUSINESS ADMINISTRATION

- "Part-time" sur 12 mois : 520 heures et thèse, plus 120 heures en option, 10 ou 15 séminaires mensuels à Paris et 1 ou 2 mois à New York, ou 22 séminaires mensuels à Paris

**MBA** Multicultural in International Management MASTER OF BUSINESS ADMINISTRATION

- "Part or full-time" sur 12 mois, 520 heures et thèse : Paris, New York, Tokyo

**e-LEARNING : TOUS PROGRAMMES**

**International School of Management :**  
148, rue de Grenelle 75007 Paris  
Tél. : + 33 1 45 51 09 09 - Fax : + 33 1 45 51 09 08  
e-mail : ism.paris@wanadoo.fr - <http://www.ism-mba.edu>  
Programmes gérés à New York par ISM, USA

**ISM**







# Sur ses terres corréziennes, le président-candidat se fait le chantre de la « France rurale »

« Les socialistes ont provoqué la désolation agricole », a déclaré M. Chirac

USSEL (Corrèze)

de notre envoyé spécial

Les samedis de campagne électorale de Jacques Chirac se suivent et finissent par se ressembler. Samedi 13 avril, les tam-tams d'outre-mer avaient cédé leur place aux accordéons d'Ussel, et la moiteur tropicale à la froidure de Corrèze. Mais qu'il se rende aux Antilles ou dans son fief du Limousin, le candidat-président ne change guère ses habitudes : c'est au pas de charge qu'il arpente le pays et à la vitesse d'un éclair qu'il rend visite aux électeurs.

Samedi donc, c'était en haute Corrèze. Le matin à Sornac dans un centre d'handicapés, l'après-midi à Ussel dans la salle polyvalente où l'attendaient près de 2 500 personnes pour une « réunion amicale » et le midi au village de Sarrau, où se niche le château de Bity, propriété familiale des Chirac. Sur ces terres qui, sans discontinuer de 1967 à 1995, l'ont porté au Palais-Bourbon, le chef de l'Etat avait choisi d'évoquer « l'avenir de notre France rurale ». « Une France trop souvent négligée et pourtant si dynamique et innovante », a-t-il d'emblée souligné, comme pour marquer ses distances avec le gouvernement, responsable, à ses yeux, d'une « politique qui ignore la ruralité faute d'en comprendre la réalité ».

Accompagné de Bernadette (acclamée) – « votre élue au conseil général depuis plus de vingt ans » –, Jacques Chirac l'a affirmé : « Notre espace rural mérite une véritable ambition. » Et l'ambition, pour le candidat Chirac, se mesure en promesses qu'il distribue à un public largement acquis à sa cause. D'ailleurs Paul, la soixantaine, agriculteur à Meymac, situé non loin de là, ne s'en cache pas : « Chirac, c'est



Jacques Chirac accueilli, samedi 13 avril, par ses supporters à Ussel, en Corrèze.

le bon dieu de la Corrèze ! », lance-t-il aux reporters radio qui lui tendent leurs micros. C'est qu'ici l'ancien député de la circonscription n'a jamais déçu : de travaux d'aménagement en réalisations, M. Chirac a su dorloter son monde. Une fois de plus, samedi devant les élus et les militants arrivés par autocars de toute la Corrèze et des départements limitrophes, il n'a pas failli à sa réputation.

Sous le regard attentif de l'écrivain, supporter fervent, Denis Tilli-

nac venu en voisin, il a proposé « pour les prochaines années, un plan de développement des territoires ruraux. »

## UN EFFORT POUR LES CHASSEURS

Et d'annoncer un moratoire sur la fermeture des services publics en milieu rural, la révision à la hausse des indemnités des élus, l'engagement de l'Etat au côté des collectivités locales pour garantir l'accès de chaque commune au haut débit d'ici cinq ans, et « d'ici trois ans, [la

## Les dangers du « communautarisme »

Invité de France Inter, lundi 15 avril, Jacques Chirac a de nouveau « condamné [les actes antisémites] qui, au-delà de ce qu'ils représentent sur le plan de l'antisémitisme, de la xénophobie et du racisme et également au-delà, sont totalement contraires à ce que sont les valeurs de notre République ». « Je voudrais dire que la France ne sera jamais une juxtaposition de communautés, c'est un pays qui est uni et je voudrais appeler dans ce domaine à la vigilance », a notamment déclaré le président-candidat.

Dans un entretien au Progrès de Lyon du 13 avril, M. Chirac avait affirmé, au sujet de la profanation d'un cimetière juif à Strasbourg, que lorsque « les juifs de France sont visés, chaque Français doit se sentir personnellement atteint ».

couverture de] l'ensemble du territoire français (...) par la téléphonie mobile. » En Corrèze, « cette terre qui est aussi la mienne », s'est-il exclamé, Jacques Chirac ne s'est pas contenté d'énoncer son programme. Il s'est appliqué à stigmatiser « la politique agricole conduite depuis cinq ans ». « Au-delà des chiffres, je condamne surtout un manque de considération pour les agriculteurs. (...) Les socialistes avaient annoncé une révolution agricole, ils ont provoqué la désolation agricole », s'est-il indigné sous les applaudissements.

Et, comme en écho aux déclarations faites la veille à Bordeaux par son rival Lionel Jospin, M. Chirac s'est adressé aux chasseurs. Manière de préparer sa campagne du second tour, où il devra rassembler au-delà des voix que recueillera la droite, dimanche 21 avril, et peut-être en prévision du score du candidat des chasseurs Jean Saint-Josse, le président-candidat a appelé le pays à « un effort de compréhension et de tolérance réciproque ». « La chasse est une activité mal connue », a-t-il noté avant de s'engager « à trouver les voies d'une application raisonnable de la réglementation communautaire » avec la Commission européenne.

Rentrée le soir même à Paris dans un avion spécialement affrété, la famille Chirac a poursuivi sa campagne dans la capitale. Dimanche, en fin de journée, Bernadette signait son livre au QG parisien du candidat et, dans ce même lieu de la rue du Faubourg-Saint-Martin, lundi 15 avril en fin de matinée, Jacques Chirac devait s'adresser aux sportifs.

Yves Bordenave

## ECHOS DE CAMPAGNE

► **Bayrou entarté.** Après Jean-Pierre Chevènement, François Bayrou est le deuxième candidat à avoir croisé des entarteurs lors de son périple présidentiel. Le candidat UDF, en déplacement à Rennes samedi 13 avril, a reçu deux tartes à la crème lancées par quatre jeunes qui l'ont qualifié de « tête à claques », faisant allusion à la giflée donnée lundi à Strasbourg par M. Bayrou à un jeune garçon qui lui faisait les poches.

### ILS ONT DIT

■ **Noël Mamère** (candidat des Verts) : « Le problème de l'insécurité ne peut se résoudre à une baffé donnée à un gamin qui fait les poches d'un candidat, ce qui naturellement ne se fait pas. La première cause de l'insécurité, c'est le chômage, la précarité et la pauvreté. » (France 2, 14 avril)

■ **Robert Hue** (candidat du PCF) : « Arlette Laguiller critique le Parti communiste depuis 30 ans. C'est sa raison d'être. Moi, je ne critique pas Arlette Laguiller, je critique Jacques Chirac. » (RTL, 15 avril)

■ **Daniel Gluckstein** (candidat du PT) au sujet de l'inflexion à gauche de la campagne de Lionel Jospin : « Jospin dit quelques mots à gauche mais je n'ai pas vu une seule mesure qui puisse modifier la politique qui est en œuvre depuis cinq ans. Pour les travailleurs, ce sont les faits qui comptent, les discours électoraux n'ont strictement aucune importance. » (BFM, 15 avril)

■ **Olivier Besancenot** (candidat de la LCR) à propos de son « malaise » – en réalité une extinction de voix – à la fin d'un meeting jeudi : « Tout va bien. Il y en a qui ont dû croire que le jeune facteur ne tiendrait pas la route parce que ce n'est pas un professionnel de la politique. Le jeune facteur, il a tenu la route. La vie de candidat, c'est vrai que c'est fatigant (...) mais ce n'est pas plus fatigant que la vie de millions de salariés dans ce pays. » (RMC Info, 15 avril)



## Noël Mamère chahuté à Paris

APRÈS L'ENTARTAGE de François Bayrou par des adolescents qui l'ont qualifié de « tête à claques », samedi 13 avril à Rennes, Noël Mamère a été pris à partie, le lendemain, lors de sa balade à vélo sur les berges de la Seine, interdites aux voitures. Une petite vingtaine de jeunes juifs ont violemment critiqué ses positions « pro-palestiniennes ». Malgré les coups de pied dans sa bicyclette, le candidat des Verts, accusé d'être un « collabo » et un « antisémite », a essayé de discuter. En vain. M. Mamère a poursuivi sa promenade sous la protection de quelques policiers.

## Une élection cantonale partielle

### SAÔNE-ET-LOIRE

#### Saint-Bonnet-de-Joux (premier tour).

I., 2 199 ; V., 1 557 ; A., 29,20 % ; E., 1 498.

Jacques Lecoq, div. d., m. de Saint-Bonnet-de-Joux, 779 (52,00 %)...

#### ÉLU

Jean-Marc Frizot, PRG, 435 (29,04 %) ; André Quniquenel, div. g., 194 (12,95 %) ; Guy Masse, PCF, 54 (3,60 %) ; Louis Oudart, FN, 36 (2,40 %).

[Le décès, le soir du premier tour, d'André Desbois, candidat favori (div. d.), avait désorienté les électeurs aux cantonales de mars 2001. Jacques Vincent, autre candidat divers droite, l'avait emporté au second tour de 5 voix devant Jean-Marc Frizot (PRG). Le Conseil d'Etat avait annulé l'élection, du fait de quelques erreurs d'émargement. Cette fois candidat unique de la droite, Jacques Lecoq, est élu dès le premier tour.

11 mars 2001 : I., 2 187 ; V., 1 753 ; A., 19,84 % ; E., 1 704 ; Jean-Marc Frizot, PRG, 639 (37,50 %) ; André Desbois, div. d., 521 (30,58 %) ; Jacques Vincent, div. d., 312 (18,31 %) ; Yves Guillot, div. d., 124 (7,28 %) ; Guy Masse, PCF, 62 (3,64 %) ; Charles Froudière, FN, 46 (2,70 %).]

## Bruno Mégret va poursuivre le président du FN en diffamation

LE MOUVEMENT NATIONAL RÉPUBLICAIN (MNR) a fait savoir, dimanche 14 avril, par le biais d'un communiqué, que son président, Bruno Mégret, allait poursuivre Jean-Marie Le Pen, président du Front national (FN), en diffamation « après avoir pris connaissance du dernier dérapage de M. Le Pen accusant M. Mégret d'avoir reçu de l'argent des milieux chiraquiens ». Interrogé, le même jour, au Grand Jury RTL-Le Monde, M. Le Pen avait affirmé que M. Mégret « est payé par Jacques Chirac » qui l'aurait aidé, selon lui, dans la collecte des signatures nécessaires à la validation de sa candidature à l'élection présidentielle. Le MNR a annoncé son intention de demander « réparation en saisissant dès lundi la 17<sup>e</sup> chambre correctionnelle de Paris pour diffamation en période électorale ».

### DÉPÊCHES

■ **RETRAITES** : Jacques Chirac ne juge pas « nécessaire » d'organiser un référendum sur les retraites. Dans un entretien publié, lundi 15 avril par Ouest-France, il estime que ce dossier devra « être ouvert immédiatement (après l'élection présidentielle) avec tous les partenaires concernés pour trouver une solution dans un délai rapide ».

■ **JACQUES DELORS** : l'ancien président de la Commission européenne accuse Jacques Chirac, sans le nommer, de « décrier son pays ». Dans un entretien au Parisien du 15 avril, M. Delors « reproche à certains candidats, et notamment au candidat principal de la droite, de dénigrer la France (...). Je trouve cela dangereux et critiquable. » Il estime, par ailleurs, « dangereuse » la « surenchère sur l'insécurité », car « on rend le voisin suspect ».

■ **SONDAGE** : une majorité (55 %) des jeunes de 18 à 24 ans votent comme leurs parents parce qu'ils le veulent bien et non parce qu'ils sont sous influence, selon un sondage Ifop réalisé du 1<sup>er</sup> au 15 février auprès d'un échantillon de 324 personnes et publié par le magazine Phosphore, dans son édition du mois de mai.

## Lionel Jospin s'en prend à Lutte ouvrière et à la « gauche incantatoire »

LENS

de notre envoyé spécial

Dans le TGV qui le ramenait de Lens (Pas-de-Calais), samedi 13 avril, Lionel Jospin, serein et décontracté, confiait ses impressions aux trois ministres qui l'accompagnaient, Elisabeth Guigou, Marie-Noëlle Lienemann et Jack Lang. « C'était chaleureux et sympa », observait le premier ministre-candidat. Dans la première fédération socialiste de France, le maire de Lens, Guy Delcourt (PS), et le premier fédéral, Serge Janquin, avaient dû transformer en hâte, en période de vacances scolaires, l'ultime rencontre thématique sur « la France juste », prévue pour accueillir 500 personnes, en un véritable meeting. Mais, malgré les efforts déployés, la mobilisation était en demi-teinte.

Dans le complexe Léo-Lagrange, un peu plus de 1 500 militants ont, à l'entrée du candidat, agité des serviettes en papier de couleur rouge et entonné le Chiffon rouge. M. Janquin a vivement attaqué Arlette Laguiller, « qui est entrée en compétition avec Supermarteau » en disant que la gauche et la droite « c'est pareil ». A son tour, M. Jospin s'en est pris à « la gauche incantatoire », en citant « les mouvements d'extrême gauche comme Lutte

ouvrière ». « Je suis le candidat de la France du travail », a, une nouvelle fois, proclamé le candidat, de « cette France qui travaille dur et qui gagne peu ».

Egrenant ses propositions sociales et citant Léon Blum, François Mitterrand, Guy Mollet et Michel Rocard, le candidat socialiste a accusé « le candidat du RPR » de « préparer la privatisation du modèle social en introduisant les fonds de pension », et les « libéraux » de ne voir dans les inégalités que les « dommages collatéraux du capitalisme ».

### BAIN DE FOULE

Mais, alors que l'inquiétude est plus vivace dans son camp sur le 1<sup>er</sup> tour, M. Jospin s'est fait pressant : « J'ai besoin de votre force, de votre énergie, de votre enthousiasme, de votre mobilisation », a-t-il lancé. « Les élections ne sont jamais faites par les médias ou les instituts de sondages, il y a toujours la mobilisation des citoyens », a-t-il ajouté, incitant les militants à se démenier « par des distributions de tracts, des discussions à l'école, dans le milieu de travail, dans le club, dans le mouvement associatif, dans la rue, dans le quartier. » « En vous voyant si rassemblés, si déterminés et si nombreux, a-t-il

conclu, eh bien, pour le 21 avril et ensuite pour le 5 mai, j'ai confiance. »

Avant ce meeting, M. Jospin, accompagné par Martine Aubry, s'était promené pendant une demi-heure dans une rue commerçante de Lens. Plus spontané que d'habitude, il est allé fréquemment vers les passants, recevant un accueil souvent chaleureux. Après un ultime bain de foule autour d'une chope de bière dans un café, le candidat a déposé une gerbe de fleurs devant la statue d'un mineur, « en hommage à la corporation minière ».

Occasion pour lui de rappeler ensuite, à proximité du monument, que « le château fort de l'exploitation des mineurs » avait été transformé – dans le cadre du plan Université 2000, lancé quand il était ministre de l'éducation – en faculté Jean-Perrin. Occasion aussi d'évoquer, sur un registre plus intime, sa descente, avec des mineurs, au fond du puits 7 de Liévin lorsqu'il était stagiaire de l'ENA. Avant de quitter la région, M. Jospin est d'ailleurs allé à Liévin se recueillir devant le monument à la mémoire des victimes de la catastrophe minière de 1974. Une journée toute en symboles.

Michel Noblecourt

Jean-Marie Le Pen, candidat du Front national, au « Grand jury RTL-Le Monde »

## « C'est évident, Bruno Mégret a été payé par Jacques Chirac »

Vous avez tenté, en vain, par voie de justice, de retarder la sortie d'un film, *Férocé*, mettant en scène le chef d'un parti d'extrême droite. Pourquoi ?

C'était un film à vocation politique. Je demandais qu'il ne vienne pas perturber la campagne. D'autant que la vedette est le beauf de M. Jospin [Jean-Marc Thibaut]. Ce qui me fait suspecter tout de même que ce soit un film de la Propagandastaffel, que les nazis faisaient contre leurs adversaires.

### Qui l'aurait commandité ?

Peut-être pas Jospin lui-même, tout de même. Mais les apparatchicks de l'entourage ont dû se dire que tous les moyens étaient bons.

Il reste que votre principale cible, dans cette campagne, est bien Jacques Chirac, dont vous dites vouloir débarrasser la France. Pourquoi un tel acharnement ?

Quel acharnement ? Quand M. Jospin, homme de gauche, fait une politique de gauche que je réprouve et que je déteste, ça n'a

rien d'immoral. En revanche, quand M. Chirac, qui a dix moyens constitutionnels de s'opposer à la politique du premier ministre, ne fait rien, je dis qu'il est complice et infiniment plus immoral.

Vous maintenez donc votre formule de 1995 : « Chirac, c'est pire que Jospin » ?

Je pense qu'il a été pire. Oui, Jacques Chirac est responsable de la présence de la gauche au pouvoir depuis vingt ans. C'est bien lui qui a amené Mitterrand au pouvoir en trahissant Giscard d'Estaing. Structurellement, la gauche en France fait 45 % et la droite 55 %. Donc la droite devrait être au pouvoir. Sauf quand un génie de la politique qui s'appelle Jacques Chirac retire de ces 55 % les 15 % du Front national en interdisant toute alliance électorale avec nous.

Comment imaginez-vous de sortir de cette impasse ?

Je l'ai dit dès le début : l'affaire se jouera entre 17 % et 18 %. De manière indiscutable, je suis le troisième homme. Or moi je monte vers 17 % tandis que les deux

autres candidats descendent vers 17 %. Et je dis que je suis le seul, il n'y a personne d'autre, capable de mettre en échec cette stratégie de maintien au pouvoir de l'alternative Chirac-Jospin. Il n'y a qu'une seule surprise possible maintenant, c'est la mienne.

C'est la raison pour laquelle vous avez appelé – sans succès – Bruno Mégret, Christine Boutin et Jean Saint-Josse à se retirer en votre faveur ?

Pour Bruno Mégret, j'ai fait appel à ses électeurs. Lui, je savais quelle serait sa réponse. Il est là pour ça, il est payé pour ça.

### Payé par qui ?

Par Jacques Chirac, c'est bien évident. Dans le milieu chiraquien, les valises circulaient et continuent de circuler avec une légèreté étonnante.

Elles ont atterri chez M. Mégret ?

Il a dû en atterrir, oui. D'ailleurs, il pourra me faire un procès s'il le veut.

Que fera le FN aux législatives ?

Toutes les circonscriptions

auront un candidat du Front national.

Et vous les maintiendrez au second tour si c'est possible, comme en 1997 ?

Ça dépendra un peu de ce que feront les candidats du RPR et de l'UDF. S'ils se retirent quand nous sommes en tête, on peut trouver un moyen de se retirer s'ils sont en tête. Mais pas de façon unilatérale.

Que pensez-vous de la recrudescence d'actes antisémites en France depuis plusieurs semaines ?

C'est en relation directe avec les événements qui se passent au Moyen-Orient.

Y compris les croix gammées sur des tombes juives à Strasbourg ?

Ça peut venir de provocateurs. Je m'attends à toutes sortes de provocations, surtout si je monte dans les sondages.

Propos recueillis par Patrick Cohen, Gérard Courtois et Philippe Roy-Contancin



# SOCIÉTÉ

## AFFAIRES

Pierre Falcone, homme d'affaires français **MIS EN EXAMEN** et placé en détention provisoire en décembre 2000 pour « commerce illicite d'armes », « trafic d'influence », « abus de biens sociaux », « abus de confian-

ce » et « fraude fiscale » s'explique. Dans un entretien au *Monde* qu'il a relu et amendé, il nie vigoureusement les accusations portées contre lui, proteste contre le « PROCÈS MORAL » qu'on lui intenterait et dénonce de

nombreuses « irrégularités » de procédure. M. Falcone se présente comme un chef d'entreprise mandaté par le gouvernement angolais pour superviser des contrats d'approvisionnement. Il **CONTESTE LA COMPÉTENCE** de la jus-

tice française à l'égard de transactions légales selon lui. Il explique pourquoi il a **RÉMUNÉRÉ DES PERSONNALITÉS** comme Jean-Christophe Mitterrand, Jacques Attali, et ses liens avec Jean-Charles Marchiani, proche de Charles Pasqua.

## Pierre Falcone : « En France, on peut crucifier un innocent »

L'homme d'affaires, mis en examen dans l'affaire des ventes d'armes à l'Angola conteste, dans un entretien au « Monde », les accusations portées contre lui. Il estime que la justice française n'est pas compétente pour enquêter sur des transactions qui ont eu lieu entre « deux Etats souverains »

**Pourquoi avez-vous décidé de vous exprimer publiquement ?** Depuis le début de cette affaire, je suis décrit comme un « trafiquant d'armes » enrichi de façon illégale et immorale, alors que les délits dont on m'accuse sont sans fondement. Il n'y a eu ni commerce illicite d'armes, ni fraude fiscale, ni commissions occultes, ni détournement de fonds, ni trafic d'influence ni quoi que ce soit de délictueux. Pourtant, après deux ans d'enquête, un an d'incarcération, des fuites systématiques du dossier d'instruction continuent d'insinuer la réalité d'infractions qui n'existent pas. Ce que l'on m'intente n'est pas un procès juridique, mais un procès moral où l'on amalgame insidieusement les armes, l'argent et les profits, en effaçant la réalité de la situation angolaise et la nature exacte de mon rôle. J'ai décidé de dénoncer ces aberrations.

**A quoi faites-vous allusion ?** Il y a eu tellement d'irrégularités ! La saisie illégale de mon dossier chez mon avocat ; ma mise en examen pour « commerce illicite d'armes » au mépris de la loi ; un document faussement daté au cabinet d'instruction ; des commissions rogatoires internationales mensongères – donc truquées ; une manipulation de l'administration fiscale pour immatriculer faussement en France une société étrangère ; l'ouverture de scellés hors ma présence et celle de mes avocats ; des documents cachés à la défense ; une détention provisoire monstrueuse ; un contrôle judiciaire exorbitant, l'interdiction faite à l'un de mes avocats de venir me voir en prison, etc.

**On vous présente comme « marchand d'armes ». Quel est précisément votre métier ?**

Je suis un entrepreneur et un chef d'entreprise. L'essentiel de mes activités, toutes légales, se situe à l'étranger, dans des domaines divers. Le pôle principal consiste dans le montage de préfinancements pétroliers et le trading de produits alimentaires.

**Comment êtes-vous intervenu dans la livraison d'armes à l'Angola en 1993 et 1994 ?**

J'ai été mandaté officiellement par le gouvernement angolais afin de superviser les contrats d'approvisionnement de ce pays, à une époque où la guerre civile entretenue par le terrorisme de l'Unita rendait toute importation difficile. Il s'agissait de vivres, de médicaments, de biens d'équipement, de matériel de transport et de construction et, en effet, de matériel militaire.

Mais je n'ai jamais été ni fabricant, ni marchand d'armes, pas plus que le fait d'avoir supervisé des importations de médicaments

s'appliquait bien à certaines parties du territoire angolais, c'est parce qu'elles étaient contrôlées par l'Unita ! Dès 1993, j'ai pris le parti du gouvernement d'Eduardo Dos Santos, élu démocratiquement sous l'égide de l'ONU et, dès cette date, unanimement reconnu.

**Vous considérez que cette affaire ne regarde pas la justice française ?**

Je me demande à quel titre deux juges d'instruction français décident d'enquêter sur une transaction parfaitement légale entre deux Etats souverains, qui porte sur du matériel n'ayant jamais transité par le territoire français. La France est l'un des premiers exportateurs d'armes au monde ; si, demain, une juridiction étrangère enquêtait sur une vente de matériel français à un pays du Golfe, ce serait, à juste titre, perçu comme une ingérence insoutenable et une tentative de déstabilisation.

**Les enquêteurs postulent que vous êtes le dirigeant de fait de Brenco France, correspondante de ZTS-Osos...**

Brenco France est une SARL dont je n'ai jamais été le gérant. C'est mon père, qui portait le même nom et le même prénom que moi, qui l'a fondée, et j'y avais un bureau. Je n'ai supervisé avec ZTS-Osos qu'une seule opération pour le compte de l'Angola, ainsi qu'une opération ponctuelle à la demande

**« Ce que l'on m'intente n'est pas un procès juridique, mais un procès moral où l'on amalgame insidieusement les armes, l'argent et les profits »**

PIERRE FALCONE

expresse de la République du Cameroun. Quant à me présenter comme un dirigeant de ce conglomérat public slovaque fondé avant ma naissance, c'est absurde.

**Vous êtes également soupçonné d'avoir, avec M. Gaydamak, détourné des fonds dans le cadre de la renégociation de la dette de l'Angola à la Russie.**

C'est faux. Cette opération, c'est un modèle du genre, conforme en tous points aux directives du Club de Paris. Le ministère du plan angolais nous a confié, à Arcadi Gaydamak et à moi-même, la tâche de permettre à l'Angola de restaurer ses



GORBIS / SYGMA

Pierre Falcone, homme d'affaires, est poursuivi dans l'affaire de vente d'armes vers l'Angola. Mis en examen et placé en détention provisoire le 1<sup>er</sup> décembre 2000 pour « commerce illicite d'armes », « abus de biens sociaux », « abus de confiance » et « fraude fiscale », il a été remis en liberté en décembre 2001.

Nous avons dégagé des profits pour nous-mêmes, mais nous avons surtout permis à l'Angola d'économiser des sommes colossales et à la Russie de récupérer des créances insespérées.

**Pourquoi avoir rémunéré Jean-Christophe Mitterrand ?**

C'est indiscutablement l'homme qui connaît le mieux l'Afrique parmi toutes les personnes que j'ai rencontrées, en vingt-six ans de voyages. Ses analyses politiques se sont toujours avérées pertinentes, justes, et quand la Générale des eaux a décidé de se passer de ses services, début 1996, je lui ai proposé de devenir mon consultant. Il n'a perçu que de légitimes honoraires. Le procès qui lui est fait est injuste.

**Et Jacques Attali ?**

Lui connaît les problèmes des pays en voie de développement. Je l'ai contacté pour lui faire part de l'immense besoin de reconstruction de l'Angola. Il m'a dit que, a priori, c'était le type de pays où une structure de microcrédits pouvait être efficace. Mais l'étude qu'il a effectuée a montré que les conditions n'étaient pas remplies, compte tenu des zones de guerre et des carences du système bancaire du pays. La décision a donc été prise d'attendre que la paix soit rétablie sur l'ensemble du territoire angolais pour élaborer un tel système. Ce pourrait être le cas aujourd'hui.

**Etes-vous intervenu par son intermédiaire auprès d'Hubert Védrine pour régler le contentieux fiscal de ZTS-Osos ?**

Je n'ai pas demandé à M. Attali d'intervenir auprès de M. Védrine ou de qui que ce soit pour régler un dossier qui ne me regardait en aucune façon. Encore une fois, ZTS-Osos est une société slovaque et je n'en ait jamais été le dirigeant. Le fisc a d'ailleurs tenté de recouvrer en Slovaquie les sommes qu'il réclamait, en passant par la voie diplomatique. Les juges ont interrogé M. Védrine et M. Moscovici ; ils ne peuvent aujourd'hui qu'être convaincus. Où est le prétendu trafic d'influence ?

**Quels sont vos liens avec Jean-Charles Marchiani ?**

Je le connais bien. A sa demande, je lui ai présenté quelques personnalités étrangères, notamment certains de ses homologues africains – en particulier angolais –, lorsqu'il était chargé des questions de renseignement au ministère de l'intérieur [entre 1993 et 1995]. Bien que je réside à l'étranger depuis l'âge de 22 ans, j'ai considéré qu'il était de mon devoir d'aider un préfet de la République française. Je l'ai fait pour d'autres. Pour Georges Serre [conseiller pour les affaires africaines du ministre des affaires étrangères], j'ai organisé un rendez-vous, dans son bureau du Quai d'Orsay, auprès des mêmes interlocuteurs angolais que M. Marchiani. A l'époque, M. Serre qualifiait ces rencontres de « constructives » pour la

France et l'Angola, et m'en a remercié. C'est pourquoi la lecture de son audition par les juges [le 27 février 2002], où il nous traite, M. Gaydamak et moi, de « personnages sulfureux », m'a laissé un goût amer. J'ai mieux compris lorsque j'ai appris qu'il s'était lié d'amitié, au temps où il vivait en Afrique du Sud, avec un intermédiaire, Jean-Bernard Curial, qui, par pure jalousie commerciale, est devenu l'un de nos plus farouches détracteurs.

**Revenons à M. Marchiani. Des documents saisis durant l'enquête évoquent des remises de fonds à un certain « Robert », qui semble identifié comme étant l'ancien préfet du Var...**

Que les choses soient claires : je n'ai jamais eu de relations d'affaires avec M. Marchiani et ne lui ai jamais versé d'argent. Quant à « Robert », c'est un pseudonyme que j'utilisais, par discrétion, pour désigner les personnes travaillant dans le renseignement et avec qui j'étais en relation. M. Marchiani en faisait partie.

**Pourquoi avoir versé des fonds en 1996 à France-Afrique-Orient, une association proche de Charles Pasqua ?**

J'ignorais que cette association était animée par des proches de M. Pasqua – que je ne connais d'ailleurs pas. Mais cela n'aurait rien changé si je l'avais su. J'ai toujours œuvré à la consolidation des liens entre la France et l'Afrique, et cette association avait la réputation d'y contribuer, de façon bénéfique.

**Vous auriez demandé à votre secrétaire, Isabelle Delubac, de**

**dissimuler chez elle des disquettes compromettantes. Pourquoi ?**

Après une intrusion dans les bureaux de Brenco France, où des inconnus ont piraté les ordinateurs, j'avais demandé à M<sup>me</sup> Delubac d'emporter chez elle ces disquettes, qui contenaient des informations confidentielles sur l'Angola. Lorsque les locaux ont été sécurisés, je lui ai dit qu'il n'était plus nécessaire qu'elle garde les disquettes. Si elle les a conservées, c'est soit un oubli, soit par souci d'efficacité : je l'appelaï souvent chez elle de l'étranger pour lui demander un numéro de téléphone ou une adresse.

**Une note de l'organisme anti-blanchiment Tracfin assure que vous auriez versé des fonds au président Dos Santos sur un compte ouvert par vos soins à la banque internationale du Luxembourg...**

Jamais je n'ai ordonné de virement en provenance d'un de mes comptes vers un compte du président Dos Santos. Cette note de Tracfin est rédigée dans un conditionnel diffamatoire. Elle cite en fait des extraits tronqués de l'interrogatoire d'un banquier par le juge genevois Daniel Devaud, dont les déclarations sont d'ailleurs fausses : M. Dos Santos n'est pas l'ayant-droit du compte visé par Tracfin. Pour moi, il s'agit d'une tentative de déstabilisation du gouvernement de M. Dos Santos.

**Les juges vous soupçonnent d'avoir continué à vendre des armes à l'Angola jusqu'en 2000, via la société Vast Impex.**

J'ignore tout de Vast Impex. Je détiens des fonds pour le compte de l'Etat angolais. J'ai reçu l'ordre de mes mandants d'effectuer des paiements à cette société, ce que j'ai fait.

**Comment être sûr que vous n'avez pas couvert une opération illicite ?**

Si je n'avais pas une confiance totale dans le gouvernement angolais, je n'aurais pas accepté d'en être le mandataire officiel.

**Un courrier que vous a adressé en septembre 1999 le général Kopelipa, chef d'état-major de M. Dos Santos, n'atteste-t-il pas que vous étiez concerné ?**

Pensez-vous réellement qu'une vente d'armes s'effectue par un fax ? Ni M. Gaydamak ni moi ne sommes intervenus dans cette opération. Contrairement à l'accord conclu par l'Angola avec ZTS-Osos, je n'ai rien eu à superviser. J'ai reçu l'ordre de transmettre un document diplomatique en Russie, à un interlocuteur du gouvernement angolais. Peut-on en conclure de bonne foi que j'ai vendu des armes ?

Je maintiens que je n'ai supervisé

aucun paiement de matériel militaire après 1993-1994. Je relève d'ailleurs que le juge a porté ces prétendus faits nouveaux à la connaissance du parquet, le 28 juin 2001. Après plainte du ministre de la défense, un réquisitoire supplétif lui a été délivré le 14 novembre 2001. Or, ces pièces ne sont apparues au dossier qu'en mars 2002 ! En violation des droits de la défense, les magistrats ont dissimulé ces éléments. Autre exemple des anomalies qui parsèment ce dossier : j'ai été mis en examen le 1<sup>er</sup> décembre 2000 pour « commerce d'armes illicite » ; quinze jours plus tôt, le secrétaire général de la défense nationale avait écrit qu'il n'y avait rien eu d'illégal ! En France, pays

**Les ventes auraient duré jusqu'à l'été 2000**

Les enquêteurs semblent postuler que les ventes d'armes à destination de l'Angola se sont poursuivies au moins jusqu'à l'été 2000. Selon eux, les transactions auraient été effectuées par l'intermédiaire de la société Vast Impex, qui aurait succédé, à partir de 1997, à ZTS-Osos. Plusieurs dizaines de millions de dollars de matériel militaire (chars d'assaut, blindés, hélicoptères, etc.) auraient été livrés au régime du président Dos Santos, afin de l'aider à vaincre la guérilla menée par l'Unita, le mouvement de Jonas Savimbi – tué le 22 février par l'armée.

Plusieurs documents découverts au domicile de la secrétaire de Pierre Falcone, Isabelle Delubac, paraissent avoir convaincu les magistrats que Pierre Falcone et Arcadi Gaydamak auraient joué les intermédiaires dans ces transactions, ce que les deux hommes contestent. Ce soupçon a conduit les juges à mettre en examen une seconde fois M. Falcone pour « commerce d'armes illicite », le 27 mars (Le Monde du 3 avril).

supposé des droits de l'homme, on peut aujourd'hui inventer une affaire et crucifier un innocent.

**Il y a un an, M. Dos Santos avait demandé l'intervention de M. Chirac. N'êtes-vous pas tenté de faire de même ?**

Je ne souhaite aucune faveur. Je voudrais que l'on veuille à ce que le droit soit respecté par ceux qui sont censés le faire appliquer. Le chef de l'Etat, comme le gouvernement, doivent veiller à l'indépendance de la justice, mais aussi garantir son bon fonctionnement.

Propos recueillis par Hervé Gattegno et Fabrice Lhomme

**La justice suisse enquête pour « blanchiment »**

La justice suisse mène ses propres investigations sur les développements de l'affaire Falcone. Chargé d'une enquête pour « blanchiment », le juge genevois Daniel Devaud s'intéresse notamment aux mouvements de fonds intervenus dans le cadre du règlement de la dette angolaise à la Russie. Il a notamment décidé le gel de 700 millions de dollars, sous forme de billets à ordre, qui se trouvaient sur un compte ouvert à la banque UBS (Le Monde du 3 avril). Parallèle à l'instruction conduite en France par les juges Courroye et Prévost-Desprez, l'enquête suisse est au cœur d'un imbroglio juridique.

Les avocats de M. Falcone contestent la régularité de la procédure conduite par M. Devaud. Ils observent notamment que le magistrat suisse a proposé à leur client d'être convoqué en qualité de témoin, puis de témoin assisté, avant d'envisager son inculpation pour blanchiment.

ne fait de moi un magnat de l'industrie pharmaceutique !

**Pour vous, ces ventes d'armes étaient légales ?**

Non seulement légales, mais aussi moralement légitimes. Avec Arcadi Gaydamak, nous n'avons fait que superviser le paiement de matériels acquis par l'Angola auprès de ZTS-Osos, société publique slovaque, qui bénéficiait de toutes les licences appropriées. J'étais donc assuré de la légalité de l'opération – que personne aujourd'hui ne conteste, hormis les juges ! Je rappelle que le gouvernement angolais n'a été soumis à aucun embargo depuis l'élection du président Dos Santos. Si un embargo militaire

finances publiques par un allègement sensible de la dette de son principal créancier, la Russie. Cette créance, d'environ 5 milliards de dollars, représentait presque 50 % du montant total de la dette extérieure angolaise ! La renégociation a abouti à un accord, à la plus grande satisfaction des gouvernements russe et angolais. Dans un deuxième temps, M. Gaydamak et moi avons racheté le reliquat de cette dette, faite en accord avec les deux Etats. C'était un risque financier considérable. L'opération consistait à payer la Russie par anticipation, en utilisant divers instruments financiers, tout en jouant à terme sur les cours futurs du pétrole.

**Deux ans d'enquête qui ont provoqué la mise en cause de nombreuses personnalités**

Des disquettes saisies contenaient une liste de bénéficiaires de fonds

« L'AFFAIRE FALCONE », du nom de son principal protagoniste, est née au cours de l'été 2000, au détour d'une enquête, ouverte pour « blanchiment », portant sur des transactions immobilières suspectes concernant Arcadi Gaydamak, un industriel d'origine russe. En remontrant la piste d'un appartement cédé par M. Gaydamak à l'un de ses conseillers, l'avocat fiscaliste Allain Guillaou, les juges Philippe Courroye et Isabelle Prévost-Desprez avaient saisi, au cabinet de ce dernier, des dossiers concernant MM. Falcone et Gaydamak, orientant leurs recherches vers une société slovaque, ZTS-Osos.

Or, selon le fisc, cette société, qui avait vendu pour 633 millions de dollars d'armes au régime angolais de José Eduardo Dos Santos en 1993 et 1994, aurait eu pour relais dans l'Hexagone la société Brenco France, qui ne dispose d'aucune habilitation pour vendre du matériel militaire. Ce soupçon avait conduit les

magistrats à mettre en examen et à placer en détention provisoire Pierre Falcone – parfois prénommé Pierre-Joseph, pour éviter la confusion avec son père –, en décembre 2000, et provoqué le départ en Israël de son associé, Arcadi Gaydamak. Visé par un mandat d'arrêt international, ce dernier ne semble toujours pas désireux de répondre aux convocations de la justice française qu'il défie régulièrement, par médias interposés.

**SAISIE DE DISQUETTES**

Centrée sur le « commerce d'armes illicite », l'enquête s'engagea dans de nouvelles directions dès septembre 2000 avec la saisie, chez Isabelle Delubac, la secrétaire de M. Falcone, de nombreuses disquettes informatiques contenant une liste de personnes et de sociétés en relations financières avec l'homme d'affaires. Ces découvertes aboutirent à la mise en examen de plusieurs personnalités, soupçonnées d'avoir per-

çu indûment des fonds de M. Falcone : l'ancien conseiller de François Mitterrand, Jacques Attali ; le fils aîné de l'ancien président de la République, Jean-Christophe Mitterrand ; l'ancien directeur général de la Sofirad, Jean-Noël Tassez ; l'auteur à succès Paul-Loup Sulitzer ; l'ancien dirigeant d'une association de magistrats, Georges Fenech, etc.

Les soupçons s'étaient également portés sur l'ancien ministre de l'intérieur, Charles Pasqua, et son entourage, notamment le député européen (RPF) Jean-Charles Marchiani. Soupçonnés d'avoir également perçu des fonds de M. Falcone, les deux hommes ont été mis en examen pour « recel d'abus de biens sociaux » au printemps 2001. M. Pasqua est également poursuivi pour « financement illégal de campagne électorale », dans le cadre d'une autre enquête, ouverte en marge de l'affaire Falcone.

F. Lh.



## A Nantes, des demandeurs d'asile ont été hébergés dans le service psychiatrique du centre hospitalier

La pénurie de lieux d'accueil est en cause

### NANTES

de notre correspondant

Un couple d'Arméniens et leurs deux enfants de 3 et 8 ans, demandeurs d'asile, ont été hébergés dans un service... psychiatrique du centre hospitalier régional de Nantes dans la nuit du 8 au 9 avril. Renvoyée ce soir-là par la préfecture sur les urgences du CHR, faute d'autres solutions d'hébergement, cette famille a ensuite été dirigée, au sein de l'hôpital, vers une unité prenant en charge des « patients institutionnellement dépendants ».

L'« asile » que demande ce couple à la France. D'où la pétition indignée du syndicat SUD-Santé sociaux de l'hôpital nantais : « Est-il normal que des enfants, déjà traumatisés par une histoire dramatique, séjourment, même brièvement, dans un tel lieu ? Sommes-nous en train de revenir aux origines de l'hôpital psychiatrique, quand l'asile servait à mettre à l'écart de la société les pauvres, les malades mentaux et les personnes politiquement incorrectes ? »

L'afflux récent d'étrangers en quête d'hébergement est un choc pour les urgences du CHU nantais. « Depuis deux semaines, nous avons chaque jour une famille avec des enfants mineurs. Les urgences sont le seul lieu ouvert et chauffé vingt-quatre heures sur vingt-quatre », explique Viviane Pasquier, responsable des services sociaux de l'hôpital, en faisant part du désarroi, de la « souffrance » et des débats internes que suscite cette situation chez tous les personnels concernés : « Cela nous fait mal au ventre de voir repartir des familles avec enfants à qui nous avons dit que nous ne pouvons pas les héberger, de passer devant elles dans le hall avec des plateaux-repas sans pouvoir les servir. Le paradoxe terrible, c'est que nous les voyons parfois revenir quelques jours plus tard avec

un état dégradé qui cette fois nécessite des soins. »

Même sentiment d'être « au bout du rouleau » aux Restos du cœur, placés, comme les urgences, en face de situations que plus personne d'autre ne parvient à prendre en charge. « Nos militants sont effondrés, certains craquent et prennent des gens chez eux, mais c'est intenable. Dire toujours non, que l'on ne peut rien faire, c'est terrible », confie sa responsable nantaise, Annie Gervais. Cette sensation d'impuissance du système actuel d'hébergement des demandeurs d'asile, Hervé Malherbe, directeur de cabinet du préfet de Loire-Atlantique, la ressent tout autant : « Nous hébergeons actuellement 750 personnes, dont 400 à l'hôtel et 350 chez les bailleurs sociaux, en centre d'accueil des demandeurs d'asile ou, parce qu'il nous manque des places, dans ces centres d'hébergement et de rééducation sociale. »

### PUITS SANS FOND

A raison de 23 euros par personne et par nuit, l'hébergement en hôtel des 400 personnes pendant un an coûterait près de 305 000 euros cette année. C'est quatre fois le budget annuel alloué à la Loire-Atlantique pour ce type de solution d'hébergement. « Nous ne pouvons continuer comme cela. Nous avons arrêté les bons d'hôtels pour les nouveaux arrivés. Nous allons ouvrir de nouvelles places en centre d'accueil de demandeurs d'asile dans les semaines qui viennent. Mais c'est un puits sans fond. » Comme pour confirmer ces propos, une vingtaine de demandeurs d'asile ont campé sous les fenêtres de la préfecture de Loire-Atlantique entre mardi et dimanche passés.

Dominique Luneau

## L'afflux d'enfants réfugiés au centre de Sangatte inquiète les travailleurs sociaux

Les moins de 15 ans sont confiés aux services départementaux de l'aide sociale à l'enfance. Mais la plupart d'entre eux souhaitent passer en Angleterre et fuguent dès leur placement

### CALAIS

de notre correspondant régional

Ils arrivent parfois seuls : le plus souvent avec des groupes d'adultes. Venus d'Afghanistan ou d'Europe de l'Est, mais aussi d'Afrique ou d'Extrême-Orient, les demandeurs d'asile mineurs sont de plus en plus nombreux à venir tenter, eux aussi, le passage vers l'Angleterre. Le centre de la Croix-Rouge à Sangatte en a accueilli 208 durant le seul mois d'avril. Selon son directeur, Michel Derr, cet afflux provoque une certaine tension parmi les quelque 1 500 pensionnaires actuels du centre, les jeunes étant « plus impatientes, un peu moins dociles et respectueux des règles » que leurs aînés. Il perturbe aussi les travailleurs sociaux des services calaisiens de la direction de l'enfance et de la famille (DEF, dépendant du conseil général) qui, submergés, ont, avec le soutien de la CFDT, déposé un préavis de grève illimitée pour forcer les pouvoirs publics à réagir.

Car la loi est formelle : tout mineur seul, sans ressources et sans logement, est en danger et doit être confié aux services de l'aide sociale à l'enfance. Pour les jeunes demandeurs d'asile, cette règle est quelque peu aménagée puisque la Croix-Rouge est autorisée à les héberger à Sangatte à partir de 15 ans révolus. Le tri s'effectue néanmoins de manière très empirique, dans la mesure où ils sont tous dépourvus de papiers d'identité et qu'il leur est difficile, s'ils le désirent, de se trouver au centre une famille ou un « oncle » de circonstance. Au final, les plus jeunes – repérés par la Croix-Rouge ou arrêtés à l'extérieur par la police aux frontières (PAF) – font l'objet d'une « ordonnance de placement provisoire » émise par le procureur de la République.



Le centre de la Croix-Rouge de Sangatte a déjà accueilli 208 mineurs demandeurs d'asile pour le seul mois d'avril. L'afflux de ces jeunes provoque une certaine tension parmi les quelque 1 500 pensionnaires actuellement hébergés dans ce centre.

Ces ordonnances sont adressées par fax à l'antenne calaisienne de la DEF. Les assistants sociaux éducatifs doivent alors abandonner sur l'heure tout travail en cours pour aller chercher les enfants dans les locaux de la PAF, leur trouver un point de chute dans un établissement spécialisé ou chez une assistante maternelle et les y conduire. Un placement de ce type peut exiger jusqu'à cinq heures de travail et il n'est pas rare que cinq à six doivent être réalisés en une seule journée, affirment-ils.

La moitié des placements effectués actuellement par la DEF de Calais concerne ces jeunes clandestins. Leur nombre double tous les ans : d'une centaine en 2000, il est passé à 210 en 2001 et dépassait déjà les 100 début avril. « Nous travaillons dans l'urgence, à l'aveuglette. Nous n'avons pas le temps de discuter avec les enfants », explique Patricia Miny. « Ils ne comprennent pas toujours très bien qui nous sommes et nous prennent parfois pour des policiers ou, au contraire, pour des passeurs, enchaîne sa collègue Annie Penin. Faute d'interprète, nous ne pouvons les informer, leur expliquer ce que nous pouvons faire pour eux. »

L'entreprise est d'autant plus difficile que, la plupart du temps, ces enfants – dont les plus jeunes n'ont

qu'une dizaine d'années – ne souhaitent nullement s'établir en France. Sur les 210 placés l'an dernier, une vingtaine seulement sont restés. Tous les autres ont fugué – parfois immédiatement – pour reprendre leur errance.

Gilles Lebas raconte, ainsi, avoir tenté, récemment, de placer cinq jeunes chez des assistantes maternelles. « Quand nous sommes arrivés au domicile de la première famille d'accueil, les deux mineurs qui devaient y être accueillis ont refusé d'entrer. Ils sont restés un long moment devant la porte du pavillon. Nous avons attendu, essayé de comprendre leur problème. Ils ont fini par se sauver, à pied, en compagnie des trois autres. Que faire ? Nous ne pouvions quand même pas leur passer les menottes. »

### « COMME UN PAQUET »

Il leur arrive aussi de sauter de la voiture au premier feu rouge, ou de s'enfuir lors d'un arrêt dans une station-service, renchérit Annie Penin. Ils sont, confirme Michel Derr, « très débrouillards » et parviennent parfois à passer en Grande-Bretagne. Ce genre de situation révolte les travailleurs sociaux. Le préavis de grève illimitée, déposé le 22 mars après deux ans de vaines réclamations, leur a permis d'obtenir l'embauche d'un contractuel

chargé de rechercher des lieux d'hébergement. Le conseil général a aussi décidé de faire appel à des convoyeurs pour transporter les enfants. Enfin, les assistantes maternelles intéressées pourront bénéficier d'une formation spécifique et une « charte sur l'accueil des mineurs étrangers » va être élaborée avec les chefs des établissements d'accueil concernés. Mais ces mesures ne satisfont pas vraiment les travailleurs sociaux calaisiens. « Cela nous décharge un peu, mais il s'agit d'une solution administrative, la gestion humaine du problème reste occultée, l'enfant est toujours considéré comme un paquet », souligne Gilles Lebas.

Enfin, ajoutent-ils tous, ce n'est sans doute pas au département du Pas-de-Calais de financer et de prendre en charge ce genre de structure. Il est vrai, reconnaît Michel Derr, que les services départementaux de l'aide sociale à l'enfance sont totalement inadaptés à ce genre de situation. « Le procureur et le préfet sont au courant du problème. Nous collaborons tous pour essayer de le résoudre. Mais la période électorale bloque toute initiative. Et il faut bien, en urgence, rassurer et prendre en charge ces jeunes. »

Jean-Paul Dufour

## Clairvaux-les-Lacs (Jura) se mobilise pour empêcher l'expulsion d'une jeune Ukrainienne et de son fils

Elle avait épousé un Français, qui dénonce aujourd'hui un « mariage blanc »

### BESANÇON

de notre correspondant

Silhouette menue, sourire timide, français encore hésitant, Gana Bourykina ne peut s'aventurer sans qu'on vienne la saluer ou échanger quelques mots avec elle. « La majorité de la population est choquée par l'attitude de l'Etat, donc solidaire », explique Yves Claudey, maire (DVG) de Clairvaux-les-Lacs (Jura).

Lorsque le préfet, Laurent Cayrel, a « invité » par arrêté du 4 janvier 2002 cette Ukrainienne de 29 ans et son fils Illya, 9 ans, à quitter la France « dans le délai d'un mois », l'équipe municipale unanime a aussitôt réuni 150 personnes dans un comité de soutien. Car le cas de Gana est exemplaire. Élevée seule un fils issu d'une précédente union, elle est entrée en relation épistolaire en 2000 avec un ouvrier de 32 ans, Michaël V., vivant en Bourgogne. Ils avaient été mis en contact par une exilée ukrainienne, Olga, vivant à Clairvaux-les-Lacs. Bientôt, il est parti passer un mois en Ukraine, puis ce fut le mariage en mars 2001.

### PASSEPORTS CONFISQUÉS

Outre son désir de vivre avec son épouse, celle qui vient d'obtenir son titre de séjour comme « conjointe de Français » avoue une autre raison, attestée par Claude Patin, médecin et premier adjoint au maire de Clairvaux : son enfant souffre d'une affection rénale qui justifie une intervention, et les tarifs des chirurgiens de son pays ne lui permettent pas de l'envisager. Mais quand, en juillet 2001, elle arrive en Saône-et-Loire, chez son mari, Gana déchantée. Rapidement, pour elle et pour Illya, la cohabita-

tion avec sa belle-famille devient « insupportable » : « Enfermement, interdiction d'accéder à la salle de bains et aux toilettes, de téléphoner, de parler russe avec Illya, de recevoir et d'envoyer du courrier, nourriture souvent refusée, passeports confisqués... », énumère-t-elle.

Jocelyne Contet-David, élue municipale et professeur, et son mari, Serge, enseignant lui aussi, sont parmi les membres les plus actifs de son comité de soutien ; elle est persuadée que « le calvaire subi par Gana a sans doute été pire encore ».

« On exigeait que je fasse un enfant avant de me rendre ma liberté », confie la jeune femme. En août 2001, un mois à peine après son arrivée, Gana s'est sauvée avec son fils et s'est réfugiée à Clairvaux, chez Olga. Michaël est venu bientôt l'y rejoindre. Ils ont essayé de reprendre une vie commune, ont emménagé dans un appartement, trouvé un emploi. Infirmière dans son pays, elle a décroché un CDD d'opératrice de contrôle de fabrication avec promesse d'embauche en CDI à partir du 2 mai 2002. Illya a été scolarisé, puis opéré à Lons-le-Saunier. Mais le couple s'est délité de nouveau.

Michaël est reparti « après avoir vidé le compte bancaire, fait couper le téléphone, emporté meubles et appareils de chauffage par une température de - 15 degrés ! », tonne Serge David. Le maire, qui a constaté les faits, qualifie de « détresse totale » la situation de la jeune femme abandonnée. Il est intervenu auprès de la banque, a saisi la délégation aux droits des femmes, a effectué un « signalement, par sécurité », à la gendarmerie. Mais l'époux, rentré en Saône-et-Loire,

a prévenu de son côté les autorités de la rupture et dénoncé un « mariage blanc ». Le permis de séjour de Gana est valable jusqu'au 25 octobre 2002.

### « DES ÉLUS AU CURÉ »

Mais, le 22 janvier, elle a été convoquée à la préfecture du Jura. Quelques jours plus tard, elle a été avisée qu'elle devait quitter le territoire. Clairvaux s'est mobilisé, « des élus au curé, en passant par les enseignants et les ouvriers de l'usine », insiste le maire, Yves Claudey.

Le préfet, qui réfute le procès en « inhumanité » qu'on lui intente, est surpris de l'ampleur de la protestation. Il a suspendu « à titre provisoire » son arrêté et ordonné une enquête. « Cette dame a rencontré son futur époux à l'occasion d'un voyage organisé par une officine spécialisée dans ce type d'union. Sa présence sur notre sol se fondait sur cette prétendue séquestration n'a fait l'objet d'aucune plainte, et que son comité de soutien m'a informé de cet autre motif que constituerait l'état de santé de l'enfant, je vais vérifier. »

Quant au chirurgien qui a opéré Illya, il est formel : « Son état nécessite des soins rapprochés et des consultations répétées ; pour cette raison, il ne peut quitter la région où il est actuellement soigné. »

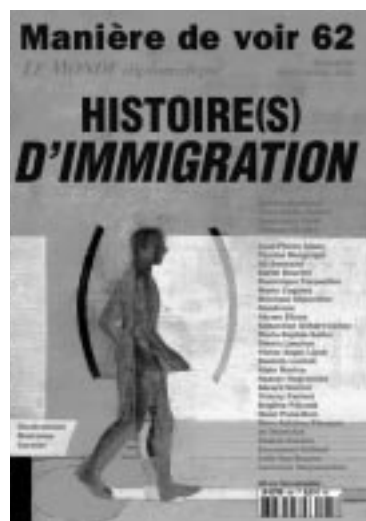
La décision sera prise à l'automne.

Jean-Pierre Tenoux

## Manière de voir

Le bimestriel édité par

LE MONDE  
diplomatique



# Vivre ensemble

Voyages sans retour, par **Ignacio Ramonet**. ■ Les migrations ne surgissent pas du néant, par **Saskia Sassen**. ■ Voyage au bout de la peur avec les clandestins du Sahel, par **Ali Bensaâd**. ■ Violences xénophobes en Afrique, par **Marc-Antoine Pérouse de Montclos**. ■ Sur la piste de l'esclavage moderne, par **Thierry Parisot**. ■ A Marseille, dans les cuisines du Vieux-Port, par **Dominique Carpentier**. ■ Petite histoire de l'intégration à la française, par **Gérard Noiriel**. ■ Timidement, l'armée s'ouvre aux Beurs, par **Karim Bourtel**. ■ L'exigence laïque du respect mutuel, par **Yamina Benguigui** et **Henri Peña-Ruiz**. ■ Retour de l'« immigré utile », par **Alain Morice**. ■ De la flexibilité du travailleur étranger, par **Marie Cegarra**. ■ Bons « étrangers » et mauvais « clandestins », par **Danièle Lochak**. ■ Pour un droit de vote universel, par **Monique Chemillier-Gendreau**. ■ De l'usage des régularisations, par **Emmanuel Vaillant**. ■ Comment les « papiers » peuvent changer la vie, par **Smaïn Laacher**. ■ Embauches au faciès, par **Nasser Negrouche**. ■ Repli communautaire à Sarcelles, par **Akram Ellyas**. ■ Le droit d'asile refoulé à la frontière, par **Jelle Van Buuren**. ■ De Schengen à Amsterdam, par **Anne-Cécile Robert**. ■ En Belgique, un arsenal répressif contre les étrangers, par **Laurence Vanpaeschen**. ■ Apartheid sous plastique à El Ejido, par **Victor Angel Lluch**. ■ Les rêves déçus des Turcs de Solingen, par **Brigitte Pätzold**. ■ L'asile aux antipodes, par **Philippe Rivière**.

Bibliographie et sites Internet.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 6,85 €



## Les enseignements pourraient se spécialiser dès la classe de troisième

Le rapport sur l'avenir des lycées remis au ministre de l'éducation nationale suggère également de modifier les rythmes de travail et d'instaurer une part de contrôle continu pour le bac

**SUR LE PAPIER**, les propositions visant à rénover le lycée et le baccalauréat paraissent souvent séduisantes ; leur traduction dans la réalité relève d'une tout autre dimension. Dans le contexte électoral, le rapport sur l'avenir du lycée, que Jack Lang a commandé à la rectrice de Toulouse, Nicole Belloubet-Frier, et transmis au Monde, ne peut nourrir d'ambiguïté : ses trente propositions valent d'abord par ce qu'elles apportent à la réflexion pédagogique.

Stagnation de la proportion d'une génération accédant au bac, coup d'arrêt dans l'accès à l'enseignement supérieur : les filières du lycée méritent une rénovation, justifie M<sup>me</sup> Belloubet-Frier. D'autant que notre économie exige davantage de jeunes diplômés. Le ministre délégué à l'enseignement professionnel, précise l'introduction du rapport, a estimé que le système éducatif devra, dans les dix ans qui viennent, fournir entre 10 000 et 16 000 bacheliers supplémentaires chaque année pour répondre aux besoins de l'emploi. L'avenir, dans cette perspective, réside dans la « diversification des voies d'excellence » entre filières générale, technologique et professionnelle. Or, depuis 1992, les réformes n'ont pas remédié au déséquilibre qui marque l'orientation : « Les séries du bac sont bien typées, mais c'est en réalité davan-

tage selon le profil de leurs élèves et leur degré respectif de réussite scolaire, leur sexe ou leur origine sociale qu'en fonction de leur dominante et de leur contenu », écrit la rectrice de Toulouse.

### « CHOIX PROGRESSIF »

Pour avancer, cette dernière propose de faire des deux classes de troisième et de seconde un cycle. « Constitutif d'un choix progressif d'orientation », il associerait tronc commun et « itinéraires de détermination ». En troisième, l'élève choisirait, à raison de quatre heures par semaine, deux itinéraires de détermination, et ce dans six grandes disciplines (langues et cultures de l'Antiquité, langues et cultures du monde, arts, sciences expérimentales, technologie, découverte professionnelle). Les itinéraires de découverte du collège, censés déboucher en 2003 sur des options occupant jusqu'à 15 % des enseignements de troisième, ressemblaient déjà à cette proposition. En seconde, précise le rapport, l'élève choisirait un seul enseignement de détermination parmi neuf matières, à raison de trois heures par semaine. « L'orientation s'effectuerait réellement en fin de seconde », espère ainsi M<sup>me</sup> Belloubet-Frier.

Sa deuxième série de propositions vise à « recentrer le lycée sur les grandes voies de formation », au

sein d'établissements progressivement spécialisés autour de deux domaines. Au sein du premier, le pôle « sciences et sociétés », et, en lieu et place des séries L, ES, STT et SMS, quatre classes de première (culture et sociétés, sciences humaines et gestion, informatique et gestion, sciences médicales et sociales) déboucheraient sur neuf terminales (langues et littérature, comptabilité et finance, etc.). Dans ce pôle, un enseignement du droit serait introduit, et l'économie enseignée à tous.

Au sein du second pôle, « sciences et techniques », et pour remplacer les séries S, STI et STL, six premières (sciences de l'ingénieur, habitat et génie civil, ingénierie mécanique, génie électrique, génie des procédés, sciences et techniques de laboratoire) déboucheraient sur onze terminales. Les terminales sciences de l'ingénieur et sciences de la vie et de la terre remplaceraient ainsi la série S. Les filières hôtelières seraient traitées à part. Enfin, les élèves de première et de terminale auraient le choix d'une unique option, obligatoire, de deux heures par semaine.

Pour « prendre en compte la fragilité des 16-18 ans », Nicole Belloubet-Frier propose également de modifier les rythmes du lycée, une revendication exprimée par les élèves depuis plusieurs années. La classe de seconde pourrait ainsi

s'étaler sur deux ans. Le bac professionnel, actuellement préparé en deux ans à l'issue d'un BEP, pourrait s'envisager en trois ans après la troisième, une voie déjà expérimentée mais contestée par certains syndicats d'enseignants.

Le temps des élèves, que le rapport suggère d'annualiser, devrait être mieux réparti entre des moments d'apprentissage collectif (au-delà de 35 élèves parfois), des cours en petits groupes d'une dizaine d'élèves et des enseignements individualisés. Pour y parvenir, le rapport propose aussi d'annualiser le temps de service des enseignants, et d'en réserver, pour cet enseignement différencié, deux heures hebdomadaires. Une bombe dont les syndicats n'ont jusqu'à présent pas voulu entendre parler.

Concernant le bac, le rapport propose aussi une évolution maintes fois souhaitée, toujours repoussée à plus tard en raison de l'hostilité des organisations de l'éducation nationale : des épreuves en fin de première et de terminale pour les enseignements de tronc commun, et un contrôle en cours de formation pour les disciplines expérimentales ou technologiques, les langues, le sport ou les TPE. Dans ce schéma, le second groupe d'épreuves serait supprimé.

Nathalie Guibert

## A Paris, une initiative pour dénoncer le suicide en prison

D'ANCIENS DÉTENU ont dressé, à l'initiative de l'association Ban public, trois parloirs de prison en polystyrène à ciel ouvert, ce week-end à Paris, sur la place de la Bastille (photo). Ils souhaitent attirer l'attention du public sur le suicide des prisonniers et dénoncer leurs conditions de détention. L'association Ban public a indiqué qu'elle allait mettre en place un observatoire du



GALTEAU/AFIP

suicide en prison, afin d'établir « une comptabilité, établissement pénitentiaire par établissement pénitentiaire, des suicides en milieu carcéral jusqu'à ce que l'administration accepte de publier des chiffres précis et vérifiés par des autorités extérieures ».

Selon ses propres chiffres, Ban public affirme qu'un détenu se donne la mort tous les trois jours dans les prisons françaises. De nombreux ex-détenus sont venus témoigner durant ces deux jours, ainsi que des personnels intervenant en milieu carcéral.

## Le juge Van Ruymbeke clôt l'instruction sur l'affaire Elf

LE JUGE D'INSTRUCTION parisien Renaud Van Ruymbeke a clôturé, vendredi 12 avril, l'affaire Elf, près de huit ans après son déclenchement, en août 1994. La juge Eva Joly avait notifié une première fois, le 4 février, la fin des investigations, mais M. Van Ruymbeke avait décidé de rouvrir le dossier trois semaines plus tard afin de procéder à des interrogatoires récapitulatifs. André Tarallo, ancien responsable des filiales africaines d'Elf, et Alfred Sirven, ex-directeur des affaires générales du groupe pétrolier français, mis en examen à de nombreuses reprises dans cette affaire, ont été interrogés et confrontés au cours des deux dernières semaines.

En revanche, il n'a été procédé à aucune audition de l'ex-PDG d'Elf, Loïk Le Floch-Prigent, rentré en France le 5 avril après avoir été hospitalisé au Liban. L'ensemble des parties disposent désormais de vingt jours pour réclamer d'éventuelles investigations complémentaires. Le procès pourrait avoir lieu au cours du premier semestre 2003.

## Le nombre de pourvois en cassation a augmenté en 2001

SELON SON RAPPORT d'activité rendu public, vendredi 12 avril, la Cour de cassation a été saisie de 32 462 pourvois en 2001, soit une augmentation de 7 % par rapport à l'année précédente, et a rendu 31 213 arrêts. Signe de la prolifération de pourvois souvent dilatoires, le taux de cassation pour les dossiers civils est passé de 32,6 % en 1999 à 24,9 % en 2001. Le stock de dossiers à juger s'élève à 38 500. Pour raccourcir les délais d'examen des affaires, la Cour s'est dotée depuis le 1<sup>er</sup> janvier d'une « procédure d'admission » destinée à écarter les pourvois fondés sur des moyens peu sérieux, et la création de 11 postes de conseillers référendaires en surnombre a été annoncée. Le document revient par ailleurs sur quelques décisions importantes, notamment celle portant sur la responsabilité pénale du chef de l'Etat, et celle consacrant l'interdiction du contrôle par l'employeur de l'utilisation de l'Internet par ses salariés.

### DÉPÊCHES

■ **PRÉCARITÉ** : plusieurs centaines de manifestants (500 selon la police) se sont rassemblés dimanche 14 avril à Paris pour un « tintamarre contre la précarité et les inégalités », à l'initiative d'une trentaine d'associations. Les manifestants ont engagé une marche entre les quartiers généraux de campagne de Jacques Chirac et de Lionel Jospin.

■ **HARCÈLEMENT** : le conseil des prud'hommes de Rouen a reconnu comme étant victime de harcèlement moral une salariée de la Caisse régionale d'assurance maladie de Normandie, âgée de 47 ans, qui était tombée gravement malade après s'être vu refuser plusieurs demandes de mutation et de formation. Le service médical de la Caisse a été condamné à verser une amende de 45 700 euros.

■ **FAIT DIVERS** : un septuagénaire a été tué et deux personnes blessées par une explosion de gaz, à Annecy (Haute-Savoie), dimanche 14 avril, vers minuit. Une vingtaine d'appartements du quartier de la gare ont été touchés par l'explosion.

■ **RAVE** : quelque 8 000 personnes ont participé à une rave-party dans la nuit du samedi 13 au dimanche 14 avril à Vignoux-sur-Bagegeon (Cher), en marge de la vingt-sixième édition du Printemps de Bourges qui s'est achevée dimanche soir (lire page 30). La rave-party, qui a commencé à 18 heures samedi, s'est déroulée sans incident.

■ **GÉNÉTIQUE** : une équipe de chercheurs franco-américains vient de démontrer pour la première fois l'implication de trois gènes dans la maladie de Hirschsprung, une des malformations digestives les plus fréquentes de l'enfant, qui frappe un individu sur 5 000 – soit 160 nouveaux cas par an. Une ablation plus ou moins importante du gros intestin permet de sauver les malades, mais au prix de séquelles digestives et nutritionnelles.

■ **MÉMOIRE** : la médaille des Justes de Yad Vashem a été remise à titre posthume, dimanche 14 avril à Roanne (Loire), à Paul Frédéric, instituteur et résistant décédé en 1994. Il avait caché le jeune Claude Rubynsztein-Rutin, âgé de 10 ans, lors d'une rafle anti-juive menée en avril 1944 dans le village de Saint-Alban-Les Eaux (Loire). La médaille des Justes, plus haute distinction décernée à des non-juifs par Israël, a récompensé 2 000 personnes en France.

## Près de cinq mille dossiers paralysés aux prud'hommes de Paris, après l'invalidation des conseillers employeurs

PRÈS DE 5 000 DOSSIERS sont en souffrance au Conseil des prud'hommes de Paris en raison de la paralysie d'une des sections de cette juridiction paritaire, qui traite de contentieux entre employeurs et salariés. La section « activités diverses », qui s'occupe de secteurs aussi variés que l'hospitalisation privée, les associations, le conseil, le show-biz, les employés de maison, ne peut plus fonctionner à la suite de l'invalidation de l'ensemble des conseillers employeurs.

Dans un arrêt du 28 mars 2002, la deuxième chambre civile de la Cour de cassation a confirmé partiellement le jugement rendu le 14 juin 1999 par le tribunal d'instance du 20<sup>e</sup> arrondissement. Il annulait l'élection, le 10 décembre 1997, des conseillers du collège employeurs de la section activités diverses, pour cause d'irrégularités affectant tous les bulletins de vote de la liste « Entreprises Plus ».

C'est un différend à l'intérieur du collège patronal entre des candidats de la liste « Patrons indépendants, activités diverses » et ceux soutenus par le CNPF, l'ancé-

tre du Medef, qui est à l'origine de cette affaire.

Toutes les audiences de la section, qui traite environ 4 000 dossiers par an, soit le quart des affaires parisiennes, ont été ajournées. Elles ne pourront reprendre qu'à partir du mois de janvier 2003 et de l'installation des nouveaux conseillers, qui suivra les élections prud'homales du 11 décembre 2002. Ce scrutin, organisé tous les cinq ans, sert aussi à mesurer la

représentativité des organisations syndicales. François Felitchkine, président (CFDT) de la section activités diverses, la deuxième par le volume des affaires traitées après celle du commerce, estime à quelque 5 000 le nombre de dossiers paralysés : 2 500 pour le stock de 2001 et autant pour cette année. « Les conséquences d'un tel ajournement sont graves car il s'agit à 95 % de contentieux de licenciement. Du coup, cela pose

### Conciliateurs et juges des conflits du travail

Les conseils de prud'hommes, juridictions électives et paritaires, règlent par voie de conciliation les différends qui peuvent survenir entre employeurs et salariés à l'occasion d'un contrat de travail, en particulier les litiges relatifs aux licenciements. Ils jugent des conflits à l'égard desquels la conciliation a échoué.

Les conseils, qui comportent un nombre égal de salariés et d'employeurs, sont divisés en cinq sections autonomes (industrie, commerce, encadrement, activités diverses, agriculture) et comportent obligatoirement une formation commune de référé. Chaque section ou chaque chambre comprend au moins un bureau de conciliation et un bureau de jugement.

En cas de partage des voix, l'affaire est renvoyée à une audience ultérieure présidée par un magistrat professionnel, le juge départiteur, et qui doit être tenue dans le mois du renvoi. La procédure est la même en cas de partage de voix au sein de la formation de référé, mais les délais sont plus courts : l'audience se tient au plus tard dans les quinze jours du renvoi. Le délai d'appel est d'un mois. L'appel est porté devant la chambre sociale de la cour d'appel.

Claire Guélaud

## La consommation de DHEA diminue en France depuis 6 mois

Le mensuel « Prescrire » dénonce la « mystification » de cette substance « anti-âge »

SELON les dernières données chiffrées établies par l'Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé (Afsaps), la consommation française de DHEA est en nette diminution. Les importations officielles de la matière première nécessaire à la fabrication de cette substance, présentée par certains comme efficace dans la lutte contre certaines manifestations de la sénescence, ont été de 150 kilogrammes durant les six derniers mois alors qu'elles avaient été de 192 kilogrammes durant le semes-

tre précédent. « Nous ne pouvons certes pas, à partir de ces seuls chiffres, situer avec une très grande précision le nombre de personnes qui, en France, consomment aujourd'hui cette substance, mais tout nous laisse penser que ce nombre va en diminuant, a précisé au Monde Philippe Duneton, directeur général de l'Afsaps. On peut aujourd'hui estimer que quelques dizaines de milliers de personnes – peut-être entre 30 000 et 40 000 – sont actuellement en France sous DHEA. En toute hypothèse, le nombre des consommateurs n'est pas de plusieurs centaines de milliers. »

Cette évolution est observée alors que le gouvernement tente depuis près d'un an d'encadrer la consommation de cette spécialité pharmaceutique controversée. Bernard Kouchner, ministre délégué à la santé, avait ainsi annoncé en juillet 2001 que la DHEA serait considérée comme un médicament en France, même si les preuves de son efficacité et de son innocuité restaient à apporter.

Cette décision avait été prise sur la base d'un rapport de l'Afs-

saps, qui estimait notamment que la DHEA était « susceptible d'augmenter le risque de maladie cardio-vasculaire » et pouvait « favoriser ou aggraver les cancers hormono-dépendants ». La situation est toutefois ambiguë dans la mesure où, en Europe comme aux Etats-Unis, ce « médicament » n'est actuellement autorisé dans aucune indication précise.

En France, le conseil national de l'ordre des médecins recommande à ses membres, au nom du principe de précaution, « de ne pas répondre favorablement aux sollicitations des demandeurs ». L'ordre a aussi prévenu que, si des complications ultérieures étaient attribuées à ce produit, la responsabilité du prescripteur serait immanquablement engagée.

### « AUCUNE DONNÉE SOLIDE »

La controverse rebondit aujourd'hui avec la publication par le mensuel Prescrire d'un dossier fort documenté et extrêmement critique sur cette substance et sur ceux – scientifiques, médecins et médias – qui en font directement

la promotion. Sous le titre « DHEA, la nouvelle esbroufe », les responsables de ce mensuel indépendant de l'industrie du médicament, réservé aux pharmaciens et aux médecins, estiment que rien ne permet aujourd'hui de justifier les allégations selon lesquelles la sensation de bien-être, la libido ou les fonctions cognitives seraient améliorées à partir de la consommation de cette molécule.

Au vu de l'ensemble des données scientifiques disponibles à l'échelon international, ils estiment en revanche que les effets indésirables liés à l'activité hormonale de la DHEA font que ce médicament expose les consommateurs à des risques cardio-vasculaires et cancérogènes qui ne peuvent être ni négligés ni passés sous silence.

Pour les responsables de Prescrire, « l'engouement actuel pour la DHEA ne repose sur aucune donnée solide. Il ne faut ni prescrire ni conseiller cette mystification médiatisée. Il y a beaucoup mieux à faire pour aider à bien vieillir ».

Jean-Yves Nau

En avant-première sur  
[www.actes-sud.fr](http://www.actes-sud.fr)  
[www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr)  
les premiers extraits  
du nouveau roman de  
**PAUL AUSTER**

**LE LIVRE  
DES ILLUSIONS**  
Sortie en librairie le 7 mai  
**ACTES SUD**

**Présidentielle 2002 sur Internet  
avec Wanadoo**

Tous les mardis de 12 h à 13 h  
interpellez les acteurs de la campagne sur

**wanadoo.fr**

Michel Field leur pose vos questions.



# A Strasbourg, le tandem Keller-Grossmann bute sur l'insécurité

En installant à ses côtés, en mars 2001, un « maire délégué », Robert Grossmann (RPR), la maire, Fabienne Keller (UDF), pensait avoir créé un nouveau « modèle ». Mais ce bicéphalisme municipal ne dissipe pas une impression de « flottement » sur plusieurs dossiers-clés

## STRASBOURG

de notre envoyée spéciale

En venant à Strasbourg, François Bayrou (UDF) ne s'attendait certainement pas à recevoir des cailloux lancés par une bande de gamins dans un quartier difficile. C'est pourtant ce qui s'est passé, lundi 8 avril (*Le Monde* du 10 avril), dans cette ville conquise aux élections municipales de 2001 par Fabienne Keller (UDF) et Robert Grossmann (RPR), « maire délégué », après une campagne en grande partie axée sur le thème de l'insécurité. Lors de sa visite à Strasbourg, pourtant consacrée à l'Europe, deux jours avant le candidat de l'UDF, Jacques Chirac avait d'ailleurs lancé : « C'est à mes yeux la première priorité dans l'ordre national. »

« Au total, 550 personnes sont mobilisées sur cette question. Mais il faudra vingt ans pour rétablir la sécurité et ce ne sera pas l'affaire d'un seul ministre de l'intérieur ou de la justice », convient aujourd'hui M. Grossmann, qui a augmenté de 50 personnes les effectifs de la police municipale, nommé un directeur délégué à la sécurité et feraillé contre le préfet pour la renégociation du contrat local de sécurité. En tout état de cause, le nombre des voitures brûlées, qui furent un temps une spécialité strasbourgeoise, ne semble pas avoir diminué de façon significative.



FRANÇOIS DEMANGE

Au lendemain de son élection à la tête de la mairie de Strasbourg, Fabienne Keller (UDF) en compagnie de Robert Grossmann (RPR), « maire délégué » et président de la communauté urbaine.

d'un an, n'a évidemment pas concrétisé tous ses projets. « La sécurité est une réponse à une question, ce n'est pas un projet politique. On est dans un conservatisme qui ne s'affiche pas », estime Marie-Hélène Gillic (PS), députée européenne, ancienne adjointe aux affaires sociales.

Certaines décisions ont donné

l'impression d'un léger flottement. Ce fut le cas pour le tramway. Après avoir fustigé le « tout-tramway » de la précédente municipalité dirigée par Catherine Trautmann (PS), la nouvelle équipe a, en fin de compte, décidé de le rallonger de 11 kilomètres. La non-réunion du comité consultatif des étrangers, les déclarations de

M<sup>me</sup> Keller contre une Gay Pride à Strasbourg dans le magazine *Têtu*, la diminution de la subvention au Congrès européen contre la peine de mort ont clairement marqué la volonté de rupture avec la précédente équipe. Sans compter quelques maladresses, comme des modifications envisagées de façon unilatérale à un projet franco-alle-

mand : la passerelle Mimran du jardin des Deux Rives, destinée à relier Strasbourg et la petite commune allemande de Kehl.

Par ailleurs, la décision de diminuer le taux de la taxe d'habitation a entraîné quelques coupes dans les budgets : notamment dans les subventions aux associations culturelles, comme le festival de Babel, organisé par le chanteur alsacien Roger Siffer, ou la Laiterie, un lieu d'activités (théâtres, expositions) installé, depuis 1992, dans les locaux d'une ancienne usine de traitement du lait. Ces décisions ont été prises à la suite d'audits, menés aussi sur les activités sociales, dont l'opposition se plaint de ne jamais avoir eu communication. « Ce sont des audits à charge », estime M<sup>me</sup> Trautmann.

« Nous voulons mettre de la cohérence et moderniser la culture », affirme M. Grossmann, amateur reconnu d'art contemporain. Le « maire délégué » souhaite faire de Strasbourg « la ville du livre et de l'écrit », avec le projet de construction d'une grande bibliothèque-médiathèque près du conservatoire de musique. L'ambition affichée est de faire un « Saint-Germain-des-Prés strasbourgeois » autour du

bassin du môle Seegmuller, au milieu de l'III.

L'autre axe de travail de la nouvelle municipalité est la recherche de proximité entre les élus, l'administration et les citoyens. « La territorialisation est notre projet phare. Il s'agit de mettre l'administration au plus près des quartiers. Onze adjoints ont été installés dans les quartiers avec une équipe de quatre à cinq personnes », explique M<sup>me</sup> Keller. Dans le même temps, l'organigramme de l'administration centrale est modifié avec la création de postes de directeurs délégués au-dessus des directeurs de service. Une épidémie de démissions suscite des interrogations dans les couloirs de la communauté urbaine de Strasbourg (CUS), désormais présidée par M. Grossmann, qui emploie 6 300 personnes. « Nous ne savons pas toujours quels sont nos interlocuteurs. Par ailleurs, le plan d'embauche 2002 prévoit la création de 80 postes, et de 54 autres, à condition d'en supprimer autant, sans qu'on nous précise dans quels secteurs », explique André Henck, responsable de la CGT à la CUS.

## PLUS D'INDÉPENDANCE

« Ils font des discours de quartier et une politique de centre-ville », reprochent les élus Verts au conseil municipal. Selon eux, les visites de M<sup>me</sup> Keller et de M. Grossmann dans plusieurs des 14 communes de l'agglomération ne compensent pas des choix qui privilégient la ville de Strasbourg pour l'installation de grands équipements. Le projet de palais des sports est annulé et aucun choix n'est fait pour la construction d'une mosquée (*Le Monde* du 27 juin).

C'est sur le plan politique que chacun des deux membres du tandem se permet le plus d'indépendance. Pour l'élection présidentielle, sans doute appelleront-ils tous les deux à voter Jacques Chirac au second tour, mais pour le premier tour Fabienne Keller soutient François Bayrou. Quant aux législatives, elle ne sera pas candidate alors que lui continue de s'interroger sur ses chances dans la première circonscription de Strasbourg, l'ancienne de Catherine Trautmann, actuellement détenue par Armand Jung (PS).

F. Ch.

Françoise Chirot

## Face à Bruxelles, la ville veut renforcer sa « vocation européenne »

### STRASBOURG

de notre envoyée spéciale

Strasbourg, l'une des capitales politiques de l'Europe, sent son statut menacé. C'est l'une des raisons pour lesquelles Lionel Jospin a demandé à Roland Ries, l'ancien maire (PS) de la ville, de rédiger un rapport sur les moyens de « renforcer la vocation européenne de Strasbourg ». La décision de réduire de cinq à quatre jours la durée des sessions parlementaires, ajoutée aux critiques permanentes de certains parlementaires, notamment à propos du fonctionnement du nouvel immeuble du Parlement, font plus que jamais craindre un renforcement de la suprématie de Bruxelles. Dans le rapport de 46 pages remis à la fin de l'année, M. Ries souhaite que « la France veille à ce que les nouveaux textes soient plus explicites en matière de sessions plénières et que toutes les sessions plénières – y compris celles aujourd'hui qualifiées d'additionnelles – [soient] tenues à Strasbourg ».

Pour améliorer une accessibilité jugée insuffisante, M. Ries prône un renforcement des liaisons ferroviaires de proximité, reliées au « ferroviaire rapide [qui] va devenir le mode normal pour un grand nombre de liaisons intra-européennes ». En matière aérienne, compte tenu

du caractère marginal, et donc peu rentable pour les compagnies, du trafic généré par les institutions européennes, M. Ries suggère que l'Union « cofinance, au moins pendant la durée des sessions du Parlement, des vols à partir de Strasbourg vers les principales capitales européennes non desservies en direct ». Des connexions ferroviaires et aériennes devraient aussi être créées avec les « hubs » européens les plus proches, comme Bâle-Mulhouse, Francfort ou Zurich.

### UNE ÉCOLE EUROPÉENNE POUR LE PERSONNEL

Le rapporteur suggère aussi des améliorations en matière de services hôteliers et de taxis. Parmi les 5 800 chambres de Strasbourg, l'offre en quatre-étoiles paraît suffisante, mais celle de qualité moyenne touche sa limite, notamment « quand les pays d'Europe centrale et orientale, à moindre pouvoir d'achat, auront rejoint l'Union ». Le mode de facturation des hôtels (augmentation des tarifs pendant les sessions et refus de rembourser en cas d'annulation) est épinglé, ainsi que celui des taxis, jugés « chers mais, de surcroît, insuffisants en nombre ».

M. Ries regrette aussi l'absence d'une école

européenne pour les enfants du personnel communautaire. La création d'une telle école « devrait s'accompagner d'une véritable politique de renforcement des filières internationales des écoles du 1<sup>er</sup> et du 2<sup>e</sup> degré à Strasbourg ». A propos de la disponibilité foncière, « donnée particulièrement sensible dans la compétition entre Strasbourg et Bruxelles », M. Ries suggère que la question soit posée « sur la base de l'agglomération dans son ensemble, de part et d'autre du Rhin », et il suggère la création d'une « véritable agglomération transfrontalière » par « la mise en place d'une structure de coordination entre la communauté urbaine de Strasbourg et les communes allemandes qui forment la grande agglomération de part et d'autre du Rhin ».

Enfin, le rapporteur réclame une réforme de l'aide que l'Etat accorde à la ville pour l'aider à tenir son rang. M. Ries demande que ces sommes, qui, depuis vingt ans, font l'objet d'un contrat triennal (250 millions de francs, soit 38,10 millions d'euros sur trois ans), soient pérennisées. Il y voit une condition de la réussite du statut européen de Strasbourg.

## ROYAUME DU MAROC

### MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES, DE LA PRIVATISATION ET DU TOURISME

Département de l'économie, des finances et de la privatisation. Direction des Affaires Administratives et Générales

#### Avis d'appel d'offres ouvert n° 31/2002/MEFPT

Dans le cadre de la préparation des opérations de transfert liées à la Régie des Tabacs (RDT), le Ministère de l'Économie, des Finances, de la Privatisation et du Tourisme, Direction de la Privatisation, lance un appel d'offres pour la réalisation d'une mission de placement de la RDT.

Cet appel d'offres s'adresse à des groupements entre banques d'affaires étrangères et marocaines, ayant de solides références dans la mission précitée. Les groupements formés seront solidaires.

Les banques d'affaires intéressées ou leurs représentants dûment autorisés sont invités à retirer le dossier d'appel d'offres auprès du Ministère de l'Économie, des Finances, de la Privatisation et du Tourisme (Direction de la Privatisation) à partir du 12 Avril 2002 à l'adresse suivante :

Angle Avenue Ibn Sina, rue Oued Al Makhazine (3ème étage), Agdal-Rabat.

Le prix d'acquisition du dossier d'appel d'offres est fixé à 5.00 DH la feuille.

Les plis sont selon le choix des concurrents déposés, contre récépissé ou envoyés par courrier recommandé avec accusé de réception au Ministère de l'Économie, des Finances, de la Privatisation et du Tourisme (Direction de la Privatisation) à l'adresse ci-dessus au plus tard le 06 mai 2002 à 18h00 heures GMT.

## Soixante ans plus tard, l'île de Ré se débarrasse de ses épaves

### BORDEAUX

de notre correspondant régional

Que l'on arrive à l'île de Ré par le bac ou par le pont, les sept épaves qui affleuraient à marée basse au sud de la pointe de Sablanceaux, face au port de La Pallice, faisaient tellement partie du paysage que personne n'avait jamais songé à les enlever. C'est la tempête de décembre 1999 qui a tout changé, lorsque, l'été suivant, quelques nappes de mazout ont fait surface. La colère populaire a tout de suite mis en cause les pétroliers qui font escale à La Pallice. Ils dégazaient sauvagement la nuit. C'était fâcheux à proximité de la première plage de La Rochelle et à quelques encablures du premier bassin ostréicole de France.

Le vrai coupable fut vite trouvé. Il s'agissait du *Foucauld*, un paquebot de 146 mètres de long et 18 mètres de large. Détruit par les Allemands lors de l'attaque du port de La Pallice, en 1940, le bateau avait été ensuite sabordé au sud de la pointe de l'île de Ré. Et comme les Allemands étaient pressés de libérer leurs bassins en eau profonde pour les navires de guerre et les sous-marins, ils se sont aussi débarrassés d'un gros cargo, l'*Adamantios*, de deux remor-

queurs, d'un chaland, *La Tortue*, et d'une drague, *La Repentie*.

Pour Loïc Charbonnier, directeur du service maritime de l'équipement dans la Charente-Maritime, les assauts de la tempête de 1999 ont ébranlé les parois verticales du bateau et provoqué des fissures. Le réchauffement de l'été aurait provoqué l'écoulement du mazout. Des plongeurs ont formellement identifié l'origine de la pollution. Il restait environ 400 mètres cubes de mazout dans les ballasts du *Foucauld*. Les plans du bateau, retrouvés au Musée de la Marine, ont permis de le localiser avec précision. Après isolement du site, la décision fut prise d'effectuer un nettoyage complet et de lancer un appel d'offres européen.

### DES BATEAUX-GRUES

Celui-ci a été remporté par deux sociétés belges, Scaldis et Dredging international, spécialisées dans les travaux marins et équipées de bateaux-grues particulièrement puissants. L'un d'eux a été capable de pomper le mazout, de récupérer l'arrière du *Foucauld* et l'épave de *La Repentie*, la plus dangereuse pour la navigation, mais il s'est révélé insuffisant pour

s'attaquer aux blocs de béton trouvés avec le *Foucauld* et au reste des épaves. Cette première phase du chantier, financée par l'Etat sur les fonds Polmar, a coûté 840 000 euros.

La seconde phase, beaucoup plus lourde, nécessite l'engagement d'un bateau-grue, le *Rambiz*, capable de lever 1 500 tonnes. C'est lui qui a contribué au renflouement du ferry *Herald-of-Free-Enterprise* – qui avait coulé au large de Zeebrugge, en Belgique, le 6 mars 1987, faisant 193 morts – ou à la mise en place des piles de béton du pont Vasco-de-Gama à Lisbonne. Les collectivités locales, la région, le département et les communes de l'île de Ré se sont associés à l'Etat, par le biais du contrat de Plan, pour cette deuxième phase de remise en valeur d'une des plus belles plages de l'île. C'est la seule, avec la conche des Baleines, sur laquelle on trouve du sable à marée basse. Les épaves étaient dangereuses pour toutes les formes de navigation, et les courants provoquaient souvent des fosses derrière elles. Le financement est acté, les élus pensent que tout sera terminé pour l'été.

Pierre Cherruau

## DÉPÊCHES

■ **ILE-DE-FRANCE** : le Syndicat interdépartemental pour l'assainissement de l'agglomération parisienne et le conseil régional ont indiqué, le 12 avril, que le doublement de la capacité de traitement de l'usine d'épuration dite Seine Amont, à Valenton, dans le Val-de-Marne (passant de 300 000 à 600 000 m<sup>3</sup> par jour d'ici à 2005), serait le principal investissement – avec l'amélioration du traitement de la station d'Achères (Yvelines), la construction de celles des Grésillons à Triel-sur-Seine (Yvelines) et de la Morée (Seine-Saint-Denis) – du contrat de bassin signé en mars 2000.

■ **BASSE-NORMANDIE** : à l'initiative de Nicole Ameline, députée DL du Calvados et vice-présidente du conseil régional de Basse-Normandie, un Institut européen de gestion dynamique des risques est en cours de création à Honfleur. Deux experts, Xavier Guilhou, directeur d'Eurogroup, et Patrick Lagadec, directeur de recherche à l'École polytechnique, qui viennent de publier un ouvrage, *La Fin du risque zéro* (Ed. Eyrolles), parrainent ce projet. – (Corresp.)

## Manifestation des ouvriers de la chimie à Toulouse

ENVIRON 200 SALARIÉS du pôle chimique se sont rassemblés, dimanche 14 avril, à Toulouse, devant le bâtiment où devait avoir lieu la mise sous pli des bulletins de vote pour l'élection présidentielle, afin d'en bloquer l'accès. Ils entendaient protester contre la fermeture définitive de l'usine AZF, annoncée, jeudi 11 avril, par le groupe TotalFinaElf. Après que la manifestation eut été dispersée par les forces de l'ordre qui ont utilisé des grenades lacrymogènes, la mise sous pli a pu commencer en milieu de matinée. Les salariés voulaient « perturber les élections, puisque les élections perturbent le redémarrage du pôle chimique ». L'ensemble des activités du pôle chimique toulousain sont suspendues par arrêté préfectoral depuis l'explosion de l'usine AZF, le 21 septembre 2001.



A

Cayenne comme à Paris, la question est en suspens : cette femme-là est-elle vraiment une « emmerdeuse » ? Ses détracteurs en semblent convaincus ; elle aussi, du reste, qui a même pris le parti de s'en amuser. « Emmerdeuse », peut-être, mais à sa façon, toujours entre rire et colère, au nom, assure-t-elle, d'une salubre « indisciplinisme de tempérament ». Et gare à ceux qui la prétendent « imprévisible » ! La candidate des radicaux de gauche (PRG) leur oppose des mots de son choix, offerts avec une gourmandise assumée et un sens bien guyanais de la métaphore. Il faut l'entendre se dépendre comme une « vagabonde », une « gambadeuse », une « briseuse », voire une « empoisonneuse » ; s'affirmer tour à tour « rebelle », « curieuse », « perfectionniste » et confesser, à l'encontre de ses faux amis, d'inavouables pulsions : « Heureusement que j'ai de fortes inhibitions ; sinon il y a des gens auxquels je tor-drais le cou comme à des poules ! »

Drôle de candidate. Pugnace, intelligente, un rien théâtrale, et finalement plus littéraire que politique. Est-ce d'ailleurs un hasard si ses rendez-vous parisiens ont pour cadre le Café de Flore ou le bar de l'hôtel Lutétia, deux adresses très appréciées des gens de lettres ? Là, devant un chocolat chaud, à la manière d'une romancière à succès, cette oratrice-née, connue pour ses interventions sans notes devant l'Assemblée nationale et son important travail de mémoire sur l'esclavage, paraît à mille lieues du suffrage à venir, plus loin encore de ces fichus sondages, compteurs longtemps bloqués à 0,5 %. A 50 ans, divorcée et mère de quatre enfants, Christiane Taubira sait le prix de l'instant présent et savoure en souriant son aventure élyséenne. Après des débuts chaotiques, elle se révèle fidèle à son image : attentive par-dessus tout à ses « amis » les mots et à la « musique de la parole ». Florilège...

Christiane Taubira et le principe de liberté : « Le jour où j'en aurai marre, je m'en irai. Je peux partir n'importe où demain. Je suis une nomade ! Chez moi, il n'y a pas de rideaux ! J'ai un tempérament comme la nature guyanaise : je dévore, je flamboie ; c'est épuisant, aussi bien pour moi que pour mon entourage. »

Christiane Taubira et son passé militant : « J'ai été indépendantiste jusqu'en 1982 et je ne m'en excuserai auprès de personne parce que j'en suis fière. Je fonctionnais dans l'absolu, la passion permanente de la perfection. Je ne vois pas de contradiction entre ce passé et ma candidature. »

Christiane Taubira et les critiques sur ses effets de langage : « A la différence de certaines élites qui n'ouvrent jamais un livre, je n'ai pas de mépris pour les gens. Ils me comprennent. Quand je m'exprime, je veux que l'on apprenne des mots nouveaux grâce à moi. Je ne flatte pas la médiocrité, je veux au contraire hisser les gens. Et tant pis si l'on me traite d'arrogante ! »

Christiane Taubira, l'enfance et la lecture : « Un jour, dans le grenier de notre maison, j'ai trouvé une valise pleine de livres. Je revois mon exaltation, mon exultation, devant ce trésor inépuisable ; j'avais des années de bonheur devant moi ! Très jeune, j'ai donc eu le goût du beau style. Je n'aime pas les histoires ordinaires, médiocres. Je les aime très belles, grandioses. »

La sienne entrerait plutôt dans la deuxième catégorie. Elle mène de Cayenne en métropole, des coulisses de la rébellion à l'avant-scène de la République. En chemin, notre « héroïne » a tout connu : une famille aussi modeste que nombreuse (dix frères et sœurs) ; de brillantes études, à Cayenne puis à Paris (économie, sociologie, ethnologie) ; l'entrée en politique ; et maintenant la course à l'Elysée... Une course aux règles inédites : alors que la députée guyanaise n'appartient pas au PRG, les militants de ce parti de centre-gauche l'ont plébiscitée ! Objectif : exister à l'ombre du voisin socialiste.

L'intéressée a conscience de tenir là un parcours d'exception, un de ces destins dont on fait justement les beaux livres. A en croire ses pourfendeurs, il lui arrive même d'en jouer, voire de sombrer dans le « mélo » et de romancer certains épisodes de sa vie. Mais nul n'osera le lui dire en face : en Guyane, sa terre, son fief, ses colères restent redoutées. « C'est Tapie au féminin ! » résumement les plus indulgents. « Elle a du caractère et nous représente bien ! » rétorquent ses partisans. « Christiane est charismatique et refuse la langue de bois », poursuit sa sœur aînée, Nicole Amusant, directrice d'école à Cayenne. Cette ville de 60 000 habitants se souvient de l'avoir vu grandir rue du Lieutenant-Becker puis avenue Voltaire, des quartiers de petites gens où les maisons avaient des toits de tuiles et des volets en bois.

L'enfance et l'adolescence ne lui ont laissé que des souvenirs heureux, jusqu'au décès de sa mère, morte d'un cancer en 1970. « Maman nous a élevés seule, confie M<sup>me</sup> Taubira. Elle a d'abord été femme de service, puis aide-soignante et enfin infirmière. Je lui faisais faire des dictées pour préparer ses concours, je l'aidais aussi à soigner les personnes âgées. D'une générosité démesurée, elle s'est épuisée au service des autres. Après sa disparition, mon frère aîné Antoine, policier de profession, nous a tous aidés. Sans ses conseils à des moments décisifs de ma vie, je ne serais



PATRICK ARTIMIAN/CONTACT PRESS IMAGE

Caen, jeudi 14 mars.

# TAUBIRA

Candidate du Parti radical de gauche, députée de la Guyane, ancienne militante indépendantiste défendant aujourd'hui la République, Christiane Taubira agace et séduit

## L'INSAISSISSABLE

pas là aujourd'hui. Mon père ? Mais je m'en fous de mon père ! C'est un homme égoïste, peu intéressant, infatué. »

Dans le Cayenne des années 1960, les rares « métros » (métropolitains) que la jeune fille croisait en ville étaient les religieux du dispensaire et les gendarmes, des gaillards débonnaires qu'elle jugeait « un peu ridicules » avec leurs shorts et leurs sandalettes. Mais c'est à Paris, où ses études la conduisent à l'âge de 20 ans (1972), que la réalité « métro » va s'imposer à elle. Souvenirs : « La neige qui se transforme en boue » ; « les gens et les murs tout gris » ; « et le racisme aussi, auquel j'ai toujours répondu par l'insolence et une bonne humeur inoxydable ».

bré dans la haine, s'empresse-t-elle toutefois de préciser, mais je n'ai pas non plus le souvenir de Blancs sympas à cette époque. Je me souviens avoir lu, sur les murs de ma propre ville, « les nègres en Afrique ! Roland était dans la clandestinité. Pour ma part, c'était plutôt une sorte de semi-clandestinité. Mon rôle consistait à négocier avec les pays voisins l'éventuel asile politique de militants en fuite. »

Ce tableau fait sourire l'ancien indépendantiste André Paradis, professeur d'anglais à la retraite : « Christiane, que je connais bien pour l'avoir eu comme élève, n'a pas eu le rôle qu'elle se prête dans notre mouvance. En embellissant certains épisodes, elle s'est créé une légende. C'est une femme d'envergure,

Elle faisait vite pêter la chaudière ! Son activité dans notre secteur lui a servi de tremplin. ». La politique n'est plus très loin...

N'ÉTAIT-CE pas, au fond, sa véritable ambition ? « Pas du tout ! s'insurge-t-elle, les gens sont venus me chercher, ils m'ont poussée à m'engager alors que je ne voulais pas ! » En 1992, un mouvement va naître de cet « appel » populaire : Walwari, « l'éventail » en amérindien. En rudoyant l'omnipotent Parti socialiste guyanais (PSG), Christiane Taubira impose une nouvelle donne. Le camp adverse a beau fustiger son « lyrisme larmoyant » et le côté « presque sectaire » de Walwari, elle est élue députée de Guyane en 1993 et réélue en 1997. Seule la mairie de Cayenne, tenue par le PSG, lui échappera à deux reprises (1995 et 2001).

Au fil des ans, alors qu'elle partage son temps entre la Guyane et la métropole, ses accointances politiques évoluent. A gauche, toujours, mais avec des nuances. En 1994, M<sup>me</sup> Taubira figure ainsi sur la liste de Bernard Tapie aux élections européennes. En 1997, on la retrouve apparentée au groupe socialiste de l'Assemblée nationale. Fin 2001, elle rejoint le groupe RCV (Radical Citoyen et Vert) de cette même Assemblée. Et maintenant cette candidature sous la bannière d'un parti, le PRG, dont elle n'a pas la carte... Cette trajectoire est source de critiques. En Guyane, seuls une vingtaine d'élus locaux sur soixante et un lui ont donné leurs signatures. « Comme elle les a tous insultés un jour ou l'autre, il ne faut pas s'en étonner ! », note André Paradis, l'ancien compagnon de route indépendantiste. Le maire (PSG) de la ville, Jean-Claude Lafontaine, tempère cette analyse : « Je connais Christiane depuis que nous avons fréquenté ensemble cette mouvance. Nos relations sont donc plutôt cordiales, mais je regrette qu'elle ne soit pas venue au-devant de nous au moment des signatures. Aujourd'hui, elle a

davantage une dimension nationale que locale ; ce qui explique en partie ses échecs dans la conquête de la mairie de Cayenne. En fait, son parcours manque d'un aspect collectif ; il est marqué par l'individualisme. »

De fait, près de dix ans après sa naissance, le parti Walwari paraît en perte de vitesse. Bien qu'elle ait récemment réuni plus de mille personnes sur la place des Palmistes, à deux pas de la mairie, M<sup>me</sup> Taubira se voit reprocher de négliger la Guyane et d'être « l'instrument » de la « gauche » dans la conquête des « minorités ». Nicaise Louis-Joseph, la porte-parole du PSG, enfonce le clou : « C'est une personnalité pleine de contradictions dont l'itinéraire donne le tournis. Ici, elle joue sur les tripes, le sentimentalisme. Les gens sont épatés parce qu'elle parle bien, mais derrière, il n'y a rien ! C'est du pur populisme ! Croyez-moi, elle reste viscéralement indépendantiste ! Quand je vois ses affiches intitulées "Ma patrie la République", cela me choque ! »

A l'approche du 21 avril, Cayenne oscille donc entre la fierté pour « l'enfant du pays » et le scepticisme vis-à-vis de la « politicienne » qu'elle est devenue. En ville, les affiches pro-Taubira sont rares et ses partisans plutôt discrets. Pour prendre le pouls de la cité, mieux vaut marcher jusqu'à la place des Amandiers, en bord de mer. Le cadre est enchanteur : des arbres centenaires, les rochers, la plage de sable... Dès qu'elle en a la possibilité, la candidate aime venir en vélo et s'installer face à l'océan, un livre en main. Le soir, à la fraîche, les promeneurs affluent. Sur les bancs du kiosque en bois, les anciens palabrent jusqu'à plus d'heure. L'endroit mérite son surnom de « sénat » : on y refait le monde et la Guyane ; surtout la Guyane. Ici aussi, et c'est un signe, les avis sont partagés : « Christiane » agace, « Christiane » séduit, plus insaisissable que jamais. Après tout, n'est-ce pas le propre d'une « nomade » en politique ?

Philippe Broussard

« J'ai vécu mon séjour en France comme une révélation, un choc identitaire et culturel ; j'ai compris que je ne ressemblais pas aux Français, j'ai découvert mon histoire dans toute son horreur »

Entre ses cours de sciences-éco à la faculté d'Assas et divers petits boulots, elle sympathise avec un anarchiste, fréquente les librairies de l'ultra-gauche, dévore toutes sortes d'ouvrages, se passionne pour la lutte des Noirs américains et l'actualité internationale (Chili, Argentine, Cambodge), adhère à l'inflexible Union des étudiants guyanais (UEG) et se forge ainsi une « conscience politique » : « J'ai vécu mon séjour en France comme une révélation, un choc identitaire et culturel ; j'ai compris que je ne ressemblais pas aux Français, j'ai découvert mon histoire dans toute son horreur. »

De retour en Guyane en 1979, Christiane Taubira affiche ses convictions séparatistes. Comme son futur mari, Roland Delannon, elle rejoint le Mouvement guyanais de décolonisation (Moguyde). « Je n'ai jamais som-

compétente, qui aide bien la Guyane, mais elle a parfois tendance à verser dans la mégalomanie et à se comporter en grande prêtresse. »

L'arrivée de la gauche au pouvoir, en mai 1981, marque le déclin des indépendantistes. La jeune idéaliste rentre dans le rang. Dans les années 1980, son parcours professionnel la conduit de l'enseignement (économie, mathématiques) à des postes de direction au sein de divers groupements professionnels. Son aisance oratoire lui vaut le surnom de « ministre de la parole ». Alors qu'elle dirige un groupement de pêcheurs, ses prises de bec avec le président de cette même association, Gustave René, agite la profession. « Christiane avait une parfaite connaissance des dossiers, se souvient ce dernier, mais il ne fallait surtout pas la contrarier. C'était une vraie tigresse !



Du 24 au 29 mars,  
une délégation  
du Parlement

international des  
écrivains, composée  
de Russel Banks,

Bei Dao, Breyten

Breytenbach,

Vincenzo Consolo,

Juan Goytisolo,

Jose Saramago,

Wole Soyinka

et Christian Salmon

s'est rendue dans

les territoires occupés

et en Israël,

à la rencontre

d'auteurs israéliens

et palestiniens. Ils ont

également été reçus

par Yasser Arafat

et Shimon Perès.

« Le Monde » a choisi

de publier dans leur

intégralité trois textes

rédigés à leur retour

par Juan Goytisolo,

Wole Soyinka et

Breyten Breytenbach

## De Netanya à Ramallah par Juan Goytisolo

**L**E retour dans les territoires occupés après une longue absence confirme d'une manière magistrale la cruelle répétition de l'histoire. En juin 1988, j'ai parcouru la Cisjordanie et la bande de Gaza avec une équipe de la télévision espagnole pour tourner un documentaire sur la première Intifada, et en 1995 comme envoyé spécial du quotidien *El País* au cours du désespérant intermède de « ni guerre ni paix » qui avait immédiatement suivi la signature des accords de Oslo : quelques zones avaient été évacuées par les troupes israéliennes, mais celles-ci n'en avaient pas moins continué à exercer sur elles un contrôle extrêmement sévère ; la désillusion de la population palestinienne a conforté mon pessimisme sur l'avenir de la région.

Sept ans plus tard, la situation est devenue pire qu'en 1988. Au cours de la première Intifada, il y avait un soulèvement populaire et une répression très dure. Mais depuis la visite de Sharon sur l'esplanade des Mosquées, nous nous trouvons bien en guerre, une guerre opposant non pas deux Etats, mais un Etat doté d'une armée puissante et ultramoderne à une nation fragmentée, sans frontières, pauvrement armée et soumise au lot quotidien de représailles collectives et d'humiliations qui sécrètent à l'infini des candidats au martyre, prêts à s'auto-immoler dans des attentats meurtriers contre la puissance militaire de l'occupant, mais aussi contre les civils innocents à l'intérieur même des frontières internationalement reconnues de l'Etat juif.

L'autocar qui conduit la délégation du Parlement international des écrivains de l'aéroport de Tel-Aviv à Ramallah quitte à mi-chemin l'auto-route qui relie la capitale à Jérusalem, bifurque à gauche et emprunte

l'une des routes bien asphaltées qui rattachent entre elles les colonies israéliennes des territoires occupés depuis la guerre de six jours. La route qui mène de la Ville sainte à Ramallah est interdite à la circulation, et des centaines de Palestiniens résidant à Jérusalem ou y travaillant attendent debout, en silence, d'être contrôlés – nous devons par conséquent faire un grand détour à travers la toile d'araignée des voies secondaires qui s'étale autour des villes et agglomérations palestiniennes assiégées.

Comme je l'ai signalé il y a quelques années, le paysage de la Cisjordanie et de la bande de Gaza est émiétté et décomposé comme une toile faite de plusieurs morceaux de tissu. Les barbelés entourent tout aussi bien les colonies et les postes

israélien situé à la lisière de l'infâme ghetto de Qalandiyya. Après quelques minutes d'attente, on nous autorise à pénétrer dans Ramallah et, précédés par un véhicule de police palestinienne, nous descendons dans l'un des hôtels construits dans la fièvre consécutive à la signature des accords d'Oslo. A l'intérieur de l'hôtel, nous attendent Mahmoud Darwich et d'autres représentants du monde de la culture. Inutile de préciser que notre délégation et les journalistes qui nous accompagnent sommes les seuls clients de l'endroit. Qui viendra en effet passer ses vacances ou négocier quelques contrats dans une ville en état de siège, martyrisée, qui pense à grand-peine ses blessures récentes et en attend avec appréhension d'autres plus terribles encore ?

Nous nous trouvons bien en guerre,  
une guerre opposant un Etat doté  
d'une armée puissante et ultramoderne  
à une nation fragmentée, sans frontières

militaires que les zones autonomes théoriquement sous le contrôle de l'Autorité palestinienne : ils protègent et excluent, ils réunissent des zones séparées et séparent des zones contiguës, ils dessinent un labyrinthe d'îlots qui s'attirent et se rejettent mutuellement. La complexité d'un tel système de circulation, avec ses ramifications tortueuses, témoigne de la volonté de l'occupant de faire voler les territoires en une multitude d'éclats, de fragments, de particules qui, bien qu'elles s'ignorent, semblent vouloir s'imbriquer les unes dans les autres.

Il fait déjà nuit lorsque nous arrivons enfin au barrage de contrôle

Quand le jour se lève à Ramallah – dont la configuration abrupte de collines et de cuvettes me rappelle celle d'Amman –, il y règne un calme idyllique. C'est seulement quelques instants après que je découvre de ma fenêtre les sacs de sable qui protègent un poste de tir israélien situé à 200 mètres environ de l'hôtel. Pour se rendre à l'université palestinienne de Bir Zeit, les étudiants, les professeurs et les habitants des agglomérations voisines doivent changer de véhicules, parcourir 500 mètres d'une route coupée par les Israéliens et s'entasser à plusieurs dans les taxis et les minibus qui les attendent de l'autre côté.

Il ne s'agit pas d'une mesure de sécurité, mais d'une punition collective infligée à l'ensemble de la population. Dans les pauses qui séparent deux incursions militaires, Sharon cherche par tous les moyens à humilier les Palestiniens dans le vain et insensé espoir de briser leur volonté de résistance et d'étouffer leur révolte.

Cet esprit de résistance à l'injustice s'est révélé avec éclat au cours du récital musical et poétique donné au théâtre d'Al-Qaqaba, dans le centre-ville. L'assistance fort nombreuse a laissé spontanément s'extérioriser ses émotions accumulées durant les dernières occupations de la ville. Les traces de la guerre sont partout visibles. Dans le camp de réfugiés d'Amira, les marques de la violente attaque contre une école et la destruction d'une vingtaine d'habitations par le dynamitage des cloisons qui les séparent nous donnent un avant-goût du spectacle qui nous attend à Gaza.

L'entrevue avec Yasser Arafat n'était pas prévue dans le programme. Aussi ai-je un peu manifesté mon désaccord quand celle-ci nous fut proposée. Je n'ai jamais été attiré par le contact avec les chefs d'Etat, sachant bien que l'écrivain et le politique interviennent sur deux registres différents ; rien de ce que les hommes politiques peuvent dire ne m'intéresse réellement. Néanmoins, je me suis rangé à l'avis de la majorité, en précisant toutefois que je lui rendrais visite en sa qualité de captif palestinien, privé comme le reste de ses concitoyens de ses droits et de sa liberté de mouvement. (Pendant que je rédige ces notes, je regarde les images de l'assaut donné contre la Mouqata'a, bâtiment du quartier général de la présidence où nous fûmes reçus par Abou Ammar. Paradoxalement, l'acharnement personnel de Sharon lui restitue son autorité morale quel-

que peu malmenée ces derniers temps. Comme à Beyrouth en 1982, il sortira vainqueur, mort ou vif, de cette épreuve. Ce que le général ne comprendra jamais, c'est qu'Arafat grandit dans le malheur des défaites et renaît de ses propres cendres comme le Phénix.)

Pendant le voyage de Ramallah à Gaza, le paysage des colonies, construites le plus souvent sur les ruines de villages palestiniens, défile devant nos yeux. Il rappelle à nouveau les cases d'un échiquier d'exclusions réciproques entre ces dernières et ce qui reste des zones autonomes, au point de tromper le visiteur non averti sur ce qu'il renferme ou interdit, sur l'« intérieur » ou l'« extérieur ». Le point de passage d'Erez, où stationnent plusieurs véhicules appartenant à l'UNRWA (Agence des Nations unies pour les réfugiés palestiniens), est un vaste périmètre désert et entouré de clôtures de fil de fer barbelé. Les Palestiniens qui travaillaient en Israël ne sont toujours pas autorisés à franchir la frontière, ce qui ne fait que détériorer davantage la situation économique dans la bande de Gaza.

Après une longue attente, nous pénétrons dans le territoire sinistré et extrêmement pauvre de l'Autorité palestinienne. Nous fonçons, à cause du retard, tout droit à travers Gaza vers les camps de réfugiés de Khan Younés et de Rafah. La route principale a été coupée, et nous sommes obligés de suivre une voie côtière jusqu'à Deir al-Balah. Le bloc de colonies de Goush Katif, tout proche, avec son immense base militaire clôturée de fil de fer et protégée par des grilles électrifiées et par des miradors, abrite non seulement des hangars, des garnisons, des dépôts, des radars géants, des tours de transmission et un gigantesque parc de bulldozers et de véhicules tout-terrain, mais aussi des complexes touristiques, des hôtels et des plages

## L'île de Polyphème par Wole Soyinka

**C**E fut une image surprenante, inattendue et spontanée, mais soudain elle était là, instantanément saturée de signification. Tranchante, récapitulative, elle s'est imposée, métaphore irrésistible, en cet après-midi du lundi, notre premier jour complet à Ramallah, au poste de contrôle où la route avait été coupée par une tranchée et où les habitants de la ville, ainsi que les visiteurs, devaient obligatoirement descendre de véhicule, traverser à pied le barrage, puis reprendre un autre transport de l'autre côté de la route éventrée. Un point de jonction bruyant, potentiellement explosif, où s'était aussitôt implanté un marché improvisé : fruits, casse-croûte et rafraîchissements, pour l'essentiel. Un jeune homme vêtu d'une tenue aussi étrange que colorée et équipé d'une cartouchière de fortune où étaient disposés des gobelets en plastique, de façon à pouvoir servir au plus vite le client, a remarqué ma fascination et m'a proposé à boire. Je n'avais pas changé le moindre argent et n'aurais donc même pas pu régler le vendeur si j'avais voulu une boisson, comme je le lui ai patiemment expliqué. Mais qu'à cela ne tienne : il avait décidé que je devais boire quelque chose et il m'a servi, gratis.

Non, ce n'est pas cette image-là qui a résumé pour moi cette visite israélo-palestinienne. Ce fut là le visage aimable de notre expérience : un accueil à bras ouverts, enthousiaste, chaleureux et hospitalier, un besoin surtout de communiquer avec l'humanité extérieure et de se rassurer, de vérifier que le monde n'avait pas oublié ce terrain d'usure et de friction mortelles. L'image décisive, elle, s'est présentée alors que nous revenions de l'université Bir Zeit. A la sortie de Ramallah, nous avons fait comme tout le monde : nous sommes descendus de nos autocars au poste de contrôle, abandonné par les soldats israéliens, car il attirait désormais les attaques. Nous avons tant bien que mal enjambé les blocs de béton, franchi le grand fossé qui avait été creusé en travers de la chaussée goudronnée et pris les taxis réservés par nos hôtes. Et pareil au retour : on est rentrés du campus en

taxi, on a traversé le barrage au milieu d'une foule hétéroclite, où se mêlaient ouvriers, étudiants, professeurs, paysans, médecins, infirmiers, écoliers, etc., hommes et femmes, garçons et filles, puis on a rejoint à pied le parking improvisé et son agitation, où nous avons attendu les autocars nous ayant déposés à l'aller. Et c'est alors que l'image si parlante a, tout à coup, pris vie.

Un camion est arrivé à hauteur du parking et là, au lieu de déverser son chargement d'êtres humains ou de marchandises, le voilà qui lâche un troupeau de moutons à l'épaisse toison, poussés en avant par leur gardien. Nous avons regardé le berger emmener son troupeau, non pas le long de la route, comme je m'y attendais, mais au milieu des pierres et des broussailles d'une vallée qui s'écartait de la chaussée, au bas d'un virage encaissé. Etait-ce, pour ce berger, un raccourci par rapport à sa destination, à savoir telle autre ville, tel autre village qu'il rejoindrait en empruntant des chemins de campagne ? Ou bien, avant de chercher un autre moyen de transport de l'autre côté du barrage, désirait-il simplement laisser ses moutons paître un peu ? Nous ne sommes pas restés assez longtemps pour l'apprendre. Mais il s'est alors passé que j'ai eu aussitôt comme un éclair : la vision d'Ulysse parmi les Cyclopes, retenu prisonnier dans la grotte de Polyphème, ce géant doté d'un œil unique.

Rappelons-nous certains détails fabuleux de ce récit d'aventure, dont plusieurs aspects ont soudain commencé à paraître moins fantasmagoriques, vu les parallèles existant avec la réalité qui s'offrait à nos yeux. Ulysse s'est réfugié, en compagnie de ses marins, dans la grotte de cet hôte gigantesque, mais, après les avoir introduits chez lui, Polyphème veut les dévorer les uns après les autres et il les retient captifs à l'aide d'un énorme rocher dont il bouche l'entrée de son antre et qu'Ulysse et les siens, même s'ils unissent toutes leurs forces, sont incapables de déloger. Mais Ulysse prend sa revanche, une fois le Cyclope endormi : il prépare le terrain de leur libération en plantant dans l'œil unique de leur ravisseur cannibale un fût d'olivier taillé en pointe et passé au feu. Il ne reste plus qu'un problème à résoudre :

comment s'échapper de la grotte ?

A ce stade, souvenons-nous aussi que le rusé et prudent Ulysse n'a pas livré son vrai nom à son aimable hôte mais qu'il s'est présenté sous le nom de « Personne ». Lorsque, au milieu de la nuit, le pieu enflammé vient grésiller et tourner dans l'œil du géant, celui-ci se met à beugler de douleur ; les autres Cyclopes se précipitent au secours de leur ami et veulent connaître la cause ou le responsable de sa souffrance. « *Le coupable, c'est Personne* », leur répète sans arrêt Polyphème. Aussi ses voisins, complètement écoeürés, lui conseillent-ils de chercher remède à ses cauchemars, puis ils s'en retournent chacun dans sa grotte. « *Si personne ne te fait du mal, pourquoi nous déranges-tu dans notre sommeil ?* »

L'aube venue, Ulysse et ses compagnons de voyage sont toujours bloqués dans la grotte et ils attendent que Polyphème écarte le rocher, comme il y est obligé s'il veut laisser ses moutons aller paître dehors. Mais, bien que fou de douleur, le géant a encore la présence d'esprit de n'ouvrir la grotte que juste ce qu'il faut pour permettre le passage des bêtes une par une, et, de ses mains immenses, il balaie le peu d'espace qui reste ou il tâte l'échine de chaque animal pour s'assurer qu'il ne sert de monture à personne. Evidemment, l'astucieux Ulysse a attaché ses hommes sous le ventre des moutons. Polyphème caresse ses chères bêtes laineuses, leur prodigue à l'oreille des encouragements, mais laisse en même temps échapper toutes ses proies, jusqu'au dernier des hommes. Déjà instructif jusque-là ? A présent, nous en venons à une partie plus dangereuse encore.

Une fois en mer, Ulysse ne peut se retenir de railler son ennemi et lui crie des insultes. Furieux comme on l'est après avoir été berné, le géant lance d'énormes rochers en direction de cette voix qui le provoque et, du coup, il déclenche quasiment un raz-de-marée qui manque de submerger ses persécuteurs. Trop tard. L'oiseau s'est envolé. S'il le voulait, Ulysse pourrait revenir pour frapper sans relâche le géant aveuglé. Et alors Polyphème arracherait tous les rochers (trait caractéristique du paysage palestinien, où tout ce blanc éblouit) et les jette-

rait à l'aveuglette en direction de son assaillant, raterait complètement sa cible, mais provoquerait une série de déluges qui menaceraient d'inonder le monde et d'en noyer tous les habitants, innocents.

Absence de visage, l'anonymat de ce Personne (il y en a tant, de tous les âges et des deux sexes) est ce qui rend furieux le gouvernement d'Israël et son dirigeant actuel, auxquels correspond si bien la figure de Polyphème, jusque sur le plan physique. Cependant qu'il cherche à se venger de son ennemi, le gouvernement d'Israël a adopté des tactiques appelées à déclencher un raz-de-marée qui noiera le monde ou (l'image est plus juste) l'embraserait. Incapable d'identifier cet ennemi qui lui échappe et de lui infliger des frappes préventives, mais néanmoins résolu à identifier une cible, à diriger l'attention du monde sur celle-ci et à mettre un nom et un visage sur le corps invisible de Satan, Ariel Sharon a choisi de

degré de respect qu'il inspire à ses partisans et le caractère sacro-saint de son autorité, soit en mesure de contrôler une forme d'action engendrée par un désespoir et un traumatisme tant collectifs qu'individuels. Et, bien entendu, Yasser Arafat ne peut tout simplement pas contrôler les nombreux bras de la résistance palestinienne. Les divers groupes eux-mêmes ne peuvent se vanter de contrôler totalement les actes d'individus ingénieux et déterminés. Timothy MacVeigh a fait deux cents morts d'un seul coup. Pour autant, nul n'a cherché à rendre le président du lobby américain des armes responsable de la volonté meurtrière qu'avait MacVeigh de venger les victimes du massacre de Waco.

Pas plus (comme j'ai eu l'occasion de le souligner à plusieurs reprises au cours de notre visite) qu'on n'a tenu le premier ministre israélien pour responsable des agissements de ce résolviste, de ce médecin qui, voici déjà

Le gouvernement d'Israël a adopté  
des tactiques appelées à déclencher  
un raz de marée qui noiera le monde  
ou (l'image est plus juste) l'embraserait

se laisser obséder par une identité, qui est seulement plausible mais, en vérité, simplement commode et réductrice : Yasser Arafat, et, du coup, l'échec est travesti en stratégie rationnelle et la frustration en preuves irréfutables : « *Nous savons qui est notre persécuteur* », crie Sharon, repris en écho par le gouvernement des Etats-Unis, et ce n'est personne d'autre que Yasser Arafat ! »

Arafat ! Arafat ! Arafat ! Bien avant qu'il me soit donné un jour de m'approcher de l'autre de Polyphème, je m'étais trouvé ébranlé, jusque dans les fondations de la raison, à l'idée que quiconque ayant un minimum d'intelligence et connaissant, même succinctement, les mécanismes psychologiques liés à l'humiliation et à un désespoir puisse avoir la sottise de croire que, dans le contexte du conflit au Moyen-Orient, un individu seul, quels que soient le

un certain nombre d'années, a ouvert le feu sur des fidèles musulmans réunis dans une mosquée, tuant au moins une vingtaine d'entre eux avant de retourner l'arme contre lui. Les positions irrationnelles du gouvernement israélien et des Etats-Unis ont été consternantes, et elles seraient ridicules si elles n'étaient pas grosses de conséquences tragiques hélas trop prévisibles. Par exemple, aux premiers temps de l'actuelle Intifada, quand ces mêmes autorités exigeaient des Palestiniens qu'ils adoptent, pendant au moins une semaine, un moratoire sur les violences avant que puissent être engagés des pourparlers de paix, toute personne se disant douée de raison, à l'exception des deux dirigeants en question, ne pouvait y voir qu'une exigence d'un incroyable infantilisme, bien avant que Sharon lui-même n'en comprenne et n'en reconnaisse la futilité.

Mon bref séjour parmi des Palestiniens ordinaires a eu pour simple effet de m'obliger à repenser à cette déclaration du gouvernement israélien et à d'autres du même genre, soutenues par le gouvernement américain avec un manque irritant de sensibilité. Si j'ai retiré quoi que ce soit de notre visite, sur le plan personnel, c'est une terreur accrue quand je vois une telle politique d'intervention dans les affaires du monde dépendre de pareils dirigeants dotés d'un pouvoir militaire illimité.

Non, il n'y a pas eu de révélation, pas pour moi. Voici plusieurs mois, dans un article d'*Encarta Africana*, j'avais écrit que le gouvernement israélien arrachait le cœur et le foie d'Arafat, pour le donner en pâture à ses enfants, et qui ne saurait prédire les conséquences de cette éviscération ! Notre visite n'a fait que renforcer ma stupéfaction (et désormais je m'inquiète vraiment pour les Israéliens) de voir que, parmi tous ceux qui ont jamais pu croire leur dirigeant sur la bonne voie politique, beaucoup n'avaient tout simplement jamais fait l'effort de se projeter en imagination à l'intérieur des camps de réfugiés palestiniens, dans l'existence quotidienne des Palestiniens, même s'ils n'étaient pas en mesure d'aller voir sur place la réalité, de connaître directement l'humiliation quotidienne et les cicatrices de la mémoire auxquelles se résume complètement aujourd'hui la condition de presque tous les Palestiniens.

Nous avons vu les postes de contrôle que doivent franchir des milliers d'Arabes palestiniens afin de se rendre au travail en Israël, leur seule et unique source économique. Nous avons été bloqués dans ces convois de véhicules où sont pris, deux fois par jour, les Palestiniens quand ils se rendent au travail et qu'ils en reviennent. Ces files interminables m'ont rappelé mon propre pays, le Nigeria, entre le premier coup d'Etat des militaires et la guerre civile du Biafra, avec ses conséquences immédiates. Je revoyais ces visages de désespoir et de résignation, mais aussi la colère dont bouillait une population soumise à une humiliation quotidienne de la part d'une force armée arrogante. Ce sentiment d'humiliation était tout aussi tangible en Palestine : on



# Lettre ouverte au général Sharon

par Breyten Breytenbach

privées réservées aux colons. Cet ensemble de colonies n'a cessé, durant les sept dernières années, d'étendre ses tentacules : l'armée d'occupation a fait sauter à la dynamite plusieurs habitations et arraché des centaines d'arbres fruitiers. En ce moment même, les Israéliens construisent un pont enjambant la

**JUAN GOYTISOLO**, auteur espagnol, est le fondateur du Parlement international des écrivains. Une partie de son œuvre dénonce les injustices commises sous le franquisme

route réservée aux colons, afin de relier Goush Katif à la colonie de Kfar Darom. La mince bande de terre sur laquelle s'entasse plus d'un million de Palestiniens se réduit comme une peau de chagrin. Alors que le nombre des colons, qui occupent 40 % de la superficie cultivable, n'atteint même pas les trois mille. Soixante-seize personnes seulement résident dans la colonie de Netzarim.

Un spectacle de dévastation nous attend à notre arrivée à Khan Younés : squelettes d'habitations, façades criblées par la mitraille, un camp de réfugiés rasé par les missiles tirés depuis les hélicoptères, décombres triturés par les bulldozers, un mur en ciment plus haut que le mur de Berlin. Jour après jour, les colonies agrandissent leur périmètre et grignotent sans miséricorde l'espace vital de la population. A Rafah, la situation est plus dramatique encore : ce camp de réfugiés situé à la frontière égyptienne – où l'armée israélienne s'est réservé un couloir afin de fermer hermétiquement le passage vers la bande de Gaza – fut rasé en moins de deux heures de temps au cours d'une prétendue opération antiterroriste où douze personnes ont été tuées.

J'écris ces lignes quelques jours

après l'attentat de Netanya où vingt Israéliens qui fêtaient le début de la Pâque juive dans un hôtel ont péri. Il y a sept ans, alors que je rédigeais également la chronique de mon voyage en Israël et dans les territoires occupés, une autre « bombe humaine » avait explosé, causant un massacre semblable dans la même ville. Itzhak Rabin, alors premier ministre, avait déclaré que, pour mettre fin à ces attentats-suicides, l'unique solution consistait dans la séparation totale entre Israël et les territoires occupés. Plus tard, Rabin fut assassiné par un extrémiste israélien ; un autre fanatique, responsable entre maints « exploits » des massacres de Sabra et de Chatila, tient aujourd'hui la barre d'une main ferme et mène Israël vers une guerre sans fin, vers l'autodestruction de ses valeurs morales et de son existence physique.

Comme je l'ai déjà écrit, l'histoire se répète, et la vengeance aveugle de Sharon après le nouveau massacre de Netanya laisse prévoir un futur sombre. L'invasion de Ramallah par les troupes israéliennes et l'offensive contre le bâtiment du quartier général du président Arafat ont précipité le déchaînement de la haine et de la violence.

Sharon ne veut point d'interlocuteurs, il veut des esclaves. Aucune paix, aucune trêve ne serait possible sans un accord qui garantisse la vie, le travail et la dignité des Palestiniens à l'intérieur d'un Etat aux frontières internationalement reconnues. « Dans un monde clos et sans issue, où tout est mort, l'unique chose qui vaille c'est la mort », écrivait Octavio Paz en parlant de la fatalité imposée aux peuples au cours de l'histoire.

(Traduit de l'espagnol par Abdelatif Ben Salem.)

© Parlement international des écrivains/International Parliament of Writers www.autodafe.org

pouvait le toucher, le mesurer, le peser. Il se manifestait de maintes façons : chez les gens ordinaires dans la rue, hommes, femmes, enfants, et jusqu'aux professeurs d'université et aux étudiants, en passant par les ONG, les écrivains et les responsables de la société civile. Il était exprimé par les étrangers contraints de partager la vie des Palestiniens, y compris le personnel de l'Organisation des Nations unies pour les réfugiés. On nous a parlé de nombreuses femmes accouchant aux barages à cause du contrôle inflexible auquel étaient soumis les déplacements de la population ; de décès survenant à bord d'ambulances elles-mêmes bloquées dans les files de véhicules ou aux postes de contrôle. Et, bien entendu, nos pieds ont foulé le mortier des ruines, nous nous sommes frayé un passage parmi les décombres des maisons démolies et nous avons vu, dans toute sa nudité, la politique active d'usurpation du territoire par les colons : on démolit, on crée un no man's land, puis on investit l'espace ainsi vidé, une fois les habitants palestiniens harcelés, chassés plus loin qu'une portée de fusil. Ces opérations de spoliation, et la méthode effrayante qui les gouverne, ont été décrites méticuleusement par les organismes onusiens, des ambassades de pays étrangers et divers visiteurs venus de l'extérieur. Quant aux preuves sur le terrain, elles étaient massives, irréfutables.

Ai-je montré assez de détachement au cours de cette visite ? Oui, naturellement. Et naturellement non. Il n'est pas possible d'avoir de la situation en Palestine seulement une vision froide, objective. Quand des êtres humains se font déchièquer par des bombes dans les restaurants et les hôtels (et en particulier quand le choix du moment à quelque chose de monstrueux : alors que les gens sont attablés pour fêter la Pâque juive, par exemple), les auteurs de ces attentats nous inspirent à la fois de la rage et de l'horreur. Le martyr est un abus de langage lorsqu'il s'accompagne du meurtre d'innocents. Si, dans un combat, il n'existe pas de personnes innocentes, alors abandonnons la cause de l'humanité. J'ai des haut-le-cœur chaque fois que j'entends parler de « martyre » à propos d'un meurtre commis par un

kamikaze, surtout quand il s'agit d'une tuerie. Et de l'autre côté de la terreur – du côté de la terreur d'Etat –, lorsqu'on entend une famille raconter en détail comment les tanks, en pleine nuit, sont venus défoncer les murs de la maison, ont écrasé des innocents en plein sommeil, il est tout aussi impossible,

**WOLE SOYINKA**, écrivain nigérian, poète et dramaturge, a reçu le prix Nobel de littérature en 1986.

dans ses tripes, de rester détaché ou, dans sa conscience, de ne pas se sentir agressé. Depuis des générations, c'était là le foyer de familles innocentes. Et, à présent, voilà qu'on en fait un terrain favorable à la prolifération d'une nouvelle espèce de bipèdes : les déshumanisés.

Et les ondes de choc destructrices continuent. Pas plus tard qu'avant-hier, le dimanche de Pâques, j'ai pu percevoir de manière encore plus brutale les horreurs qui sont devenues le pain quotidien des deux adversaires dans ce conflit lourd de menaces, depuis la paix relative de la Californie, où j'ai appris dans la presse la dernière atrocité en date, commise à Tel-Aviv. Le nom de la rue me disait quelque chose. L'explosion semble avoir eu lieu dans une cafétéria de la rue même où Russell Banks (le président du Parlement international des écrivains) et moi-même étions allés prendre un espresso fix en attendant de rencontrer Shimon Pérès, après être rentrés en voiture directement de Gaza très tôt le mercredi pour notre rendez-vous. C'était peut-être cette même cafétéria : je cherche encore à me renseigner. Mais, dans l'intervalle, les traits vifs, et en même temps nostalgiques, de la gentille jeune fille qui nous a servi le café s'étaient aussitôt portés sur ma rétine, et cette image y reste obstinément, en surimpression. Cette jeune serveuse est-elle devenue une énième statistique prouvant l'aveugle et rébarbative sottise de Polyphème ?

Traduit de l'anglais (Nigeria) par Jean-Pierre Richard

© Parlement international des écrivains/International Parliament of Writers www.autodafe.org

**M**ONSIEUR, Vous ne me connaissez pas. Il n'y a aucune raison pour cela et peu de chances que vous écoutez ce que quelqu'un comme moi peut avoir à dire. Je ne pense pas que vous ayez le temps de prêter attention à des points de vue qui ne correspondent pas au vôtre. En fait, je suis persuadé que vous n'écoutez pas ceux qui ne disent pas ce que vous souhaitez entendre.

Au cas où cela vous intéresserait, je suis un écrivain sud-africain et je vis et travaille à l'étranger. Il y a quelque temps, j'ai aussi vécu parmi un peuple élu qui se conduisait comme un *Herrenvolk* – comme tous ceux qui croient que la souffrance les a singularisés ou que Dieu leur a confié une mission particulière.

Je m'excuse si mon allusion à Israël comme *Herrenvolk* peut blesser à cause des échos d'un passé récent quand, en Europe, tant de juifs ont été les victimes de la solution finale. Mais comment décrire autrement le comportement de votre armée quand l'horreur de ce que vous faites nous submerge ?

Ces équivalences brutales ne sont pas faites à la légère. En tant qu'écrivain, je sais très bien qu'il est nécessaire de ne pas se servir des mots pour faire naître des émotions faciles. C'est ce qu'entraînent les comparaisons hâtives – elles annulent toute compréhension de la complexité des phénomènes observés par la montée de la violence qui échauffe la gorge et souille l'adversaire avec des vomissures d'une condamnation empruntée à une autre situation. L'apartheid n'était pas le nazisme, mais le dire était un slogan frappant. Et la politique menée actuellement par les forces israéliennes contre le peuple palestinien ne doit pas être mise sur le même plan que l'apartheid. Chacun de ces processus et de ces systèmes est assez mauvais pour mériter l'analyse complète de sa singularité historique.

Et cependant, il y a des similitudes et des différences : cette compétition aveugle de chaque camp, pour être reconnu comme plus-victime-que-l'autre ; le fait de masquer vos atrocités avec le droit sacro-saint de légitime défense ; la manipulation éhontée de la sensibilité et du mensonge ; la déshumanisation parallèle de votre propre société ; le mépris de l'humanité des Palestiniens – en fait le refus du traitement humain le plus élémentaire d'une population civile prise au piège.

Tout cela n'est que trop familier. Les hypothèses qui sont à la base de vos actions sont racistes. Comme c'était le cas avec le régime sud-africain, les méthodes par lesquelles vous espérez soumettre l'ennemi se résument à l'utilisation de la force, aux bains de sang et à l'humiliation. Vous pensez de façon cynique que vous pouvez vous en tirer tant que vous allez dans le sens supposé des intérêts vitaux des Etats-Unis. Je pense que vous vous moquez comme d'une figue de Jaffa des intérêts des Américains. Vous devez sans doute les mépriser à cause de leur matérialisme grossier et de leur ignorance du monde. C'est vrai, votre vendeur de voitures d'occasion, Nétanyahou, a utilisé plus ouvertement encore cette technique de propagande grossière, comme s'il avait été un doigt sale en train de tordre le clitoris d'une opinion publique américaine en pâmoison.

Mais vous aussi, en faisant écho de façon tout à fait opportuniste au défi du président américain (et en reprenant ses propres mots), qui décrit tout autre comme un terroriste, vous avez montré que vous prenez le reste du monde pour des imbéciles. Nous ne sommes assurément pas tous d'accord pour reconnaître que ce qu'il y a de mieux dans le monde, c'est l'appétit des Etats-Unis pour un pétrole bon marché, et pour qu'on attende de nous une adhésion à l'inviolabilité des régimes corrompus de la région !

Il faut analyser tout de suite une autre diversion pernicieuse. Il est bien connu que toute critique de la politique d'Israël est l'expression

d'un antisémitisme. Cette affirmation clôt définitivement toute discussion. Bien sûr, je rejette cette tentative de censure qui supprime toute base de débat. Aucune souffrance – que ce soit celle des Tutsis, des Kurdes, des Arméniens, des Vietnamiens, des Bosniaques ou des Palestiniens – n'exonère de la critique. (Et pour dire les choses tristement, quelle que soit la persécution subie, cela ne vaccine pas un peuple et ne l'empêche pas de perpétrer à son tour les pratiques dont il a souffert.) Aucune référence à la soi-disant promesse par un Dieu d'une terre sacrée ne peut justifier les exactions commises par une armée d'invasion et d'occupation – ni les massacres d'innocents perpétrés de sang-froid, ordonnés par des seigneurs de guerre fanatiques au nom de la résistance.

Aucune référence à quelque sacro-saint Grand Israël ne peut dissimuler que vos colonies sont des enclaves armées construites sur une terre effrontément volée aux Palestiniens, et qui supplantent comme des morceaux de verre plantés dans leur chair, ou des nids de snipers dont le but est de contrecarrer et d'annuler toute possibilité de paix par une annihilation de l'autre, comme il n'existe aucun paradis pour les martyrs. Je trouve cette allégation d'antisémitisme parfaitement déplorable, en particulier quand elle vient d'intellec-

tuels juifs qui, si souvent, constituent l'épine dorsale raisonnable, rationnelle et créatrice des sociétés occidentales. Pourquoi devrions-nous être soumis à ce plaidoyer particulier ou détourner le regard quand Israël commet des crimes ? Est-ce que selon Yahvé, ce qui est bon pour l'un n'est pas pour l'autre ?

Non, général Sharon, les injustices subies dans le passé ne justifient ni n'excusent vos actes fascistes actuels. On ne peut pas construire un Etat viable sur l'expulsion d'un autre peuple qui a autant de droits que vous sur ce territoire. La puissance n'est pas le droit. A long terme, votre politique immorale et à courte vue (et en définitive stupide) ne fera qu'affaiblir un peu plus la légitimité d'Israël en tant qu'Etat. Récemment, j'ai eu l'occasion de visiter les territoires pour la première fois. (Oui, j'ai peur de dire qu'on peut raisonnablement les décrire comme des bantoustans – car ils rappellent trop souvent les ghettos et les camps de la misère qu'on a connus en Afrique du Sud.) Je n'ai vu Israël que rapidement, en arrivant et en partant, après avoir passé une nuit dans l'Hôtel Intercontinental David de Tel-Aviv, luxueux mais sombrement désert. Vous pouvez dire que j'ai une vue unilatérale. Peut-être. Bien que, sur la rive occidentale, on ne soit jamais très loin des lignes de démarcation israéliennes, des points de contrôle, des tanks et des avant-postes armés.

Vos deux peuples sont-ils aussi différents, me suis-je demandé. Vous êtes un mélange similaire de diverses cultures et origines, vous êtes tous deux un peuple de la diaspora, vous êtes également intelligents, vous avez l'esprit vif et vous êtes prompts à vous enflammer. Vous pouvez vous montrer courageux dans des situations semblables. De chaque côté, il y a des esprits créatifs d'une intégrité exceptionnelle dans leur travail. De chaque côté, aussi, il y a un nombre extraordinaire d'individus égoïstes, assoiffés de pouvoir, des fanatiques à l'esprit obscurci par les inepties divines. Ou qui les utilisent comme prétexte.

En tant que provocateur – cruel

et de sang-froid –, vous vous distinguez parmi vos pairs. Dans vos tentatives obstinées, mais mal réfléchies, pour ruiner les accords précédents et pour saboter toute possibilité de paix – sauf la paix des cimetières ou de l'exil, fondée sur le transfert total ou la disparition de l'entité palestinienne –, vous êtes en train de créer le désordre dans la région. Vous l'avez sans aucun doute planifié. Il reste à voir si les grognements de vos patrons de Washington infléchiront votre campagne de terreur calculée et de destruction absurde – ou si ce n'est qu'un écran de fumée derrière lequel aligner la guerre du monde libre contre le terrorisme. Et pour s'assurer la domination des ressources et un contrôle total des marchés, du pétrole peu cher et de la démocratie.

Les quelques jours que j'ai passés là-bas, avec la délégation du Parlement international des écrivains, m'ont laissé un ensemble d'impressions fortes, mais contradictoires. Comme la Palestine est petite ! Comme vos deux peuples sont inextricablement mêlés ! Des pierres partout. La topographie des noms familiaux venus de la Bible. La beauté de la lumière. Les tentatives pour rendre l'endroit semblable à la Suisse en y plantant des conifères exotiques. L'inhospitalité du pays, sauf dans les plaines côtières luxuriantes. L'immense tristesse des vil-

lument pas effrayés, mais on nous dit qu'ils sont sans doute traumatisés non seulement par les menaces que font planer vos hélicoptères, vos tanks préhistoriques et vos hommes en uniforme qui tirent sur tout ce qui bouge, mais aussi par tous les adultes hyperactifs qui sont autour d'eux.

**BREYTEN BREYTENBACH**, ancien militant de la lutte antiapartheid, est écrivain et peintre sud-africain.

Les vieilles femmes avec un fourlard dans certains camps de réfugiés, qui crient que vous, Sharon, vous ne les ferez jamais partir, qu'elles ont chassé vos soldats « comme des chiens ». Qui dénoncent la mollesse des Etats arabes et la lâcheté de l'Autorité palestinienne. L'extraordinaire activité des intellectuels et des artistes pendant le siège de Ramallah – discutant, riant de leur propre situation lamentable. La façon dont ils disaient : « *Nous ne voulons pas être des héros, nous ne voulons pas être des victimes, nous voulons seulement mener une vie normale.* » Leur désespoir déabusé.

Mahmoud Darwich : « *Il y a trop d'histoire et trop de prophètes dans ce si petit pays.* » La visite à Abou Amar, Yasser Arafat, un renard dans son terrier, ses mains jaunes comme de la cire appelant, dans une étreinte vide, à une « paix des braves » et « à la conscience de la communauté internationale ». Une bourgeoisie se lamentant sur la profanation du paysage palestinien. Et un avocat des droits de l'homme proclamant : « *Nous remercions Ariel Sharon pour deux choses : il a uni toutes les factions palestiniennes, et il ne nous a pas laissé d'autre choix que de résister.* »

Plus tard, le même homme, qui fume cigarette sur cigarette et qui a déjà la sueur de la mort sur lui, remarque amèrement que maintenant les gens ont la répression dans la peau et qu'ils n'ont plus rien d'autre pour se défendre que leur peau. D'où les bombes humaines.

Voici quelles sont mes conclusions contrastées : vous n'avez pas brisé l'esprit du peuple palestinien. Bien au contraire – les Palestiniens sont maintenant plus résolus que jamais à construire un Etat, peu importe que vous les persécutez. Ils ont vu le renouvellement de l'agression, ils ont su que vous ne faisiez que du pied au général Zinni, sans doute avec l'accord de Dick Cheney.

Ils savent aussi que, puisque vous les avez rendus plus forts, vous devrez frapper plus durement et plus profondément, parce que vous êtes coincé dans une impasse dont vous êtes responsable. Comme Bush dans sa croisade contre les infidèles et les désobéissants, vous devez augmenter votre distance d'avec l'éthique publique internationale, étaler encore plus de bon sens et jeter du bon argent moral après tant de fausses évaluations politiques. Ils savent que rien de ce qu'ils peuvent faire n'est capable de vous apaiser. Ils craignent que vous ayez à vous arranger avec ce crime

Non, général Sharon, les injustices subies dans le passé ne justifient ni n'excusent vos actes fascistes actuels. On ne peut pas construire un Etat viable sur l'expulsion d'un autre peuple qui a autant de droits que vous sur ce territoire

positions armées sous camouflage et de drapeaux israéliens sur des bâtiments de commandement.

Vos médias démocratiques tellement vantés, qui mentent à votre peuple, qui nient les crimes de guerre commis par vos soldats. Le mur de Berlin autour de vos colonies de Gaza (et derrière, des universités, des instituts de recherche, des hôtels de chaînes américaines, des terrains de golf) et les décombres des quartiers palestiniens détruits qui ressemblent aujourd'hui au « ground zero » de New York. La façon dont les gosses nous regardent, droit dans les yeux, abso-

contre l'humanité que vous êtes en train de commettre, que vous réussissiez à briser leur espoir d'un Etat laïque, moderne et démocratique, responsable devant sa population, et que vous ameniez le démon parmi eux. Ils savent aussi que cette volonté divise et affaiblit profondément Israël. Mais vous vous en moquez, n'est-ce pas ?

C'est ce qui est triste et horrible.

Traduit de l'anglais par Jean Guilloineau

© Parlement international des écrivains/International Parliament of Writers www.autodafe.org



## DANS LA PRESSE FRANÇAISE

### ■ FRANCE-INTER

Pierre Le Marc

A six jours du vote du premier tour, rien n'est venu réduire l'incertitude qui plane sur les résultats de la présidentielle. Le paysage que décrivent les sondages est totalement fracturé, [avec pour] effet principal d'isoler les deux grands candidats sur des territoires électoraux terriblement exigus. Au-dessous de 20 % pour Lionel Jospin, ce qui ne correspond ni à l'étiage habituel du courant socialiste, ni à la crédibilité du premier ministre. Au-dessus de 20 %, mais à peine pour Jacques Chirac, ce qui ne correspond ni au score d'un candidat soutenu par la quasi-totalité des élus de droite, ni à celui d'un président sortant. On est là dans la situation caractéristique d'un vote sanction ou du moins d'avertissement à l'égard des deux cohabitants. Il ne reste à l'un et à l'autre que six jours pour plaider le vote utile auprès de leurs électeurs déçus ou indécis. Et pour créer, si possible, la dynamique qui façonnera le second tour.

### ■ LES ÉCHOS

Favilla

Après deux siècles de démocratie, il se confirme que les électeurs d'aujourd'hui restent toujours en peine de définir clairement ce qu'ils attendent de leurs représentants. Est-ce quelqu'un en qui ils se reconnaissent et auquel ils peuvent s'identifier ? Ou bien est-il celui auquel ils ont délégué leur pouvoir pour gérer les affaires de la nation ? Cette contradiction a toujours été une pierre d'achoppement pour la démocratie, mais avait été estompée par le système des partis qui garantissait une stabilité de la représentation. Or nous assistons aujourd'hui à la volatilité d'un électoralat de moins en moins satisfait de ses représentants. Tantôt les citoyens s'impacientent qu'ils ne donnent d'eux qu'une représentation déformée. Tantôt ils leur reprochent de réduire la politique à une navigation erratique entre intéréts particuliers sans que s'en dégage aucun dessein global. Ne se reconnaissant en personne et ne se fiant à personne, les électeurs risquent de ne plus choisir leur représentant qu'en fonction de réactions émotionnelles..., quitte à se renier l'instinct d'après.

### ■ RTL

Alain Duhamel

A six jours du premier tour de l'élection présidentielle, on n'a jamais vu mobilisation aussi faible et suspense aussi grand. L'abstention va vraisemblablement battre des records présidentiels. L'indécision des Français n'a jamais été aussi élevée à la veille d'un scrutin. Leur capacité à changer d'opinion est impressionnante, celle des sondages à se tromper l'est tout autant. Résultat : tout peut arriver. Jacques Chirac et Lionel Jospin semblent assurés de participer au second tour, mais dans quel état : jamais les deux cofavoris pour le duel final n'ont obtenu à eux deux de score aussi faible depuis 1965. Le suspense continuera entre les deux tours. C'est une nouvelle campagne qui commencera dimanche soir prochain. Elle ne durera que deux semaines. Ce sera la vraie campagne présidentielle.

## AU COURRIER DES LECTEURS

### L'« ACCIDENT » DE DJERBA

Qui a déjà visité la synagogue de la Ghriba à Djerba sait que ça ne peut être qu'un attentat : ce haut lieu du judaïsme est situé dans une impasse, et les seuls véhicules qui passent devant sont ceux qui amènent les touristes et les pèlerins. Pour repartir, ils n'ont que la possibilité de faire demi-tour en contournant un olivier situé au bout de la ruelle afin de repartir dans le sens opposé. En face de l'entrée de la synagogue, il y a celle du caravansérail, qui sert à héberger des fidèles et les festivités au moment du pèlerinage du printemps. La largeur de cette petite impasse laisse à peine passer deux voitures. Il n'y a aucun commerce ni habitation à part celle du gardien. L'entrée de cette impasse est symbolisée par une sorte d'« arc de triomphe » au niveau duquel se tiennent en permanence un ou deux agents de police. Les cars amenant les touristes s'arrêtent le plus souvent avant cette

# En Allemagne, la communauté juive se sent incomprise

L'escalade dans le conflit israélo-palestinien tend les relations entre juifs et chrétiens, note le « Süddeutsche Zeitung ». La limite entre critique légitime et antisémitisme apparaît de plus en plus floue

**S'IL EST UN PAYS** où la violence du conflit israélo-palestinien est observée avec inquiétude, c'est bien l'Allemagne, où les certitudes les mieux établies sont mises à mal. Outre le fond – irrédutable – d'antisémitisme, les relations entre les Allemands, les juifs et Israël sont compliquées par le souvenir de la Shoah et le sentiment rémanent de culpabilité, la solidarité de principe avec l'Etat hébreu et l'impératif des droits de l'homme. « Depuis qu'en Israël des attentats-suicides quotidiens entraînent des innocents dans la mort et qu'en Palestine des innocents sont tués dans la chasse aux terroristes, les relations déjà compliquées entre la minorité juive et la majorité non juive ont changé », écrit le Süddeutsche Zeitung.

Après 1967, un processus du même ordre avait déjà eu lieu. Tandis que, jusque-là, l'Etat juif était considéré comme étant toujours du côté du bien, comme le David qui s'était imposé à des armées arabes

beaucoup plus nombreuses, la victoire des Israéliens avait modifié les sentiments à leur égard. Un « antisémitisme de gauche », auquel sacrifiait alors Joschka Fischer, était apparu. Il est repris aujourd'hui par le centre-droite, face à une coalition gouvernementale rouge-verte qui prend grand soin de ne pas prêter le flanc à la critique. Le porte-parole démocrate-chrétien pour la politique étrangère, Karl Lamers, souvent mieux inspiré, a traité le ministre des affaires étrangères, Joschka Fischer, de « laquais d'Israël ».

De retour d'Israël, un ancien ministre de Helmut Kohl, Norbert Blüm, a écrit à l'ambassadeur israélien à Berlin pour dénoncer « une guerre d'extermination sans retenue », expression qui, note le quotidien de Munich, rappelle les qualificatifs accolés aux actions de la Wehrmacht dans les territoires de l'Est. Un des dirigeants du Parti libéral, Jürgen Möllemann, connu pour être en affaires avec des pays ara-



bes, a semblé justifier les attentats-suicides : « Que ferions-nous si l'Allemagne était occupée ?, a-t-il dit. Personnellement, je m'y opposerais, par la force. Et je ne le ferais pas seulement dans mon pays mais également chez l'agresseur. »

### « VOTRE PAYS, PAS LE MIEN ! »

Paul Siegel, président du Conseil central des juifs en Allemagne – dont le prédécesseur, Ignatz Bubis, était membre du Parti libéral, rappelle le Süddeutsche Zeitung –, critique « la condamnation unilatérale du comportement des soldats israéliens » et regrette la dérive qui consiste à laisser poindre derrière « le combat contre Israël le

combat contre les juifs ». L'évêque protestant de Bavière reconnaît qu'il n'est « pas bon que les Allemands soient les premiers critiques d'Israël » mais s'élève contre l'idée que la solidarité avec Israël implique « un accord à 100 % avec la politique de Sharon ». Le chef de l'Eglise évangélique va plus loin : « Je dois refuser l'assimilation, a déclaré Manfred Kock, entre la critique envers la politique d'Israël et une attitude antijuive en général. »

« Ce qui m'irrite, déclare Michel Friedman, vice-président de la communauté juive allemande, qui depuis l'immigration des juifs de Russie compte parmi les plus importantes d'Europe, c'est que tout le

monde s'émeut des tirs israéliens contre l'église de la Nativité à Bethléem, mais personne du fait que des terroristes armés s'y soient réfugiés. » Le Süddeutsche Zeitung raconte une anecdote rapportée par Michel Friedman. Dans un collège, un élève lui a demandé : « Pourquoi n'allez-vous pas en Israël travailler à la paix ? » « Et pourquoi vous n'y allez pas vous ? », a-t-il rétorqué. La réponse de l'élève a fusé : « C'est votre pays, pas le mien ! »

De là à penser qu'un « consensus antisioniste » est en train de s'installer en Allemagne, il y a un pas que Michel Friedman ne veut pas franchir. « Au cours des dernières décennies, les rapports juifs, chrétiens, Allemands sont devenus plus résistants », ajoute de son côté le pasteur Friedrich. Le Süddeutsche Zeitung n'est guère convaincu. « Il s'agit plutôt de se rassurer soi-même », conclut-il.

Daniel Vernet

## SUR LE NET

Les documents cités dans cette chronique sont accessibles directement à l'adresse [www.lemonde.fr/surlenet](http://www.lemonde.fr/surlenet)

### Prisons

■ L'association d'anciens détenus Ban public vient d'ouvrir son site un observatoire des suicides dans les prisons françaises. [www.prisons.eu.org/rubrique.php?id\\_rubrique=69](http://www.prisons.eu.org/rubrique.php?id_rubrique=69)

■ En octobre 2000, une conférence organisée par la fédération française de psychiatrie étudiait « la crise suicidaire en milieu carcéral ». <http://psydoc-fr.broca.inserm.fr/conf&rm/conf/confsuicide/baronlaforet.html>

■ En 1996, la direction de l'administration pénitentiaire remettait un rapport insistant sur la nécessité de mettre en place une politique de prévention du suicide en prison. <http://lesrapports.ladocfrancaise.gouv.fr/BRP/974071736/0000.pdf>

■ Le rapport Mermaz sur la situation des prisons constate que sur les 125 suicides dénombrés en 1999, 22 avaient eu lieu dans les quartiers disciplinaires. <http://www.assemblee-nat.fr/dossiers/prisons/r2521-2.pdf>

■ Le Sénat a également dépêché une commission d'enquête qui a remis un rapport intitulé « Prisons : une humiliation pour la République ». [http://www.senat.fr/rap/199-4492/199-4492\\_mono.html](http://www.senat.fr/rap/199-4492/199-4492_mono.html)

■ La revue *Dedans-Dehors*, éditée par l'Observatoire international des prisons, estime que « le programme de prévention du suicide, initié dans onze établissements en 1997, est au point mort ». [www.oip.org/oip/publications/dd28.htm](http://www.oip.org/oip/publications/dd28.htm)

■ Le ministère de la justice publie un rapide bilan de la « prise en charge sanitaire des détenus ». [www.justice.gouv.fr/publicat/antpris.pdf](http://www.justice.gouv.fr/publicat/antpris.pdf)

vincent.truffay@lemonde.fr

# Le Venezuela vu par la presse latino-américaine

Le retour du président Chavez rouvre le débat sur la légitimité des putsches militaires

**CONTRASTE** : alors que la presse nord-américaine enterrait samedi, prématurément et sans regret, la présidence Chavez, bon nombre de médias sud-américains se sont d'emblée rangés derrière le Groupe de Rio, dont les 19 chefs d'Etat et de gouvernement d'Amérique latine et des Caraïbes ont « condamné l'interruption de l'ordre constitutionnel ». Les quotidiens de gauche sont les plus virulents. « Quel que soit le jugement que l'on puisse porter sur son attitude, le président Chavez a été élu à une écrasante majorité (...). Les soi-disant restau-

rateurs de la démocratie – ceux qui ont le pouvoir de l'argent, contrôlent les médias et bénéficient du soutien de la hiérarchie catholique – ont violé la Constitution en recourant à la force », écrit ainsi *La Jornada* de Mexico, proche des zapatistes.

Influent commentateur (modéré) du *Nuevo Herald* et du *Miami Herald*, Andres Oppenheimer estime qu'« il n'y a pas de quoi se réjouir (...). Des responsables américains et latino-américains ont argué que la tentative de coup d'Etat était une solution légalement acceptable au sanglant conflit civil vénézuélien.

Certains arguments plaident en leur faveur : Chavez pouvait avoir violé plusieurs principes constitutionnels, dont la liberté d'expression (...). Mais le fait est qu'il s'est agi d'un coup d'Etat militaire-civil contre un dirigeant élu (...). Seul résultat positif de la crise vénézuélienne : le rappel que les dirigeants autoritaires « révolutionnaires » ont tendance à rendre leur pays plus pauvre qu'avant leur arrivée au pouvoir ».

Pour *Clarín* de Buenos Aires, cette claire « tentative de coup d'Etat militaire » constitue « un intolérable retour au pire du passé »,

avec « des méthodes qui furent douloureusement monnaie courante en Amérique latine au XX<sup>e</sup> siècle ».

### LES LIMITES DU NÉOLIBÉRALISME

Certes, poursuit le quotidien modéré, M. Chavez, auquel « les capacités politiques les plus élémentaires font défaut, a perdu la boussole dès qu'il s'est agi de négocier. Il a prétendu imposer un impossible consensus, non pas comme un homme d'Etat mais comme le trouper qu'il est resté ». Cependant, « il ne fut jamais, durant ses trois années de gouvernement, l'ogre dictatorial que l'opposition vénézuélienne et certains critiques étrangers se plaisaient à dépeindre ». *Clarín* conclut : « La tension entre la démocratie et le processus économique induit par le modèle néolibéral semble commencer à se résoudre au préjudice des valeurs démocratiques : des scènes d'un vieux film que l'Amérique latine ne veut plus revoir ».

Moisés Naim, ex-ministre vénézuélien et directeur de la revue *Foreign Policy*, n'est pas d'accord : « Les coups d'Etat ne sont plus ce qu'ils étaient, écrit-il dans le quotidien espagnol *El País*. Autrefois, c'étaient les syndicats contre les entrepreneurs. Aujourd'hui, ils protestent ensemble contre des gouvernements dont la politique économique entraîne des conditions de vie insupportables. »

Opposés à M. Chavez, les grands quotidiens de Caracas ont rendu compte avec professionnalisme du retournement de situation. Mais *El Universal*, qui avait clamé vendredi que « la majorité a décidé d'en finir » avec un Chavez « se croyant invincible », a dû évacuer ses locaux sous la menace des partisans du président de retour.

lemonde.fr pour *Le Monde*

### « NEBELSPALTER » (Suisse)



**Election française.** A quelques jours du premier tour de la présidentielle française, les sondages sont plus partagés que jamais entre un Jospin qui se présente comme le « candidat de la justice sociale » et un Chirac chantre du « moins d'impôts, plus de sécurité ». **Dessin d'Oliver.** (« Courrier international » pour « Le Monde »)

entrée, en contrebas de la chausée, et les touristes font à pied les quelques mètres, accompagnés de leur guide, avant d'être accueillis par les religieux qui prient toute la journée dans la synagogue. (...) On ne voit pas ce que viendra faire une citerne pleine de gaz à cet endroit, et même si le chauffeur s'était trompé de route, il aurait été vite détourné par les agents. La seule explication possible est que le chauffeur a délibérément forcé l'entrée avant de se jeter sur le mur de la synagogue en donnant un coup de volant et d'exploser. (...)

Daniel Kabla  
Paris

**VARIATIONS SUR LE PATRIMOINE** Les estimations de patrimoine des candidats à l'élection présidentielle paraissent parfois bien modérées. En vous lisant (*Le Monde* du 9 avril), on constate que le président sortant possède un appartement de 114 m<sup>2</sup> rue de Seine, voie recherchée du 6<sup>e</sup> arrondissement, évalué à 469 238 €, soit 4 116 €/m<sup>2</sup>. Dans votre supplé-

ment « Argent » publié la veille, vous présentez les données recueillies par la chambre des notaires, qui indiquent que, en 2001, le prix moyen des appartements du 6<sup>e</sup> arrondissement est de 5 271 €/m<sup>2</sup>.

Le citoyen ordinaire pourra-t-il, un jour, jouir valablement de la même latitude pour ses propres déclarations lors d'une succession, d'une donation ou d'une vente ?

Richard Odent  
Paris

### PANACHAGE

J'ai effectué le test sur les programmes politiques (*Le Monde* du 11 avril). A ma grande surprise, j'ai donné le plus de points ex aequo à François Bayrou, Jean-Pierre Chevènement et Robert Hue, trois candidats pour lesquels je n'ai jamais pensé voter, et qui représentent un large éventail sur la scène politique française. Ce résultat surprenant, s'il était corroboré par d'autres lecteurs, expliquerait peut-être le goût des Français pour la cohabitation, qui

permet de panacher les différentes sensibilités enfouies au sein de chaque électeur.

Marianne Vormes  
Paris

### VACANCES ET CITOYENNETÉ

Comment comprendre un premier tour de la présidentielle au milieu des vacances scolaires de la zone C (du 13 avril au 29 avril) ? Professeur à Paris, je projette de passer mes vacances en province avec mes petits enfants. Citoyenne consciencieuse, je me rends après mon travail, à 16 h 30, à la mairie du 1<sup>er</sup> arrondissement, pour faire établir une procuration. Au bureau d'accueil, j'apprends que ces demandes doivent être adressées au tribunal d'instance, qui ferme à 16 heures. Pas le moindre papier qui explique la démarche à suivre. On me conseille de me rendre au commissariat, au 42, rue du Louvre. Je m'y rends, mais on me renvoie au commissariat de la rue des Bons-Enfants. Là, on me fait comprendre que je dois exhiber un billet d'avion ou de train pour justifier

mon absence. Un citoyen français de bonne foi partant en voiture dans le Lot ou en Bretagne n'a tout simplement pas le droit de se faire représenter aux élections. Je serai donc abstentionniste à mon corps défendant. Ce n'est pas faute d'avoir essayé, mais c'est à désespérer de la démocratie et de la bureaucratie républicaine !

Ursula Sarrazin  
Paris

### CANDIDAT MYTHIQUE

Chargé de mission au secrétariat général de la présidence de la République en 1963-1964, j'avais participé au groupe de travail chargé de soumettre au général de Gaulle un avant-projet de décret fixant les modalités d'application de la loi instituant l'élection du président de la République au suffrage universel. Les dispositions proposées relatives aux candidatures étaient plus libérales que celles qui ont été retenues. Sur la note présentée, le général avait, en marge, écrit cette remarque : « Et si Ferdi-

nand Lop se présentait ? » Ce petit point d'histoire pour rappeler l'humour et le bon sens du général.

Fabrice Reinach  
Paris

### MOMENT D'ÉMOTION

La reine mère fut, pour ceux de la France libre, notre meilleure et plus fidèle alliée. En dépit des conflits qui purent opposer Churchill à de Gaulle – moins violents d'ailleurs qu'on ne le dit aujourd'hui –, la reine Elizabeth se comporta toujours en amie attentive des Français libres. Cette affection (le mot n'est pas trop fort) qu'elle manifesta à notre égard n'a d'égal que le respect amical que nous avions pour elle. Elle était un peu « notre reine ». J'écris à titre personnel, mais je suis sûr que de nombreux Français libres partagent aujourd'hui l'émotion que je ressens au moment où cette belle dame toujours habillée de bleu entre dans le bleu du ciel.

Rémi Dreyfus  
Paris



## Proche-Orient : la dynamique américaine

Suite de la première page

Cette situation d'équilibre branlant, où le président Bush se retrouve en situation d'arbitre, a continué, cahotante, jusqu'à ces derniers jours, qui pourraient bien être ceux de la décision. Car deux événements simultanés se sont produits, qui forcent au débat et à la réflexion : l'échec total de la tournée arabe du vice-président Dick Cheney, le plus important partisan de la manière forte et, paradoxalement, de l'Alliance saoudienne, cette fois-ci clairement hostile à la politique générale américaine, et l'échec d'Ariel Sharon, dans des territoires palestiniens. Ensemble, les deux phénomènes obligent la direction américaine à une révision stratégique de grande ampleur.

Cette révision est d'autant plus complexe à mettre en œuvre qu'elle résulte de la véritable faille de la réflexion américaine sur la région dans son ensemble, laquelle a pour origine l'existence de deux matrices conceptuelles opposées, qui fonctionnent pourtant à l'unisson depuis les années 1950 : la première matrice est un legs de la Grande-Bretagne, la seconde un produit de synthèse israélo-turc. Incompatibles à long terme, les deux approches ont été cumulées jusqu'à la dégradation actuelle.

L'Angleterre a inventé la politique arabe, à côté de laquelle celle de la France n'est qu'une pâle copie. Celle-ci a toujours reposé sur la stabilité des monarchies de la péninsule et l'alliance idéologique avec l'islam le plus conservateur, déjà testée sur l'immense laboratoire politique qu'était l'empire des Indes, et validée par la naissance d'un Pakistan franchement pro-occidental. Transposée dans le cadre américain, cette politique aboutit à faire de l'Arabie saoudite l'allié fondamental des Etats-Unis dans la région et impliquait une retenue certaine envers le sionisme (celle du département d'Etat de Marshall et Acheson sous Truman, de George Ball sous Johnson, pour citer quelques adversaires acharnés de l'Etat hébreu outre-Atlantique), mais aussi envers le laïcisme en Turquie. Une véritable apogée de cette politique sera atteinte avec le djihad afghan, dans les années 1980, où les services secrets britanniques jouent à nouveau un rôle essentiel dans l'alliance sans rivage avec tous les islamismes et dans la mise sur pied avec leurs amis pakistanais de la solution talibane au début des années 1990.

L'ombre portée de cette politique s'est fait sentir un peu partout, des critiques de l'administration Clinton au combat laïque en Turquie, de l'aide logistique et politique fournie par les services américains et britanniques aux islamis-

tes algériens aux ménagements considérables fournis au point de vue pakistanais sur le Cachemire. Tout ici était dicté par les conceptions fondamentales d'une Arabie saoudite menacée par le défi intégriste chiite de Téhéran et qui vendait, avec l'aide de Londres, notamment à la CIA, une politique d'« endiguement sunnite », passant concrètement par la réislamisation de toutes les sociétés musulmanes, sous une impulsion wahhabite. C'est aussi au nom de cette politique que des appuis très contestables ont été fournis aux séparatistes tchétchènes, dès l'époque du général Doudaev, au début des années 1990.

### LONDRES, CENTRE INTÉGRISTE

Tout autre est l'approche israélo-turque (autrefois israélo-turco-iranienne). Celle-ci ne prend sa consistance stratégique qu'après 1956 : dès lors que l'Union soviétique, dont l'expansion est efficacement bloquée en Europe par l'OTAN, transfère une bonne part de son dynamisme vers le Moyen-Orient, où elle contracte alliance durable avec le nationalisme révolutionnaire arabe, celui de Nasser, des baasistes du Nord et du FLN algérien, il faut une dissuasion politico-militaire plus solide que les maigres armées des conservateurs arabes : l'armée turque, laïque et kémaliste ne sera plus gênée dans son combat contre la classe politique islamisante d'Anatolie. Le chah s'engagera dans une politique semblable de laïcisation et de développement autoritaires, appuyée sur une entente très étroite avec les services secrets israéliens. Et Israël, peu à peu lâché par la France gaulliste, à mesure que s'achève l'idylle nucléaire, devient à son tour une option militaire sérieuse pour les Etats-Unis.

Cette seconde option, dont l'apogée se situa sous la présidence de Richard Nixon, est rendue possible par l'existence des mêmes ennemis, communs aux deux groupes – saoudien et israélo-turc –, soviétiques et nationalistes arabes puissamment armés et soutenus par Moscou. Il suffisait à cette époque aux Américains de donner rendez-vous à leurs deux clients saoudien et israélien, à des heures différentes de la journée, pour éviter qu'ils n'aient à se rencontrer dans l'escalier. Cela, à tout le moins, le département d'Etat savait le faire.

Avec le triomphe des Moudjahidines afghans, l'effondrement de l'empire soviétique et le déclenchement de la première Intifada à la fin des années 1980, le mécanisme se dégrade singulièrement : George Bush senior défend avec énergie et dévouement l'alliance saoudienne et propose une interprétation beaucoup plus minimaliste de l'alliance israélienne.

Dans l'indifférence totale de l'opinion américaine, une entente des services saoudiens de la CIA et du SIS britannique se noue à Londres, qui devient le centre des activités intégristes à l'égal de Kharthoum ou de Peshawar. Un homme, Abu Kutaïda, circule sur cette scène londonienne en toute impunité, pour le compte d'Al-Qaïda. Les Britanniques le laisseront s'éclipser au lendemain du 11 septembre 2001.

Devant l'ampleur des dégâts, le vieux parti de la guerre aux Etats-Unis a voulu à nouveau rejouer la politique du *double bind* israélo-saoudien, avec des hypothèses et des connaissances datées, provenant de la guerre froide : Washington a cru ainsi que l'approche répressive sans faiblesses de Sharon allait infliger une leçon aux extrémistes palestiniens et permettre à terme l'émergence d'un bloc modéré qui reprendrait la négociation avec l'Etat hébreu au point où elle avait été laissée au milieu de l'automne 2000. Dans le même temps, Washington a aussi imaginé que le prince héritier Abdallah, dont les idées novatrices et nationalistes avaient été largement sous-estimées, allait rentrer dans le rang dès lors qu'il s'agissait d'en finir avec un Saddam Hussein dont il semblait que les Saoudiens le haïssaient définitivement.

Or, en quelques jours, il est clairement apparu que pas un seul responsable politique arabe ne sanctionnerait jamais une grande guerre manœuvrée contre l'Irak qui impliquerait le déploiement au sol d'environ 350 000 hommes, selon l'ancien chef du bureau irakien de la CIA Kenneth Pollak (dans le dernier numéro du *Foreign Affairs*), et l'explosion de type yougoslave d'un Irak déjà disjoint de fait en trois morceaux, kurde, arabe sunnite et chiite au sud de Bagdad. Il est apparu ensuite que, par un double jeu fort habile, Yasser Arafat est parvenu à effacer son impopularité récente, en surfant sur la vague islamiste générale, en créant, avec le Tanzim de Marwan Barghouti, un mouvement activiste efficace qui noie les modérés (israéliens comme palestiniens) dans un flot de violences inextinguibles à court terme. Arafat a donc fait prévaloir, par le courage et l'esprit de sacrifice de ses partisans, la centralité du problème palestinien, au cœur de la crise du Moyen-Orient. Sharon et Cheney peuvent déposer leur bilan, comme pour Enron, qui avait tout misé sur une baisse du prix du pétrole.

### SORTIR DE L'ORNIÈRE

Pour sortir de l'ornière actuelle : une seule solution. Dissocier le cas saoudien du cas israélien, transformer les deux alliances de guerre froide, mais différemment. Telle est l'approche de Powell et de son principal conseiller Richard Haass, le chef du Policy Planning Staff et du département d'Etat. L'Arabie saoudite d'Abdallah veut s'émanciper ? Qu'elle le fasse. Déjà Washington prépare le transfert de la

grande base de Riyad à Qatar, et la seconde base à Khobar sera remplacée par des porte-avions et des facilités dans les Emirats et à Oman. L'Arabie saoudite veut réintégrer Irakiens et Syriens dans la famille ? Qu'elle le fasse. Elle ne demande pas d'autorisation à Washington pour cela et Washington ne lui en demandera pas davantage pour bombarder plus tard quelques installations irakiennes gênantes, ou pour permettre à Israël de régler ses comptes avec le Hezbollah syro-libanais. Mais, en même temps, Washington a bien compris que l'option intégratrice d'Abdallah est à terme la plus stabilisante pour la région : aucun obstacle, aucune gêne ne seront opposés à son œuvre de consolidation interne. Mais une forte coordination américano-russe en matière pétrolière encadrera la nouvelle politique saoudienne de hausse trop rapide des prix, et limitera à l'avenir l'agressivité politico-économique du nouvel ordre.

Un *containment* nouveau est ainsi en passe de naître. De son côté, l'Arabie saoudite devra continuer à aider les Américains à capturer Ben Laden quand il sortira du Pakistan, où il est aujourd'hui réfugié, comme l'était son lieutenant aujourd'hui capturé Abu Zubeïda, et devra aussi prêter main-forte au démantèlement du mouvement islamiste Islah au Yémen. Une fois ces tâches réalisées, on pourra dissoudre l'alliance américano-saoudienne.

### SURVEILLER SADDAM

Avec Israël, c'est la solution inverse qui est retenue : affrontement à court terme, alliance de plus en plus solide à long terme. Après avoir pensé que des éloges bien sentis adressés à Sharon allaient rendre le vieux général plus coopératif à la reprise des négociations, Powell et Condie Rice poussent à présent au démantèlement de son gouvernement, sitôt passée la phase opérationnelle actuelle sur le modèle de ce qu'avait réussi Clinton avec Nétanyahou fin 1998. L'idée est de promouvoir par tous les moyens un nouveau gouvernement d'unité nationale, mais dont l'axe serait plus à gauche, reposant sur l'ancien chef de la gauche du Likoud, Dan Meridor, et sur le ministre de la défense travailliste, Fouad Ben Eliezer : ce gouvernement gèlerait les implantations et préparerait un repli en bon ordre des territoires palestiniens, prélude au démantèlement de 75 % environ des implantations. En échange, Israël se verrait proposer un traité d'alliance en bonne et due forme, et le déploiement à terme du bouclier spatial de l'avenir, à l'élaboration duquel travaille déjà du reste son industrie de défense depuis quinze ans.

Cette phase terminée, les Etats-Unis reprendraient le problème irakien (pas avant un an, a déclaré Tony Blair), mais sans doute sous la forme d'un *containment* musclé : il serait en effet possible de diminuer la tension israélo-palestinienne, et d'installer dans l'ouverture réciproque un Etat palestinien viable, tenu à bout de bras par l'Arabie saoudite et l'Union européenne, mais pas de constituer à nouveau une coalition arabe anti-Saddam. Surveiller Saddam et le punir de temps à autre par voie aérienne semble l'unique option : Tony Blair pourrait en avoir conquis George Bush.

Parvenus à ce point, les Américains pourront concrétiser la véritable alliance à trois stabilisatrice de la région : Russie-Turquie-Israël, ouverte sur un Iran démocratisé et cimentée par l'irruption du pétrole azerbaïdjanais. Ainsi tenu en respect, le nouveau paradigme national-islamique, qui domine à présent dans le Machrek arabe, connaîtra à terme les mêmes crises que le communisme stalinien et préparera par son échec politique et moral l'émergence de nouvelles solutions plus créatrices, pour une nation arabe, en voie d'unification progressive. Un tel programme n'est pas aussi prestigieux que le Gettysburg moyen-oriental dont rêve encore un Don Rumsfeld, mais il conduira, si l'on suit Powell dans sa modération et Condie Rice dans sa vision russe, à un Moyen-Orient habitable pour tous, à une Amérique mieux défendue dans ses vulnérabilités, à un islamisme enfin en recul.

Le Monde  
ÉDITORIAL

## Le droit de savoir

QUE S'EST-IL vraiment passé à Jénine, où, selon des témoins, l'odeur des corps en décomposition flottait encore dimanche ? A l'issue de combats d'une rare intensité, les morts, civils et combattants – pour autant qu'on puisse faire la différence en ce qui concerne les hommes adultes dans une guerre de cette nature –, se comptent par « centaines » selon les Palestiniens, par « dizaines » selon le ministre de la défense, Benjamin Ben Eliezer.

Cette bataille de communiqués, cette comptabilité de l'horreur, n'auraient pas de raison d'être si les opérations ne se déroulaient pas dans un huis-clos qui, généralement, ne laisse rien présager de bon. Partout dans le monde, les militaires n'aiment pas qu'on les dérange quand ils se livrent à ce qu'ils appellent du « nettoyage ». Pendant deux semaines, non seulement les médias, mais les organisations humanitaires, de l'ONU, qui gère, par l'intermédiaire de l'UNWRA, les camps palestiniens, au Comité international de la Croix-Rouge (CICR) ou aux ONG, se sont vu interdire – au mépris du droit humanitaire – tout accès aux zones occupées par Tsahal. Des blessés sont morts sans soins, des cadavres se sont décomposés dans les décombres, tandis que femmes et enfants manquaient de tout.

Et, si les journalistes sont autorisés depuis dimanche à se rendre sur le terrain, le QG de Yasser Arafat, la zone de l'église de la Nativité à Bethléem et le camp de Jénine, où ont eu lieu les plus violents combats, leur demeurent fermés. C'est

pour votre sécurité, leur a-t-on longtemps répondu. Sans doute, mais les correspondants de guerre connaissent les risques.

Il n'y a qu'un seul moyen de savoir, et, pour Israël, de prouver sa bonne foi : permettre aux témoins impartiaux de se rendre compte sur place, de compter les morts pour mettre fin à toute polémique, de décrire l'ampleur des destructions et, surtout, de venir en aide à des populations civiles en état de choc et démunies de tout. Sinon, qui croire ? Toute tergiversation ne pourrait qu'être interprétée comme une volonté de cacher une réalité qui n'est pas belle à voir.

Meilleurs « amis d'Israël », les Etats-Unis ont eux-mêmes demandé dimanche, par la bouche de la conseillère pour la sécurité nationale du président Bush, Condoleezza Rice, que les organisations humanitaires « puissent entrer » dans les camps, et souligné l'absence de « transparence » concernant le nombre de morts à Jénine. Un peu tard sans doute, mais ils sont les seuls qu'Ariel Sharon écoute encore, même s'il continue à n'en faire qu'à sa tête.

Le gouvernement israélien ne pourra jamais prouver sa bonne foi en remplaçant l'information contradictoire par des communiqués. Il peut certes compter aujourd'hui sur un large soutien de la population. Mais une guerre de ce type ne se gagne pas contre le reste du monde. D'autant que l'expérience des conflits précédents rappelle que, en dépit de tous les efforts pour la cacher, la vérité finit toujours pas réapparaître.

### Le Monde

Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani

Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ;

Noël-Jean Bergeroux.

Directeurs généraux adjoints : Edwy Plenel, René Gabriel

Secrétaire général du directoire : Pierre-Yves Romain

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel

Directeurs adjoints : Thomas Ferenz, Pierre Georges, Jean-Yves Lhomet

Secrétaire général : Olivier Biffaud ; déléguée générale : Claire Blandin

Directeur artistique : François Lichon

Chef d'édition : Christian Massol ; chef de production : Jean-Marc Houssard

Rédacteur en chef technique : Eric Azan ; directeur informatique : José Bolufer

Rédaction en chef centrale :

Alain Deboue, Eric Fottorino, Alain Frachon, Laurent Greilsamer, Michel Kajman,

Eric Le Boucher, Bertrand Le Gendre

Rédaction en chef :

François Bonnet (International) ; Anne-Line Roccati (France) ;

Anne Chemin (Société) ; Jean-Louis Andréani (Régions) ; Laurent Mauduit (Entreprises) ;

Jacques Buob (Aujourd'hui) ; Franck Nouchi (Culture) ;

Josyane Savigneau (Le Monde des Livres) ; Serge Marti (Le Monde Economie)

Médiateur : Robert Solé

Directrice des projets éditoriaux : Dominique Roynette

Directeur exécutif : Eric Pialoux ; directrice de la coordination des publications : Anne Chaussebourg

Directeur des relations internationales : Daniel Vernet

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Noblecourt, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982),

André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

Le Monde est édité par la Société Editrice du Monde (SAS)

Durée de la société : quatre-vingt dix-neuf ans à compter du 15 décembre 2000. Capital social : 145 473 550 €. Actionnaires directs et indirects : Le Monde SA, Le Monde et Partenaires Associés, Société des Rédacteurs du Monde, Société des Cadres du Monde, Société des Employés du Monde, Fonds commun de placement des personnels du Monde, Association Hubert-Beuve-Méry, Société des Lecteurs du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Europe, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Le Monde Prévoyance, Claude-Bernard Participations, Société des Personnels du Monde.

www.lemonde.fr édité par Le Monde Interactif.

Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani. Directeur général : Bruno Patino

## Précision PAR PANCHO



Alexandre Adler  
pour Le Monde

PRINTED IN FRANCE

Imprimerie du Monde  
12, rue Maurice-Gunschbourg  
94852 Ivry cedex



Le Monde  
ÉDITORIAL

Président-directeur général : Dominique Alduy

Directeur général : Stéphane Courtin

21 bis, rue Claude-Bernard - BP218

75226 PARIS CEDEX 05

Tél: 01-42-17-39-00 - Fax: 01-42-17-39-26



# ENTREPRISES

## MANAGEMENT

Pour tenter de sauver l'empire des médias bâti par LEO KIRCH, dont la faillite ébranle le monde des affaires allemand, les banquiers et les actionnaires de KirchMedia ont fait appel à Roland Berger, l'un

des consultants les plus en vue outre-Rhin. Dans un entretien au Monde, il explique pourquoi le CAPITALISME RHÉNAN a fait son temps, selon lui. Le système de participations croisées, entre banque et indus-

trie, « n'est plus viable ». Et la COGESTION « devrait être abolie ». Un discours décapant, en cette période préélectorale outre-Rhin, et que M. Berger n'hésite pas à tenir tant à Gerhard Schröder qu'à son rival

politique Edmund Stoiber. L'industrie traditionnelle et les PME, qui firent longtemps la force de l'Allemagne, seraient aujourd'hui son handicap. Le nombre de FAILLITES monte en flèche depuis cinq ans.

## Plaidoyer pour la réforme du capitalisme allemand

Dans un entretien au « Monde », le consultant Roland Berger, appelé au chevet de l'empire des médias Kirch en faillite, juge sévèrement les performances économiques de l'Allemagne. Ce proche conseiller de Gerhard Schröder estime notamment la cogestion « dépassée »

**Votre cabinet de conseil vient d'être choisi par le groupe Kirch pour l'épauler après sa mise en faillite. Quels enseignements peut-on tirer de cette affaire ?**

Je ne peux pas, vous le comprenez, entrer dans les détails, mais les difficultés de Kirch tiennent essentiellement à la télévision à péage dans un environnement concurrentiel particulièrement difficile. Nous allons aider le nouveau management de Kirch Media pour définir quel est le potentiel de réduction de coûts et présenter un plan de sauvetage. Les créateurs principaux, CommerzBank, HVB Group, Bayerische Landesbank Girozentrale et DZ Bank veulent permettre aux unités viables de survivre et d'attirer de nouveaux investisseurs.

**Est-ce que cette affaire sonne le glas d'un certain capitalisme rhénan ?**

La faillite de Kirch montre que les *old boys networks* [les réseaux d'amis] de l'Allemagne ne fonctionnent plus comme avant. Le système de participations croisées, de relations fortes entre les acteurs qui contrôlent et qui sont contrôlés, n'est pas viable. La cogestion à l'allemande – la « *Mitbestimmung* » – me paraît dépassée et devrait être abolie, même si personne ne prendra cette décision en période électorale. En France, au Royaume-Uni, en Italie, le conseil de surveillance est responsable devant les actionnaires. En Allemagne, il doit rendre des comptes, selon la loi, à l'entreprise. Mais qui est l'entreprise ? Les salariés, le management, les clients ? Dans le conseil de surveillance sont représentés les syndicats, les salariés, les cadres, les actionnaires... Il y a



XPN-REA

trop d'enjeux, les intérêts sont trop différents. Ce modèle rhénan est amené à disparaître.

Si l'on parle du modèle rhénan tel qu'il a été défini en 1948, c'est-à-dire d'une économie de marché sociale, il est viable s'il est réformé. Il faudrait moins de taxes, moins de prélèvements pour les dépenses de santé, une plus grande flexibilité du travail... Cela pourrait être un modèle continental européen comme on le voit en Scandinavie, qui conjugue l'efficacité du marché à l'idée de solidarité individuelle.

**L'affaire Enron a ébranlé le capitalisme américain. Quelles leçons en tirez-vous ?**

L'Europe ne doit pas être impressionnée par le modèle américain de gouvernement d'entreprise. L'avidité ne paie jamais et, de façon évidente, la culture anglosaxonne est plus construite sur la valeur de l'argent que la culture européenne. L'affaire Enron est la conséquence d'une stratégie uniquement dédiée à l'actionnaire. Les entreprises n'ont pas été créées pour enrichir les actionnaires,

mais pour offrir aux consommateurs les meilleurs produits et services au meilleur prix. C'est en faisant cela qu'elles vont générer de la croissance, de la rentabilité et, donc, rémunérer les personnes qui ont investi dans le capital.

**Pensez-vous que le modèle anglo-saxon est allé trop loin ?**

Ces quinze dernières années, aux Etats-Unis et, dans une certaine mesure, au Royaume-Uni, l'aspect financier a fortement prévalu pour les entreprises : rémunération excessive des dirigeants, vision à court terme pour l'actionnaire, exagération dans les notations des entreprises. Cela dit, il faut bien le reconnaître, la productivité du capital aux Etats-Unis est le double de celle de l'Europe, alors que la productivité du travail est identique à celle de l'Allemagne.

**Comment décririez-vous la situation économique de l'Allemagne ?**

« Notre vrai problème vient des 3,3 millions de PME qui ont encore les vieilles structures des sociétés industrielles »

Le bilan n'est pas bon. Notre croissance n'a été que de 0,5 % en 2001, et 2002 ne sera pas bien meilleure. Notre taux de chômage est inacceptable, nous perdons des parts de marché mondiales et sommes passés, en dix ans, de 12,6 % à

9,6 %. Nous avons une crise d'innovation : nous déposons 120 brevets par an et par million d'habitants, alors que les Etats-Unis en déposent 292.

Notre structure industrielle est encore trop orientée sur l'ancienne économie. La France – comme d'autres pays – est beaucoup plus tournée vers les services et les nouvelles technologies. L'Allemagne dépense 1,9 % de son produit intérieur brut (PIB) pour subventionner les vieilles industries alors que les Etats-Unis n'y consacrent que 0,4 %. Nous sommes tellement focalisés sur l'industrie que nous avons besoin de 2,4 % de croissance pour créer des emplois, alors que les Etats-Unis n'ont besoin que de 0,5 % de croissance pour obtenir le même résultat.

**Des entreprises industrielles éblouies, comme General Electric ou Fiat, se sont fortement tournées vers les services. Les industriels allemands ont-ils raté le virage des services ?**

Non, non ! Nos managers sont aussi intelligents que les autres. Ils ont bien compris, à l'image de Siemens et de Preussag, le virage qu'il était nécessaire de prendre. Les multinationales vont plutôt bien et se développent à l'étranger pour améliorer leurs performances. Notre vrai problème vient des 3,3 millions de PME qui ont encore les vieilles structures des sociétés industrielles. Elles emploient 70 % des salariés et 80 % des apprentis allemands, mais ne génèrent que 57 % du PIB. Le système de l'apprentissage n'est pas du tout adapté à une économie de services. L'apprentissage américain est celui de la nouvelle économie avec des étudiants qui vont voir des

capital-risquiers et qui montent des start-up ! En 2000, 142 milliards d'euros avaient été dépensés par le capital-risque dans les nouvelles entreprises dans le monde. Les Etats-Unis en ont capté 73 %, l'Allemagne, uniquement 3,5 %.

**La Bourse allemande n'a pas réussi à créer un réseau européen comme la Bourse de Paris avec Euronext. Est-ce un handicap pour l'Allemagne ?**

La tentative de rapprochement de Francfort avec Londres a été mal gérée. D'une façon générale, notre marché de capitaux pose pro-

blème. La capitalisation boursière de l'ensemble des entreprises américaines représente 127 % du PIB américain, alors que les entreprises allemandes ne pèsent, en Bourse, que 65 % du PIB. Nous n'avons pas assez d'entreprises cotées en Allemagne et notre marché financier n'est pas assez efficace, car il n'est pas centralisé comme aux Etats-Unis ou en France. Nous avons encore sur notre territoire huit places boursières !

**Comment percevez-vous les entreprises françaises ?**

Le secteur privé français, comparé à l'Allemagne, se porte très bien. Aventis, Renault, PSA, Vinci, TotalFinaElf, Suez, BNP Paribas, Danone, vos grandes entreprises ont beaucoup progressé, en productivité, en flexibilité, en innova-

### Rupert Murdoch convoite toujours Première

Le groupe du magnat des médias australo-américain Rupert Murdoch est prêt à investir 600 millions d'euros dans la chaîne à péage allemande Première, filiale de Kirch en énormes difficultés financières, rapporte l'édition dominicale du quotidien *Die Welt*. En échange, Murdoch prendrait le contrôle de Première, dont il détient déjà 22,03 %, via son bouquet satellitaire BSkyB. Citant des sources « proches des négociations », le journal affirme que les banques seraient aussi prêtes à participer au plan de redressement.

Première perd près de 1 million d'euros par jour et aurait besoin, selon les analystes, d'environ 2 milliards d'euros de capitaux au cours des trois prochaines années pour être remise à flot.

tion. Elles se sont converties beaucoup plus vite aux nouvelles technologies. Les salariés français travaillent plus que les Allemands (1 771 contre 1 592 heures par an), ils coûtent moins cher (20,4 euros par heure contre 29,5 euros en Allemagne) et la productivité en 2001 a augmenté de 1 % en France contre 0,7 % en Allemagne. Cependant, l'Etat français est, à mon sens, bien trop impliqué dans l'activité économique. Votre secteur public est bien trop lourd.

**Propos recueillis par Laure Belot**

### PROFIL UN CONSEILLER TRÈS ÉCOUTÉ DU MONDE POLITIQUE

Dans son bureau munichois, Roland Berger affiche d'emblée ses préférences pour un art contemporain abstrait. D'immenses toiles aux tonalités blanches mangent les murs et donnent à cette pièce un ton décalé. Une image qui convient bien à cet agitateur d'idées, qui revendique une liberté de ton peu commune dans ce milieu feutré. A 64 ans, M. Berger est devenu une figure incontournable en Allemagne : cette personnalité du lobby patronal est le président fondateur d'une des plus importantes sociétés européennes de conseil.

Créée en 1967, alors que son fondateur venait de fêter ses 30 ans, Roland Berger Strategy Consultants emploie désormais plus de 1 700 personnes dans 22 pays. Elle concurrence les anglosaxons McKinsey, Bain ou Booz Allen et Hamilton. Cependant, tandis que ces derniers rafflent souvent la mise pour des études « stratégiques »,

le cabinet allemand est plébiscité pour des travaux de réorganisation ou de restructuration.

Outre-Rhin, M. Berger peut se vanter de conseiller à la fois le chancelier social-démocrate Gerhard Schröder et son rival pour les élections législatives de septembre, le conservateur Edmund Stoiber (CSU). On dit qu'il tutoie le premier, mais il aurait joué un rôle-clé pour convaincre le second de se lancer dans la course à la chancellerie. S'il se refuse à prendre parti, cet homme, réputé proche de la CSU, plaide pour de nouvelles réformes. Début 2002, dans un entretien au *Spiegel*, M. Berger estimait que M. Stoiber, ministre-président de Bavière, le Land où est implantée sa société, « est avec certitude un meilleur dirigeant économique, au moins sur le plan régional ». A l'instar de Ferdinand Piëch, l'expatréon de Volkswagen, il fait partie des quelques personnalités du monde des affaires que

M. Schröder consulte. Il lui a organisé récemment un dîner avec les grands patrons français. Il appartient aussi à la commission mise en place pour réfléchir à des mécanismes de défense anti-OPA, après le choc suscité par l'absorption de Mannesmann par le britannique Vodafone, courant 2000.

Avec un chiffre d'affaires d'environ 520 millions d'euros en 2001, son cabinet a connu une croissance très rapide lors de la dernière décennie et conseille Volkswagen, Preussag, Luftansa... Avec des ratés qui ont à peine écorné la réputation du fondateur : aux côtés de la Deutsche Bank, le cabinet avait mis au point le plan de relance du géant du BTP Philipp Holzmann, en 1999. Un groupe alors sauvé in extremis par M. Schröder, mais qui vient de déposer le bilan.

L. Be. et P. Ri.

## Les recettes de l'entreprise appliquées à l'Etat

**UN PAYS** peut-il être géré comme une entreprise ? C'est, en tout cas, le credo de Roland Berger. Depuis des années, cet expert en management conseille le chancelier Gerhard Schröder (SPD), mais aussi son principal opposant pour les élections législatives de septembre, Edmund Stoiber (CSU), ministre-président de Bavière. L'homme joue aussi les intermédiaires avec les milieux d'affaires. « Un gouvernement doit écouter le monde de l'entreprise et pas seulement lui demander des faveurs ou lui dire ce qu'il faut faire », ironise-t-il.

Son analyse du secteur public allemand, qu'il trouve trop coûteux, est sans appel : « Le gouvernement Schröder a réformé les impôts, la sécurité sociale, la politique d'immigration... Mais il n'est pas allé assez loin. Trois grandes actions manquent encore : une dérégulation du marché du travail, une réforme du système de santé et une réforme du système éducatif. Nous n'investissons pas assez dans le futur : nous ne dépensons que 4,4 % du produit intérieur brut annuel pour l'éducation privée ou publique, alors que la moyenne européenne est de 5,5 % ».

### LIBÉRALISME SOCIAL

Un franc-parler qui n'a pas l'air de déranger ses clients politiques, pourtant plus habitués aux discours policés. « Messieurs Schröder et Stoiber acceptent volontiers mes analyses, mais ils ne sont pas aussi radicaux dans la mise en place des réformes », explique-t-il dans un sourire. Des compromis sont nécessaires. « Ce conseiller haut de gamme prône un libéralisme social, qui veut conjuguer l'efficacité anglosaxonne et une solidarité tout européenne. « Je remarque que les activités économiques sont en général beaucoup plus efficaces et innovantes quand elles sont gérées par le secteur privé », affirme-t-il, ce qui n'empêche pas l'Etat de jouer son rôle de régulateur : il doit contrôler que les infrastructures existent bien, que les services offerts le sont à un prix

acceptable pour le citoyen, que la sécurité est garantie et qu'il n'y a aucune discrimination d'aucune sorte pour y avoir accès. »

Et de définir quels devraient être les nouveaux contours de l'Etat. « Je ne crois pas que l'électricité, la banque ou les télécommunications doivent appartenir au secteur public », estime-t-il. Un gouvernement devrait, selon M. Berger, « faire la même chose qu'une entreprise, c'est-à-dire se concentrer sur ses métiers de base : la sécurité intérieure et extérieure, le système légal et la justice, l'instauration d'un cadre économique qui comprend un contrôle de la libre concurrence, l'éducation, le bien-être, la protection de l'environnement... » Et de pronostiquer que, « dans six à sept ans, même le transport ferroviaire allemand devra être privatisé ». Une prévision d'autant plus intéressante, et intéressée, que son cabinet est le conseiller attitré des chemins de fer allemands. « Au Royaume-Uni, cela a été mal géré », explique M. Berger. Les infrastructures ont été concédées sans une régulation claire sur la sécurité et les prix. Mais prenez l'exemple du Japon. La qualité de service est exemplaire : le retard moyen sur l'année est de douze secondes. »

Sous sa houlette, l'Allemagne teste en grandeur nature cette nouvelle approche : le ministère de la défense va ainsi « externaliser » toutes ses fonctions non militaires. Des co-entreprises vont être créées avec des sociétés privées dans le domaine informatique, pour la gestion de la flotte, pour la formation, le management de la nourriture ou des uniformes... Un projet sur lequel son cabinet travaille depuis 2001 et qui devrait « porter réellement ses fruits vers 2005-2006 », explique M. Berger, qui ne compte pas s'arrêter là : « Nous travaillons sur des projets similaires pour le ministère des affaires étrangères et le ministère des finances. »

L. Be.

## Quatre faillites spectaculaires et une myriade de défaillances

En 2002, le nombre de dépôts de bilan d'entreprises pourrait dépasser les 40 000

### FRANCFORT

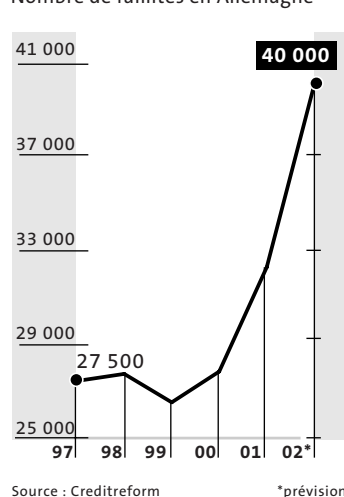
de notre correspondant

Après une mini-récession au second semestre 2001, l'Allemagne est confrontée à une vague de faillites sans précédent. Selon les experts, leur nombre devrait battre un nouveau record cette année pour atteindre, voire dépasser, les 40 000. En 2001, 32 300 cas ont été enregistrés, toutes catégories confondues. Difficultés conjoncturelles, éclatement de la bulle technologique, problèmes structurels des entreprises concernées, dans des secteurs parfois en crise, expliquent la multiplication des défaillances. La mise en cessation de paiements de quatre sociétés en vue, en moins d'un mois, donne une dimension spectaculaire au phénomène.

► **Kirch** : le groupe de médias est à l'agonie. Son navire amiral KirchMedia a déposé le bilan, le 8 avril. C'est la plus importante faillite de l'après-guerre en terme de volume de créances : l'empire bâti par Leo Kirch doit au minimum 6,5 milliards d'euros à ses créanciers. Surendetté, il a été plombé par les pertes du bouquet à péage Première, au bord de la

### DÉRAPAGE

Nombre de faillites en Allemagne



Source : Creditreform

\*prévision

cessation de paiements. Des pourparlers sont en cours avec ses actionnaires pour tenter de recapitaliser la société. La constellation Kirch emploie plus de 10 000 personnes. Dans un secteur en forte croissance, elle doit être restructurée sous le contrôle d'un pool bancaire. Certaines de ses activités

vont passer dans le giron d'autres groupes, mais les convoitises de Rupert Murdoch ou du groupe de Silvio Berlusconi suscitent de fortes réserves en Allemagne.

► **Philipp Holzmann** : l'ancien numéro deux du bâtiment a jeté l'éponge fin mars. Sauvée en extrême après une intervention du chancelier Gerhard Schröder, à la fin 1999, l'entreprise (23 000 salariés) n'a pu mener à bien son redressement dans un secteur en crise chronique. Malgré plus de 5 000 suppressions d'emplois en deux ans, Holzmann a souffert de la situation désastreuse du marché immobilier dans les nouveaux Länder. Mais, cette fois, les banques ne sont pas parvenues à se mettre d'accord pour refinancer un groupe plus que centenaire. Et M. Schröder, à six mois des élections législatives, s'est gardé d'intervenir.

► **Fairchild-Dornier** : le constructeur d'avions est en cessation de paiements depuis le 2 avril. Avec 3 600 salariés en Allemagne, et 700 aux Etats-Unis, la société est dans l'attente d'un plan de recapitalisation lui permettant de financer le développement de son

dernier modèle d'avion de transport régional, qui devait entrer en service en 2003. Les investissements consentis pour le développement de cet appareil ont mis l'entreprise en difficulté, malgré un carnet de commandes déjà bien pourvu. Les pouvoirs publics allemands, c'est-à-dire l'Etat fédéral et le Land de Bavière, où est implanté le groupe, pourraient apporter leur contribution à un plan de relance. Fairchild-Dornier pourrait aussi passer dans le giron d'un de ses grands concurrents ; l'américain Boeing pourrait être intéressé.

► **Herlitz** : le fabricant de fournitures de bureau installé à Berlin a déposé le bilan le 3 avril. 3 000 emplois sont touchés, dont 1 900 en Allemagne. Le consortium bancaire propriétaire de 70 % de son capital, sous la houlette de la Deutsche Bank, a refusé de mettre la main à la poche une nouvelle fois pour assainir la société. Fondée en 1904, celle-ci a souffert des coûts de la main-d'œuvre en Allemagne. Elle était en difficulté chronique depuis cinq ans.

Philippe Ricard



## En Chine, les banques étrangères se plaignent d'une interprétation restrictive des règles de l'OMC

Au terme d'un nouveau règlement, Pékin demande aux établissements de se recapitaliser dans des proportions importantes. Seuls quatre d'entre eux pourraient se conformer à cette obligation

### SHANGHAI

de notre envoyé spécial

Perplexité et scepticisme... Les banquiers étrangers sont plongés depuis quelques semaines dans d'intenses réflexions sur l'avenir de leur présence en Chine. Ironie de l'histoire : c'est l'entrée du pays dans l'Organisation mondiale du commerce (OMC), censée pourtant leur ouvrir grand les portes du marché chinois, qui motive leur posture dubitative. Le nouveau dispositif réglementaire, publié fin janvier par la banque centrale, définissant les règles du jeu auxquelles seront soumis les établissements étrangers dans le cadre de l'OMC, a confirmé ce que d'aucuns craignaient. Pékin multiplie les verrous. La clarification intervenue a au moins le mérite d'accélérer des redéploiements stratégiques. « On ne pourra plus dire : il faut être en Chine parce qu'il faut être en Chine, explique un banquier. Il faut maintenant que les états-majors se posent des questions fondamentales qu'ils ne se posaient plus. »

Aux termes des nouvelles règles, les établissements bancaires internationaux sont en effet tenus de réinjecter des fonds propres dans des proportions qui apparaîtront dissuasives à beaucoup. La hauteur de la recapitalisation varie avec la gamme de métiers et le segment de clientèle (étrangers ou Chinois). Lorsque l'ouverture graduelle sera achevée en 2007, une banque gagnant des opérations en devises étrangères et en renminbis (la monnaie locale) avec des clients internationaux aura dû

recapitaliser à hauteur de 72 millions de dollars (81,7 millions d'euros) par succursale, auxquels s'ajoutent une exigence de ratios prudentiels très contraignants.

« Alors que la rentabilité en Chine est plutôt faible – inférieure à 5 % – comment voulez-vous que l'on justifie auprès de nos actionnaires une telle recapitalisation ? », s'interroge un professionnel européen. « Il est difficile de ne pas y voir du protectionnisme déguisé », regrette Didier Balme, directeur de la BNP Hongkong. Si la banque étrangère décide néanmoins de rester en Chine – un départ est politiquement très coûteux –, elle devra probablement se recentrer autour d'un pôle.

La publication de ces règles a levé un coin du voile sur la stratégie de Pékin. Celle-ci consiste à hurler au loup étranger, pour forcer les banques chinoises à se réformer, tout en érigeant un solide sas de sécurité à l'entrée de la bergerie chinoise. Avec le recul, on mesure mieux le caractère artificiel de l'alarmisme orchestré par Pékin. Plombé par des sureffectifs – les quatre banques commerciales d'Etat emploient près de 1,6 million de salariés –, des monceaux de créances douteuses (plus de 40 % de leurs actifs) et l'absence d'une culture du crédit, le secteur bancaire chinois est en effet techniquement très vulnérable, mais l'OMC l'expose à une menace plus imaginaire que réelle. Les garde-fous érigés par Pékin le protègent.

En fait de péril, seul quatre établissements sont prêts à déboursier par succursale les 72 millions de

dollars requis pour accéder au marché local des opérations en renminbis : HongKong and Shanghai Banking Corporation (HSBC), Citibank, Standart Chartered et Bank of East Asia (Hongkong). Pékin les courtise ostensiblement. Elles sont les premières banques étrangères à s'être vu accorder récemment l'autorisation d'effectuer des opérations en devises avec des particuliers ou des entreprises chinoises. Le marché est juteux : 135 milliards de dépôts libellés en dollars, soit environ 7 % du total de l'épargne ban-

pertise financière. HSBC va ainsi entrer dans le capital de la Shanghai Bank à hauteur de 8 %. Une rumeur insistante veut que Citibank soit sur le point de conclure un accord avec deux autres banques shanghaiennes, la Banque des communications et la Banque de développement de Pudong.

Une stratégie identique de partenariat se dessine pour un deuxième groupe d'établissements étrangers qui, délaissant à d'autres les coûteuses ambitions de banque de détail, vont concentrer leurs efforts sur le marché des capitaux. A l'heure où ces banques, concurrencées par des établissements chinois de plus en plus agressifs, perdent du terrain sur leurs métiers traditionnels – crédit export, lettres de crédit, prêts en devises, voire syndication –, elles ne jurent plus que par la gestion d'actifs.

C'est tout le sens du projet de société mixte conclu entre BNP Paribas et la maison de titres Changjiang Securities (basé dans la province du Hubei). Vue l'abondance d'un capital bon marché en Chine même, un nombre croissant d'entreprises tendent à solliciter les deux Bourses locales (Shanghai et Shenzhen) plutôt que les places étrangères, soit autant de parts de marché perdues pour les banques d'investissement étrangères. Celles-ci vont donc se focaliser davantage sur le marché des capitaux chinois mais il leur faut pour cela monter des sociétés mixtes. D'où l'initiative de BNP Paribas.

Frédéric Bobin

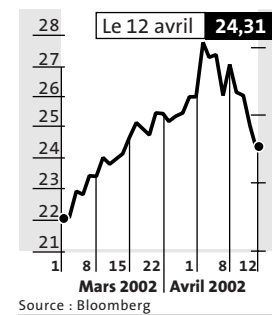
## Le prix du pétrole monte avec le retour de Chavez

LE PRIX du pétrole est reparti à la hausse après l'annonce du retour d'Hugo Chavez à la présidence du Venezuela, dont il avait été chassé 48 heures plus tôt (lire pages 5 et 6). Lundi 15 avril, lors des premiers échanges sur le marché gris – le marché officiel n'étant pas encore ouvert –, les cours du pétrole augmentaient de 0,92 dollar pour atteindre 24,39 dollars, alors qu'il avait baissé de plus 1,50 dollar, à l'annonce du départ de M. Chavez.

Oubliant un instant les tensions au Proche-Orient, le marché avait alors porté toute son attention sur les déclarations du directeur de la société pétrolière nationale, la PDVSA, qui semblait donner la nouvelle politique pétrolière du Venezuela. Celui-ci avait alors déclaré que les quotas de production du pays devraient être fixés à l'avenir en fonction de la situation du marché et non plus selon les calculs de l'OPEP. Le retour de M. Chavez au pouvoir aux yeux des opérateurs du marché signifie que le Venezuela, troisième pays producteur, va strictement respecter la politique de quotas défendue par l'OPEP, dont il est un des plus ardents soutiens. L'ensemble des membres du cartel pétrolier s'est félicité du rétablissement d'Hugo Chavez à la présidence du Venezuela.

### CHOC VÉNÉZUELIEN

Le baril de Brent en dollars à Londres



Source : Bloomberg

## 120 000 millionnaires en Suisse

SUR UNE POPULATION totale de 7,28 millions d'habitants, la Suisse compte 120 000 millionnaires en francs suisses, révèle une étude de deux sociologues helvétiques, sobriement intitulée *La richesse en Suisse*. L'ouvrage de Ueli Mäder et Elisa Streuli indique que ces nantis représentent 3 % des contribuables, mais qu'ils détiennent la moitié de la fortune privée du pays. Il souligne également que 12 000 personnes ou familles, soit 3 %, possèdent 5 millions de francs suisses (3,4 millions d'euros) ou plus. Les cent plus riches habitants du pays ont multiplié leur fortune par 5 en dix ans, tandis que les ménages non imposables représentent un tiers de la population. Le livre distingue quatre groupes de nantis : les familles de l'ancienne aristocratie, les familles d'industriels, les riches d'après-guerre et les managers de la finance ou de l'informatique qui ont constitué leur fortune au cours des années 1990.

## L'euro prend doucement le rôle de monnaie de réserve

APRÈS AVOIR été adopté par plus de 300 millions d'Européens, l'euro s'installe doucement dans le rôle de monnaie de réserve pour les banques centrales, ont constaté, dimanche 14 avril, plusieurs intervenants lors d'un séminaire dans le cadre de l'Ecofin d'Oviedo. « L'utilisation de l'euro comme devise internationale s'accroît progressivement », a noté le président de la Banque centrale européenne (BCE), Wim Duisenberg. Mais il faudra, selon lui, encore beaucoup de temps pour que la devise européenne concurrence vraiment le dollar. Le billet vert a mis plus de soixante ans à devenir une monnaie de réserve. Tout en saluant le « fantastique succès » de la monnaie unique, le gouverneur de la Banque d'Angleterre, Edward George, a expliqué les réticences des Britanniques. Lundi matin 15 avril, un euro valait 0,88

### STABILISATION

L'euro en dollars



Source : Bloomberg

dollars. – (Reuters.)

### INDUSTRIE

■ **SONY : le géant japonais de l'électronique** est sur le point de céder sa participation majoritaire dans sa filiale d'assurance Sony Life Insurance à l'américain GE Capital, rapporte, lundi, le quotidien japonais *Sankei Shimbun*. Sony pourrait vendre sa participation pour un montant compris entre 4,31 milliards d'euros et 6,93 milliards d'euros.

■ **TELECOM ITALIA : l'opérateur italien des télécommunications** pourrait signer, dans les prochains jours, une lettre d'intention pour céder sa filiale française 9 Telecom « autour de l'été », rapporte, lundi, *Les Échos*. Selon le journal : « Un conseil d'administration serait prévu en début de semaine. »

■ **NORTHROP GRUMMAN : le groupe de défense américain** a relevé de 5,9 à 6,7 milliards de dollars (6,69 à 7,60 milliards d'euros), dimanche, son OPE hostile sur son concurrent TRW, qui s'est engagé à l'examiner. L'offre a été en outre étendue au 3 mai à minuit, alors qu'elle avait expiré le 12 avril.

■ **MC DONALD'S : une trentaine de salariés de l'établissement de Goussainville (Val-d'Oise)** sont en grève illimitée depuis samedi après-midi. Les employés ont décidé de cesser le travail afin d'obtenir des augmentations de salaire et l'amélioration de leurs conditions de travail.

■ **VIRGIN : des salariés du magasin Virgin Megastore des Champs-Élysées (Paris)** ont observé un débrayage, samedi matin. Ils ont repris le travail dans l'après-midi, laissant une semaine à leur direction « pour produire un texte contenant des augmentations de salaire, sous peine de reprendre la grève samedi prochain dans des modalités à définir ».

### SERVICES

■ **EDF : l'électricien français** a « formellement » démenti, dimanche, « que serait aujourd'hui en préparation une ouverture de capital ». L'hebdomadaire britannique *The Business* a évoqué, dans son édition du 14 avril, une ouverture du capital d'EDF de 30 % après les élections en France, contre 30 milliards d'euros.

### FINANCE

■ **SCOR : le réassureur français** a annoncé, lundi 15 avril, l'accord de cession de sa filiale américaine d'assurance directe, Fulcrum (45,6 millions de dollars, soit 51,7 millions d'euros, de chiffres d'affaires en 2001), au groupe américain Argonaut.

### RÉSULTATS

■ **ETISALAT : la compagnie émiratie de télécommunications** a annoncé, dimanche 14 avril, un bénéfice net de 776 millions d'euros en hausse de 5,8 % par rapport à l'an dernier.

■ **MACIF : la mutuelle niortaise** a annoncé lundi matin un résultat de 172 millions d'euros en 2001, contre 56 millions un an plus tôt. Ce triplement s'explique notamment par l'impact de la vente d'un portefeuille de centres commerciaux. Avec 4,3 millions de sociétaires, la Macif a réalisé un chiffre d'affaires en hausse de 9 %, à 3,29 milliards d'euros en 2001.

## Les grands patrons de l'AFEP préconisent une révision du droit du travail

L'ASSOCIATION française des entreprises privées (AFEP) propose de revoir de fond en comble un droit du travail qu'elle juge inadéquat. Dans un rapport confidentiel, l'organisme patronal détaille un arsenal de mesures, élaboré en concertation avec ses 82 adhérents, qui sont tous des grands patrons dont les firmes ont un chiffre d'affaires de plus de 1 milliard d'euros.

Sous le couvert d'une « simplification » et d'une « clarification », le projet de « rénovation » de l'AFEP (dont le président est Bertrand Collomb, PDG de Lafarge) s'apparente davantage à une « révision » du droit dans des domaines aussi variés que la durée du travail, l'actionnariat salarié, le dialogue social ou le licenciement. A la loi, le soin d'établir « les principes d'ordre public », « les droits fondamentaux et les règles communes » et, pour le reste, vive la négociation d'entreprise, fait valoir en substance l'association. Elle demande au législateur de garantir la sécurité juridique des entreprises, en respectant leurs accords, et suggère que « sur le modèle de la Cour de justice des communautés européennes », la Cour de cassation puisse « utiliser la faculté de déclarer sa décision non rétroactive ». Autant de revendications nourries, notamment, par l'évolution de la législation sur la durée du travail et de la jurisprudence sur le licenciement,

à l'origine de nombreux contentieux. L'optique libérale de l'AFEP, qui demande aussi la reconnaissance par la loi des accords signés au niveau d'un groupe, s'accompagne de propositions inattendues, comme la négociation du plan social, rejetée par le Medef, ou la présence d'actionnaires salariés dans les organes de direction (mais à condition de pouvoir revoir à la baisse celle des membres du comité d'entreprise...).

### EXIGENCES DURCIES

Sensible aux dysfonctionnements créés par l'empilement des structures, l'AFEP préconise de fusionner les fonctions de délégué du personnel, de comité d'entreprise (CE) et de comité d'hygiène et de sécurité dans une instance unique de représentation du personnel (IUR), dotée de la capacité de négocier. A défaut, elle pense que le CE devrait traiter des conditions de travail et qu'il faudrait une meilleure articulation entre comité de groupe et comité d'entreprise européen, deux instances largement redondantes. L'association n'en reste pas là : elle voudrait substituer à la négociation annuelle obligatoire instituée par les lois Auroux une négociation tous les deux ans. Elle réclame une limitation des heures de délégation en dehors du temps de travail, conditionne son approba-

tion des accords majoritaires à l'extension du champ des accords dérogatoires et durcit ses exigences en matière de constitution d'une section syndicale.

La prévention et la gestion du licenciement font l'objet d'un long chapitre. Ce qui n'a rien de surprenant : le droit français dans ce domaine est l'un des plus compliqués et des plus protecteurs d'Europe, de l'avis de juristes spécialisés, et la jurisprudence a contraint des entreprises à réintégrer, après des années, des salariés licenciés. L'AFEP suggère qu'« à titre expérimental », employeurs et organisations syndicales négocient le contenu du plan social « en contrepartie d'une simplification des procédures et d'une amélioration de la sécurité juridique ». Ainsi, « la signature d'un accord collectif emporterait l'irrecevabilité des recours collectifs et individuels sur le motif économique et sur le contenu du plan social ». L'AFEP est favorable à la suppression de l'obligation de plan social lorsque moins de dix salariés ont refusé les modifications de leur contrat de travail. Elle propose de simplifier l'information-consultation du CE et de réduire les délais de licenciement, que la loi de modernisation sociale a allongés.

Claire Guélaud

## De l'art délicat de manier les informations confidentielles



EXPERTISE

Droit du travail

LA DIRECTIVE du 11 mars 2002 invite les chefs d'entreprise des Quinze à « informer et consulter les représentants des travailleurs en temps utile » : en principe en amont de leurs décisions. Mais elle indique également que « l'employeur n'est pas obligé de communiquer aux représentants du personnel des informations ou de procéder à des consultations lorsque leur nature est telle que, selon des critères objectifs, elles entraveraient gravement le fonctionnement de l'entreprise ou lui porteraient préjudice ». L'article 6 percuté donc le droit français connaissant seulement une « obligation de discrétion » visant les membres du comité d'entreprise, pour des informations présentant un caractère confidentiel et données comme telles par l'employeur.

Chacun voit midi à son clocher. Il est parfaitement légitime que les représentants des salariés soient les premiers informés de l'évolution future de leur propre entreprise. Et les larmes de crocodile de dirigeants écartelés entre leurs obligations de transparence boursière et

celles du droit du travail sèchent rapidement lorsqu'est fait le bilan des infractions d'initiés au sens large : elles émanent logiquement du cercle des décideurs, les représentants des salariés en étant absents.

L'unique contentieux français visant deux syndicalistes d'Aérospatiale soupçonnés d'avoir transmis à un journaliste des informations confidentielles, s'est soldé devant le tribunal correctionnel de Paris, le 13 février, par une relaxe. Cette délicate question ne vise par ailleurs que certaines opérations, pour des sociétés cotées : le droit boursier a donc bon dos pour s'affranchir de toute information préalable des salariés.

### TERME TROUBLANT

Mais il est également vrai que cette obligation de « discrétion » a de quoi émouvoir le monde des affaires, en ces temps d'Internet, car il ne s'agit plus alors d'être « discret », mais de secret absolu (« motus », par antiphrase). Et le terme d'informations « confidentielles » est troublant : être dans la confiance, n'est-ce pas déjà être « initié » ?

Mais vu les enjeux respectifs, le droit boursier et de la concurrence prévaut systématiquement dans la pratique sur l'obligation d'informa-

tion préalable du comité. Dans son rapport de 1998, la Commission des opérations de Bourse (COB) avait souligné ce « téléscopage entre le droit du travail et la réglementation boursière et financière », s'agissant par exemple d'un chef d'entreprise lançant une OPE hostile ; s'il respecte le code du travail et informe préalablement son comité d'entreprise, les autorités boursières (françaises mais aussi étrangères) peuvent lui reprocher cette inégalité de traitement ; mais s'il lance l'opération sans consultation préalable, ce même comité pourra le poursuivre devant le tribunal correctionnel pour entrave. Or ce type de poursuites reste rarissime, pour trois raisons :

1) L'extrême mobilité du capital et le caractère hostile de ce type d'opérations sont récents.

2) Les représentants du personnel craignent qu'en cas de fuite, qui peut avoir à terme des conséquences désastreuses sur l'emploi, ils soient les premiers montrés du doigt.

3) Dans les entreprises où règne une totale confiance entre (vieux) dirigeants et (vieux) syndicalistes, ces derniers sont parfois discrètement informés en amont.

Dans sa décision du 12 janvier visant les annonces publiques en

général (L.431-5-1 nouveau), le Conseil constitutionnel a fait le choix de la primauté du droit du travail, mais en rappelant chacun à ses obligations.

Côté représentants du personnel, il évoque les « poursuites civiles et pénales auxquelles s'exposeraient les intéressés du fait de la divulgation ou de l'utilisation de ces informations confidentielles, en violation de toutes autres dispositions législatives et réglementaires et notamment du droit boursier ». Côté chef d'entreprise, « l'ordre donné par la loi à l'employeur d'informer les représentants du personnel (...) constitue une cause d'exonération de la responsabilité qu'il pourrait encourir du seul fait de cette information, tant en matière pénale qu'en matière civile ».

Reste que cette décision est d'application franco-française : d'où l'utilité de la directive visant une harmonisation européenne, sa transcription éventuelle dans le code du travail français posant cependant la question de la norme la plus favorable : « Avant, je lui disais tout ; maintenant, je ne lui cache rien » (Jules Renard, 1902).

Jean-Emmanuel Ray, professeur de droit à l'université Paris-I (Panthéon-Sorbonne)



## Le site Internet du « Monde » propose une édition payante

A l'intérieur du nouvel espace, lancé lundi, les abonnés accèdent à des informations et à des services supplémentaires. La consultation des articles des jours précédents reste gratuite

**FORT DE SA POSITION** de premier site français d'information généraliste et de presse écrite, le monde.fr, le site Internet du Monde propose à partir de lundi 15 avril une édition payante, à l'intérieur de laquelle ses abonnés auront accès à un environnement spécifique comprenant des services et à des informations supplémentaires. La partie gratuite continuera, comme avant, à offrir toute l'actualité importante au moment de la consultation, ainsi que l'accès aux articles de l'édition du quotidien de jour. A cela vient désormais s'ajouter une « édition abonnés », qui étoffe le contenu du site, accessible pour un montant de 5 euros par mois.

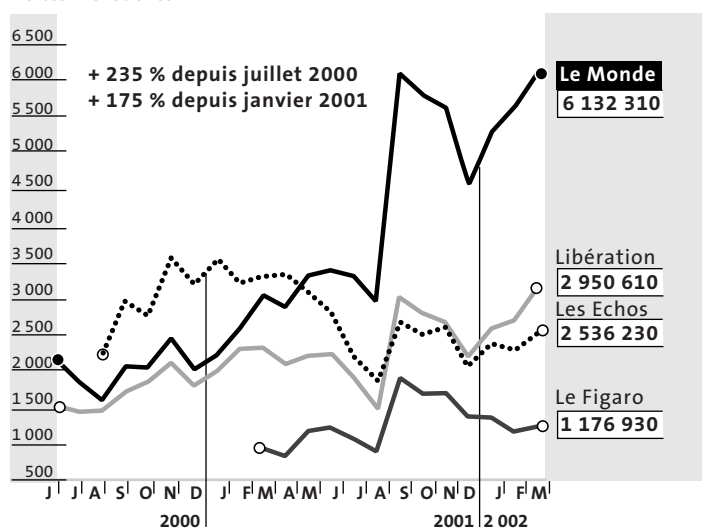
Cette nouvelle formule, reconnaissable à sa dominante graphique dorée, permet notamment à l'internaute d'approfondir l'actualité du moment. Une sélection des principales informations (« L'actualité en 9 clics »), mise à jour toutes les deux heures par la rédaction du site, s'affiche sur la page d'accueil (le « Desk ») de cet espace pour abonnés. L'internaute peut également consulter des sélections de dépêches de l'AFP et des photographies, réactualisées toutes les heures.

### REVUE DE PRESSE INTERNATIONALE

Plus original, l'abonné dispose d'« une espèce de quotidien du matin sur le Net, la locomotive éditoriale de cette nouvelle formule », explique Bruno Patino, responsable du site Internet du Monde. A partir de 8 h 30, cet espace – baptisé « Check-list » – permet à l'internaute d'avoir un aperçu de l'actualité des douze dernières heures, accompagné d'une revue de presse internationale, du présumé du Monde de l'après-midi, d'un agenda des différents événements de la journée et de plusieurs « sources » : un court billet (« Papier de verre ») rédigé par l'écrivain Hervé Le Teiller, une bande dessinée

### EN TÊTE DES SITES DE PRESSE

Visites mensuelles



Lemond.fr arrive en tête du classement Cybermétrique, réalisé par l'institut Médiamétrie, dans la catégorie des sites de quotidiens. Il est toutefois légèrement devancé par les sites O1Net (7,1 millions de visites) et TF1 (6,3 millions).

Source : Cybermétrique

en trois cases par Xavier Gorce, des citations extraites du quotidien ou de dépêches d'agence.

Depuis le « Desk » – « véritable poste de pilotage » de la zone payante –, l'abonné dispose également d'une « vue générale des informations qui lui sont nécessaires », selon Bruno Patino. Cela va d'une sélection d'indices boursiers à un aperçu de la météo, de l'accès à des forums spécifiques à un compteur annonçant le nombre de nouveaux courriels attendant l'internaute dans sa boîte électronique. Un contenu multimédia est également proposé, avec l'accès à des radios et des télévisions en ligne (en partenariat avec le site comfm.com) et à des vidéos. L'internaute peut entrer directement en contact avec la rédaction du journal et le service clientèle.

Par ailleurs, l'abonné peut recevoir tous les articles du journal qui concernent ses sujets de prédilec-

tion, au fil de leur publication, en entrant des mots-clés correspondants. Ces articles sont archivés automatiquement et regroupés, en fin d'année, sur un cd-rom qui sera offert à l'abonné. Celui-ci bénéficie également d'un crédit d'archives, qui lui permet de consulter 25 articles en stock sans bourse délier. Au-delà, il est invité à recréditer son compte avec l'achat de « packs » de 5, 10 ou 20 articles. Au total, les archives du Monde en ligne comptent plus de 720 000 articles, qui remontent jusqu'à 1987.

### DOSSIERS D'ACTUALITÉ

Autres services accessibles dans l'édition abonnés, des dossiers sur différents sujets d'actualité (au rythme d'un tous les 15 jours) ; des fiches pays et des portfolios regroupant notamment les dessins parus dans le quotidien.

Plutôt que de parier sur un site

entièrement payant, solution adoptée en particulier par le Wall Street Journal, ou de faire payer des zones du site qui étaient auparavant gratuites, comme le fait l'américain Salon.com, le monde.fr a préféré conserver son ancien espace gratuit et créer une nouvelle édition spécifiquement destinée aux abonnés. Un modèle proche de celui du New York Times, même si ce dernier met l'accent principalement sur le paiement à l'acte. « Dans un horizon de deux à trois ans, j'espère que le paiement, soit à l'acte (achat d'archives et du Monde téléchargé au format PDF), soit par abonnement, représentera un tiers du chiffre d'affaires du Monde Interactif », indique Bruno Patino, directeur général de cette société conjointe formée par Le Monde (66 %) et Lagardère Active Broadband (34 %).

En 2001, l'achat d'archives (qui varie entre 200 et 1 500 par jour) et de journaux téléchargés au format PDF (entre 150 et 1 000 par jour) a représenté 5 % du chiffre d'affaires de la société, contre 47,5 % pour la publicité en ligne et autant pour l'offre aux professionnels (syndicat de contenu, Intranets professionnels...).

En mars, le monde.fr a enregistré, selon le classement Cybermétrique, un record de 6 132 310 visites, soit plus qu'en septembre 2001, date du précédent record obtenu dans le sillage des attentats antiaméricains du 11 septembre. Le résultat de mars 2002 représente une hausse de 175 % par rapport à janvier 2001, date de lancement de la nouvelle version du site.

Celui-ci est devenu un média avec une audience plus jeune que celle du quotidien : 59,7 % des personnes consultant le site ont moins de 35 ans, contre 35,6 % pour les lecteurs du quotidien. Un internaute reste en moyenne 10 minutes sur le monde.fr, alors que le lecteur du journal papier y consacre 30 minutes.

## Israël assouplit les restrictions imposées aux journalistes en Cisjordanie

L'information n'y est toujours pas libre

L'ARMÉE israélienne a annoncé, dimanche 14 avril, qu'elle allègerait désormais les restrictions imposées au travail des journalistes étrangers en Cisjordanie. Une porte-parole militaire a précisé à l'AFP que cette ouverture du territoire, sous le coup d'une vaste offensive militaire israélienne depuis le 29 mars, se ferait à l'exception de trois zones jugées particulièrement « sensibles » : le camp de réfugiés de Jérine, le secteur de la basilique de la nativité à Bethléem et le quartier général de Yasser Arafat, à Ramallah.

Pour autant, au même moment, des journalistes entrés en Cisjordanie ou dans la ville autonome palestinienne de Ramallah étaient bloqués ou recevaient l'ordre d'évacuer les « zones militaires interdites ». Il restait donc difficile d'aller vérifier, par exemple, les accusations palestiniennes sur un « massacre » qu'aurait commis, début avril, l'armée israélienne lors des combats dans ce camp de réfugiés.

### OPACITÉ À BETHLÉEM

Plusieurs organisations non gouvernementales (ONG) chargées de veiller à la liberté d'information (Association mondiale des journaux, International Press Institute, Reporters sans frontières, Committee to Protect Journalists, Fédération internationale des journalistes) se sont mobilisées, le 9 avril, en signant une déclaration commune pour demander au gouvernement d'Ariel Sharon d'autoriser les médias étrangers à travailler dans ces villes de Cisjordanie, fermées de façon « excessive » et « injustifiable », selon elles.

L'opacité prévaut toujours dans les lieux de combats les plus actifs. A Bethléem, l'armée a ordonné, dimanche, aux journalistes installés dans l'hôtel Star, à 500 mètres de la basilique assiégée depuis le 2 avril, de quitter la zone ; entre 100 et 200 personnes y sont retran-

chés au côté d'une trentaine de religieux franciscains. Ailleurs, mardi 9 avril, des journalistes étaient bloqués dans leur hôtel de Ramallah par l'armée, qui poursuivait le siège du QG de Yasser Arafat. La veille, la presse étrangère était confinée dans un hôtel de Naplouse avec l'interdiction d'en sortir.

Quand les journalistes parviennent à franchir les barrières après des heures d'attente, c'est souvent pour être interceptés par les soldats de Tsahal ou par les factions palestiniennes, qui tolèrent mal les images peu flatteuses qui peuvent être faites d'elles. Les journalistes se voient supprimer leur passeport ou leur carte de presse. Les bandes vidéos sont saisies ou détruites, et les films arrachés des appareils photo. Des journalistes se font tirer dessus par des blindés israéliens malgré les signes « PRESS » ou « TV » qu'ils arborent pour se faire identifier.

Il existe « une dégradation sans précédent de la liberté de la presse » en Cisjordanie. RSF a recensé, le 7 avril, quarante atteintes à la liberté d'information, dont cinq journalistes blessés, huit professionnels palestiniens arrêtés et une vingtaine de journalistes ayant essayé des tirs. L'ONG mentionne aussi « la politique d'intimidation » permanente des « autorités israéliennes [qui] traitent de nombreux journalistes comme des ennemis, accusés d'être pro-palestiniens. Elles font tout pour soustraire au regard de la presse internationale leurs opérations militaires et les abus qui les accompagnent ».

En théorie désormais, les journalistes pourront travailler en Cisjordanie à condition d'être hors des périmètres toujours fermés par l'armée : ils devront, comme en Afghanistan, signer un document déchargeant l'armée de toute responsabilité pour leur sécurité.

Florence Amalou, avec AFP

## Baisse d'audience pour les radios

Europe 1 accuse une forte chute et RTL passe sous les 13 %, selon Médiamétrie

L'AUDIENGE générale de la radio a enregistré une nouvelle baisse à l'occasion de l'étude de l'institut Médiamétrie portant sur la période de janvier à mars, publiée lundi 15 avril. Selon cette étude, l'audience cumulée, toutes stations confondues, s'est établie à 82,8 % contre 83,9 % à la même époque, il y a un an. En revanche, l'audience progresse légèrement (+0,4 %) par rapport à la dernière enquête réalisée entre novembre et décembre 2001.

Dans ce contexte de baisse, ce sont les stations généralistes qui essuient les plus forts reculs. RTL conserve la tête du classement des radios, mais la station de la rue Bayard, à Paris, est en recul, son audience s'établissant sous la barre des 13 %, à 12,9 %. Robin Leproux, directeur général du pôle radios de RTL Group, admet cette chute qui, selon lui, intervient « dans un contexte de baisse généralisée de l'écoute de la radio ». M. Leproux se déclare satisfait de la montée de sa

part d'audience – son poids par rapport à la concurrence –, qui passe de 13 % à 13,5 % en un an. Selon lui, « RTL progresse mais doit poursuivre son effort pour atteindre son objectif de 14 % à 14,5 % de part d'audience ».

Si RTL paraît satisfaite, Europe 1, en revanche, fait grise mine. La station de la rue François-1<sup>er</sup>, à Paris, passe de 11,4 % d'audience cumulée, il y a douze mois, à 9,6 %. Pour Jérôme Bellay, son directeur général, le responsable de ce recul

a un nom : Laurent Ruquier, dont l'émission perd un point d'audience. « Quand on fait de la télévision et de la radio avec la même émission il y a un cocu. Cela a été Europe 1 », déplore M. Bellay. Selon lui, M. Ruquier sera encore sur Europe 1 à la rentrée mais « autrement et à un autre horaire ».

Du côté du service public, France-Inter est à la baisse : 11,2 % contre 11,9 % il y a un an. France-Info, dopée lors des vagues précédentes par l'effet 11 septembre, n'obtient plus que 10,7 % d'audience cumulée contre 11,1 % il y a douze mois et surtout 11,6 % lors de la précédente enquête.

### L'AUDIENGE DES 11-14 ANS

Si les stations généralistes ont souffert, les radios musicales n'en ont pas profité pour repartir à la hausse. NRJ conserve sa place de « deuxième radio de France, très près de RTL », constate Max Guazzini, président du directoire du groupe NRJ. La station musicale enregistre 11,6 % d'audience cumulée contre 12,4 % il y a un an. En revanche, M. Guazzini note que « pour la première fois le groupe NRJ, avec toutes ses stations, devance RTL Group ». La radio musicale continue son combat contre Médiamétrie pour faire mesurer l'audience auprès des 11-14 ans (Le Monde du 7 mai 2001). Après avoir tenté l'expérience il y a un an, l'institut y a, depuis, renoncé « sous la pression des intérêts corporatistes des radios qui participent à son conseil d'administration », selon M. Guazzini. D'après un sondage concurrent réalisé par Ipsos pour NRJ et Skyrock entre janvier et mars, NRJ obtient 38,7 % de part d'audience auprès des pré-adolescents (11-14 ans) et Skyrock 30 %.

Europe 2 affiche la plus forte progression des musicales, selon Médiamétrie, avec 5,1 % d'audience cumulée contre 4,1 % à la même période en 2001.

Guy Dutheil

## Conflit social à Radio Canada

LE RÉSEAU de radio et de télévision publiques canadien, Radio Canada, est enlisé depuis trois semaines dans un conflit, portant notamment sur le statut et les salaires de ses employés francophones, qui s'estiment lésés. Plus de 1 200 journalistes, animateurs et personnels de production du Québec et du Nouveau-Brunswick, appartenant au même syndicat, manifestent devant les locaux du réseau public, auxquels ils n'ont plus accès : leur débrayage, prévu pour seulement 24 heures, le 22 mars, a été contré par la direction qui leur a interdit, depuis, l'accès à leur lieu de travail. Des agents de sécurité barrent l'entrée des bâtiments et leurs téléphones portables professionnels ont été coupés.

Le conflit porte aussi sur l'inégalité entre hommes et femmes et sur la précarité de l'emploi. La direction affirme, de son côté, avoir présenté des « offres réalistes et raisonnables ». A Paris, le Syndicat national des journalistes (SNJ) a affirmé, samedi 13 avril, que la direction de Radio Canada profitait de la situation « pour pirater des sujets et des journaux entiers de France 2, France 3, Euronews et Radio France entre autres ». – (AFP.)

## « Loft Story 2 » : Ségolène Royal accuse M6 de proxénétisme

LA MINISTRE déléguée à la famille et à l'enfance, Ségolène Royal, a vivement critiqué, vendredi 12 avril, l'émission « Loft Story 2 », au lendemain de la diffusion de son premier épisode. « Si on pousse jusqu'au bout le raisonnement, à partir du moment où on met en scène des jeunes qui, pour gagner de l'argent, passent à l'acte sexuel devant les caméras, on peut se poser la question de savoir si finalement M6 ne s'apparente pas à une forme de proxénétisme », a-t-elle déclaré au micro d'Europe 1. « Et je pèse mes mots, puisqu'il y a à la fois un enjeu d'argent, un enjeu de sexualité et aussi une atteinte portée à la dignité », a-t-elle précisé.

« Je me demande ce que fait le CSA, a poursuivi la ministre. Le Conseil supérieur de l'audiovisuel doit veiller au respect par les chaînes de leur cahier des charges, au respect des lois. Car on sait très bien qu'il y a beaucoup d'adolescents, des petites jeunes filles de 12-13 ans, qui regardent « Loft Story 2 » et qui vont s'identifier à ces grandes filles de 20 à 26 ans qu'on pousse à s'exhiber, à se transformer en femmes-objets. La télévision, là, n'est pas dans son rôle ».

### DÉPÊCHES

■ **PRESSE** : le groupe Axel Springer devrait lancer à la fin mai ou au début juin un nouveau mensuel féminin intitulé *Bien dans la vie*, selon la lettre « Stratégie Online » de lundi. Ce magazine vise une diffusion proche des 200 000 exemplaires.

■ **Une étude sur l'impact des quotidiens gratuits d'information** sur la presse française sera commandée, a indiqué vendredi Christian Phéline, directeur de la direction du développement des médias (DDM), après avoir reçu les acteurs du dossier (éditeurs, syndicats, publicitaires, etc.). Mais « nous avons clairement dit à nos interlocuteurs qu'on était dans un domaine de la liberté d'entreprise et de la liberté publique », a ajouté M. Phéline.

### DEMANDES

Jeune femme recherche poste de conceptrice réalisatrice. Expérience Panafcom, Mac cann, Imprigamo Afrique. Tél. : 05-63-20-21-92.

# EMPLOI

REPRODUCTION INTERDITE

**Cadre dirigeant**  
20 ans d'exp. **BUSINESS PME MARKETING OPÉRATIONNEL MANAGEMENT DE PROJETS**  
Gestion - Informatique - NTIC (disponible avril - mobile France)  
CV détaillé sur :  
<http://site.voila.fr/ricazoulay>  
Gsm : 06.07.06.54.58

### OFFRES

Centre de langue française en Normandie accueillant des élèves venus d'écoles britanniques et encadrés par une équipe d'animateurs français

### RECHERCHE DIRECTEUR

Le candidat idéal devra démontrer une capacité à travailler aussi bien dans la culture anglaise que française et posséder une large expérience professionnelle. Il sera capable de démontrer intelligence, maturité émotionnelle, ainsi que d'excellentes capacités d'organisation.

Envoyez CV avec lettre de motivation à :  
104, Albion Hill, BN2 9PA, Angleterre.

## Le Service du Dictionnaire de l'Académie française

recrute

# deux agrégés

de lettres classiques, lettres modernes ou grammaire, qui travailleront à temps plein à la préparation de la 9<sup>e</sup> édition du Dictionnaire.  
Entrée en fonction : 1<sup>er</sup> octobre 2002.

Prière d'envoyer avant le 15 mai une lettre de candidature manuscrite, CV et photo au secrétariat de l'Académie française  
23, quai de Conti - 75006 - Paris



## LA TENDANCE FINANCIÈRE

## Malgré la déconfiture du secteur financier, Tokyo résiste

TOKYO  
correspondance

La Bourse de Tokyo est repassée lundi au-dessus des 11 000 points, terminant en hausse de 1,59 %, à 11 137,30 points, mais elle devrait peu s'écarter de ce niveau dans l'attente des résultats des sociétés japonaises pour l'année fiscale 2001 et d'un dénouement de la crise au Proche-Orient.

Les analystes continuent d'être préoccupés du sort des banques nipponnes et d'un certain nombre de sociétés sous perfusion. La Financial Services Agency (FSA), l'autorité de tutelle du secteur financier, a rendu public vendredi les résultats d'inspections spéciales menées auprès des banques et de 149 de leurs principaux créanciers. Ces enquêtes ont révélé que 71 sociétés se sont vu obligées de

passer de la catégorie « créancier en bonne santé » à celle de « créancier à surveiller de près », tandis que 34 autres sont tombées sous la classification « en faillite imminente ». Il est de plus en plus difficile pour les investisseurs d'ignorer les voyants rouges qui accompagnent les valeurs des secteurs de la construction, de l'immobilier, de la distribution et de la finance.

Suite aux inspections, les grandes banques ont annoncé qu'elles devront provisionner pour 1 900 milliards de yens (16,37 milliards d'euros) supplémentaires de mauvaises créances pour l'année fiscale 2001. La FSA, elle, a conclu qu'une nouvelle injection de fonds publics n'était pas nécessaire. Mais les grandes banques prévoient des pertes records pour 2001. Pour Mizuho Holdings, première banque mondiale, elles s'élèvent par exemple à plus de 1 000 milliards de yens.

Née le 1<sup>er</sup> avril d'une fusion à trois, Mizuho Holdings a en outre été victime d'un bogue majeur de ses systèmes au début du mois, qui a mené à plusieurs millions d'erreurs sur des opérations dans les distributeurs automatiques. La banque est dans le collimateur de la FSA et du gouvernement qui l'accusent d'avoir ignoré des avertissements préalables. L'action de Mizuho Holdings a terminé en baisse de 5 % lundi.

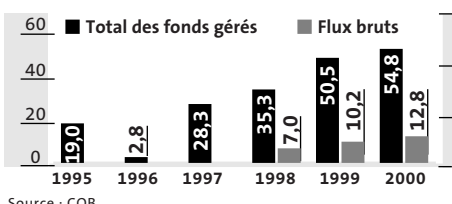
Brice Pedroletti

## A terme, l'épargne salariale devrait dynamiser les marchés d'actions

## CHRONIQUE DES MARCHÉS

## UNE CROISSANCE RAPIDE

Fonds gérés dans les plans d'épargne salariale, 1995-2000, en milliards d'euros



Source : COB

permettant de se constituer un patrimoine en vue de la retraite. L'intérêt pour les fonds éthiques est nettement plus marqué chez les salariés (57 % souhaitent y avoir accès) que chez les employeurs (24 % projettent d'en mettre en place). Mais leur définition, encore floue, ne va pas sans poser problème aux gestionnaires.

## UN LABEL DU COMITÉ INTERSYNDICAL

Le respect de critères d'investissement « socialement responsables » figure parmi les éléments qui ont amené le Comité intersyndical de l'épargne salariale, composé de quatre centrales syndicales (CGT, CFDT, CFTC, CGC) à ne retenir que trois fonds parmi les 33 candidats à l'obtention du label qu'il a décerné mercredi 10 avril (*Le Monde* du 12 avril). Les syndicats ont en outre posé la représentation majoritaire des salariés dans les conseils de surveillance des organismes de gestion de fonds comme une condition nécessaire à l'accréditation. Enfin, les épargnants témoignent massivement du besoin d'être formés aux mécanismes des placements financiers sur les marchés. Alors que 65 % des

salariés américains bénéficient de séminaires de formation en la matière, les pratiques françaises restent en retrait.

## LES ACTIONS PRIVILÉGIÉES

Les sociétés de gestion se fondent donc sur des hypothèses de placements longs pour construire leur stratégie d'investissement, ce d'autant plus que la loi Fabius du 19 février 2001 a rendu possible des durées d'immobilisation des fonds de dix ans dans le cadre des plans partenariaux d'épargne salariale volontaire (PPESV). Les gestionnaires s'accordent ainsi pour privilégier les plans investis en actions, dont la rentabilité sur la longue période est statistiquement meilleure. L'expansion de l'épargne salariale est donc une bonne nouvelle pour la place de Paris. Stéphane Déo, d'UBS Warburg, estime en effet que plus de 10 milliards d'euros seront drainés chaque année vers les marchés d'actions. Mais l'attrait des salariés pour les fonds orientés vers la retraite conduit les gestionnaires à diriger progressivement l'épargne vers des supports moins volatiles, à mesure qu'ils approchent le déblocage des avoirs.

Toutefois, les plans d'épargne salariale des entreprises françaises sont encore trop peu diversifiés. 50 % des actifs investis le sont sur les seuls titres de l'entreprise, chiffre similaire à celui des grandes entreprises américaines, bien que les conditions fiscales diffèrent. Cette prise de risque apparaît « trop importante et trop concentrée » à Patrick Petitjean, directeur de JP Morgan Fleming AMF, qui voit en outre dans la mise en place de fonds gérés par plusieurs opérateurs financiers un moyen supplémentaire d'accroître la performance des investissements.

Marc Ferracci

## LES BOURSES DANS LE MONDE 15/4, 9h48

Pays	Indice	Dernier cours	% var.	Maxi 2002	Mini 2002	PER			
<b>UNION EUROPÉENNE</b>									
ALLEMAGNE	DAX Index	5171,57	15/4	-0,35	5467,31	19/3	4706,00	20/2	25,50
	Euro Neu Markt Price IX	939,45	15/4	0,30	1212,43	4/1	913,75	20/2	
AUTRICHE	Austria traded	1320,43	15/4	-0,22	1324,79	12/4	1109,88	9/1	14,20
BELGIQUE	Bel 20	2787,37	15/4	-0,19	2815,18	28/1	2609,61	15/1	13,60
DANEMARK	Horsens Bnex	261,57	15/4	-0,16	280,92	26/3	254,91	30/1	
ESPAGNE	Ibex 35	7980,80	15/4	-0,58	8608,50	4/1	7628,00	22/2	18,50
FINLANDE	Hex General	7622,27	15/4	0,75	9224,38	4/1	7397,83	12/4	19,00
FRANCE	CAC 40	4470,81	15/4	0,06	4720,04	4/1	4210,29	20/2	20,70
	Mid CAC	2115,82	12/4	-0,45	2176,89	2/4	1929,16	2/1	15,10
	SBF 120	3124,06	15/4	0,10	3263,90	28/3	2924,73	20/2	20,70
	SBF 250	2960,73	12/4	-1,07	3081,89	28/3	2782,54	20/2	20,40
	Indice second marché	2508,12	12/4	-0,01	2513,33	10/4	2287,72	2/1	14,90
	Indice nouveau marché	1024,34	15/4	0,35	1175,41	7/1	980,76	22/2	
GRÈCE	ASE General	2203,39	15/4	0,00	2655,07	3/1	2173,01	9/4	14,40
IRLANDE	Irish Overall	5097,77	15/4	0,42	6085,02	18/1	4611,79	20/3	12,30
ITALIE	Milan Mib 30	32243,00	15/4	-0,02	33455,00	2/4	29542,00	20/2	20,90
LUXEMBOURG	Lux Index	1137,73	12/4	-0,55	1169,47	14/1	1103,43	6/3	
PAYS BAS	Amster. Exc. Index	511,80	15/4	0,03	531,21	28/3	475,19	22/2	17,80
PORTUGAL	PSI 20	7606,55	15/4	-0,24	7998,50	4/1	7161,66	25/2	18,10

## EUROPE Lundi 15 avril 9h48

INDICES	Indice	% var.
SECTEURS EURO STOXX		
AUTO STOX 50	3611,30	-0,01
AUTOMOBILE	232,47	-0,11
BANQUES	286,44	-0,28
PRODUIT DE BASE	203,17	-0,00
CHEMIE	364,41	-0,38
TÉLÉCOMMUNICATIONS	398,22	-0,42
CONSTRUCTION	233,40	-0,29
CONSOMMATION CYCLIQUE	132,03	-0,04
PHARMACIE	466,32	-0,15
ÉNERGIE	343,22	-0,02
SERVICES FINANCIERS	240,33	-0,49
ALIMENTATION ET BOISSON	243,57	-0,00
BIENS D'ÉQUIPEMENT	370,42	-0,32
ASSURANCES	329,00	-0,29
MÉDIAS	264,99	-0,47
BIENS DE CONSOMMATION	277,74	-0,01
COMMERCE ET DISTRIBUTION	437,89	-0,12
HAUTE TECHNOLOGIE	297,17	-0,43

LES 50 VALEURS DE L'EURO STOXX	Code	Cours	% var.
ABN AMRO HOLDING	NL	22,54	-0,36
AEGON NV	NL	27,27	-0,00
AIR LIQUIDE	FR	166,90	-0,30
ALCATEL A	FR	14,95	-3,60
ALLIANZ N	AL	275,75	-0,85
AVENTIS	FR	75,80	-0,73
AXA	FR	24,68	-0,04
BASF AG	AL	46,70	-0,64
BAYER	AL	39,31	-0,35
BAYR.HYP.U.VERBK	AL	40,09	-0,07
BBVA	ES	12,90	-0,77
BNP PARIBAS	FR	54,75	-0,00
BSCH	ES	9,50	-0,84
CARREFOUR	FR	51,30	-0,20
DAIMLERCHRYSLER N	AL	50,33	-0,36

DANONE	FR	140,60	-0,21
DEUTSCHE BANK AG	AL	68,64	-0,88
DEUTSCHE TELEKOM	AL	15,88	-1,67
E.ON	AL	59,58	-0,52
ENDESA	ES	17,03	-0,29
ENEL	IT	6,61	-0,30
ENI SPA	IT	16,25	-0,31
FORTIS	BE	25,80	-0,46
FRANCE TELECOM	FR	30,15	-0,82
GENERALI ASS.	IT	28,10	-0,18
ING GROEP CVA	NL	29,93	-0,73
KONINKLIJKE AHOLD	NL	27,57	-0,07
L'OREAL	FR	85,65	-1,04
LVMH	FR	56,15	-0,99
MUENCHENER RUECKV	AL	290,60	-0,31
NOKIA OYJ	FI	21,60	-1,41
PINAULT PRINTEMPS	FR	129,00	-0,31
REPSOL YPF	ES	13,83	-0,14
ROY.PHILIPS ELECTR.	NL	31,95	-1,11
ROYAL DUTCH PETROL	NL	48,90	-0,26
RWE	AL	53,20	-0,74
SAINT GOBAIN	FR	182,80	-0,66
SANOFI-SYNTHELABO	FR	69,00	-0,72
SANPAOLO IMI	IT	13,25	-0,82
SIEMENS	AL	67,80	-0,89
SOCIETE GENERALE A	FR	72,45	-0,35
SUEZ	FR	32,50	-0,55
TELECOM ITALIA	IT	8,92	-0,11
TELEFONICA	ES	12,06	-0,33
TIM	IT	5,06	0,00
TOTAL FINA ELF	FR	166,60	-0,18
UNICREDITO ITALIAN	IT	5,10	-0,00
UNILEVER CVA	NL	66,30	-0,08
VIVENDI UNIVERSAL	FR	37,70	-1,02
ZOLKOWAGEN	AL	58,43	-0,38

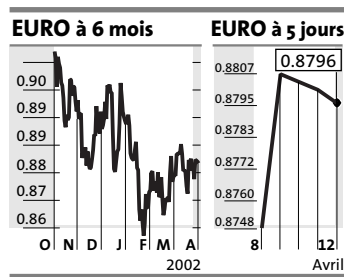
ZONE EURO : FR (France), AL (Allemagne), ES (Espagne), IT (Italie), PT (Portugal), IR (Irlande), LU (Luxembourg), NL (Pays-Bas), AT (Autriche), FI (Finlande), BE (Belgique), GR (Grèce).  
HORS ZONE EURO : CH (Suisse), NO (Norvège), SE (Suède), RU (Royaume-Uni), DK (Danemark).

## MARCHÉ DES CHANGES 15/4, 9h48

	Dollar	100 Yens	Euro	Livre	Franc S.
NEW YORK (\$)		0,75980	0,88160	1,43700	0,60110
TOKYO (¥)	131,61500		115,99500	189,12355	79,10680
PARIS (€)	1,13415	0,86175		1,62950	0,68170
LONDRES (£)	0,69590	0,52875	0,61350		0,41830
ZURICH (FR. S.)	1,66360	1,26455	1,46665	2,39050	

## COURS DE L'EURO

	Achat	Vente
COURONNE DANOISE	7,4335	7,4360
COURONNE NORVÉGE	7,6150	7,6200
COURONNE SUÉDOISE	9,0783	9,0833
COURONNE TCHÉQUE	29,7890	29,9110
DOLLAR AUSTRALIEN	1,6521	1,6531
DOLLAR CANADIEN	1,3972	1,3979
DOLLAR HONGKONG	NC	NC
DOLLAR NÉO-ZÉLAND	2,0000	2,0036
FORINT HONGROIS	241,3254	241,6434
LEU ROUMAIN	28961,0000	29019,0000
ROUBLE	27,4882	27,5282



Pays	Indice	Dernier cours	% var.	Maxi 2002	Mini 2002	PER			
<b>ROYAUME UNI</b>									
	FTSE 100 index	5158,20	15/4	-0,05	5362,29	4/1	5015,50	20/2	17,50
	FTSE techMark 100 index	1129,31	15/4	-0,39	1569,61	4/1	1126,60	12/4	117,80
<b>SUÈDE</b>									
	OMX	771,67	15/4	0,52	878,88	4/1	741,84	20/2	25,50
<b>EUROPE</b>									
HONGRIE	Bux	8714,59	12/4	-1,54	8877,12	12/4	7052,97	3/1	
ISLANDE	ICEX 15	1315,48	12/4	1,03	1413,85	21/3	1142,61	7/1	
POLOGNE	WSE Wig index	15049,68	12/4	-0,95	16423,34	25/1	13842,30	2/1	197,50
TCHÉQUIE	Exchange PX 50	443,20	15/4	0,68	450,50	9/4	384,60	2/1	
RUSSIE	RTS	358,91	12/4	-2,36	367,60	10/4	267,70	3/1	
SUISSE	Swiss market	6603,20	15/4	0,15	6716,89	4/4	6059,10	6/2	18,70
TURQUIE	National 100	12429,41	15/4	1,55	15071,83	8/1	10443,80	18/3	11,40
<b>AMÉRIQUES</b>									
ARGENTINE	Merval	386,95	13/4	0,82	471,33	6/2	323,69	2/1	
BRÉSIL	Bovespa	13750,89	12/4	2,53	14495,28	18/3	12300,70	30/1	9,90
CANADA	TSE 300	7730,98	12/4	0,55	7992,70	7/3	7402,70	20/2	20,70
CHILI	Ipsa	96,90	13/4	-0,25	102,37	4/1	94,80	20/2	
<b>ÉTATS-UNIS</b>									
	Dow Jones ind.	10190,82	12/4	0,14	10673,09	19/3	9529,45	30/1	22,20
	Nasdaq composite	1756,19	12/4	1,79	2098,87	9/1	1696,55	22/2	47,10
	Nasdaq 100	3351,85	12/4	2,05	3710,22	9/1	3322,25	11/4	43,80
	Wilshire 5000	10505,97	12/4	0,83	10983,40	19/3	10040,54	20/2	
	Standards & Poors 500	1111,01	12/4	0,66	1176,96	7/1	1074,35	20/2	21,10
<b>MEXIQUE</b>									
	IPC	7391,25	12/4	-0,68	7611,12	11/4	6365,72	14/1	12,60

## FRANCFORT

12/4 : 100 millions d'euros échangés	Valeur	Cours de clôture (€)	% var.
<b>Meilleures performances</b>			
SCHOLZ & FRIENDS	4,50	26,05	
CARRIER ONE	0,12	20,00	
NEUE SENTIME FILM	2,30	16,16	
COMROAD	0,31	14,81	
MOBILCOM AG	17,65	13,14	
EDEL MUSIC	0,78	11,43	



# MARCHÉS FRANÇAIS

## PREMIER MARCHÉ

### VALEURS FRANÇAISES

Lundi 15 avril 9h30

Valeur	Dernier cours	Cours préc.	% var. /préc.	% var. 31/12	Plus haut	Plus bas	Divid. net	Code sctivam
ACCOR	47,90	47,97	-0,15	17,31	49,00	38,03	1,00	12040
AFFINE	40,00	40,00	n/d	8,40	40,05	30,34	1,20	3610
AGF	55,60	55,65	-0,09	3,15	57,50	50,20	2,00	12592
AIR FRANCE GPE NOM	20,28	20,00	1,40	23,35	21,19	16,06	0,22	3112
AIR LIQUIDE	167,50	167,40	0,06	6,41	171,40	149,80	3,00	12007
ALCATEL A	15,01	14,43	4,02	-21,82	21,62	14,18	0,48	13000
ALCATEL O	5,53	5,60	-1,25	-28,36	9,62	5,00	1,00	13015
ALSTOM	14,20	14,00	1,43	13,69	16,30	12,25	0,55	12019
ALTRAN TECHNO. #	63,25	62,90	0,56	24,63	66,40	48,50	0,14	3463
ARBEL	5,48	5,47	0,18	76,77	7,50	2,92	0,53	3588
AREVA CIP	194,00	194,00	n/d	21,63	194,00	160,00	22,85	4524
ASF	26,77	26,74	0,11	n/d	27,30	25,00	n/d	18415
ATOS ORIGIN	84,00	83,50	0,60	14,20	94,40	71,15	n/d	5173
AVENIS	76,00	75,25	1,00	4,70	85,95	73,90	0,50	13046
AXA	24,83	24,69	0,57	5,79	26,06	19,41	2,20	12062
BACOU DALLOZ	115,80	115,80	n/d	31,59	121,90	83,30	0,90	6089
BAIL INVESTIS.CA	139,00	138,90	0,07	14,78	139,50	122,50	7,16	12018
BAZAR HOT. VILLE	n/d	145,00	n/d	12,57	152,80	124,50	3,00	12547
BEGHIN SAY	43,61	44,20	-1,33	6,88	45,50	39,20	n/d	4455
BI	41,71	41,45	0,63	8,73	41,71	35,51	0,29	12096
BNP PARIBAS	55,15	54,75	0,73	9,75	58,30	49,77	2,25	13110
BOLLORE	253,00	252,20	-1,25	5,32	261,70	238,00	4,00	12585
BOLLORE INV.	52,00	52,00	n/d	1,26	55,00	50,50	0,20	3929
BONGRAIN	48,30	49,00	-1,43	7,33	49,00	41,70	1,40	12010
BOUYGUES	34,15	33,95	0,59	-7,20	38,95	30,51	0,36	12050
BOUYGUES OFFS.	47,55	47,50	0,11	18,72	47,90	38,60	1,10	13070
BULL	0,88	0,92	-4,35	-28,45	1,36	0,83	n/d	5260
BURELLE (LY)	57,60	57,50	0,17	16,05	60,05	49,63	0,50	6113
BUSINESS OBJECTS	42,22	40,80	3,48	12,43	51,00	37,01	n/d	12074
CANAL +	3,82	3,72	2,69	6,70	3,90	3,49	0,15	12546
CAP GEMINI	74,00	73,10	1,23	-8,75	90,70	70,40	1,20	12533
CARBONE LORRAINE	35,00	34,50	1,45	16,66	35,80	28,60	1,06	3962
CARREFOUR	51,65	51,20	0,88	-11,55	58,80	49,23	0,50	12017
CASINO GUICHADP	65,10	65,50	-0,61	4,16	65,60	56,05	1,37	12113
CASINO GUICHARD	88,00	88,00	n/d	1,55	88,30	75,05	1,33	12558
CASTORAMA DUB.(LI)	61,50	61,35	0,24	6,30	63,00	54,25	2,85	12420
CEGID (LY)	79,90	78,90	1,27	1,97	90,50	70,00	2,00	12470
CEREO	33,30	33,92	-1,83	17,04	36,40	28,00	n/d	4456
CERESTAR	n/d	32,91	n/d	6,85	33,00	30,70	n/d	4457
CFP RECYCLING	47,37	47,22	0,32	18,42	49,88	38,50	2,08	3905
CGIP	33,70	33,40	0,90	n/d	33,30	33,00	n/d	12102
CHARGEURS	82,65	83,00	-0,42	10,27	83,90	67,00	2,13	13069
CHRISTIAN DIOR	42,99	42,58	0,96	24,71	45,55	32,50	0,28	13040
CIC ACTIONS A	122,60	123,00	-0,33	1,74	125,00	118,70	2,29	12005
CIMENTIS FRANCAIS	51,30	50,95	0,69	6,87	52,50	46,20	1,40	12098
CLARINS	67,50	67,40	0,15	6,46	72,50	61,00	1,10	13029
CLUB MEDITERRANEE	51,65	51,15	0,98	25,97	56,40	41,52	1,00	12156
CNP ASSURANCES	39,11	39,57	-1,16	9,55	39,73	33,60	1,08	12022
COFAC SVN CA	61,90	61,00	1,48	30,59	64,00	46,40	1,47	12099
COFLEXIP	n/d	168,00	n/d	5,66	172,00	145,00	n/d	13064
COLAS	73,00	73,10	-0,14	15,23	74,80	62,00	2,13	12163
CONTIN.ENTREPR.	41,00	40,99	0,02	-8,27	46,90	40,00	2,00	3664
CREDIT AGRICOLE	21,95	21,89	0,27	23,38	22,60	17,58	n/d	4507
CRED.FON.FRANCE	15,80	15,80	n/d	8,66	16,00	13,05	0,58	12081
CREDIT LYONNAIS	46,25	46,69	-0,94	23,33	47,00	36,14	0,65	18420
CS COM ET SYSTEMES	11,36	12,12	-6,27	36,86	12,12	7,60	n/d	7896
DAMART	103,80	103,70	0,10	28,78	104,70	79,50	3,80	12049
DANONE	140,50	140,30	0,14	2,55	143,60	125,20	1,90	12064
DASSAULT-AVIATION	370,10	380,00	-2,61	16,75	380,00	284,90	6,20	12172
DASSAULT SYSTEMES	50,55	50,35	0,40	6,38	59,40	47,60	0,31	13065
DEV.R.N-P.CAL LI #	14,75	14,75	n/d	2,43	15,00	14,25	0,55	12423
DEVEAUX(LY)#	69,00	68,45	0,80	14,28	77,80	66,40	4,20	6100
DIDOT-BOTTIN	n/d	71,00	n/d	16,39	71,00	61,10	2,74	3747
DMC (DOLLFUS MI)	10,40	10,30	0,97	38,85	11,48	6,90	0,61	12133
DYNACTON	27,50	28,35	-3,00	2,23	32,40	25,41	0,50	13035
EIFFAGE	84,10	84,00	0,12	22,95	86,00	68,80	0,78	13045
ELECT.MADAGASCAR	22,05	21,84	0,96	-2,00	24,90	19,60	n/d	3571
ELIOR SVN SCA	9,01	9,10	-0,99	11,78	9,88	8,05	0,07	12127
ENTENAL(EX CDE)	31,76	32,00	-0,75	25,28	32,90	25,35	0,40	12093
ERAMET	39,00	38,40	1,56	12,71	39,80	30,21	1,30	13175
ESSILOR INTL	43,76	43,99	-0,52	28,89	44,16	31,20	3,90	12166
ESSO	93,20	94,00	-0,85	16,20	96,80	79,50	2,75	12066
EULER	43,10	44,20	-2,49	1,41	47,40	40,60	1,40	12130

Valeur	Dernier cours	Cours préc.	% var. /préc.	% var. 31/12	Plus haut	Plus bas	Divid. net	Code sctivam
EURAZEO	60,05	60,00	0,08	-6,09	63,85	57,60	0,48	12112
EURO DISNEY SCA	0,94	0,92	2,17	6,81	1,21	0,89	n/d	12587
EUROTUNNEL	1,11	1,13	-1,77	-1,76	1,18	0,90	n/d	12537
FAURECIA	56,20	56,20	n/d	4,74	61,40	51,60	0,91	12114
F.F.P. (NV)	n/d	116,50	n/d	20,04	121,00	94,20	1,80	6478
FIMALAC	49,00	49,50	-1,01	21,58	49,75	40,01	0,90	3794
FINAXA	n/d	98,00	n/d	23,81	107,50	68,00	2,20	3313
FONCLYON.#	31,45	31,50	-0,16	17,79	31,50	25,20	0,85	3340
FRANCE TELECOM	30,19	30,40	-0,69	-32,76	48,16	28,15	1,00	13330
FROMAGERIES BEL	n/d	112,00	n/d	12,05	118,00	91,80	2,22	12185
GALERIES LAFAYETTE	144,80	145,00	-0,14	5,29	168,90	125,10	0,60	12124
GAUMONT #	48,90	49,01	-0,22	18,68	53,00	39,00	0,57	3489
GECINA	94,95	94,80	0,16	3,77	95,70	90,00	3,34	13151
GENERALE DE SANTE	17,00	17,06	-0,35	18,38	17,85	13,71	n/d	4447
GEOGRAPHIQUE	44,00	43,60	0,92	24,82	47,27	33,16	1,22	12016
GFI INFORMATIQUE	11,91	11,93	-0,17	-1,16	13,34	10,05	0,15	6337
GRANDVISION CAF	17,80	17,90	-0,56	16,72	20,10	15,05	0,25	5297
GROUPE GASCOGNE	80,10	80,80	-0,87	7,95	81,90	67,75	3,00	12441
GROUPE PARTOUCHE #	77,65	77,20	0,58	4,57	82,85	63,00	1,68	5354
GR ZANNIER (LY) #	80,00	78,35	2,11	1,78	83,50	72,00	0,73	12472
GUYENNE GASCOGNE	83,70	83,65	0,06	-1,52	87,70	79,00	1,50	12028
HAVAS ADVERTISING	10,05	10,05	n/d	23,61	11,00	7,82	0,17	12188
IMERY	129,60	131,00	-1,07	20,22	135,40	98,00	3,60	12085
IMMEUBLES DE FCE	n/d	21,80	n/d	-0,90	25,00	19,80	0,30	12037
IMMOBANQUE NOM.	n/d	127,00	n/d	n/d	128,20	118,00	n/d	5793
INFOGRAMES ENTER.	10,55	10,32	2,23	-18,53	15,98	9,57	n/d	5257
INGENICO	26,62	26,81	-0,71	17,78	28,50	22,50	0,10	12534
ISIS	158,60	171,50	-7,52	0,37	177,00	137,00	n/d	12000
JC DECAUX	13,45	13,35	0,75	7,17	13,80	10,20	n/d	7791
KAUFMAN ET BROAD	21,85	21,45	1,86	32,42	22,00	16,21	0,82	12105
KIFFERRE	122,00	121,10	0,74	13,69	123,00	108,20	2,75	12196
LAGARDE	104,30	104,60	-0,29	-0,57	107,00	96,85	2,20	12053
LARGARDERE	52,00	51,80	0,09	10,63	54,60	41,92	0,78	13021
LAPEYRE	n/d	60,95	n/d	37,70	62,50	44,10	1,08	13051
LEBON (CIE)	54,50	55,00	-0,91	8,56	55,00	48,75	2,30	12129
LEGRAND ORP.	173,00	166,50	3,90	20,13	180,00	143,90	0,94	12061
LEGRAND ADR	134,10	140,10	-4,28	8,14	143,20	110,00	1,50	12528
LEGRIS INDUST.	22,60	23,20	-2,59	2,72	25,39	18,20	1,20	12590
LIBERTY SURF	n/d	3,55	n/d	24,56	3,80	2,90	n/d	7508
LINCINDUS	133,90	134,80	-0,67	6,26	135,10	126,00	10,18	12135
L'OREAL	86,30	86,55	-0,29	6,67	87,90	75,15	0,44	12032
LOUVERE #	70,10	72,50	-3,31	11,62	75,80	60,00	1,24	3311
LUCIA	n/d	11,49	n/d	-11,61	12,00	10,42	1,83	3630
LVHM MOET HEN.	56,40	55,60	1,44	23,41	61,60	42,15	0,22	12101
MARINE WENDEL	64,05	64,00	0,08	n/d	72,80	63,50	n/d	12120
MARIONNAUD PARFUM	53,30	53,20	0,19	-2,02	57,60	48,55	n/d	6494
MATUSSIERE FOREST.	9,00	9,05	-0,55	1,23	9,85	8,15	0,10	6057
MAUREL ET PROM.	23,55	23,55	n/d	5,99	24,68	15,10	0,91	5107
METALEURON	4,04	4,04	n/d	31,16	4,90	3,15	0,61	12038
MICHELIN	42,95	42,90	0,12	15,92	45,05	36,36	0,80	12126
MONTEPULSANO	15,60	15,50	0,65	49,66	16,40	10,50	0,17	3704
NATEXIS BQ POP	93,90	92,60	1,40	-3,09	97,50	87,30	2,50	12068
NEOPOST	41,30	41,55	-0,60	26,22	41,90	32,31	n/d	12056
NEXANS	21,40	21,44	-0,19	32,01	22,00	16,25	n/d	4444
NORBERT DENTRES.#	26,00	26,06	-0,23	16,33	27,99	21,52	0,40	5287
NORD-EST	26,70	26,80	-0,37	1,43	27,90	25,20	0,94	12055
NRJ GROUP	23,82	23,82	n/d	13,75	26,00	17,90	0,28	12169
OBERTHUR CARD SYS.	7,11	7,10	0,14	-20,55	9,40	5,62	n/d	12413
ORANGE	6,78	6,72	0,89	-33,39	10,74	6,27	n/d	



# AUJOURD'HUI

## SPORTS

Le Belge Johan Museeuw (Domo-Farm Frites) a enlevé, dimanche 14 avril, la classique cycliste **PARIS-ROUBAIX** pour la troisième fois. Il a démarré dans le secteur pavé de Mériqnies, à 43 kilomètres de l'arri-

rière, et a creusé un écart de plus de 3 minutes sur ses poursuivants, l'Allemand Steffen Wesemann (Telekom) et le Belge Tom Boonen (US Postal). Le premier Français, **THIERRY GOUVENOU** (BigMat-Auber

93), a pris la septième place. Johan Museeuw s'était déjà imposé à Roubaix en 1996 et en 2000 et peut être considéré comme le **PLUS GRAND COUREUR** de classiques actuel. A 36 ans, il signe sa dixième victoire

dans une épreuve de Coupe du monde. Une semaine auparavant, après sa deuxième place dans le **TOUR DES FLANDRES**, il envisageait de mettre un terme à une carrière marquée par deux graves accidents.

## Johan Museeuw a conquis son troisième Paris-Roubaix

**Cyclisme** • A 36 ans, le coureur belge a obtenu une victoire limpide, démarrant à plus de 40 km de Roubaix pour s'imposer avec 3 minutes d'avance. Il rejoint ainsi Eddy Merckx, Rik van Looy et Francesco Moser dans le club des coureurs trois fois vainqueurs à Roubaix après guerre

### ROUBAIX

de notre envoyé spécial

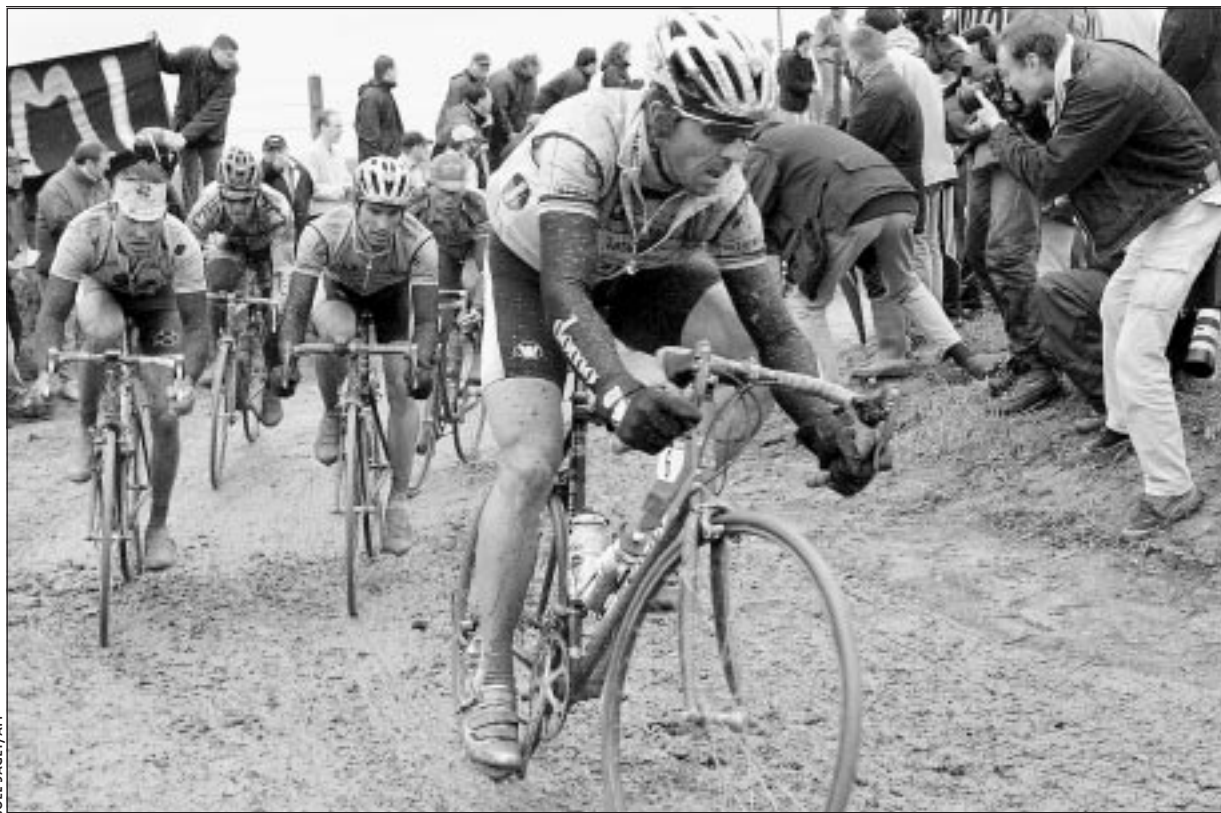
Avant de franchir la ligne d'arrivée, il a levé la main gauche, écartant ostensiblement les cinq doigts. Puis il a fait de même avec la main droite. Finalement, en coupant la ligne sur le vélodrome de Roubaix, dimanche 14 avril, il a levé ses deux bras, les dix doigts bien écartés pour marquer le chiffre 10.

Dix, comme dix victoires dans une épreuve de Coupe du monde cycliste, le record depuis qu'elle existe (1989). En s'imposant en solitaire au terme d'une 100<sup>e</sup> édition d'un « Enfer du nord » qui aura cette année encore bien porté son nom en raison de conditions de course rendues très difficiles par la pluie - 51 coureurs seulement ont été classés à l'arrivée sur les 190 partants -, le Belge Johan Museeuw aurait tout aussi bien pu choisir de mettre en valeur un autre chiffre : le 3.

Avec ce nouveau succès dans la « reine des classiques », qui vient après ceux signés en 1996 et en 2000, le coureur de l'équipe belge Domo-Farm Frites a rejoint, à 36 ans, le club restreint des coureurs trois fois victorieux de l'épreuve, où figurent ses compatriotes Eddy Merckx, Rik Van Looy et Gaston Rebry ou encore l'Italien Francesco Moser et le Français Octave Lapize. Seul Roger De Vlaeminck, « M. Paris-Roubaix », campe devant ce petit monde avec son record de quatre victoires.

### EXPLOIT

« C'est un des ces exploits ! Je n'ai jamais vu ça depuis que je suis le cyclisme. » Quelques minutes après la fin de la course, Patrick Lefèvre, le directeur sportif de l'équipe belge Domo-Farm Frites, ne masquait pas son admiration devant la course réalisée par son protégé. En 2000, Johan Museeuw, déjà victo-



Sur le premier secteur pavé, celui de Troisvilles, le Belge Johan Museeuw (Domo-Farm Frites) commence à produire son effort pour effectuer la sélection dans le peloton des favoris. La surprise, en ce dimanche 14 avril, a été l'arrivée de la pluie, après plusieurs semaines de beau temps. Du coup, la poussière s'est transformée en boue, changeant notablement les conditions de l'épreuve.

rieux en solitaire, avait bâti son succès en décrochant ses adversaires à un peu moins de 40 km de l'arrivée. Dimanche, c'est à 43 km du but, sur le secteur pavé de Mériqnies, qu'il a porté une accélération à laquelle la petite douzaine de coureurs avec qui il se trouvait alors en tête de la course n'a pu répondre. « Il y a eu un flash dans ma tête. J'ai senti que c'était le moment. Je n'ai pas réfléchi. J'ai foncé. J'ai eu tout de suite trente secondes d'avance et puis j'ai fait dix kilomètres à bloc », a expliqué Johan Museeuw.

Seuls l'Américain George Hincapie et le Belge Tom Boonen, tous deux porteurs des couleurs de

l'équipe américaine US Postal, ont cherché immédiatement à boucher le trou. En vain. Johan Museeuw les a distancés petit à petit, portant son avantage à un peu plus d'une minute à 26 km de l'arrivée, ce qui, à l'antenne de France Télévisions, a conduit Bernard Thévenet à lâcher : « C'est vraiment un rythme extraordinaire ! Surtout face à deux coureurs de la même équipe qui colaborent. »

### MIRACULÉ

En 2000, Johan Museeuw s'était imposé à Roubaix en « miraculé » : deux ans plus tôt, il avait été grièvement accidenté dans cette même

course (fracture de la rotule) et il avait frôlé, sur fond de rumeur de dopage, l'amputation de la jambe gauche. Cette année, c'est encore un peu en « miraculé » qu'il a été fêté par le milieu cycliste : en août 2000, une chute à moto l'avait laissé dans un semi-coma, avec un péroné et une clavicule gauche cassés, plusieurs côtes brisées et de multiples contusions cérébrales.

« Il était plus fort qu'il y a deux ans », a estimé Patrick Lefèvre, ajoutant qu'il savait au départ de la course « que, après ce qui s'était passé au Tour des Flandres voilà une semaine, soit Johan allait craquer, soit il allait faire un grand numéro. »

Du *Ronde van Vlaanderen*, « la » course pour un coureur flamand, Johan Museeuw était ressorti anéanti. Deuxième derrière l'Italien Andrea Tafi (Mapei), il avait vu s'échapper un quatrième succès qui aurait constitué un record. En pleurs, il avait expliqué qu'en cas de victoire il envisageait de mettre un terme définitif à quinze années de carrière professionnelle. Sa deuxième place l'avait conduit à se demander s'il ne fallait « pas plutôt tout arrêter là ».

« On me dit un solide, mais je suis un homme avec ses émotions », a assuré dimanche Johan Museeuw, qui a jugé que « trois Tours des Flan-

dres et trois Paris-Roubaix, c'est pas mal ». A la direction de Domo Farm Frites, on ne dit pas le contraire. Cette victoire à Roubaix est le premier succès significatif de l'équipe cette année. « On peut gagner cinquante courses par an, mais qui ne comptent rien. Mon sponsor est tout jeune dans le cyclisme et il a compris que ce qui compte, c'est le Tour de France et les épreuves de Coupe du monde. Des jours comme aujourd'hui, on ne peut pas les comparer à quoi que ce soit », a fait valoir Patrick Lefèvre, déclarant qu'il n'allait « pas [se] plaindre : nous faisons des deuxièmes places au Tour des Flandres, voilà une semaine, et à Gand-Wevelgem mercredi dernier, après une autre à Milan San-Remo en mars. Et nous sommes premiers ici ».

### UN DÉBUT DE SAISON DIFFICILE

Cette victoire vient également faire oublier que le début de saison de la formation belge a été perturbé par les blessures de certains de ses coureurs-clés (le Polonais Piotr Wadecki, le Néerlandais Leon van Bon, le Letton Romans Vainsteins), mais surtout par la nouvelle « affaire » Frank Vandembroucke : fin février, la police belge a trouvé au domicile de ce dernier des produits interdits (EPO, morphine, Clenbuterol) au terme d'une perquisition réalisée quelques heures après l'arrestation de son soigneur français, Bernard Sainz. « VDB », qui avait été embauché en début de saison, a été licencié immédiatement.

Dimanche soir, Johan Museeuw ne voulait pas trop aborder le sujet de l'heure de sa retraite. « J'ai fixé une date à Zolder, en octobre, pour le championnat du monde. Là, on verra bien », a-t-il indiqué avant d'ajouter : « La vie est pleine de surprises. »

Philippe Le Cœur

## Pour Thierry Gouvenou, coureur de BigMat Auber, la septième place vaut presque une victoire

### ROUBAIX

de notre correspondant régional

Il avait déjà gagné une fois, sur le même parcours, mais chez les amateurs. C'était en 1990. « Quand je suis passé professionnel, je me suis dit que ce serait bien de finir une fois dans les dix premiers, sourit Thierry Gouvenou. Aujourd'hui, c'est fait. »

Et bien fait : le Normand de l'équipe BigMat-Auber 93 a terminé 7<sup>e</sup> du 100<sup>e</sup> Paris-Roubaix, à 4 min 2 s du vainqueur, Johan Museeuw, et 11 min 19 s devant le deuxième Français, Jean-Michel Tessier (Cofidis), trentième du classement.

Un résultat en forme de récompense pour une carrière qui s'était déroulée jusqu'à présent dans l'ombre des grands. Thierry Gouvenou a débuté chez Z, au service de Greg LeMond et de Gilbert Duclos-Lassalle et a participé notamment au Paris-Roubaix 1993, que ce dernier remporta malgré une chute en début de course. « Avec Philippe Casado, on l'avait ramené dans le peloton de tête, bouchant un trou de plus de deux minutes. Ce fut l'un de mes plus grands moments », racontait-il à l'Equipe en juillet 1999, après l'une de ses nombreuses mais vaines échappées sur le Tour.

### « J'AI ENVIE DE CONTINUER »

A 33 ans, après neuf saisons passées comme équipier et « baroudeur », celui qui avait été parfois présenté comme le « fils spirituel » de Gilbert Duclos-Lassalle se sentait un peu frustré et hésitait quant à la suite à donner à sa carrière. « Mais, ce soir, j'ai envie de continuer », déclarait-il, radieux, à l'arrivée.

Alliée à l'expérience, l'envie de se mettre enfin en valeur sur cette épreuve mythique lui a donné des ailes. Dès le matin, après 40 kilomètres de course, il figurait déjà dans la première échappée et ne quittera



Thierry Gouvenou (ici lors d'un récent Tour de France), à l'image de son équipe BigMat-Auber, s'est très bien comporté lors de la 100<sup>e</sup> édition de Paris-Roubaix. Il a réussi à se maintenir aux avant-postes durant toute la course.

plus dès lors le groupe des acharnés qui, avec des fortunes diverses, sont restés jusqu'au bout sur les traces du vainqueur.

« On a eu mal dans les premiers pavés, et puis cela a été de mieux en mieux. Ça roulait vraiment très vite », raconte-t-il, avant d'ajouter, modeste : « Les mauvaises conditions climatiques m'ont favorisé. »

La traque fut mouvementée. « Nous étions une bonne dizaine à vouloir rouler derrière Museeuw, se souvient Thierry Gouvenou. Mais la chute a tout remis en question. » La glissade générale d'une douzaine de concurrents sur les pavés boueux près de Templeuve, à une trentaine de kilomètres de l'arrivée, ne lui a valu heureusement qu'une

plaie au mollet et un accroc au cuissard.

Plus tard, au Carrefour de l'arbre, à 15 km du vélodrome, il a joué à nouveau de malchance : crevaison à l'avant et roue arrière brisée. Le changement de vélo lui a coûté quelques secondes, qui ne l'ont cependant pas empêché d'entrer sur le vélodrome roubaixien dans un groupe de 7 coureurs emmenés par le Néerlandais Tristan Hoffman (CSC-Tiscali), à 54 secondes du troisième, le Belge Tom Boonen (US Postal). Sans ces ennuis à répétition en fin d'épreuve, « le podium était envisageable », estime son directeur sportif, Stéphane Javalet.

### UNE ÉQUIPE MOTIVÉE

Même ainsi, ce résultat tombe à point nommé pour une équipe dont le sponsor principal, BigMat, se dit prêt à jeter l'éponge si ses coureurs ne sont pas retenus pour participer au Tour de France. « Je suis ravi de pouvoir renvoyer l'ascenseur à des partenaires qui nous sont restés fidèles pendant cinq ans », se réjouit Stéphane Javalet.

Refusant de s'appuyer sur ses chances de participer au Tour, il préfère s'en tenir aux faits. Ce beau résultat dans une épreuve aussi prestigieuse « restera dans les mémoires », dit-il. Les connaisseurs pourront constater, en outre, qu'il « est le résultat d'un vrai travail d'équipe », les coureurs de BigMat étant « les mieux représentés » dans l'échappée du matin. « Et si Paris-Roubaix est la seule course de Coupe du monde à laquelle nous avons été invités cette saison, nous avons pu démontrer sur Paris-Nice que nous étions capables d'un beau travail collectif, aussi bien chez les rouleurs que chez les grimpeurs », ajoute-t-il. De quoi, peut-être, envisager l'avenir avec confiance.

Jean-Paul Dufour

## Le Tour 2002 privé du collège indépendant de médecins ?

### ROUBAIX

de notre envoyé spécial

« Matériellement, pour l'édition 2002, cela ne me semble pas possible. » Ce n'est pas encore formellement un enterrement, mais cela y ressemble. A écouter, dimanche 14 avril au départ de Paris-Roubaix, Daniel Baal, le directeur de la branche cyclisme d'Amateur Sport Organisation (ASO), société organisatrice du Tour de France, il y a peu de chances de voir se mettre en place lors de la prochaine édition de la Grande Boucle le groupe indépendant de médecins qui devait être chargé de valider les

de se revoir sous quinze jours. « Un groupe de travail devait se réunir, nous n'en avons plus entendu parler depuis », déplore Daniel Baal, qui a indiqué qu'il devait « justement téléphoner lundi 15 avril à Joël Delplanque », directeur des sports au ministère, pour s'enquérir de l'état de ce dossier.

### « TROP AMBITIEUX »

Mais, avant même de procéder à cette relance téléphonique, le dirigeant d'ASO considère que le projet des pouvoirs publics français est « trop ambitieux » pour être mis en œuvre « à échéance aussi

## Aucun contrôle antidopage à Roubaix

Johan Museeuw, vainqueur de Paris-Roubaix, n'a pas subi de contrôle antidopage après la course, dimanche 14 avril. Il n'a pas été le seul dans ce cas : les prélèvements traditionnellement réalisés sur plusieurs coureurs tirés au sort à l'issue des courses cyclistes n'ont tout simplement pas été réalisés en raison de l'absence d'un médecin préleveur agréé par le ministère de la jeunesse et des sports, nécessaire pour ce type d'opération. « Nous allons envoyer une note de protestation au ministère de la jeunesse et des sports, avec copie à l'Union cycliste internationale (UCI) et à la Fédération française de cyclisme (FFC) », a déclaré Jean-Marie Leblanc, directeur délégué d'Amateur Sport Organisation (ASO), société organisatrice de l'épreuve.

En 2000, les organisateurs du Critérium du Dauphiné libéré avaient déjà eu à se plaindre d'une carence similaire, qui s'était également produite lors de la première journée des championnats d'Europe de judo, organisés en mai 2001 à Paris.

ordonnances dont se prévalent certains cyclistes pour la prise de médicaments figurant sur la liste des produits interdits, ou à usage réglementé, tout particulièrement les corticostéroïdes.

Cette solution avait été préconisée par les pouvoirs publics français. Le ministère de la jeunesse et des sports et le Conseil de prévention et de lutte contre le dopage (CPLD) en avaient exposé les grandes lignes aux dirigeants d'ASO et à ceux du cyclisme, dont Hein Verbruggen, le président de l'Union cycliste internationale (UCI), qu'ils avaient réunis le 19 mars à Paris. Tout ce petit monde s'était promis

brève, compte tenu notamment des problèmes juridiques qui ont été évoqués lors de la première réunion par Hein Verbruggen.

Le patron du cyclisme mondial a transmis par écrit au ministère une liste de huit problèmes concernant les pouvoirs d'un tel collège indépendant et les conséquences procédurales des éventuelles sanctions disciplinaires qu'il pourrait infliger.

Avant la réunion du 19 mars, les pouvoirs publics français avaient indiqué qu'ils souhaitaient que, dans le mois précédant le Tour de France, tous ceux qui souffrent d'un problème clinique pouvant

nécessiter l'administration d'anabolisants non stéroïdiens ou de corticostéroïdes envoient un dossier à ce collège indépendant de médecins, pour que celui-ci valide ou non les prescriptions, comme cela s'était produit au niveau du Comité international olympique (CIO) avant les Jeux olympiques d'hiver de Salt Lake City.

Ce collège de médecins devait aussi être systématiquement consulté durant le Tour par les médecins d'équipes dès lors qu'un problème d'administration de produits interdits ou à usage réglementé se poserait.

### DÉMARCHE GLOBALE

« Non seulement il faut aboutir sur ces questions à un consensus entre ministère, CPLD et UCI, ce qui fait beaucoup. Mais il faut aussi avoir en tête que les pouvoirs publics français ont déclaré qu'ils souhaitaient que ce principe d'un collège médical indépendant soit inscrit dans une démarche globale valant pour tous les sports, ce que l'UCI a dit également vouloir absolument. Ce n'est pas simple non plus à faire, a rappelé Daniel Baal. Tout cela contribue à ce que l'été 2002 constitue une échéance trop rapprochée. »

« Les échéances électorales ne favorisent pas un règlement rapide de ce dossier », a par ailleurs reconnu Daniel Baal, expliquant que l'option d'ores et déjà prise par ASO est de « reconduire cette année sur le Tour de France le dispositif qui avait été mis en place en 2001 ».

En juillet 2001, l'UCI avait délégué trois de ses médecins durant les trois semaines du Tour de France. Ils s'étaient contentés de prendre acte des éventuelles prescriptions de produits interdits ou réglementés effectuées par les médecins des équipes.

Ph. L. C.



## A Augusta, Tiger Woods a dominé les éléments et écoeuré ses adversaires

L'Américain a remporté la 66<sup>e</sup> édition du Masters, sur un parcours dégradé par les mauvais conditions climatiques. Il s'agit de sa 31<sup>e</sup> victoire sur le circuit américain

**AUGUSTA (États-Unis)**  
de notre envoyé spécial

La 66<sup>e</sup> édition du Masters d'Augusta aura connu deux vainqueurs, aussi superbes l'un que l'autre. Tiger Woods a remporté son troisième tournoi en six participations en tant que professionnel, le deuxième consécutivement, après avoir écoeuré ses adversaires un à un. Le parcours, durci avec la complicité des organisateurs, qui l'avaient cette année considérablement rallongé de près de 260 mètres, et de la pluie, qui l'avait rendu lourd, terminait de mettre à genoux les participants qui croyaient encore pouvoir résister à l'un ou à l'autre. Tiger Woods a gagné un chèque de 1 million de dollars (1,13 million d'euros), pour une dotation totale du tournoi de 5 600 000 dollars (6,35 millions d'euros).

Le suspense aura duré fort peu de temps lors du quatrième tour, dimanche 14 avril. Parti à égalité avec le Sud-Africain Retief Goosen, vainqueur du dernier US Open, à 11 coups sous le par.

### WOODS IMPÉRIAL

Woods donnait la sentence dès le troisième trou : il venait de réaliser deux birdies, alors que Goosen avait concédé un bogey dès le premier trou. Leur différence était alors de 3 coups. Autant dire une montagne impossible à gravir. Ne manquant pas de courage, le Sud-Africain s'accrochait mais continuait de glisser sur le terrain boueux d'Augusta. Au huitième trou, cinq coups le séparaient du futur vainqueur. Deux birdies consécutifs, au 15 et au 16, lui permettaient cependant d'assurer la deuxième place, à trois coups de l'Américain, et d'empocher un chèque de 600 000 dollars (680 812 euros).

Leader à l'issue du deuxième



MIKE BLAKE/REUTERS

Après un départ prudent Tiger Woods a fait la différence sur le troisième parcours. Il enlève à cette occasion sa septième victoire dans une épreuve du grand chelem et son troisième succès au Masters.

tour, avec cinq coups d'avance sur Woods, l'élégant Fidjien Vijay Singh faisait encore illusion jusqu'au trou numéro 13. Le ciel devait lui tomber sur la tête sur les deux trous suivants : un bogey au 14, mais surtout un quadruple bogey au 15.

Tous les autres concurrents étaient déjà pratiquement battus avant même d'entamer le dernier tour. L'Espagnol José Maria Olazabal, avait déjà craqué sur les neuf premiers trous du troisième tour qu'il disputait en compagnie de Woods. Malgré quelques coups prodigieux, sur la suite de son parcours, il ne pouvait terminer mieux que quatrième. Les autres concurrents s'effaçaient à leur rythme, qui en douceur, tel Sergio Garcia qui descendait les marches une à une, qui violemment, tel Ernie Els, qui chutait lourdement au 13 avec un triple bogey.

Fidèle à lui-même, l'Américain Phil Mickelson terminait à une troisième place qu'il avait déjà occu-

pée en 2001. Considéré comme le meilleur joueur du monde à n'avoir jamais gagné aucun tournoi majeur, le gaucher aux fossettes juvéniles semble devoir se contenter de ce rôle peu enviable.

### EXIGENCE

Le Masters d'Augusta pourra se féliciter une nouvelle fois, mais personne ici n'en doutait, qu'il est le tournoi le plus exigeant du monde avec lequel seuls les meilleurs joueurs peuvent essayer de rivaliser. Malgré la déroute des uns et des autres, le classement final de l'épreuve ressemble à s'y méprendre au classement mondial. A l'exception de David Duval, quatrième mondial qui n'avait pas passé le cut, ils sont quasiment tous là : Goosen, huitième, Singh, sixième, Garcia, cinquième, Els, troisième, Mickelson, deuxième, et bien sûr Woods, premier partout. Sa domination n'est pas près de s'arrêter si l'on en croit les déclarations qu'il faisait à l'issue du tournoi : « Le

but que j'essaie de me fixer chaque année est d'être un meilleur joueur à la fin de la saison qu'au début. Et si je réussis cela année après année, je pense que j'aurai eu une sacrément belle carrière. »

Les autres joueurs ont du souci à se faire, d'autant plus que Woods semble surtout préoccupé de lutter contre les records en tout genre que contre eux. Ce qui le motive plus que tout est le combat qu'il livre à distance avec un autre monstre sacré, Jack Nicklaus, 70 victoires sur le circuit américain, dont 20 tournois majeurs. « Ce serait vraiment bien de gagner autant de tournois majeurs que Jack Nicklaus », lâche Tiger Woods. Malgré cette 31<sup>e</sup> victoire américaine et ce 7<sup>e</sup> tournoi majeur, il lui reste certes du chemin à parcourir mais, avec l'aide de Dieu, de sa mère et de son père, qui ne cesse de lui dire « Je suis fier de toi », nul doute qu'il y arrivera.

Jean-Louis Aragon

## Le Masters, de la différence avant toute chose

**ORGANISER** l'un des quatre tournois majeurs d'une saison de golf ne sera jamais suffisant pour les membres du club d'Augusta. Cela correspondrait ni plus ni moins à de l'anonymat. Majeur ou pas, leur épreuve ne peut être que LE tournoi. Tout est donc fait pour parvenir à l'exception, dans tous les domaines. Depuis sa création par Bob Jones et Clifford Roberts, en 1934, ne participent à l'épreuve que des invités et, aujourd'hui, le Masters est toujours indépendant par rapport aux instances qui gèrent les différents circuits professionnels. Augusta n'a de comptes à rendre qu'à lui-même, dans la fidélité aux préceptes édictés par Bobby Jones : « Mériter la réputation de tournoi le plus reconnaissable et le plus apprécié au monde. » Bien que la sélection des joueurs invités soit principalement fondée sur les classements mondiaux, d'autres critères de choix permettent, en passant, d'établir une hiérarchie entre les quatre tournois majeurs du calendrier, dont le Masters est évidemment le leader. Ainsi, outre les cinq derniers vainqueurs des trois autres majeurs, sont invités les mieux classés de la dernière édition de chacun d'eux, à savoir les seize premiers pour le Masters, seulement les huit premiers de l'US Open, puis à peine les quatre premiers pour l'USPGA et le British Open. C'est d'ailleurs sa deuxième place obtenue au British Open de 1999 qui avait valu à Jean Van de Velde de participer à l'édition 2000, terminée à un fort honorable 19<sup>e</sup> rang. Inviter trop de joueurs

nuirait à l'excellence de l'accueil et du spectacle. Le champ est donc réduit à une centaine de compétiteurs, alors qu'ils sont dans les 150 sur les autres tournois.

### TRADITION

Malgré l'insigne honneur que représente une invitation, chaque édition du Masters doit déplorer un certain nombre de défections. Les membres du club ne s'en formalisent pas : le premier critère d'admission est d'avoir gagné le Masters. Sont donc conviés tous les anciens vainqueurs, des plus récents aux plus anciens, qui n'ont parfois plus la force d'aller courir les greens. Pour rendre hommage à ces anciennes gloires, les organisateurs instituaient, en 1963, une tradition qui permettait aux doyens de donner le coup d'envoi de l'épreuve, club en main, balle sur le tee. Des figures mythiques telles que Gene Sarazen ou Byron Nelson ont tapé la première balle de nombre d'éditions. Cette année, Sam Snead se retrouvait seul pour officier. A près de 90 ans, l'homme n'a plus la dextérité qui lui avait permis de remporter trois fois l'épreuve. Le sympathique vieillard tapait allègrement dans la balle mais, 100 mètres plus loin, un spectateur privilégié la recevait entre les deux yeux....

D'autres traditions sont moins dangereuses. A l'initiative de Ben Hogan, un banquet réunit depuis 1952 les anciens vainqueurs du tournoi. Le repas, dont le tenant du titre compose le menu, a lieu le mardi, deux jours avant le début

de l'épreuve. En 1998, c'était donc à Tiger Woods de régaler ses amis : provoquant une certaine surprise, il proposait quelque chose qui s'approchait davantage de la cuisine dite rapide que de l'art culinaire. Cela lui avait valu des remarques fort désobligeantes de la part de Fuzzy Zoeller, vainqueur en 1979, qui devait par la suite se confondre en excuses. C'était encore cette année au tour de Woods. Sa culture gastronomique s'est considérablement étendue, selon Severiano Ballesteros : « Cela se voit qu'il a plus d'argent cette année qu'en 1998. » Les joueurs s'amuse également avec le public.

Pendant les parties d'entraînement, des applaudissements surgissent des tribunes situées au départ du trou numéro 16. Les joueurs ont pourtant déjà tapé leur balle sur ce par 3 protégé par une longue étendue d'eau. Le public réclame simplement un bis, comme au concert. Les golfeurs s'installent alors à tour de rôle juste devant l'obstacle d'eau : chacun va taper une deuxième balle. Le jeu consis-

te cette fois non plus à survoler l'étang mais à envoyer une balle rasante de façon que celle-ci, après plusieurs ricochets sur l'eau, parvienne à grimper sur le green situé 130 mètres plus loin. La plupart des balles finissent leur course au fond de l'eau mais, lorsqu'un joueur parvient à mettre la sienne sur le green, les cris décuplent.

De tels excès, en principe contraires à l'étiquette, sont tout à fait tolérés par les augustes membres du club, qui, depuis 1937, se distinguent du commun des mortels par le port d'une veste verte. Cette mesure fut prise pour permettre au public d'identifier facilement lesdits membres et obtenir ainsi, en cas de besoin, les informations les plus fiables. Depuis 1949, cette veste verte tient lieu de lauriers pour les vainqueurs du tournoi. La coutume voulant que l'ancien vainqueur la passe sur les épaules de son successeur était abandonnée cette année, Tiger Woods se succédant à lui-même.

Jean-Louis Aragon

### CORRESPONDANCE

## Une lettre de Bernard Daumas

A la suite de nos articles consacrés aux différentes affaires judiciaires mettant en cause l'Olympique de Marseille lors des mois de février, mars et avril, nous avons reçu de Bernard Daumas, ancien chef comptable de l'OM, la mise au point suivante :

Je tiens à rappeler que j'ai été chef comptable de l'OM pendant plus de dix ans sous différentes directions qui m'ont toujours marqué leur totale confiance. Conformément aux règles de gestion des sociétés, la comptabilité du club a toujours été tenue sous l'autorité du directeur financier, vérifiée par un expert-comptable, certifiée sans réserves par un commissaire aux comptes et contrôlée régulièrement par l'autorité de tutelle du football, la Ligue nationale de football. S'agissant de mon licenciement, j'ai saisi le conseil des prud'hom-

mes de Marseille afin de faire sanctionner par les juridictions compétentes l'illégalité de la rupture de mon contrat de travail.

Je précise d'autre part que pendant toute la durée de mon contrat de travail je n'ai jamais participé aux opérations de transfert des joueurs.

Je m'étonne que des déclarations recueillies par les services de police, puis transmises aux juges d'instruction, soient publiées alors même que l'instruction est en cours.

J'ai, dans le cadre d'une enquête de police, respecté mes obligations de témoin passif. Les termes employés par *Le Monde* - « très bavard », « révélation », et l'usage du verbe « raconter » - sont de nature à porter atteinte à ma probité alors même que je n'ai fait que respecter mes obligations de citoyen.

### SCÉNARIO CATASTROPHE

Ce scénario cauchemardesque doit toujours hanter les nuits de Joël Muller. Lens a compté jusqu'à huit longueurs d'avance sur Lyon, son principal rival dans la course au titre. A deux journées de l'épilogue de la saison et après la débâcle de Furiani, il n'en reste plus qu'un. Auxerre, vainqueur devant Sochaux (2-0), occupe la troisième place, à seulement quatre longueurs des Nordistes. Les hommes de Guy Roux sont donc prêts pour la lutte finale. D'autant que les

## Lens ne sait plus gagner, mais conserve la tête

Football • Les Nordistes n'ont plus qu'un point d'avance sur Lyon à deux journées de la fin

### BASTIA

de notre envoyé spécial  
L'âpreté de la défaite ne fut qu'éphémère. Lourdemment battu à Bastia (3-1), samedi 13 avril, lors de la 32<sup>e</sup> journée du championnat de France, Lens a quand même profité du match nul de Lyon face à Montpellier (0-0) pour conserver la tête du classement de D1. Bastia, de son côté, a assuré son maintien en division 1 à la faveur de cette victoire.

Les Sang et Or ont eu bien du mal à prendre conscience que ce match raté ne compromettrait pas leurs chances pour le titre. L'un après l'autre, les joueurs ont pourtant fini par marteler le même constat : « Nous avons toujours notre destin entre les mains. »

Du continent est donc arrivée l'heureuse nouvelle du match nul concédé par Lyon. De quoi rassurer les Nordistes : « Dans ma tête, j'étais persuadé que Lyon avait battu Montpellier. J'étais vraiment triste, a reconnu Guillaume Warmuz, capitaine lensois. Ce n'est qu'en regagnant les vestiaires que l'on m'a annoncé que les Lyonnais avaient été tenus en échec... Voilà peut-être un signe. »

Touché par la sévère défaite de ses troupes, Joël Muller n'a pas dis-

### L'AC Ajaccio est officiellement champion de division 2

L'AC Ajaccio, équipe corse entraînée par Roland Courbis, déjà assurée d'évoluer la saison prochaine en D1 sera également sacrée championne de D2 après sa victoire (1-0) à Nîmes dimanche 14 avril, sur le terrain de la lanterne rouge du championnat. A deux journées de la fin, les insulaires comptent en effet sept points d'avance sur le Havre, victorieux à Istres (3-1). Le Racing club de Strasbourg, tenu en échec sur sa pelouse par Gueugnon (0-0) est troisième à sept points. Ces deux équipes voient la D1 se profiler. La quatrième place, synonyme d'accession, est toujours occupée par l'OGC Nice, victorieux de Martigues (1-0). Nice devance Le Mans de deux points.

Beauvais, longtemps leader du classement de division 2, connaît une fin de championnat pénible. Aujourd'hui cinquième, tenu en échec sur son terrain par Wasquehal (0-0), a semble-t-il perdu la plus grande partie de ses chances de monter pour la première fois à l'échelon supérieur. En bas du classement, Nîmes avec 29 points, à six points du premier non reléguable Créteil, est quasiment condamné à descendre en championnat National.

simulé son inquiétude et son mécontentement. L'entraîneur lensois est sorti des vestiaires presque abasourdi. S'il s'est réjoui d'être « toujours devant », il a déploré la qualité du jeu fourni par ses joueurs en deuxième période : « On n'a pas su préserver une situation favorable. Quand on veut jouer les premiers rôles, on se doit de savoir le faire et surtout d'être plus entreprenant... Il faut se transcender pour devenir champion de France ! »

L'homme sait de quoi il parle. Alors qu'il était entraîneur de Metz en 1998, son équipe s'était fait ravir le titre sur le fil par Lens. L'avance que comptaient ses hommes s'était progressivement réduite en fin de saison, et il avait vu le titre lui échapper à la dernière journée.

### LES ÉQUIPES

► **BASTIA** (entraîneur : R. Nouzaret) : Penneteau - Uras, F. Mendy, M. Soumah, Vanney - Jau, Nalis, Jeunechamp (cap.), Manso (Beneforti, 53e) - T. Vairelles, Dieuze (Prince, 57e).

► **LENS** (entraîneur : J. Muller) : Warmuz (cap.) - Coly (A. Coulibaly, 55e), Bak, Wallemme, Ismaël-Traoré, Sibirski, Blanchard (B. Rodriguez, 83e), Pédrón - Moreira (P.B. Diop, 71e), Diouf.

Bourguignons se rendront dimanche 21 avril à Sedan pour disputer un match en retard.

Pour l'heure, la rencontre entre Lyon et Lens, samedi 4 mai, pour le compte de la dernière journée - que Guillaume Warmuz perçoit « certainement comme la finale du championnat » - cristallise toutes les attentions ou presque.

« Nous jouons match après match et on ne s'occupe pas des autres », a pourtant rappelé Joël Muller à qui voulait l'entendre. Si au classement Lens fait du surplacé (avec seulement deux points récoltés lors des quatre derniers matches), le jeu du club nordiste manque également de relief et de conviction.

Sur la pelouse du stade Armand-Cesari et devant près de 11 000 spectateurs (pour le dernier match de la saison à Furiani, les dirigeants insulaires avaient mis en vente des places à 2 euros), les Lensois ont subi les assauts des Bastiais, autant animés par la volonté de faire oublier leur cuisante défaite du match aller (7-0) que par la nécessité d'assurer leur maintien.

Sans l'insatiable Stéphane Pédrón en milieu de terrain et la vigilance de Guillaume Warmuz dans les buts, l'addition aurait pu être plus lourde.

### VICTOIRE MÉRITÉE

Dès la 4<sup>e</sup> minute, le gardien lensois a repoussé un penalty de Tony Vairelles, et c'est finalement contre le cours du jeu qu'Antoine Sibirski, d'une tête plongeante, a ouvert la marque (22'). Côté corse, l'entrée en jeu de Patrick Beneforti (53') en milieu de terrain a semblé déterminante. Elle a donné aux hommes de Robert Nouzaret ce qui leur manquait jusqu'à présent : de la fluidité dans les transmissions.

Le pied gauche du jeune Corse se trouve à l'origine de l'action qui a amené la puissante frappe de Daye Prince dans la lucarne lensoise (67'). Quelques offensives plus tard, Fabrice Jau a donné aux Bastiais un avantage logique (82') avant que Tony Vairelles, qui disputait très certainement son dernier match en Corse, ne porte l'estocade (90').

« Bastia a mérité sa victoire », a fait remarquer Gervais Martel, président du Racing Club de Lens. « On ne sait plus gagner », a déploré Joël Muller, dont l'équipe recevra Guingamp le samedi 27 avril pendant que Lyon effectuera un déplacement risqué à Bordeaux.

Dans un tour d'honneur, l'équipe de Bastia a longuement fêté son maintien parmi l'élite. Les rencontres de l'an prochain à Ajaccio, d'ores et déjà promu en division 1, ont réveillé les passions.

Pour l'heure, la Corse s'est donné rendez-vous à Paris, samedi 11 mai, pour la finale de la Coupe de France. De la place Saint-Nicolas au vieux port de Bastia, les billets pour le Stade de France valent de l'or.

Pierre Lepidi

### LA FICHE TECHNIQUE

**BASTIA - LENS : 3-1**  
Championnat de France de D1 32<sup>e</sup> journée  
Stade Armand-Cesari, à Furiani ; terrain bon ; temps nuageux ; 10 627 spectateurs ; arbitre : M. Ledentu

### BUTS

**BASTIA** : Prince (66e), Jau (82e), Vairelles (90e)  
**LENS** : Sibirski (22e).

### AVERTISSEMENTS

**BASTIA** : F. Mendy (23e) ; Nalis (38e)  
**LENS** : Diouf (40e) ; Coly (43e)

### LES ÉQUIPES

► **BASTIA** (entraîneur : R. Nouzaret) : Penneteau - Uras, F. Mendy, M. Soumah, Vanney - Jau, Nalis, Jeunechamp (cap.), Manso (Beneforti, 53e) - T. Vairelles, Dieuze (Prince, 57e).

► **LENS** (entraîneur : J. Muller) : Warmuz (cap.) - Coly (A. Coulibaly, 55e), Bak, Wallemme, Ismaël-Traoré, Sibirski, Blanchard (B. Rodriguez, 83e), Pédrón - Moreira (P.B. Diop, 71e), Diouf.

ESPRIT

Mars-avril 2002

Quelle culture défendre ?

01 48 04 08 33 - www.esprit.presse.fr



# Ferrari écrase la concurrence et l'intérêt de la formule 1

Une fois de plus intouchable, Michael Schumacher a enlevé le Grand Prix de Saint-Marin et la 56<sup>e</sup> victoire de sa carrière. Les écuries concurrentes de la Scuderia, auteur d'un doublé à Imola, semblent dépassées

## IMOLA (Italie)

de notre envoyé spécial

Il faut désormais s'y faire : les hymnes allemand et italien sont devenus la bande sonore officielle de la formule 1. Dimanche 14 avril, sur le circuit d'Imola, en Italie, Michael Schumacher et sa Ferrari F2002, dernier joyau de la scuderia chaussé d'impeccables pneus Bridgestone, ont remporté le 22<sup>e</sup> Grand Prix de Saint-Marin, après avoir effectué un sans-faute et sans jamais avoir été menacés par leurs concurrents.

Le quadruple champion du monde a nettement devancé son coéquipier brésilien, Rubens Barrichello, qui pilotait pour la première fois en course la nouvelle monopole rouge, et son frère cadet Ralf Schumacher (BMW-Williams).

Cet ordre d'arrivée, absolument identique à celui des essais qualificatifs qui définissent le placement des coureurs sur la grille de départ, a mis un terme à la course la moins mouvementée, et de fait la plus ennuyeuse, depuis le début de la saison 2002.

Les accents solaires et joyeux de l'ouverture de Carmen, qui accompagnent traditionnellement la douche au champagne de l'après-course, ont surtout exalté des supporters italiens très largement gagnés à la cause de la scuderia. Ils étaient venus en masse acclamer leur star sur ses terres du circuit Enzo-et-Dino-Ferrari, voisin de l'usine de Maranello.

Andersson, le président de Toyota Racing, après l'abandon de ses deux pilotes. Pour clore la litanie des déçus, Peter Sauber, patron de l'écurie du même nom, a reconnu un triste constat : « Malheureusement, je ne crois pas qu'il était possible que nous marquions des points ».

Même BMW-Williams, vainqueur l'an passé à Imola et qui cette année termine 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> avec des pneus Michelin décevants sur cette piste sèche, a tenu à rappeler qu'elle n'avait d'autres ambitions que de terminer à la deuxième place du championnat du monde des constructeurs.

## UN SEUL DÉPASSEMENT

De façon générale, ces communiés en disent long sur l'humeur et le moral des troupes alors que vient de s'achever le premier week-end européen de la saison. Après avoir parcouru des continents lointains – Océanie, Asie et Amérique du Sud – avec un paquetage plus léger, les équipes disposaient pourtant à Imola d'une logistique optimale (camions, motorhome et atelier) plus à même d'améliorer les conditions de leur travail, et donc de leurs performances.

A l'heure du bilan, il n'en fut pour ainsi dire rien à l'exception de Renault F1 qui, malgré un problème récurrent sur la voiture de Jarno Trulli, trouvera une fois de plus en Jenson Button (5<sup>e</sup>), son faire-valoir. Pour la troisième fois d'affilée, le Britannique termine

dans les points et conforte la quatrième place provisoire de Renault, à un point de McLaren Mercedes.

L'autre singularité du 22<sup>e</sup> Grand Prix de Saint-Marin est de n'avoir connu qu'un seul dépassement pour le gain de la 8<sup>e</sup> place : celui du Brésilien Felipe Massa (Sauber) sur Jarno Trulli au 58<sup>e</sup> tour de la course, encore que la F202 de ce dernier manifestait depuis un bon moment des signes de faiblesse. Et si certaines positions ont changé, ce ne fut qu'au rythme des ravitaillements.

Est-ce une conséquence des nouvelles règles instaurées par la FIA, permettant aux commissaires de course de sanctionner plus sévèrement les conduites dangereuses, qui freine l'audace des pilotes ? La course à la technologie a-t-elle fini par niveler et banaliser la performance des monopoles ?

Si la pauvreté du spectacle offert par la formule 1 lors du Grand Prix de Saint-Marin, dont la domination des Ferrari n'est pas seule responsable, venait à se répéter, on est en droit de craindre pour son intérêt sportif. Sur tout, il est difficile d'imaginer que cet apparent manège routinier intéressé encore longtemps les supposés 350 millions de spectateurs qui, officiellement, regardent chaque dimanche les courses de formule 1 à la télévision.

Jean-Jacques Larrochelle

## FORMULE 1 - GRAND PRIX DE SAINT-MARIN 4<sup>e</sup> manche

Dimanche 14 avril • Circuit d'Imola à Saint-Marin • 62 tours de 4,933 km (305,609 km) • Temps nuageux • 125 000 spectateurs •



Classement	Ecuries	Temps
1	<b>Michael Schumacher</b> (Ferrari)	1 h 29' 10" 789
2	<b>R. Barrichello (Brés.)</b> (Ferrari)	à 17 s 907
3	<b>Ralf Schumacher (All.)</b> (Williams-BMW)	à 19 s 755
4	<b>J. P. Montoya (Col.)</b> (Williams-BMW)	à 44 s 725
5	<b>J. Button (Gbr.)</b> (Renault)	à 1 min 23 s 395
6	<b>D. Coulthard (Gbr.)</b> (Mc Laren-Mercedes)	à 1 tour

7. J. Villeneuve (Can.) Bar-Honda à un tour. 8. F. Massa (Brés.) Sauber-Petronas à un tour  
**Principaux abandons** : Allan McNish (transmission, 1<sup>er</sup> tour) ; Takima Sato (boîte de vitesses, 6<sup>e</sup> tour) ; Giancarlo Fisichella (pression hydraulique, 20<sup>e</sup> tour) ; Heinz-Harald Frentzen (moteur, 26<sup>e</sup> tour) ; Olivier Panis (moteur, 45<sup>e</sup> tour).

## Pole position

Michael Schumacher (All.)  
Ferrari

## Meilleur tour

R. Barrichello (Brés.)  
en 1 min 24 s 170 (210,987 km/h), 38<sup>e</sup> t.

## Les faits marquants

1. Installé en pole position, M. Schumacher conserve la tête après le départ alors que Ralf Schumacher parvient à dépasser R. Barrichello avant le premier virage.

2. R. Schumacher est le premier à s'arrêter au stand, au 31<sup>e</sup> tour. La Ferrari de R. Barrichello bien plus rapide, prend alors la deuxième position.

## Classements des championnats

**Pilotes** : 1. M. Schumacher, 34 pts. 2. R. Schumacher, 20. 3. J.-P. Montoya, 17. 4. J. Button, 8. 5. R. Barrichello, 6. 6. D. Coulthard, 5. 7. K. Raikkönen, 4, etc.  
**Constructeurs** : 1. Ferrari, 40 pts. 2. Williams-BMW, 37. 3. McLaren-Mercedes, 9, etc.



## CARENES DES CONCURRENTS

Cette suprématie germano-italo-japonaise a plus que jamais mis en lumière la difficulté de la plupart des autres écuries à se maintenir à un niveau capable de faire d'elles des acteurs sportifs crédibles sur la piste. Leurs carences et leur manque de visibilité ne doivent pas manquer d'inquiéter nombre de leurs sponsors. « C'est une course à oublier », s'est exclamé Eddie Jordan, dont aucune des voitures ne rejoindra l'arrivée en raison d'ennuis mécaniques.

« Nous avons beaucoup de travail à faire car, techniquement, nous sommes très en deçà de là où nous devrions être », a expliqué Geoffrey Willis, le nouveau directeur technique de l'écurie BAR. « Nous sommes trop lents et devons travailler encore plus dur », a déploré Norbert Haug, directeur de Mercedes Sport, qui fournit les McLaren.

« Nous sommes évidemment déçus et devons faire face à la réalité », a enfin déclaré Ove

## Après la faillite de Kirch, les constructeurs se mobilisent

### IMOLA

de notre envoyé spécial

Le projet ne vise à rien d'autre qu'à préparer la formule 1 de demain, et surtout pas à créer un championnat parallèle à l'actuelle discipline reine du sport automobile. Regroupés au sein de la GPWC (Grand Prix World Championship), une société basée à Amsterdam, les représentants des constructeurs automobiles impliqués en formule 1 ont franchi, samedi 13 avril à Imola, une étape importante dans l'élaboration et la reconnaissance officielle de leur objectif.

La réunion qui s'est tenue dans le nouveau et luxueux motorhome de McLaren Mercedes – le vacarme d'une épreuve en cours sur la piste d'Imola n'a pas permis d'utiliser, comme prévu, la tour Marlboro – était présidée par Paolo Cantarella, le président de Fiat, et tous les membres de GPWC étaient présents : Burkhard Göschel (BMW), Jürgen Hubbert (DaimlerChrysler), Wolfgang Reitzle (Ford) et Patrick Faure (Renault). Luca Cordero di Montezemolo, le patron de Ferrari, Max Mosley, le président de la Fédération internationale de l'automobile (FIA), ainsi que d'autres représentants des constructeurs, assis-

taient également à la rencontre. Jusqu'à l'échéance, à la fin de l'année 2007, du très secret Concorde Agreement – le traité qui définit la répartition des recettes commerciales de la formule 1 –, la totalité des droits de télévision de l'actuel championnat du monde est la propriété de la SLEC. Le Britannique Bernie Ecclestone, fondateur de la SLEC, en détient 25 %, les 75 % restants ont été officiellement acquis à l'automne 2001 par le groupe de communication Kirch. Celui-ci n'avait pas caché son intention d'utiliser la F1 pour alimenter ses chaînes payantes, au grand dam des constructeurs automobiles, dont l'intérêt est d'atteindre le plus grand nombre de téléspectateurs.

### RÉPARTITION DES RECETTES

« Sans constructeurs et sans moteurs, la formule 1 ne peut exister », souligne Luca di Montezemolo. Depuis la faillite du groupe Kirch, nous essayons de savoir si une solution définitive peut être trouvée avant même l'échéance du Concorde Agreement. » Les constructeurs ne peuvent en effet se satisfaire des 47 % des revenus de ces droits actuellement détenus par les écuries compte tenu de l'investissement qu'ils consentent dans la F1, estimé à quel-

que 2,5 milliards d'euros au début de cette saison, soit trois fois celui du championnat 1999. « Nous avons été contactés par les banques qui s'occupent du cas de Kirch et nous vérifions si leurs propositions peuvent nous intéresser », a tenu à préciser, de son côté, Paolo Cantarella. Les principaux objectifs du projet de GPWC sont notamment de garantir « une juste implication des constructeurs qui rendent possible l'existence du championnat, des conditions économiques acceptables pour toutes les équipes, la stabilité et la qualité du championnat et une couverture télévisuelle gratuite et la plus large possible ».

Un groupe de travail a été mis en place, dans lequel figurent des conseillers juridiques et des spécialistes des médias qui ont largement contribué à la définition du projet. D'ores et déjà, vingt-trois circuits et promoteurs de courses ont été contactés afin de pouvoir organiser le futur championnat. Une nouvelle réunion doit se tenir d'ici à la fin du printemps, à l'issue de laquelle des propositions contractuelles et économiques seront soumises aux écuries.

J.-J. L.

Bernard Lapasset, président de la Fédération française de rugby

## « Le Tournoi des six nations va passer de dix à sept semaines »

Une semaine après le grand chelem du XV de France, le premier de l'histoire du Tournoi des 6 nations et de l'ère purement professionnelle, quel est votre sentiment ?

Forcément, c'est une très grande joie qui prédomine. Une certaine fierté également. Car ce succès est celui d'un système de professionnalisme qui a su intégrer les jeunes générations. Il récompense une politique tournée vers la formation. C'est en effet la première fois que l'on voit des jeunes sortis de la détection fédérale, passés pour certains par les équipes de France des moins de 19 ans ou de moins de 21 ans, s'imposer au plus haut niveau. Grâce à cela, ils arrivent avec un bon bagage technique et une meilleure approche de la compétition. Il ne s'agissait pas de tomber dans le tout-professionnel, mais plutôt de faire passer un message sur un choix de jeu, sur une méthode de préparation, avec notamment la mise en place d'un suivi longitudinal. Tous, jeunes et moins jeunes, ont adhéré à ce message.

C'est également la réussite de Bernard Laporte et du staff de l'équipe de France.

Bernard est le principal artisan de cette victoire. Lorsque je l'ai nommé sélectionneur, en 1999, contre l'avis de certains de mes

amis, je connaissais les atouts, les qualités de ce meneur d'hommes passionné, énergique, et qui possède une approche très pragmatique du jeu. On s'étonnait que, pour la première fois, un homme qui n'avait jamais été international dirige le XV de France. Il a prouvé, tout en bénéficiant du travail de ses prédécesseurs dont Jean-Claude Skrela, que j'ai fait le bon choix.

L'objectif affiché maintenant est la Coupe du monde 2003. Ne craignez-vous pas que les lendemains déchantent ?

Nous avons la chance, à la différence des autres années, de disposer d'un groupe très ouvert. Il y a derrière une vingtaine de joueurs susceptibles d'intégrer le groupe victorieux du grand chelem. Il y a un potentiel énorme. Notre principal souci va être de gérer notre statut de favori. Nous serons attendus par nos adversaires, par les médias. Il va falloir garder cette grande sérénité. Le défi à relever est là. Et puis il reste encore des inconnues. Par exemple, on ne sait pas comment cette équipe va réagir lorsqu'elle sera menée au score. La tournée que nous effectuerons cet été en Australie devrait permettre d'y voir plus clair.

La préparation à la Coupe du monde 2003 ne risque-t-elle pas de se heurter à l'éternel problème de calendrier ?

Notre réussite nous place en position de force sur le plan international pour négocier. D'ailleurs, je peux vous annoncer que, le mercredi 17 avril, l'International Rugby Board (IRB) va entériner à notre demande la réduction de 10 à 7 semaines du Tournoi des 6 nations. Désormais, dès l'année prochaine, il n'y aura plus que deux semaines entre chaque match. De même, les tournées devraient être réduites de 5 à 4 semaines. Ce qui va permettre aux joueurs internationaux de souffler.

Mais, parallèlement, les matches de clubs en championnat et en coupes d'Europe se multiplient, et avec eux les risques de blessure. Avant France-Irlande, on a vu les limites de cette cohabitation, avec l'impossibilité de déplacer la première journée des play-off.

Le demande a été sans doute trop tardive. Quant au refus, il faut interroger Serge Blanco, le président de la Ligue nationale. Cela aurait pu être dramatique, mais nous avons gagné, ce n'est donc pas grave.

Quelles retombées ce grand chelem va-t-il engendrer ?

En termes de notoriété, c'est important. Nous avons réalisé la meilleure audience de l'histoire du rugby, avec plus de 12 millions de téléspectateurs. Cela va nous

permettre de travailler plus facilement avec nos partenaires et de s'ouvrir à d'autres. Nous avons besoin de revenus pour asseoir cette notoriété. Nous allons donc remettre à plat l'ensemble de nos contrats et chercher de nouvelles ressources qui s'offrent à nous.

Donc négocier totalement le virage du professionnalisme...

Il faut bien se mettre dans la tête que nous ne serons jamais le football, qui est un sport totalement intégré à la société. Mais le rugby doit trouver sa marque et se positionner sur les valeurs qu'il véhicule. La culture et l'esprit doivent être préservés. L'image du rugby est très positive, on doit s'appuyer sur cette culture rugby. Notre pari est donc le suivant : quelle identité commerciale donner à notre sport sans en dénaturer les valeurs ?

La France est-elle toujours candidate à l'organisation de la Coupe du monde 2007 ?

J'ai en effet déposé un dossier de pré-candidature. Nous militons pour une candidature unique française qui verrait les 48 matches se dérouler en France avec la possibilité de rétrocéder une partie des retombées financières à nos amis britanniques. Nous devons composer avec la concurrence des Anglais. Notre dossier est bouclé et Jean-Pierre Rives a accepté

d'être le Michel Platini (directeur de l'organisation) de cette aventure. Mais le nœud du problème reste le Stade de France. Il est utopique d'imaginer la compétition en France sans le Stade de France. Plusieurs réunions ont eu lieu avec le consortium sous l'égide du ministère de la jeunesse et des sports pour trouver un accord. Je suis persuadé que l'on va s'entendre et nos derniers résultats devraient peser.

Propos recueillis par Etienne Labrunie

## À NOS ABONNÉS

Pour toute information, à partir du 2 mai :

Tél. : (33) 1.44.97.54.54

Mail : abo@lemonde.fr

Fax. : (33) 1.44.97.54.53

« AU FIL DU MONDE »  
Service clientèle, groupe Le Monde



# D1 : Auxerre vient se mêler à la course au titre

**LA DÉFAITE** du RC Lens à Bastia (1-3) et le faux pas de l'Olympique lyonnais face à Montpellier (0-0) ont fait le bonheur de l'AJ Auxerre lors de la 32<sup>e</sup> journée de D1. Grâce à leur victoire sur Sochaux (2-0), les Bourguignons ont ravi au Paris-SG la troisième place qualificative pour le tour préliminaire de la Ligue des champions. Ils peuvent également rêver au titre de champion de France. Les hommes de Guy Roux comptent en effet un match en retard, qu'ils joueront le 21 avril à Sedan. Si l'affiche de la dernière journée, Lyon-Lens, le 4 mai au stade Gerland, sera déterminante pour l'issue du championnat, les Auxerrois ne manqueront pas l'occasion de jouer les trouble-fête. Dans le bas du classement, l'incertitude demeure également. Guingamp, vainqueur de Bordeaux (2-1), et Metz, qui a battu Rennes (3-1), n'ont pas abdiqué. Les Lorientais, finalistes de la Coupe de la Ligue et de la Coupe de France, peuvent encore espérer se sauver.

## RÉSULTATS

### FOOTBALL

#### France

##### DIVISION 2 (36<sup>e</sup> journée)

SAMEDI		
Strasbourg-Gueugnon	0-0	
Nancy - Saint-Etienne	0-3	
Nice-Martigues	1-0	
Niort-Amiens	2-2	
Istres-Le Havre	1-3	
Beauvais-Wasquehal	0-0	
Châteauroux-Le Mans	0-2	
Laval-Grenoble	1-2	
Caen-Crèteil	3-0	
DIMANCHE		
Nîmes-Ajaccio	0-1	

**Classement** : 1. Ajaccio, 69 pts ; 2. Le Havre, 62 ; 3. Strasbourg, 62 ; 4. Nice, 60 ; 5. Le Mans, 58 ; 6. Beauvais, 56 ; 7. Caen, 52 ; 8. Châteauroux, 50 ; 9. Laval, 50 ; 10. Nancy, 45 ; 11. Gueugnon, 44 ; 12. Amiens, 43 ; 13. Saint-Etienne, 43 ; 14. Wasquehal, 43 ; 15. Niort, 42 ; 16. Grenoble, 42 ; 17. Istres, 38 ; 18. Crèteil, 35 ; 19. Martigues, 32 ; 20. Nîmes, 29.

##### NATIONAL (33<sup>e</sup> journée)

VENDREDI		
Boulogne-sur-Mer - Brest	1-4	
Pau-Angers	3-2	
Dijon-Valence	3-2	
Toulouse - Noisy-le-Sec	1-1	
SAMEDI		
Saint-Maur Lusitanos - Louhans-Cuiseaux	0-1	
Racing CP-Calais	0-0	
Besançon-Clermont Foot	3-1	
La Roche-sur-Yon - Reims	0-1	
Sète-Cannes	0-1	
Angoulême-Alés	2-1	

**Classement** : 1. Toulouse, 66 pts ; 2. Reims, 66 ; 3. Clermont Foot, 66 ; 4. Angoulême, 63 ; 5. Cannes, 62 ; 6. Valence, 60 ; 7. Louhans-Cuiseaux, 45 ; 8. Alés, 44 ; 9. Racing CP, 42 ; 10. Angers, 41 ; 11. Besançon, 41 ; 12. Sète, 41 ; 13. Boulogne-sur-Mer, 40 ; 14. La Roche-sur-Yon, 40 ; 15. Brest, 36 ; 16. Dijon, 32 ; 17. Pau, 32 ; 18. Noisy-le-Sec, 30 ; 19. Saint-Maur Lusitanos, 29 ; 20. Calais, 16.

### Angleterre

##### PREMIER LEAGUE (35<sup>e</sup> journée)

MERCREDI		
Blackburn-Chelsea	0-0	
Sunderland-Liverpool	0-1	
Derby-Newcastle	2-3	
Aston Villa-Leeds	0-1	
Tottenham-West Ham	1-1	
Charlton-Southampton	1-1	
Everton-Leicester	2-2	

Reportés : Fulham-Bolton (le 23/04), Ipswich-Middlesbrough (le 24/04), Manchester United-Arsenal (le 5/5 ou le 8/5).

**Classement** : 1. Arsenal, 72 pts ; 2. Liverpool, 71 ; 3. Manchester United, 70 ; 4. Newcastle, 67 ; 5. Chelsea, 61 ; 6. Leeds, 60 ; 7. West Ham, 44 ; 8. Tottenham, 46 ; 9. Middlesbrough, 45 ; 10. Aston Villa, 43 ; 11. Southampton, 42 ; 12. Charlton, 42 ; 13. Everton, 40 ; 14. Bolton, 39 ; 15. Sunderland, 38 ; 16. Fulham, 37 ; 17. Blackburn, 36 ; 18. Ipswich, 33 ; 19. Derby, 29 ; 20. Leicester, 23.

### Coupe d'Angleterre

DIMANCHE		
Arsenal-Middlesbrough	1-0	
Chelsea-Fulham	1-0	

(La finale aura lieu le samedi 4 mai à Cardiff)

### Allemagne

##### BUNDESLIGA (31<sup>e</sup> journée)

SAMEDI		
Munich 1860-Fribourg	5-2	
Hertha Berlin-Hansa Rostock	1-0	
Nuremberg-Bayern Munich	1-2	
Werder Brême-Schalke 04	3-0	
Hambourg-Bayer Leverkusen	1-1	
Cologne-Sankt Pauli	2-1	
Moenchengladbach-Vfl Wolfsburg	0-2	

DIMANCHE		
VfB Stuttgart-Energie Cottbus	0-0	
Kaiserslautern-Borussia Dortmund	1-0	

**Classement** : 1. Bayer Leverkusen, 66 ; 2. Borussia Dortmund, 61 ; 3. Bayern Munich, 59 ; 4. Hertha Berlin, 58 ; 5. Schalke, 04 ; 6. Kaiserslautern, 53 ; 7. Werder Brême, 50 ; 8. VfB Stuttgart, 45 ; 9. Munich 1860, 45 ; 10. Vfl Wolfsburg, 40 ; 11. Hambourg, 37 ; 12. Moenchengladbach, 37 ; 13. Energie Cottbus, 34 ; 14. Hansa Rostock, 33 ; 15. Nuremberg, 28 ; 16. Fribourg, 24 ; 17. Cologne, 23 ; 18. Sankt Pauli, 22.

### Espagne

##### LIGA (34<sup>e</sup> journée)

Majorque-Valence	1-1	
Villareal-Celta Vigo	2-1	
FC Séville-Las Palmas	1-1	
Rayo Vallecano Madrid-Valladolid	1-0	
Real Sociedad Saint-Sébastien-Malaga	2-1	
Deportivo La Corogne-Espanyol Barcelone	3-1	
FC Barcelone-Alaves Victoria	3-2	
Saragosse-Athletic Bilbao	2-2	
Tenerife-Betis Séville	2-1	
Osasuna Pampelune-Real Madrid	3-1	

### CHAMPIONNAT DE FRANCE DE FOOTBALL DE D1 (32<sup>e</sup> JOURNÉE)

Les résultats			Sppectateurs	Le classement			points	Joués	Gagnés	Nuls	Perdus	Marqués	Encaissés	Diff.	Cartons	J	R
Marseille	<b>1</b>	<b>0</b>	Paris-SG	57 500	1	Lens	<b>61</b>	<b>32</b>	<b>17</b>	<b>10</b>	<b>5</b>	<b>50</b>	<b>26</b>	<b>+24</b>	62	2	
Van Buyten (65 <sup>e</sup> )				10 000	2	Lyon	<b>60</b>	<b>32</b>	<b>18</b>	<b>6</b>	<b>8</b>	<b>58</b>	<b>31</b>	<b>+27</b>	39	2	
Auxerre	<b>2</b>	<b>0</b>	Sochaux	15 505	3	Auxerre	<b>57</b>	<b>31</b>	<b>16</b>	<b>9</b>	<b>6</b>	<b>42</b>	<b>31</b>	<b>+11</b>	53	4	
D. Cissé (70 <sup>e</sup> ) Fadiga (80 <sup>e</sup> )				18 596	4	Paris SG	<b>55</b>	<b>32</b>	<b>14</b>	<b>13</b>	<b>5</b>	<b>41</b>	<b>23</b>	<b>+18</b>	76	4	
Guingamp	<b>2</b>	<b>1</b>	Bordeaux	15 505	5	Lille	<b>52</b>	<b>32</b>	<b>14</b>	<b>10</b>	<b>8</b>	<b>38</b>	<b>32</b>	<b>+6</b>	56	5	
Baret (43 <sup>e</sup> ) Malouda (80 <sup>e</sup> )			Costa (83 <sup>e</sup> )	18 596	6	Bordeaux	<b>50</b>	<b>32</b>	<b>14</b>	<b>8</b>	<b>10</b>	<b>33</b>	<b>28</b>	<b>+5</b>	59	5	
Lille	<b>1</b>	<b>1</b>	Monaco	18 596	7	Troyes	<b>44</b>	<b>32</b>	<b>12</b>	<b>8</b>	<b>12</b>	<b>37</b>	<b>34</b>	<b>+3</b>	61	2	
Bierhoff (48 <sup>e</sup> c.s.c.)			Gallardo (36 <sup>e</sup> )	39 215	8	Sochaux	<b>42</b>	<b>32</b>	<b>11</b>	<b>9</b>	<b>12</b>	<b>38</b>	<b>40</b>	<b>-2</b>	71	7	
Lyon	<b>0</b>	<b>0</b>	Montpellier	18 184	9	Nantes	<b>40</b>	<b>32</b>	<b>11</b>	<b>7</b>	<b>14</b>	<b>33</b>	<b>37</b>	<b>-4</b>	68	6	
				17 778	10	Marseille	<b>40</b>	<b>32</b>	<b>10</b>	<b>10</b>	<b>12</b>	<b>31</b>	<b>37</b>	<b>-6</b>	56	4	
Metz	<b>3</b>	<b>1</b>	Rennes	18 184	11	Sedan	<b>38</b>	<b>31</b>	<b>8</b>	<b>14</b>	<b>9</b>	<b>32</b>	<b>33</b>	<b>-1</b>	67	5	
Adebayor (54 <sup>e</sup> ) Bastien (59 <sup>e</sup> ) Marchal (68 <sup>e</sup> )			Ma. N'Diaye (14 <sup>e</sup> )	10 927	12	Monaco	<b>38</b>	<b>32</b>	<b>9</b>	<b>11</b>	<b>12</b>	<b>35</b>	<b>37</b>	<b>-2</b>	85	5	
Nantes	<b>2</b>	<b>0</b>	Lorient	30 000	13	Bastia	<b>38</b>	<b>32</b>	<b>11</b>	<b>5</b>	<b>16</b>	<b>36</b>	<b>41</b>	<b>-5</b>	73	6	
N. Vahirua (51 <sup>e</sup> et 59 <sup>e</sup> )				18 184	14	Montpellier	<b>37</b>	<b>32</b>	<b>8</b>	<b>13</b>	<b>11</b>	<b>25</b>	<b>30</b>	<b>-5</b>	63	6	
Sedan	<b>0</b>	<b>0</b>	Troyes	18 184	15	Rennes	<b>35</b>	<b>32</b>	<b>9</b>	<b>8</b>	<b>15</b>	<b>36</b>	<b>49</b>	<b>-13</b>	67	5	
				10 927	16	Metz	<b>32</b>	<b>32</b>	<b>9</b>	<b>5</b>	<b>18</b>	<b>30</b>	<b>44</b>	<b>-14</b>	64	5	
Bastia	<b>3</b>	<b>1</b>	Lens	10 927	17	Guingamp	<b>32</b>	<b>32</b>	<b>8</b>	<b>6</b>	<b>16</b>	<b>32</b>	<b>53</b>	<b>-21</b>	66	7	
Prince (67 <sup>e</sup> ) Sibierski (22 <sup>e</sup> ) Jau (82 <sup>e</sup> );Vairrelles (90 <sup>e</sup> )					18	Lorient	<b>29</b>	<b>32</b>	<b>7</b>	<b>8</b>	<b>17</b>	<b>40</b>	<b>61</b>	<b>-21</b>	54	2	

**La phrase** : « *Le haut du championnat est fou. J'espère que le bas le sera aussi.* » (Yvan Pouliquen, entraîneur de Lorient)

### 33<sup>e</sup> journée

<b>Samedi 27 avril</b>		
Sochaux-Lille	Lorient-Marseille	
Rennes-Sedan	Lens-Guingamp	
Paris-SG-Metz	Bordeaux-Lyon	
Montpellier-Nantes	Troyes-Bastia	
Monaco-Auxerre		

### Les buteurs

<b>1.</b> Pauleta (Bordeaux), 21 buts.
<b>2.</b> D. Cissé (Auxerre),+1, 17. Darcheville (Lorient), 17.

**Classement** : 1. Valence, 63 pts ; 2. Real Madrid, 62 ; 3. La Corogne, 61 ; 4. FC Barcelone, 57 ; 5. Celta Vigo, 54 ; 6. Betis Séville, 53 ; 7. Athletic Bilbao, 49 ; 8. Malaga, 48 ; 9. Alaves Victoria, 48 ; 10. Espanyol Barcelone, 44 ; 11. Valladolid, 42 ; 12. FC Séville, 41 ; 13. Villarreal, 40 ; 14. Real Sociedad Saint-Sébastien, 40 ; 15. Las Palmas, 39 ; 16. Majorque, 38 ; 17. Osasuna Pampelune, 38 ; 18. Rayo Vallecano Madrid, 37 ; 19. Saragosse, 36 ; 20. Tenerife, 35.Italie

**SÉRIE A (31<sup>e</sup> journée)**  
Atalanta Bergame-Torino 1-1  
Bologne-Plaisance 1-2  
Fiorentina-Lazio Rome 0-1  
Inter Milan-Brescia 2-1  
Juventus Turin-Milan AC 1-0  
Lecce-Chievo Vérone 2-3  
AS Rome-Parme 3-1  
Venise-Pérouse 0-2  
Hellas Vérone-Udinese 1-0

**Classement** : 1. Inter Milan, 65 pts ; 2. AS Rome, 63 ; 3. Juventus Turin, 62 ; 4. Chievo Vérone, 50 ; 5. Bologne, 49 ; 6. Milan AC, 48 ; 7. Lazio Rome, 47 ; 8. Torino, 41 ; 9. Atalanta Bergame, 41 ; 10. Pérouse, 40 ; 11. Plaisance, 39 ; 12. Hellas Vérone, 39 ; 13. Parme, 37 ; 14. Brescia, 34 ; 15. Udinese, 34 ; 16. Lecce, 27 ; 17. Fiorentina, 22 ; 18. Venise, 17.

### RUGBY

**Top 8, 2<sup>e</sup> phase (2<sup>e</sup> journée)**  
POULE A  
Bourgoin-Biarritz 12-16  
Agen-Stade français 34-16  
**Classement** : 1. Biarritz, 6 pts ; 2. Agen, 4 ; 3. Bourgoin, 4 ; 4. Stade français, 2.  
POULE B  
Stade toulousain-Perpignan 30-14  
Montferrand-Béziers 27-21  
**Classement** : 1. Stade toulousain, 6 pts ; 2. Montferrand, 6 ; 3. Béziers, 2 ; 4. Perpignan, 2.

**Poule de maintien (2<sup>e</sup> journée)**  
La Rochelle-Bordeaux-Bègles 33-32  
Montauban-Narbonne 29-28  
Dax-Pau 25-16  
Colomiers-Castres 15-15  
**Classement** : 1. Colomiers, 31 pts ; 2. Narbonne, 30 ; 3. Montauban, 30 ; 4. Pau, 30 ; 5. Castres, 27 ; 6. Bordeaux-Bègles, 26 ; 7. La Rochelle, 24 ; 8. Dax, 22.

**PRO D2 (23<sup>e</sup> journée)**  
Aurillac-Aubenas 35-8  
Montpellier-Périgueux 37-9  
Bayonne-Mont-de-Marsan 38-26  
Rumilly-Tours 30-6  
Marmande-Métro-RCF 30-14  
Tyrosse-Brive 32-30  
Toulon-Auch 35-25  
Grenoble-Tarbes 29-9

**Classement** : 1. Mont-de-Marsan, 61 pts ; 2. Grenoble, 58 ; 3. Brive, 57 ; 4. Tarbes, 55 ; 5. Montpellier, 53 ; 6. Toulon, 52 ; 7. Auch, 49 ; 8. Aurillac, 47 ; 9. Bayonne, 42 ; 10. Métro-RCF, 42 ; 11. Périgueux, 41 ; 12. Tyrosse, 39 ; 13. Aubenas, 37 ; 14. Marmande, 36 ; 15. Tours, 34 ; 16. Rumilly, 33.

### BASKET-BALL

**PRO A (25<sup>e</sup> journée)**  
Montpellier-Chalon-sur-Saône 67-75  
Nancy-Le Havre 80-74  
Strasbourg-Paris Basket Racing 87-66  
Dijon-Antibes 65-63  
Villeurbanne-Bourg-en-Bresse 99-86  
Cholet-Hyères-Toulon 80-75  
Limoges-Pau-Orthez 65-78  
Gravelines-Le Mans 112-107 a.p.

**Classement** : 1. Villeurbanne, 45 pts ; 2. Pau-Orthez, 44 ; 3. Chalon-sur-Saône, 42 ; 4. Cholet, Gravelines, 41 ; 6. Nancy, 40 ; 7. Strasbourg, Le Mans, 40 ; 9. Paris Basket Racing, Dijon, 39 ; 11. Limoges, 35 ; 12. Montpellier, Hyères-Toulon, 32 ; 14. Antibes, 30 ; 15. Le Havre, 29 ; 16. Bourg-en-Bresse, 28.

**PRO B (25<sup>e</sup> journée)**  
Saint-Quentin-Mulhouse 87-81  
Roanne-Beauvais 77-67  
Rueil-Reims 76-88  
Evreux-Besançon 99-74  
Vichy-Golbey Epinal 95-72  
Brest-Nantes 81-99  
Saint-Etienne-Maurienne 86-90  
Châlons-en-Champagne-Bondy 104-102 a.p.

**Classement** : 1. Vichy, 46 pts ; 2. Roanne, 42 ; 3. Rueil, 41 ; 4. Golbey Epinal, 40 ; 5. Saint-Quentin, Besançon, Evreux, 39 ; 6. Reims, 38 ; 9. Châlons-en-Champagne, Beauvais, 37 ; 11. Mulhouse, Maurienne, 35 ; 13. Saint-Etienne, Nantes, 34 ; 15. Brest, Bondy, 32.

**COUPE DE FRANCE FEMMES**  
**Quarts de finale, à Chartres**  
Aix-en-Provence (LFB)-Reims (LFB) 71-64  
Bourges (LFB)-Toulouse (N1) 93-49  
**À Saint-Amand-les-Eaux**  
Sceaux (LFB)-Stade Clermontois (N1) 74-56  
Valenciennes (LFB)-Bordeaux (LFB) 69-59

**Demi-finales, à Chartres**  
Bourges (LFB)-Aix-en-Provence (LFB) 90-60  
**À Saint-Amand-les-Eaux**  
Valenciennes (LFB)-Sceaux (LFB) 98-40

### HANDBALL

MESSIEURS  
**Coupe de France, 16<sup>e</sup> de finale**  
Ajaccio (D2)-Toulouse (D1) 34-28  
Istres (D1)-Nîmes (D1) 18-20  
Villefranche-en-Beaujolais (D2)-Montpellier (D1) 19-29  
Besançon (D2)-Nancy (D1) 23-22  
Metz (D2)-Sélestat (D1) 26-22  
Billy-Montigny (N2)-Villepinte (D2) 27-24  
Saint-Mandé (N1)-Angers (D1) 27-26  
Torcy (N2)-Livry-Gargan (D1) 24-23  
Saran (N2)-Bordeaux (D1) 26-25  
Rodez (N1)-Valence (N1) 22-24  
Porte normande (D2)-Dunkerque (D1) 24-26  
Villeneuve-d'Ascq (D2)-ACBB (D1) 13-19  
Nantes (D1)-Paris-SG (D1) 27-29  
Valenciennes (N1)-Pontault-Combault (D2) 26-25  
Crèteil (D1)-Ivry (D1) 24-23  
Wittelsheim (D2)-Chambéry (D1) 31-37

DAMES  
**DIVISION 1 (20<sup>e</sup> journée)**  
Besançon-Mérignac 30-22  
Bondy-Nîmes 25-24  
Dijon-Bouillargues 24-17  
Toulon-Metz 22-31  
Alfortville-Toulouse 22-21  
Issy-Lyon ASU 28-17  
**Classement** : 1. Metz, 60 pts ; 2. Besançon, 54 ; 3. Dijon, 45 ; 4. Toulon, 42 ; 5. Nîmes, 40 ; 6. Bondy, 39 ; 7. Mérignac, 38 ; 8. Issy, 36 ; 9. Lyon ASU, 33 ; 10. Bouillargues, 33 ; 11. Alfortville, 29 ; 12. Toulouse, 23.

### VOLLEY-BALL

PRO A  
**Demi-finales aller**  
Sète-Paris Volley 1-3  
Tourcoing-Cannes 3-1  
(Match retour 20 avril, match d'appui 21 avril)

### ATHLÉTISME

**MARATHON DE LONDRES**  
DIMANCHE  
MESSIEURS  
**Classement** : 1. Khalid Khannouchi (Usa), 2 h 5 min 38 s ; 2. Paul Tergat (Ken), 2 h 5 min 48 s ; 3. Haile Gebreselassie (Eth), 2 h 6 min 35 s ; 4. Abdelkader El Mouaziz (Mar), 2 h 6 min 52 s ; 5. Ian Syster (Afs), 2 h 7 min 6 s.

DAMES  
**Demi-finales** : David Nalbandian (Arg) b. Carlos Moya (Esp) 6-4, 5-7, 6-4, Jarkko Nieminen (Fin) b. Fernando Meligeni (Bre) 7-5, 6-1

**Finale** : Nalbandian b. Nieminen 6-4, 7-6 (7/5)  
**TOURNOI MASCULIN DE CASABLANCA (MAROC)**  
**Demi-finales** : Guillermo Canas (Arg) b. Julien Boutter (Fra) 7-5, 6-4, Younés El Aynaoui (Mar) b. Mikhail Youzhny 6-3, 7-6 (7/2)

**Finale** : El Aynaoui b. Canas 3-6, 6-3, 6-2.  
**TOURNOI FÉMININ D'AMELIA ISLAND (USA)**  
**Demi-finales** : Venus Williams (USA) b. Anne Kremer (Lux) 7-5, 6-0, Justine Henin (Bel) b. Jelena Dokic (You) 6-2, 4-1 (abandon à la suite d'une grippe intestinale), Williams b. Hénin 2-6, 7-5, 7-6 (7/5).

**Finale** : V. WILLIAMS (USA) b. Henin (BEL) 2-6, 7-5, 7-6 (7/5).

### GOLF

**MASTERS (Augusta, Etats-Unis, 11-14 avril)**  
classement final  
1. Tiger Woods (Usa), 281, 70-69



# AUJOURD'HUI

## Journée de transition

**MARDI 16 AVRIL**  
Lever du soleil à Paris : 7 heures  
Coucher du soleil à Paris : 20 h 42

Une perturbation s'évacue lentement par la Belgique et l'Allemagne au cours de la journée de mardi alors que la suivante, encore sur l'Atlantique, n'abordera les côtes françaises que mercredi. Entre les deux, le ciel de France est nuageux mais le temps est sec.

**Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie.** La journée est agréable avec un ciel qui laisse une large place aux éclaircies. Températures maximales : entre 11 et 14 degrés.

**Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes.** Le ciel est nuageux des côtes de la Manche à l'Ile-de-France et au Centre alors que du Valenciennois aux Ardennes le ciel risque fort d'être couvert avec des pluies faibles et intermittentes. Températures : de 8 à 10 degrés sur les Ardennes, de 10 à 13 ailleurs.

**Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté.** Sur la Bourgogne et la Franche-Comté, le ciel est nuageux avec des éclaircies l'après-midi. En revanche, de la Lorraine à l'Alsace, le ciel est teinté de gris et s'accompagne de petites pluies intermittentes. Températures : de 8 à 11 degrés.

**Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées.** Nuageux et éclaircies se partageant le ciel au cours de la journée. Températures : de 13 à 16 degrés, avec même 16 à 17 degrés dans les Landes.

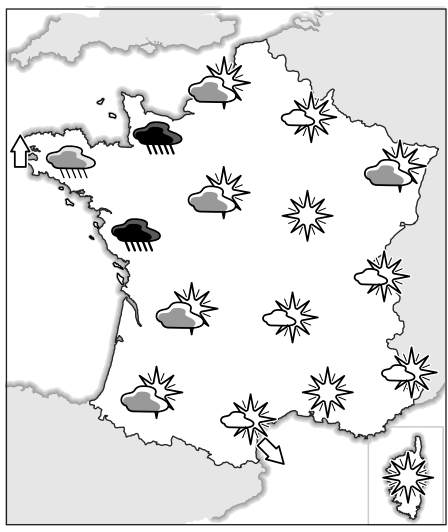
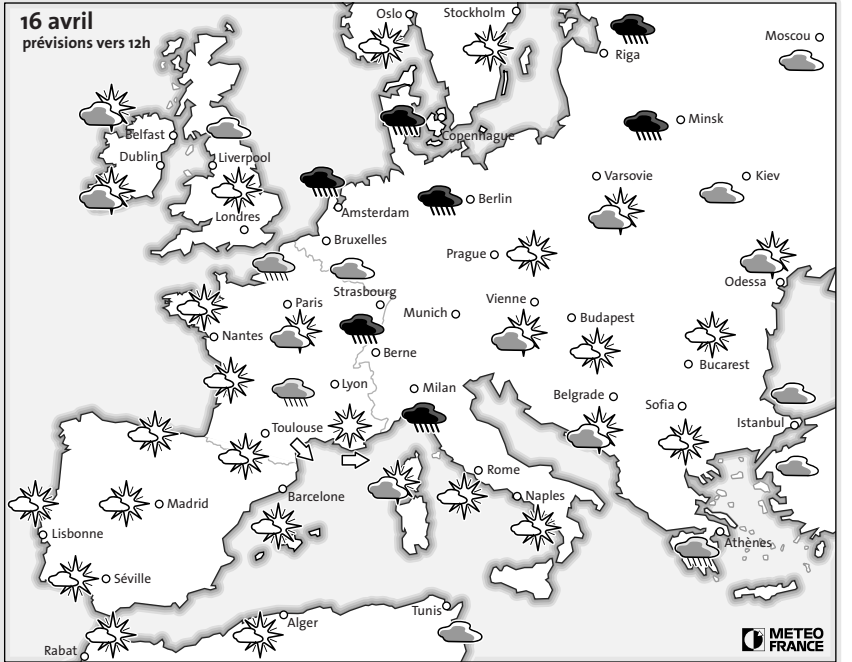
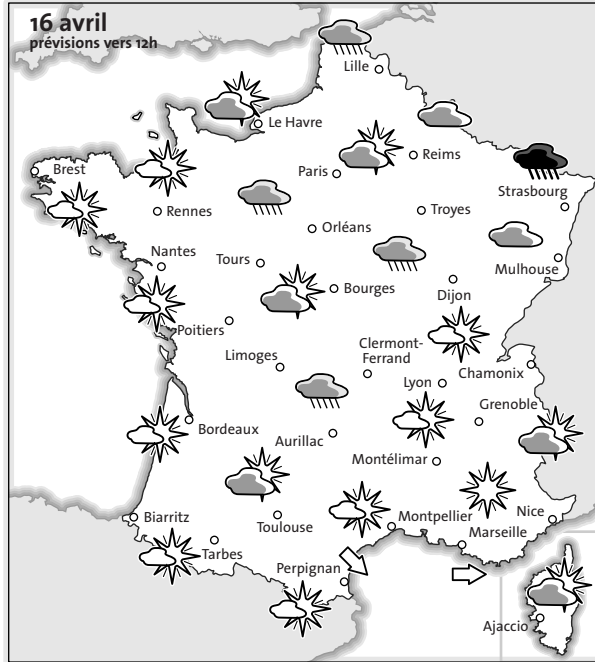
**Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes.** Le ciel est nuageux avec des éclaircies. Le soleil est plus présent sur le sud de Rhône-Alpes. Températures maximales : entre 7 et 10 degrés sur l'Auvergne, de 10 à 13 degrés sur le Limousin et de 12 à 15 degrés sur Rhône-Alpes, avec même 15 à 17 degrés sur la Drôme et l'Ardèche.

**Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse.** Le ciel est nuageux sur le relief, ailleurs le beau temps s'installe pour la journée. Le vent de secteur nord-ouest souffle à 60 km/h dans le golfe du Lion. Les températures maximales s'échelonnent de 16 à 20 degrés.

### 16 AVR. 2002 PRÉVISIONS

Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; \* : neige.

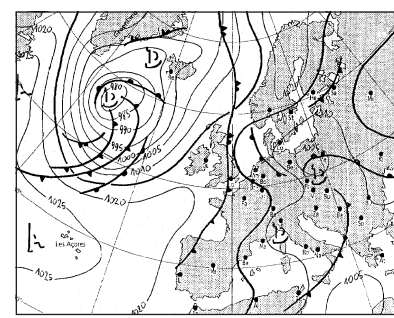
FRANCE MÉTROPOLE			
Ajaccio	8/15 N	Milan	7/17 P
Biarritz	6/13 S	Moscou	8/14 C
Bordeaux	4/14 S	Munich	2/11 C
Bourges	3/11 P	Naples	10/17 S
Brest	2/13 S	Oslo	-2/7 S
Caen	6/10 S	Palma de M.	8/17 P
Cherbourg	0/12 S	Prague	4/11 N
Clermont-F.	3/10 P	Rome	8/16 S
Dijon	0/11 P	Séville	8/23 S
Grenoble	4/12 N	Sofia	7/12 N
Lille	4/10 P	St-Petersb.	1/7 S
Limoges	4/10 N	Stockholm	1/9 S
Lyon	2/13 N	Ténérife	17/21 C
Marseille	7/17 S	Varsovie	7/14 N
Nancy	1/9 P	Venise	10/15 N
Nantes	2/12 S	Vienne	8/14 N
Nice	6/15 N		
Paris	2/11 P		
Pau	3/12 S		
Perpignan	9/17 S		
Rennes	0/13 S		
St-Etienne	2/10 P		
Strasbourg	3/10 P		
Toulouse	6/14 N		
Tours	4/12 S		
FRANCE OUTRE-MER			
Cayenne	23/28 P		
Fort-de-Fr.	24/30 P		
Nouméa	22/26 S		
Papeete	25/31 P		
Pointe-à-P.	22/29 S		
St Denis Réu.	24/30 S		
AMÉRIQUES			
Brasilia	18/28 S		
Buenos Aires	13/20 P		
Caracas	25/28 P		
Chicago	17/24 S		
Lima	20/25 P		
Los Angeles	11/15 S		
Mexico	11/26 S		
Montréal	11/23 S		
New York	17/25 S		
San Francisco	9/14 S		
Santiago Ch.	8/20 S		
Toronto	12/19 S		
Washington DC	17/30 S		
AFRIQUE			
Alger	9/16 N		
Dakar	18/23 S		
Kinshasa	23/28 P		
Le Caire	20/29 S		
Nairobi	17/27 S		
Pretoria	14/20 P		
Rabat	9/18 S		
Tunis	13/20 C		
ASIE-Océanie			
Bangkok	28/37 S		
Beyrouth	20/28 S		
Bombay	27/34 S		
Djakarta	24/29 P		
Dubaï	23/30 S		
Hanoï	24/32 P		
Hongkong	21/26 C		
Jérusalem	15/25 C		
New Delhi	26/39 S		
Istanbul	10/14 C		
Pékin	12/16 S		
Séoul	12/18 P		
Singapour	26/31 P		
Sydney	17/21 P		
Tokyo	18/22 P		



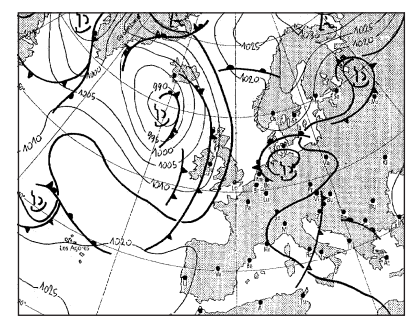
PRÉVISIONS POUR LE 17 AVRIL

**41€** ttc aller simple  
**NICE TOULOUSE TOULON MARSEILLE PAU**  
Familles, Couples, Jeunes et Seniors  
Au départ d'Orly, tarif soumis à conditions.

**Mercredi 17 avril**  
Le temps se gâte sur le nord-ouest de la France avec l'arrivée de pluies. Sur le nord-est, la couverture nuageuse est encore importante le matin avec quelques pluies possibles. Ailleurs, il fait assez beau.



SITUATION LE 15 AVRIL À 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 17 AVRIL À 0 HEURE TU

## Partons pour Pluton, au plus profond du système solaire

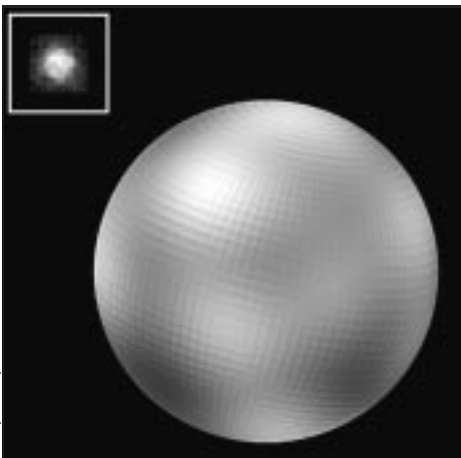
**ASTRONOMIE**  
Tous les lundis datés mardi, la vie des astres

DE TOUTES les planètes du système solaire, la petite Pluton est la seule qu'aucun vaisseau spatial n'ait jamais approchée. Lancée en août 1977, la sonde américaine Voyager-2 a rendu visite aux autres planètes lointaines, mettant douze années pour parvenir jusqu'à Neptune. Actuellement, Mars est scrutée par Mars Global Surveyor et Mars Odyssey ; autour de Jupiter vole Galileo, tandis que le couple américano-européen Cassini-Huygens fait route vers Saturne, qu'il atteindra en juillet 2004. La sonde Voyager-1 aurait pu prendre rendez-vous avec Pluton, mais les responsables de la mission préférèrent la diriger vers un objectif plus sûr : Titan, le principal satellite de Saturne.

A la décharge de ces scientifiques, il y a vingt-cinq ans, la neuvième

planète du système solaire n'apparaissait pas comme un chapitre important de l'histoire de notre coin d'Univers mais plutôt comme une note de bas de page. Sa découverte même tient de l'anecdote. Au début du XX<sup>e</sup> siècle, beaucoup d'astronomes croyaient à tort que les irrégularités des orbites uranienne et neptunienne étaient dues à la force de gravitation de ce qu'ils avaient appelé la « planète X ». En recherchant celle-ci et en comparant les plaques photographiques prises au Lowell Observatory (Arizona), le jeune astronome Clyde Tombaugh tomba en 1930 sur un petit point mouvant. Ce n'était cependant pas le gros astre espéré mais un avorton de planète. La faible masse de Pluton, dont le diamètre ne dépasse pas les 1 200 km (contre près de 3 500 km pour la Lune), n'expliquait pas les « dérèglements » de ses consœurs... La planète finit alors au rayon des curiosités.

Le regain de faveur n'est arrivé que récemment. Tout d'abord, en 1978, deux Américains découvri-



STSCI / NASA / ESA

La meilleure photographie disponible de Pluton a été prise par le télescope spatial Hubble. L'image brute (en haut à gauche) a été traitée et laisse apparaître une alternance de régions sombres et claires.

rent que Pluton était doté d'un satellite moitié moins gros qu'elle, Charon. Ce rapport de taille inédit dans le système solaire fait du duo une véritable planète double. Ensuite est arrivée la ceinture de Kuiper. Imaginé par l'astronome Gerard Kuiper au début des années 1950, ce réservoir d'astres glacés

situé au-delà de Neptune a été confirmé par l'observation en 1992. Depuis cette date, des centaines d'objets transneptuniens, vestiges de la création du système solaire, ont été découverts. Certains scientifiques ont d'ailleurs fini par se dire que Pluton n'était que le plus gros d'entre eux et ne pouvait en aucun

cas prétendre au titre de planète. Ce qui a suscité une levée de boucliers aux Etats-Unis, les Américains refusant de voir déchoir la seule planète découverte depuis leur sol et par un des leurs...

### PROJET MOINS COÛTEUX

Quoi qu'il en soit, au cours des dernières années, la cote d'intérêt de Pluton est remontée auprès des chercheurs. La NASA a donc envisagé l'envoi d'une sonde destinée à explorer l'astre gelé, à la température tellement basse (aux environs de -220 °C) que sa surface est recouverte de glaces d'azote, de monoxyde de carbone et de méthane, composants que l'on retrouve sur Terre à l'état gazeux. Mais le projet, baptisé Pluto-Kuiper Express, a été brutalement arrêté en 2000 pour des raisons budgétaires. Un an plus tard, la NASA lança un appel d'offres auprès des universités, des laboratoires et des industriels américains pour concevoir une mission à la fois plus riche en instruments et moins coûteuse.

Le nouveau programme, appelé New Horizons, ne devrait pas dépasser le demi-milliard de dollars. Si elle ne tombe pas à son tour aux oubliettes pour des raisons d'argent, la sonde quittera la Terre en 2006, dépassera Jupiter en 2007 et, après un parcours de quelques milliards de kilomètres, atteindra Pluton en 2015. Etant donné la vitesse acquise lors du voyage, New Horizons ne fera que passer et poursuivra sa route vers les tréfonds de notre système solaire, pour rendre visite, probablement au cours des années 2020, aux habitants lointains de la ceinture de Kuiper.

Pierre Barthélémy

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 02 - 091

Retrouvez nos grilles sur [www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
I											
II											
III											
IV											
V											
VI											
VII											
VIII											
IX											
X											

### HORIZONTELEMENT

I. Séparation brutale. - II. Son secret est dans un miroir. - III. Rayons. Cri de la brebis. Inscription en affaires. - IV. Passa à table. Bien séparée. - V. Font les singes en Amérique du Sud. L'un est resté Baba, l'autre cognait. - VI. Court les forêts du Nord. Courtes et informatives. - VII. Multipliée pour diffusion. Période de migrations. - VIII. Propose

en douceur. Article. - IX. Démonstratif. Circule à l'arrivée du printemps. Assurer la liaison. - X. Mauvais dans tous les cas. Orientons.

### VERTICALEMENT

1. Connaît bien le sens du poil. - 2. A plein tube en attendant le succès. Ne sont plus là. - 3. Dans les comptes de l'entreprise. Donnent des couleurs à la ville. - 4.

Philippe Dupuis

### SOLUTION DU N° 02 - 090

#### Horizontalement

I. Laisser-aller. - II. Insoumis. Ire. - III. Me. Lessivage. - IV. Impur. Elus. - V. Tout. Ite. SPA. - VI. Ambiant. Keum. - VII. Té. Obsède. Di. - VIII. It. Noé. Op. En. - IX. Ore. Ironique. - X. Netteté. Sûre.

#### Verticalement

1. Limitation. - 2. Anémomètre. - 3. Is. Pub. Et. - 4. Solution. - 5. Suer. Aboie. - 6. Ems. Insert. - 7. Risetite. OE. - 8. Asile. Don. - 9. Vu. Képis. - 10. Liasse. Qu. - 11. Erg. Pudeur. - 12. Réexaminée.

## AFFAIRE DE LOGIQUE

PROBLÈME N° 270

### Le bilboquet

UNE BOULE de bilboquet en bois de 5 cm de rayon est percée d'un trou cylindrique dont l'axe passe par le centre de la boule. La hauteur du cylindre est elle aussi de 5 cm.

Une deuxième boule, faite du même bois, n'a que 3 cm de rayon. Elle est percée, elle aussi, d'un trou cylindrique dont l'axe passe aussi par le centre. Ce trou est moins épais puisque la hau-

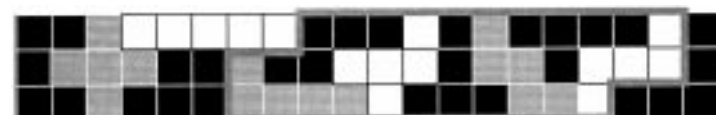
teur du cylindre est encore de 5 cm. Quelle est la boule (évidée) la plus lourde ?

Elisabeth Busser et Gilles Cohen © POLE 2002

Solution dans *Le Monde* du 23 avril.

### Solution du jeu n° 269 paru dans *Le Monde* du 9 avril.

Voici les douze pentaminos devant le rectangle.



Le pavage est unique aux symétries près et au retournement près de la zone cernée d'un trait gris épais.

**Le Monde**  
A LA TELEVISION ET A LA RADIO

**Le Monde des idées**  
LCI  
Le samedi à 12 h 10 et à 17 h 10  
Le dimanche à 12 h 10, 15 h 10 et à 0 h 10  
Le lundi à 16 h 10

**Le Grand Jury**  
RTL-LCI  
Le dimanche à 18 h 30

**La rumeur du monde**  
FRANCE-CULTURE  
Le samedi à 12 heures

**A la « une » du Monde**  
RFI  
Du lundi au vendredi à 12 h 45 et 0 h 10 (heures de Paris)

**La « une » du Monde**  
BFM  
Du lundi au vendredi à 13 h 06, 15 h 03, 17 h 40  
Le samedi 13 h 07, 15 h 04, 17 h 35



**MUSIQUE** • Le Breton Yann Tiersen battu sur le terrain de la délicatesse par les Sudistes de Lambchop, la puissance de feu du rock américain (Jon Spencer Blues Explosion, Garbage) mise à mal par le bruitisme créatif des groupes européens (International Noise Conspiracy, Dionysos)

# Renversement de valeurs au Printemps de Bourges

## BOURGES

de nos envoyés spéciaux

La programmation foisonnante d'un festival engendre parfois des renversements de valeurs. Qui aurait pensé qu'au Palais d'Auron, samedi 13 avril, Yann Tiersen, l'un des fleurons les plus charmants de l'exception culturelle française, décorateur musical, entre autres, des aventures cinématographiques d'Amélie Poulain, serait battu par un Américain sur le terrain de la délicatesse ?

Alors que le miniaturiste breton mise sur des orchestrations de cordes à la limite de l'hypertrophie, Lambchop, mené par Kurt Wagner (*Le Monde* du 10 avril) choisit le dépouillement radical d'une voix blottie contre des scintillements de guitares et l'élégance mélancolique d'un piano. Le groupe de Nashville cultive la lumière subtile du recueillement. Casquette et tee-shirt de routier, Kurt Wagner, cigarette aux doigts, s'immobilise parfois en des poses de crooner touché par la grâce de l'aube.

Qui, d'un autre côté, aurait parié un kopeck que la puissance de feu du rock américain serait mise à mal par le bruitisme vivifiant de groupes européens ?

Têtes d'affiche au chapiteau de l'Igloo, les gros calibres Jon Spencer Blues Explosion et Garbage se devaient d'imposer leur loi. Les premiers n'ont rien à se reprocher sur le terrain de l'intensité électrique. Obsédé par les pulsions sexuelles du blues et du rock primitifs, le trio new-yorkais écorche et salit avec classe de fiévreux tourbillons de guitares. Mais il y a aussi dans ce systématisme sulfureux et ce refus du moindre sourire, un manque de générosité et une obsession pour l'attitude qui confinent au maniérisme.

## TENTATIONS DU PRÉMÉDITÉ

Les membres de Garbage ne se préoccupent pas, eux, d'authenticité puriste. Né de l'imagination de producteurs – le batteur Butch Vig et le bassiste-guitariste Duke Erickson – convaincus que leur savoir-faire rock et leur maîtrise des nouvelles technologies pouvaient leur permettre de formuler des chansons excitantes, ce groupe américain a engagé la chanteuse écossaise Shirley Manson pour s'imposer dans les hits parades. Glissant de la noirceur post-grunge à une pop grand spectacle (l'album *Beautiful Garbage*), l'efficace répertoire de Garbage s'enlaidit sur scène de sons clinquants



PHOTOS FRANCIS VERNHET

et cède aux tentations du prémédité.

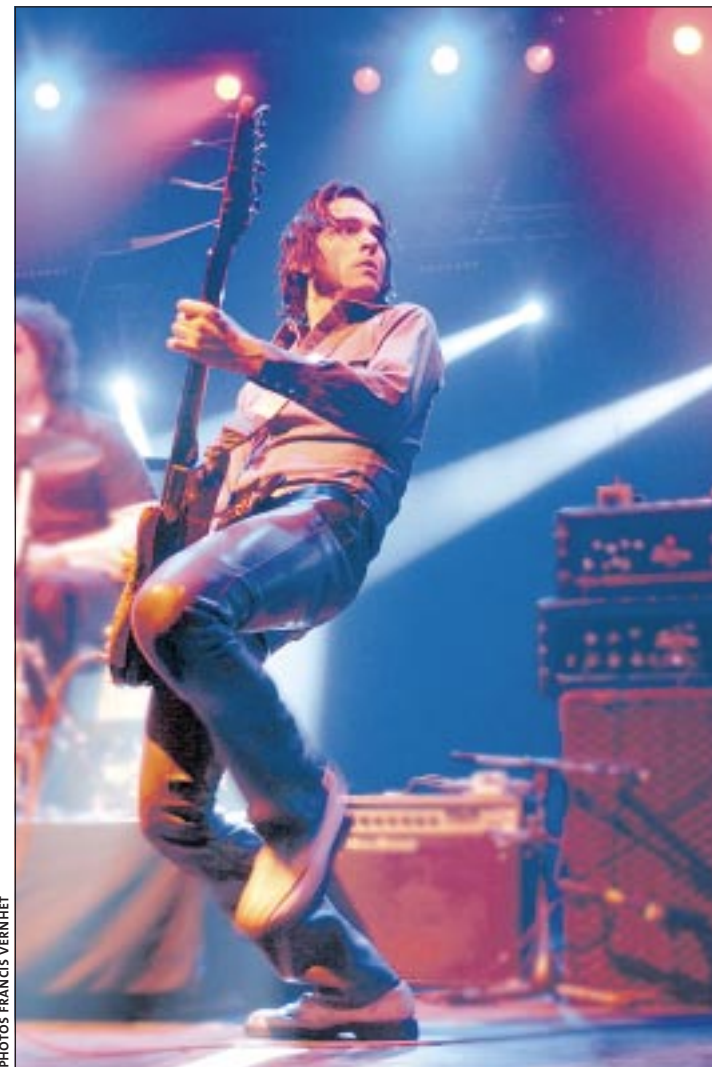
C'est dans la lutte contre ce genre de grosses machines que les Suédois d'International Noise Conspiracy trouvent leur motivation. Adepte d'un garage-rock bourré de références aux années 1960, propulsée entre autres par un bassiste frénétique, un orgue acide et un chanteur donnant une version punk des mimiques de jeuneuse de Mick Jagger, cette « conspiration du bruit » confronte ces clins d'œil passistes à une révolte politique solidaire des militants anti-mondialisation. Grand moment de leur performance joyeuse salle Germinal, *Capitalism Stole My Virginity* avait été élue « pire chanson écrite sur la liberté » par un magazine suédois d'extrême droite. Ce qui fait bien entendu leur fierté.

Dionysos n'a rien à envier aux Scandinaves en terme d'énergie. Mais si comme eux, ces Français malaxent nombre de références à l'histoire alternative du rock (et du cinéma) américain, ils ont poussé bien plus loin leur capacité de réinvention. Mené par Mathias Malzieu, lutin extatique (*Le Monde* du 13 avril) au corps et

à l'imagination montés sur ressorts, ce quintette de Valence défend un album, *Western sous la neige*, enfin à la hauteur de sa réputation scénique. Parfait dans la maîtrise comme dans l'épilepsie, la bonne humeur comme l'excentricité, le groupe, qui ouvrait la soirée à l'Igloo, donne tout et reçoit un des triomphes les plus marquants de la 26<sup>e</sup> édition du Printemps de Bourges.

## TÊTES CHERCHEUSES

Programmé à la dernière minute, en remplacement de The Come Ons, les Franciliens de Jack the Ripper – qui participaient par ailleurs à l'opération « Découvertes du Printemps de Bourges » – auront été l'une des autres sensations du festival. A Germinal, lieu où l'on a entendu pas mal de têtes chercheuses – Chocolate Genius, mardi 9 avril y avait envouté le public – l'octette propose un mélange de rock énervé et d'ambiances issues du cabaret (tango, Kurt Weill...), un élan théâtral-sant qui peut rappeler certaines obsessions de David Bowie et le souci de conter les parcours étranges de personnages sombres et tourmentés.



PHOTOS FRANCIS VERNHET



Ci-dessus, de gauche à droite : la générosité de Mathias Malzieu, lutin extatique de Dionysos, quintette de Valence, a fait défaut au Jon Spencer Blues Explosion, trio new-yorkais dont l'obsession de l'attitude confine au maniérisme. Ci-contre : Shirley Manson, la chanteuse écossaise du groupe américain Garbage. Une pop à grand spectacle taillée pour conquérir les hit-parades qui s'enlaidit sur scène de sons clinquants.

## Le succès des « Découvertes »

Les Têtes raides, Zebda, Zap Mama et plus récemment la chanteuse Jeanne Cherhal ont été révélés par les « Découvertes du Printemps de Bourges », fondées en 1985. Le public, qui se montre curieux de nouveautés, a rempli les salles pour la cuvée 2002 – le prix d'entrée de 10 euros donne une assise professionnelle à ces concerts –, au point qu'il a fallu refuser du monde à Germinal ou à la Maison de la culture. Cinq finalistes, parmi les trente et une formations sélectionnées sur 3 000 dossiers par l'équipe du Réseau Printemps dirigée par Marcelle Galinari, bénéficieront d'aides à des tournées, d'enregistrement de disques ou d'une résidence.

Mamy Wata, un trio musiques du monde et Jack the Ripper, formation rock de huit musiciens, ont reçu le prix « Attention talent scène » ; No Bluff Sound, trio hip-hop/ragga et Absolute, septet de fusion rap et hard rock, ont été récompensés par le prix « Attention talent disque » ; enfin Kma, quartet postrock-électro franco-italo-bosniaque a reçu le « Prix Sacem ».

## INSTANTANÉ LA JEUNESSE DE JEAN-MICHEL JARRE

Il existe des transversalités propres au Printemps de Bourges, peu perceptibles a priori, mais qui en font la richesse sous-jacente. Clef de la lecture diagonale donc de cette édition 2002 : la jeunesse de Jean-Michel Jarre. Invité du cycle d'audio-brunches organisé par le festival en collaboration avec Monum (*Le Monde* du 13 avril), le musicien fut également auteur de chansons. On lui doit notamment, dans les années 1970, *Les Mots bleus* ou *Les Paradis perdus*, que Christophe a chantés, et qu'il reprend sur des registres novateurs dans le concert qui fête son retour à la scène, abandonnée depuis vingt-sept ans. Lunaire, extra-ordinaire, totalement dévoué au cinéma – images et travellings panoramiques en fond, générique de fin –, le récit de Christophe accrédite la thèse selon laquelle il y a une vie possible en dehors des images obligées. Christophe, d'ailleurs, en a deux, qui le desservent, chanteur yé-yé tarte (*Aline*) d'une part, objet d'idolâtrie des branchés parisiens (*Bevilacqua, Comme si la terre penchait, ses deux derniers albums*). En scène, il n'est rien de tout cela, il est Christophe, musicien et chanteur sans attaches visibles.

Bizarre, bizarre est le theremin,

instrument russe du début du XX<sup>e</sup> siècle jouant sur les ondes, dont use Jean-Michel Jarre, champion du synthétiseur démocrate. Au Palais Jacques-Cœur, monument historique du XV<sup>e</sup> siècle qui possède une jauge restreinte (une centaine de spectateurs), jamais on ne s'attendait à y trouver le propagateur des méga-concerts sur pyramides, cathédrales, etc. Et pourtant, l'auteur d'*Oxygène* est bel et bien là, sympathique, courtois, pédagogique, présent au débat qui suit cette séance de musique d'art et d'essai.

Jarre y a joué plusieurs pièces : l'une, limpide, composée en 1969 lorsqu'il était élève du Groupe de recherche musicale (GRM) fondé par Pierre Schaeffer, une autre trentaine ans plus tard, pour la Beauté à Avignon, et puis celles imaginées exprès pour le Printemps, où il avait amené son premier synthétiseur, un VCS3 « très physique ». De 1969 à 2002, beaucoup de Tour Eiffel sont passées par l'esprit de Jean-Michel Jarre, il lui a fallu couper dans l'émotion, ralentir dans la grandiloquence. C'est dommage.

Véronique Mortaigne

26<sup>e</sup> Printemps de Bourges, Jean-Michel Jarre, le 12 avril.

## Le festival conclut son plan de restructuration

### BOURGES

de notre envoyé spécial

« Nous sommes dans une situation financière saine et l'exercice comptable du 26<sup>e</sup> Printemps de Bourges affichera un bilan positif qui nous permettra de dégager un fonds de roulement. » Dimanche 14 avril, lors d'une conférence de presse au Magic Mirrors, à 10 heures, le directeur du festival de musiques actuelles, Daniel Colling, était manifestement ravi de pouvoir confirmer ses prévisions les plus optimistes. Tablant sur des recettes de billetterie de 47 100 entrées payantes durant les six jours du festival (du 9 au 14 avril), les responsables du Printemps en ont comptabilisé 51 489 à l'issue de la soirée du samedi 13 – la journée du 14 étant gratuite – pour un taux de remplissage moyen de 95 %.

Subventionné à 40 % par les pouvoirs publics (Etat, région Centre, département du Cher et Ville de Bourges), le Printemps de Bourges a été, cette année, autofinancé à 25 % par les recettes propres de billetterie sur un budget global de 2,932 millions d'euros – dont 846 000 euros pour l'artistique et 595 000 euros

pour la technique – en baisse de environ 500 000 euros par rapport à 2001. Le reste du budget provient des redevances commerciales, de partenaires privés (dont plus de 96 000 euros par le Club des entreprises du Cher) et des sociétés civiles (Sacem, Spedidam, Adami, Fonds de soutien...).

### BON RYTHME

Le Printemps de Bourges peut donc conclure son plan de restructuration sur quatre ans destiné à rembourser un déficit cumulé de 609 796 euros, moitié par ses recettes, moitié par une subvention des pouvoirs publics. Outre l'excellente fréquentation – plus de 130 000 personnes ont fréquenté le site avec ses scènes gratuites, les concerts dans quarante-deux bars de la ville durant la nuit – la réduction d'environ un tiers des spectacles proposés par rapport à l'édition 2001 a été déterminante.

Artistiquement, le Printemps de Bourges a trouvé un bon rythme entre la nécessité économique d'une programmation fédératrice (5 000 personnes pour The Cranberries, plus de 1 000 pour Brigitte Fontaine ou Christophe,

2 500 pour Yann Tiersen...) et la volonté de ses deux programmeurs, Emmanuel Barron et Christophe Davy, de présenter les pointes des divers courants actuels (Gigi, Chocolate Genius, Sébastien Tellier, Kery James, Uncommonmenfrom Mars, Bénabar, DJ Olive, Irmin Schmitt et Kumo...). Au rayon des mauvaises surprises, les responsables du Printemps de Bourges ont du faire face à plusieurs annulations de dernière minute. « Certaines ont été la faute à pas de chance, a précisé Daniel Colling, comme dans le cas du groupe Yeah Yeah Yeahs, un trio dont le guitariste est tombé gravement malade. Dans d'autres cas nous attendons encore des explications des producteurs de Damien Saez et de Fonky Family. Nous avons les contrats, il y a des clauses de dédits que nous ferons jouer. »

### COLLABORATION AVEC MONUM

Quant à la poursuite de la collaboration avec Monum (Centre des monuments nationaux), elle est souhaitée tant par le festival que par Georges Buisson, administrateur et conservateur du palais Jacques-Cœur où ont été organisés des concerts. Il faudra pour

cédé avec pour principale mission de faire bouger les pieds et reprendre en chœur des mélodies mémorables. La vocation populaire du festival y est affirmée sans tricher sur l'artistique.

Stéphane Davet et Sylvain Siclier

26<sup>e</sup> Printemps de Bourges, avec Yann Tiersen, Lambchop, Jon Spencer Blues Explosion, Garbage, Jack The Ripper, Dionysos... les samedi 13 et dimanche 14 avril.

cela attendre la nomination d'un nouveau président après la démission de Jacques Renard (*Le Monde* du 28 mars).

A l'issue de cette conférence de presse, Daniel Colling est revenu sur la confirmation, annoncée par la ministre de la culture, Catherine Tasca, lors de sa visite, samedi 13 avril, de la création du Centre national de la chanson, des variétés et du jazz, nouvelle appellation du Fonds de soutien mais surtout nouveau statut juridique puisque d'associative la structure qui fédère 700 entrepreneurs de spectacles deviendra un Etablissement public industriel et commercial (Epic).

La loi du 4 janvier 2002 portant création du Centre national avait été votée au Parlement à l'unanimité. Le décret d'application devrait être publié au *Journal officiel* durant la semaine, avant l'assemblée générale du Fonds de soutien, le 24 avril. Catherine Tasca avait souligné que la pérennité de cette structure de régulation du secteur était ainsi clairement appuyée par l'Etat, à l'image du Centre national de la cinématographie par exemple.

S. Si.



## Théâtre Des trésors d'Hugo par la voix de Noiret



**PARIS** Vous tous, pèlerins obéissants du bicentenaire Hugo, une visite avant tout s'impose : aller entendre Philippe Noiret, un Noiret pas en image mais donnant de sa personne, vous dire des poèmes des *Contemplations*.

Surtout pas de panique : *Les Contemplations*, ici, ce n'est pas « se perdre dans l'abîme des grandeurs et des perfections de Dieu », comme disait Fléchier, évêque de Nîmes. Que non ! Dans le recueil d'Hugo, Noiret a choisi pour vous des trésors légers, souriants. C'est : « J'avais douze ans, elle en avait bien seize/ Elle était grande, et moi j'étais petit », ou : « Elle avait pris le pli dans son âge enfantin/ De venir dans ma chambre un peu chaque matin », ou : « Je ne songeais pas à Rose/ Rose au bois vint avec moi », presque des chansons style « Mon père m'a trouvé un mari/ Mon Dieu quel homme, qu'il est petit », et Philippe Noiret donne à ces choses-là des couleurs, un allant, qui vous cognent presque le cœur.

Il a choisi aussi des passages plus drôles, par

exemple les rouspétances de toute épouse d'écrivain, malade de carence affective : « Quand vous êtes assis tout un soir dans vos livres/ Sans relever la tête et sans me dire un mot », ou bien, afin de détendre un peu la galerie, des vers qui, pour les besoins de la rime, frisent le burlesque, comme : « Et tous les billets doux de son amour bavard/ Avaient laissé leur trace aux pages du buvard » (vous diriez

presque l'Edmond Rostand des grands jours, celui de *La Marseillaise* : « Et le chant formidable, "alea jacta est",/ Sort de tous les wagons de la gare de l'Est »).

Il est un compagnon attentionné, bienveillant, naturel, ce Philippe Noiret qui nous sert tout cela sur un plateau de cristal. Pas de décor : juste une chaise. Et lui, en complet veston de tweed pas trop flambant neuf, comme il faut, l'élégance que disait Cocteau : « Prendre soin d'être vêtu comme tout le monde, sans y parvenir tout à fait. »

Le bonheur de cette soirée, c'est aussi qu'un très grand acteur, quand plus d'une fois nous l'avons vu sur les grands écrans de cinéma, avec la charge d'émotion, d'absence, de rêve, d'« autre monde », qui est le miracle du cinéma, oui lorsque ce fantôme en nous, cet hôte clandestin en nous, apparaît « en vrai », en personne, là, devant nous sur les planches, il y a d'abord une seconde pendant laquelle nous n'y croyons pas, puis c'est une douce surprise

joyeuse qui nous prend, et qui dure, surtout si cet acteur a été assez fort pour nous émouvoir comme Philippe Noiret l'a fait.

Un détail : peut-être serez-vous étonné d'entendre souvent revenir, le long de ces vers, le mot « Dieu ». C'est : « Depuis quatre ans j'habite un tourbillon d'écume/ Le livre en a jailli, Dieu dictait, j'écrivais » ; « Et le mendiant dit : je suis riche, ayant Dieu » ; « Une sorte de Dieu fluide/ Coule aux veines du genre humain » ; « Et je fais bon ménage avec Dieu mon voisin. » Osons dire que Victor Hugo « met Dieu à toutes les sauces ». Ce qui faisait piquer à Paul Claudel de grosses colères : « La religion sans religion de Victor Hugo. Il n'a pas vu Dieu, mais personne n'a tiré tant de choses de cette ombre que fait l'absence de Dieu. » Claudel ajoute : « Sa poésie sonne le vide ! » Mais quel vide, cher grand Claudel ? La nuit du 13 septembre 1853, Hugo, au cours d'une séance de spiritisme, demande à la table tournante : « Qu'est-ce que l'inconnu ? » La table répond : « Le vide plein ! »

Le hic, c'est que nombre de poètes, même parmi les géants, ne pardonnent pas à Victor Hugo d'avoir été le seul à atteindre deux rimes complètes de douze pieds, c'est le célèbre distique : « Gal, amant de la Reine, alla, tour magnanime/ Galamment de l'arène à la tour Magne, à Nîmes. » Allons ! Pas de jalousies ! Tous au Noiret-Hugo ! Une grande heure de magie !

Michel Cournot

**Philippe Noiret/Victor Hugo : Les Contemplations.** Collaboration artistique : Antoine de Meaux, Frédéric Belier-Garcia. Comédie des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris-8<sup>e</sup>. Tél. : 01-53-23-99-19. M<sup>o</sup> Alma-Marceau. Du mardi au samedi, à 21 heures. Matinées samedi 17 h 30 et dimanche 15 h 30. De 15 € à 30 €. Durée 1 h 20. Jusqu'au 26 mai. Photo © P. Victor / MAXPPP.

**ARTS** • Le Musée Jacquemart-André, à Paris, présente l'imposante collection Krugier

## Etudes et expériences : le dessin, un plaisir privé



Etude de femme pour la « Mort de Sardanapale », d'Eugène Delacroix (vers 1850). Plume et encre brune, 207 x 180 mm.

**GRAND** marchand de tableaux, Jan Krugier est aussi un grand collectionneur de dessins, comme le montre, en force, l'exposition du musée Jacquemart-André. Le désir de collectionner, quoi de plus naturel pour un marchand ? Si Hans Berggruen ou Ernst Beyeler ont privilégié la peinture des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles, le domaine de prédilection de Jan Krugier – qui présente et vend de la peinture moderne à Genève – et de son épouse, Marie-Anne Poniatowska, est le dessin. Non qu'ils n'aient de tout ce qu'il faut avoir, de Géricault et Ingres à Picasso et Klee, mais leur collection commence bien plus tôt, dans l'Italie de la pré-Renaissance, et se développe dans presque toutes les directions : vers les Flandres, la Grande-Bretagne, la France, l'Espagne et, de façon plus discrète, l'Allemagne.

Cette exhaustivité se mesure en chiffres : cinq siècles en près de 200 œuvres. On ne se plaindrait pas d'une telle abondance si elle n'était logée bien trop à l'étroit dans quelques salles du musée Jacquemart-André. On y étouffe. Ajoutez à l'exiguïté absurde des lieux la bousculade et des groupes aux cornacs tonitrueux et vous obtenez les pires conditions qui soient pour observer à l'aise des œuvres qui méritent du temps et du silence.

Au visiteur patient qui saura se faufiler, résister aux flux et se boucher les oreilles, l'exposition offre néanmoins de grands plaisirs. A lui de se composer son anthologie. Elle pourrait commencer par une petite étude de nu masculin de Gozzoli, des années 1450, à la plume : l'adolescent regarde en coin l'artiste qui s'intéresse plus précisément à l'articulation de la hanche, à la musculature de l'épaule droite et à la main gauche. Sans doute s'agit-il d'un travail d'après modèle qui a pu servir à la préparation d'une fresque.

Autre étude sur le motif, une tête d'oiseau de proie mort de Marcantonio Raimondi, bien plus illustre pour ses gravures, surprend par sa froideur funèbre. On ne sait quel rapace Raimondi a représenté – probablement a-t-il mêlé de l'aigle à du vautour. On ne sait pourquoi ce motif l'a intéressé, mais l'acharnement du dessinateur est sensible malgré le temps. Il reste dans ce dessin une impression de travail en cours, d'artiste dans son atelier.

Du reste, ces qualités sont celles que la collection met le mieux en valeur : elle compte plus d'études, de brouillons et d'esquisses que de dessins achevés, exécutés pour le commerce. Cherchant la forme d'une Vierge à peindre dans une lunette au-dessus d'un autel, Pontorno s'embrouille dans sa sanguine et obtient un étrange nuage de poudre rouge. Pour construire un nu masculin de dos, Tintoret travaille en série, exagère les volu-

mes, systématise le contour sinuoux, revient dessus à la gouache blanche, retourne sa feuille pour continuer au verso.

Pour un *Moïse défendant les filles de Jethro*, Poussin juxtapose deux feuilles sans s'inquiéter des différences de lumière entre les deux : l'unité de la composition lui importe bien davantage que l'exactitude ou la propreté. Dessiner est, pour lui, une activité principalement expérimentale, avec ce que cela suppose d'efforts, d'accidents, d'échecs souvent, de réussites parfaites parfois.

Quand Füssli a eu terminé son *lavis Paolo et Francesca dans un tourbillon*, il en a retiré, peut-on supposer, une grande satisfaction – si grande qu'il a gravé son dessin

*Tintoret travaille en série, exagère les volumes, systématise le contour sinuoux, retourne sa feuille pour continuer au verso. Poussin, lui, juxtapose deux feuilles sans s'inquiéter des différences de lumière entre les deux. L'unité de la composition lui importe davantage que l'exactitude*

pour lui-même. Le plaisir de Géricault dessinant une *Scène antique* hystérique ou une *Vue de Montmartre* qui préfigure Courbet trente ans à l'avance a été sans doute aussi fort. Et celui de Delacroix, de Degas, de Hugo...

La fin de l'exposition est éblouissante : un groupe de Seurat sombres et tendus, une suite de Cézanne elliptiques et aériens, puis les Picasso et les Klee, dont Jan Krugier a souvent montré des ensembles considérables chez lui. Et un très beau Braque, un collage de 1918, l'un des rares où, en dépit de la guerre et de sa blessure, Braque retrouve, brièvement, sa grande manière cubiste.

Philippe Dagen

**LA PASSION DU DESSIN**, Musée Jacquemart-André, 158, boulevard Haussmann, Paris-8<sup>e</sup>. Tél. : 01-45-62-11-59. De 10 heures à 18 heures. Entrée : 8 €. Jusqu'au 30 juin.

## Exposition

**PARIS**  
Antoine Perrot

« L'art est trop important pour qu'on l'abandonne à Antoine Perrot », dit ironiquement le sous-titre de l'exposition. C'est que pour ce peintre abstrait, géométrique, et l'un des rares artistes aujourd'hui à oser encore théoriser la couleur et penser la peinture, l'art est comme la guerre, qu'il est préférable de ne pas confier aux militaires. Cela se manifeste, par exemple, par un refus d'utiliser les couleurs habituellement réservées aux « beaux-arts ». Perrot leur préfère ce qu'il nomme la « couleur importée », cordes à lieuse venues de l'agriculture, bruns des cartons ondulés, vélatures des colles industrielles. Et démontre que la réalité, lorsqu'elle est abstraite, peut être très belle.

Galerie Lahumière, 17, rue du Parc-Royal, Paris-3<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Saint-Sébastien-Froissart.

Tél. : 01-42-77-27-74. De 10 heures

à 13 heures et de 14 heures à 18 h 30 ; samedi de 11 heures à 13 heures

et de 14 heures à 18 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 1<sup>er</sup> juin.

## Classique

**PARIS**  
Ensemble Intercontemporain, Maurizio Pollini

Maurizio Pollini n'aime rien tant que ces « projets » où il fait se rencontrer les musiques de différentes époques : à Salzbourg, à New York et ailleurs, son Progetto Pollini a souvent confronté les modernités de tous les temps, parfois de manière un peu systématique et naïve (croire que Gesualdo était un « moderne » est une erreur factuelle d'évidence). Ici, la rencontre avec les solistes de l'Ensemble Intercontemporain est plus libre, moins élaborée : la modernité des *Bagatelles* de Beethoven et des *Préludes* de Chopin sera mise en regard de celle des trois Viennois (Berg, Schoenberg et Webern) et de György Kurtág. Mais que de la bonne musique ancienne rencontre de la bonne musique moderne suffit à notre bonheur.

Cité de la musique, 221, av. Jean-Jaurès, Paris-19<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Porte-de-Pantien.

Le 16, à 20 heures. Tél. : 01-44-84-44-84. 25 € et 33 €.

## Electronique

**PARIS**  
Rubin Steiner Quartet

Formation électronique de Frédéric Landier, Rubin Steiner n'existe pas seulement sur disque, contrairement à nombre de projets du genre. Sur scène, la musique déjà éminemment organique et ludique du guitariste, bassiste et manipulateur de machines prend une dimension encore plus hétéronome, génératrice de trouvailles sonores. Avec Landier, le contrebassiste Sylvestre Perrusson et le tromboniste Benoît Louette. Le quatrième larron du groupe, François Pirault, est responsable des animations vidéo qui accompagnent le concert.

Elysée-Montmartre, 72, boulevard Rochechouart, Paris-18<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Anvers. Tél. : 01-44-92-45-36. Le 17, à 20 heures. 19,80 €.

## Théâtre

**SAINT-DENIS**  
Le Balcon

Après le Cloître des Carmes à Avignon, *Le Balcon*, pièce de Genet « la plus difficile »

(*Le Monde* du 11 juillet 2001), mise en scène par Jean Boillot, est repris à Saint-Denis au Théâtre Gérard-Philipe. Ce « bordel de luxe », au cœur d'une « ville en insurrection » où des habitués, avec la complicité d'Irma, la tenancière du lieu, viennent jouer à être évêque, juge, général ou clochard, est aussi une maison d'illusions. Dans les salons du *Balcon*, tous peuvent assouvir leur « fantasme » de « s'abstraire de leur corps de chair pour devenir image ou reflet ».

Ecrit entre 1956 et 1962, la pièce a été jouée à Londres pour la première fois en 1957, dans une mise en scène de Peter Zadek. Après la représentation du 21 avril, une rencontre est prévue avec le metteur en scène et avec les comédiens. Elle sera animée par Michel Corvin, professeur honoraire à l'université Paris-III.

Théâtre Gérard-Philipe de Saint-Denis, salle Roger-Blin, 59, boulevard Jules-Guesde, Saint-Denis (Seine-Saint-Denis). M<sup>o</sup> Saint-Denis-Basilique. Tél. : 01-48-13-70-00. Du lundi au samedi, à 20 heures ; le dimanche, à 15 h 30 ; relâche le mercredi. Jusqu'au 12 mai. De 4,60 € à 15,25 €.

## Sélection revues danse et théâtre

Janus



Cette revue trimestrielle, éditée à Anvers, qui parle de danse et de tous les autres arts, est étroitement liée au chorégraphe et plasticien Jan Fabre, qui en fut le fondateur avec Dirk Imschoot. Son rédacteur en chef se nomme Hendrik Tratsaert. Pour cette édition de printemps, Janus a organisé un dossier sur les musées et les modèles, avec l'actrice « fabrienne » Els Deceuke-

lier, en figure centrale. Patrick Amine explore les voies qui mènent le peintre Bernard Dufour de son modèle à la toile. Cette problématique est le fil autour duquel ce numéro est construit. – D. F.

Janus, 33 €. Version anglaise. Italiélie 56, 2000 Anvers. Pour abonnement, janus@troubleyn.be/

Danser

Un des seuls magazines de danse à subsister après la disparition à la rentrée 2001 des *Saisons de la danse*, que dirigeait Philippe Verrièle. *Danser*, dont Jean-Claude Diénis est le rédacteur en chef, s'intéresse à toutes les danses, éclectique et curieux, à l'image de sa direction. On remar-

quera dans ce numéro la longue interview réalisée par Philippe Noiset avec le mime Marc Ceau. Le reportage « Le Corps du délit », écrit par Nathalie Yokel sur la danse dans les prisons. Les critiques bien ajustées d'Agnès Izrine. Signalons aussi la chronique de Daniel Conrod. Celle du mois est intitulée « Désir et politique ». Il y lève, comme souvent, quelques lièvres – bien saisis au collet. Dommage seulement (surtout pour lui) qu'il soit à ce point passé à côté du *Point de fuite* de Maguy Marin. Personne n'est parfait ! – D. F.

*Danser* (coédité par Télérama), 4,30 €. 8, rue de la Terrasse, Paris-17<sup>e</sup>. Tél. : 01-64-81-20-01.

La Scène

Revue trimestrielle des professionnels du spectacle, *La Scène* a le mérite d'aborder des questions concrètes. Comment aller à la conquête du public ?, se demande-t-elle dans son numéro 24. Avec quels projets artistiques, quels tarifs, quelle communication ? Ce dossier central est accompagné des rubriques habituelles, qui permettent de faire le tour des problèmes – que vont changer les établissements publics de coopération culturelle, ou EPCC –, et des pratiques, en montrant, par exemple, comment José-Manuel Gonzalves a réussi à faire vivre la Ferme du

Buisson, à Noisiel (Seine-et-Marne). Deux publications complètes cette livraison : l'une sur les présences artistiques en milieu rural, l'autre consacrée aux expériences dans les quartiers défavorisés. – B. Sa.

*La Scène*, 114 p. 6,10 €. En librairie ou par téléphone au 02-40-20-60-20 (11, rue des Olivettes, BP 41805, 44018 Nantes Cedex 1).

Théâtre public  
160-161

Ce numéro spécial de *Théâtre public* est publié avec le concours de l'université Paris-X - Nanterre, de la Maison Heinrich-Heine et de l'Académie expérimentale des théâtres. Il est entièrement consacré à Heiner Müller, mort le 30 décembre 1995, qui fut l'objet d'un colloque en mars 2000, sous le titre : « Généalogie d'une œuvre à venir ». Oublions le titre, redoutablement universitaire. Les textes sont souvent ardu, mais on y trouve des trésors, en particulier des manuscrits inédits et impressionnants de *Hamlet-Machine*, un entretien et deux courts textes de Heiner Müller, *Guerre des virus* et *Notice 409*. – B. Sa.

Théâtre public 160-161, 130 p., 14 €. En librairie ou au Théâtre de Genevilliers, 41, avenue des Grésillons, 92230 Genevilliers. Tél. : 01-41-32-26-10.

CRÉATION

TNS

**LA GÉNISSE ET LE PYTHAGORICIEN**  
d'après Les Métamorphoses d'Ovide

Un spectacle de  
Jean-François Peyret  
et Alain Prochiantz

Du 17 avril au 4 mai 2002  
03 88 24 88 24 / www.tns.fr

France Inter

Théâtre National de Strasbourg  
École supérieure d'art dramatique



# Patricia Kaas, sa vie comme au cinéma

La petite fée de Forbach, devenue vedette internationale, interprète une chanteuse de bar dans « And now... Ladies and Gentlemen », de Claude Lelouch, qu'elle présentera à Cannes

UN PIED pointé vers le sol d'un hammam d'un bleu délavé, une rose rouge – « en relief, s'il vous plaît » – et brillante, par exigence : Patricia Kaas est sous l'empire du cinéma. La pochette de son disque, *Piano bar*, est une mosaïque cannoise, conçue dans la perspective de la présentation de *And now... Ladies and Gentlemen*, le nouveau film de Claude Lelouch où elle joue le rôle de Jane, une chanteuse de bar. Pour l'heure, elle est gilet vert pomme sur tenture vert tendre, dans le salon d'un hôtel parisien d'allure anglaise, à l'affût d'une Caesar salade ou de chips qui la nourriraient après une matinée passée à écumer les magasins – Lancôme, notamment, en prévision d'une séance photo. Elle ira à Cannes, si tout va bien, montera les marches. Avec qui ? « Seule. Je laisse la place libre à George Clooney », acteur vedette, neveu de la chanteuse Rosemary Clooney, et canon de sex-appeal pour Patricia Kaas.

La petite fille de *Mon mec à moi* vit aujourd'hui à Zurich ; elle a gagné, elle en est fière et le dit, et elle répète qu'on ne peut rien lui reprocher, elle a fait comme elle devait. La Lorraine, la frontière allemande, les amours déçues, les ritournelles adressées au lumpenproletariat : Patricia Kaas n'a revendiqué aucune de ces images, mais elles ont été depuis 1987 (*Mademoiselle chante le blues*) la meilleure définition d'une chanteuse à la voix exceptionnelle et dotée d'une envie insurmontable de montrer à son père et à sa mère qu'on peut réussir, avoir du succès, gagner des sous. Depuis, devenue vedette internationale, Patricia Kaas porte un regard toujours limpide sur le monde de la chanson, le monde en général. Un secret, professionnel, évidemment : « Deux managers m'entourent. Ce sont les mêmes depuis quinze ans. Ce sont les hommes de ma vie, mes amis. »

« Je chante des chansons de déception amoureuse, de douleur, comme Il me dit que je suis belle, Je voudrais la connaître, par exemple. Mais, personnellement, je ne suis pas triste ni solitaire. Je suis réservée, j'ai une mélancolie... » Et c'est pourtant à Kaas que les gens, en province ou à Bercy, lancent des peluches, des petits mots, avec une tendresse peu égale en France. Ceux-là sont fiers avec elle de la voir en couverture des magazines, de l'entendre chanter au cinéma – dans le Lelouch, on entendra quelques-unes des douze chansons de l'album, des classiques français interprétés en anglais, habillés musicalement par le producteur Robin Millard, celui de George Michael, un Clooney bis dans l'imaginaire de Patricia, qui enregistre un duo avec lui.

Patricia Kaas est orpheline, sa mère, la confidente, « est partie » lorsqu'elle avait vingt ans.

## BIOGRAPHIE

### ► 1966

Naissance à Forbach (Moselle).

### ► 1979

Débuts dans un cabaret de Sarrebruck.

### ► 1987

Premier succès, « Mademoiselle chante le blues ».

### ► 1993

« Je te dis vous », album de la maturité.

### ► 2002

Publie l'album « Piano bar » et joue au cinéma pour Claude Lelouch

« Je veux te voir grande », disait-elle à la petite qui aimait chanter. Elle a eu juste le temps de la voir à l'Olympia. « Kaas, c'est la classe », disait son père, mort en 1992, un « homme très carré » qui, en guise de cadeau pour son soixante-cinquième anniversaire, demanda à sa fille de l'accompagner au bistrot où il avait ses habitudes : « Ah ! la fierté devant les copains ! La réussite n'est pas dans le succès des ventes. Pas dans les chiffres. » Patricia Kaas parle en souriant. Elle a une voix. Elle dit des choses simples, pas toujours formatées, pas non plus impudiques, elle est assise en demitaille, mange des croûtons du bout des doigts. Elle a la ligne minceur, mais moins que Céline Dion, collée au régime sec avant de s'installer dans un casino de Las Vegas pour trois ans – ce que Kaas ne ferait pas, « incapable d'être loin du public, incapable de l'abandonner, de ne plus vivre la vie de tournée ».

Depuis 1987, l'artiste mène une carrière professionnelle. Avant, elle avait chanté partout « dans des conditions très dures, des salles chahuteuses, des fêtes de la bière », bref là où tant de chanteurs se sont formés avant que l'emprise du disque ne fabrique de fausses valeurs, à la voix molle. Chanteuse, c'est un boulot, un vrai boulot, à prendre à bras le corps. Et le corps, chez Kaas, est important. Voici plusieurs années qu'elle le façonne, qu'elle veut le plier à

ses exigences : devenir belle, sexy, jambes nues comme Marlene Dietrich, celle de *L'Ange Bleu*. Au passage, elle rappelle qu'elle aurait pu faire ses débuts au cinéma en jouant le rôle de Marlene, mais que le film ne s'est pas fait.

## « J'ÉTAIS NAÏVE »

Depuis quatorze ans, Patricia Kaas sillonne le petit écran, toujours visible à la télé. Elle a « fait » le Vietnam (exportation de la chanson française, en 1993), l'Amérique (dans le rôle de la nouvelle Piaf), la Russie en 1990, le Kazakhstan déguisée en princesse autochtone, « Popstars » et « Star Academy » – elle sourit, ben oui, c'est un jeu tout ça. « Quand je suis arrivée, on était encore sensible aux voix [NDLR : au timbre, à la beauté, au grain, pas aux braillements]. Puis il y a eu une période très dure [mais Jean-Jacques Goldman lui a vite offert une série de succès imparables]. Moi, au début, j'aimais chanter, personne ne m'a forcée. Mais j'étais naïve. J'ai découvert le manque d'humanité du métier par la suite, les faux-culs, etc. [Mais ses managers veillent sur elle.] »

Patricia Kaas vit en Suisse, elle a un appartement sur le lac, une voiture, pas de soucis fiscaux en particulier, mais elle voulait « être moins observée. Que ce soit plus compliqué d'aller à une émission de télé quand on [l']appelle. Cela devenait trop train-train. Et puis il y a le

côté bilingue, je suis de la frontière mais je ne voulais pas y retourner ». Elle dit encore qu'elle vit au jour le jour depuis le décès de ses parents. Qu'elle est indépendante, et que le succès amplifie encore cette indépendance, que c'est formidable, mais que les hommes n'aiment pas les femmes indépendantes. Ils sont même souvent lâches.

Elle parle de ces femmes au courage exceptionnel – Marlene, donc, entendue sur Arte lors de sa dernière interview, « dure, veillée, cachée – on ne la voyait pas » ; Edith Piaf, « destin tragique » ; et Madonna (Clooney ter), qui s'en tire bien. La star américaine fait des enfants, des films, des musiques. Kaas, la fillette qui « chantait devant l'armoire à glace avec une brosse en guise de micro » et rêvait d'avoir un nom, redevient fan quand elle parle de Madonna. Elle inverse les rôles. Elle lancerait bien un bouquet, plantée au premier rang. Pour le moment, elle a voulu une rose brillante, en relief, « très chère », sur la pochette de son disque de cinéma. Rien n'aurait pu la faire céder, puisque Kaas a plus de volonté que le commun des mortels, mine de rien.

Véronique Mortaigne

★ Piano bar by Patricia Kaas, 1 CD Columbia/Sony.



## LES GENS DU MONDE

■ Bach et Messiaen (*Le Banquet céleste*) figuraient au programme du concert donné à Londres, le 9 avril, par Marie-Claire Alain qui a été honorée, le même soir, du titre de membre de la Royal Academy of Music. Le critique du quotidien *The Independent*, Adrian Jack, a salué « la doyenne des organistes françaises, qui est, à 75 ans, toujours en tournée ». Il a jugé « fascinante » l'interprétation du *Jardin suspendu*, qui, après les *Litanies* composées par Jehan Alain, le frère de l'artiste, tué en 1940 au tout début de la guerre, constituait la deuxième partie de cette soirée de clôture de la saison du Festival Hall.

■ Un roman déjà ancien de Toni Morrison, *Sula*, sera le quarante-sixième ouvrage sélectionné par l'animatrice vedette de la télévision américaine Oprah Winfrey. Pour clore l'émission qu'elle a décidé d'arrêter (« Le Monde des livres » du 12 avril), l'animatrice choisit pour la quatrième fois un roman de la lauréate américaine du prix Nobel de littérature. La mention sur la couverture d'une étiquette « Oprah's Book Club » garantit au livre une diffusion de plusieurs centaines de milliers d'exemplaires. Toni Morrison est l'écrivain fétiche d'Oprah Winfrey, qui a elle-même joué dans un film adapté de *Beloved*. *Sula* est édité chez Christian Bourgois et en « 10/18 ».

■ Elton John a été choisi comme nouveau président du Old Vic Trust, la fondation qui soutient le fameux théâtre londonien. Le chanteur, qui remplacera Lord Bernstein dans cette fonction, prépare une version musicale du film *Billy Elliott*.

■ L'actrice Penelope Cruz a indiqué, lors d'une conférence de presse à Madrid, qu'elle préparait avec David Mamet une version cinématographique de *Docteur Jeckill et Mister Hyde*, qui serait tournée avec un réalisateur espagnol. Répondant aux critiques de la presse américaine sur son jeu, l'actrice a déclaré, rapporte *El Pais* du 13 avril, avoir appris, depuis quinze ans, à considérer avec « philosophie » les commentaires. « Si je devais croire tout le bien qu'on dit de moi, ce serait fatal. Si je devais croire tout le mal, je ne sortais plus de chez moi. »

■ Les photographies de Richard Avedon (« In the American West »), de Manuel Alvarez Bravo (« Cent ans de photographie. 1926-1998 »), de Miriam Colomer, Javier Vallhonrat, Abbas (« Visions de l'islam ») et de Corinne Mercadier, notamment, figurent au sommaire du Printemps de la photographie (« Primavera fotografica »), une série d'expositions organisées à Barcelone d'avril à juin. On y verra aussi « Memoria dels camps », photos des camps de concentration nazis, au Palau nacional, à partir du 3 mai.

## RADIO

MARDI 16 AVRIL

### ► Journée Boby Lapointe

7 h 00, FIP  
Entre 7 heures et 23 heures, FIP rend hommage au « poète de l'herbette et du jeu de mollets ». L'occasion de (re)découvrir ses chansons ainsi que les adaptations qu'en ont faites de nombreux interprètes : Alain Souchon, Jacques et Izia Higelin...  
► Histoires d'élections

8 h 20, RTL  
Présidentielle de 1969 : Alain Krivine ou « le candidat bidasse ».

► Tam, tam, tam.  
9 h 00, France-Inter  
Pascale Clark reçoit l'écrivain Virginie Despentes.

► Accents d'Europe  
9 h 40, RFI  
Frédérique Lebel et Elisabeth Bouvet s'intéressent au Parlement de Strasbourg.

► Tire ta langue : La « parlure » des juges  
14 h 00, France-Culture  
Les magistrats parviennent-ils à concilier les mots de la vie et les règles du droit pour que le citoyen ordinaire ne reste pas étranger à leur « parlure » ? Une émission de Vincent Lemerre sur le vocabulaire de la technique juridique, avec un juge d'instruction et un universitaire.  
► Jazz live  
21 h 00, TSF  
Avec le trio Continental.

— DOMINIQUE DHOMBRES —

## Images manquantes

L'IMAGE est à la fois très attendue et décevante : Colin Powell assis face à Yasser Arafat dans une pièce du QG de ce dernier à Ramallah. Les journaux télévisés, dimanche soir, montraient les convois de véhicules amenant la délégation américaine, et la carroue massive du secrétaire d'Etat américain déclarant, à sa sortie, qu'il venait d'avoir « un échange utile et constructif avec le président Arafat ». Le langage diplomatique exclut le mot « échec ».

Pendant trois heures, Colin Powell a réclamé d'Arafat une condamnation solennelle des attentats-suicides. Pendant trois heures, Arafat a répété que le retrait de l'armée israélienne des villes autonomes était un préalable à tout cessez-le-feu.

La puissance américaine n'a réussi jusqu'ici qu'à obtenir cette entrevue, ce qui est un résultat bien mince, et les opérations militaires ont continué pendant la visite en Israël du secrétaire d'Etat.

Une autre image de ce week-end est celle de cette jeune Palestinienne originaire de Hébron interviewée par la télévision israélienne. Elle a été arrêtée avant de pouvoir se faire exploser avec sa ceinture d'explosifs. Son visage

s'éclaircit lorsqu'elle parle du paradis où se trouvent déjà, selon elle, les autres jeunes femmes kamikazes. « Ce n'est pas un suicide, c'est un martyre. Vous ne pouvez pas me comprendre », dit-elle.

On pouvait voir, sur LCI, les juges de la Cour suprême d'Israël autorisant l'armée à enterrer les corps des Palestiniens morts à Jénine. Mais ces corps eux-mêmes, on ne les verra pas. Les images les plus importantes sont peut-être ces images manquantes. Quelques journalistes ont été autorisés à se rendre brièvement dans une partie du camp de Jénine. Mais aucun membre d'une organisation humanitaire n'a pu rencontrer les réfugiés du camp, où les destructions seraient considérables. Un porte-parole de l'armée israélienne avait d'abord parlé de centaines de morts, puis cette information a été démentie. La décision de la Cour suprême israélienne peut se comprendre pour des raisons sanitaires, mais un doute plane sur le nombre des victimes et les circonstances de leur mort.

Les images jouent un rôle considérable dans ce conflit. Celles du camp de Jénine, où vivent 15 000 personnes, sont-elles si terribles ?

## TÉLÉVISION

## Retour sur l'affaire Schuller

Tout a commencé par un coup de téléphone. Le 17 janvier 2002, la rédaction de « 90 minutes », le magazine d'investigation de Canal+, reçoit un appel : « Bonjour, je suis le fils de Didier Schuller et je suis venu vous dire où se cache mon père. » Deux journalistes, Bernard Nicolas et Michel Despratx, prennent immédiatement le dossier en main, rencontrent leur interlocuteur, vérifient la véracité de ses affirmations. Entre-temps, le fils de l'ancien conseiller (RPR) général des Hauts-de-Seine visé par un mandat d'arrêt international depuis 1995 avait appelé la rédaction du *Parisien*. Le 21 janvier, le quotidien publie une interview du fils Schuller, dénonçant « la vie de pacha » de son père et précisant ses lieux de résidence en République dominicaine, enclenchant ainsi un processus qui conduira à son retour en France, à sa mise en examen et à son incarcération. Entre burlesque et secrets d'Etat, Papa Schuller revient sur l'affaire, trois mois après les faits, en confrontant les déclarations des différents protagonistes et en suivant Didier Schuller dans les rues de Clichy, après sa sortie de prison le 1<sup>er</sup> mars.

Deux autres sujets sont au sommaire de ce numéro de « 90 minutes », l'un sur l'assassinat du préfet Claude Erignac (« Le Monde Télévision » du 13 avril), l'autre sur le marché des antidépresseurs pour enfants. — S. Ke.

« 90 minutes », mardi 16 avril, 20 h 50, Canal+. Rediff. le 19 à 13 h 40, le 23 à 8 h 30 et le 28 à 2 h 00.

MARDI 16 AVRIL

### ► Le Fugitif

20 h 45, 13<sup>e</sup> Rue  
La chaîne de l'action et du suspense diffuse à la suite les deux derniers épisodes, inédits en France, du « Fugitif » version 2000 – *Le Crépuscule des dieux* et *La mort rôde* –, suivis d'un hommage au créateur de la série, Roy Huggins, décédé le 3 avril. Dans ce qui fut l'un de ses derniers entretiens, le scénariste et

producteur revient sur les circonstances et sur l'origine de la création du « Fugitif », en 1963, ainsi que sur son personnage, le docteur Richard Kimble.

### ► Bon père, mauvaise mère

20 h 45, Arte  
Une soirée thématique bâtie autour de deux films. D'un côté, un documentaire français de Martine Salvador, *Désir de père*, tourné à la clinique des Bleuets, pionnière en matière d'accouchements. De l'autre,

un film consacré à quatre femmes finlandaises, *Recherche mère désespérément*, réalisé par Tuomas Sallinen ; des femmes y parlent avec chaleur de leur maternité ou doutent de l'instinct maternel et de sa légitimité. Chacun à leur manière, les deux cinéastes s'interrogent sur l'amour de leur père (Martine Salvador) ou de leur mère (Tuomas Sallinen).

### ► En vie !

20 h 45, Planète  
Pour eux, être vivant, c'est résister, ne pas se soumettre au système de la mondialisation libérale. Tous les personnages de ce documentaire belge partagent la conviction qu'une autre logique est possible, et ils ont décidé de vivre en accord avec leurs idées. Pour rendre compte de la diversité des cheminements intellectuels et des pratiques, Manuel Poutte a filmé trois terrains de lutte : la vie quotidienne, l'agriculture, l'activisme politique.

### ► Témoins extraordinaires

20 h 55, France 3  
Deuxième numéro du nouveau magazine présenté par Marc-Olivier Fogiel. Le principe, pour le moins racoleur : revenir sur les images de plusieurs drames survenus ces dernières décennies – l'accident tragique du stade de Furiani, la mort de la petite Colombienne Omayra, celles de Jacques Mesrine, de Khaled Kelkal et de Lady Di...



## RADIO-TÉLÉVISION

LUNDI 15 AVRIL

## TF1

14.45 Le Prix d'un cœur brisé Téléfilm. Paul Shapiro. Avec Laura Innes (EU, 1999) 16.30 Et 0.55 Exklusif 17.05 Melrose Place Série 17.55 7 à la maison Tout ça pour... Série 18.55 Le Bigdil 20.00 Journal, Météo.



20.55 **JOSÉPHINE ANGE GARDIEN** Paillettes, claquettes et champagne. Série. Avec Mimie Mathy, Alain Doutey, Delphine Serina, Eric Taraud, Sophie Tellier. 2150080 *La nouvelle mission de Joséphine la conduit dans le milieu de la nuit et plus précisément dans un cabaret. Son propriétaire ne cesse de rencontrer des difficultés financières...*

22.45 **Y'A PAS PHOTO!** Magazine présenté par Pascal Bataille et Laurent Fontaine. 4184592  
0.20 F1 magazine Magazine. Grand Prix de Saint-Marin. 1.30 Sept à huit Magazine.

2.20 Reportages Le bonheur des dames 6767210 2.45 Très chaste 3.40 Histoires naturelles 4.35 Musiques 4.50 Le Droit de savoir Victimes, délinquants et juges : ils brisent la loi du silence. Magazine (65 min) 5985513.

## CÂBLE ET SATELLITE

## FILMS

18.55 Coup de torchon ■■■ Bertrand Tavernier (France, 1981, 125 min) **Cinétoile**  
20.35 Shakespeare in Love ■■■ John Madden (Etats-Unis, 1998, v.m., 125 min) **TSR**  
20.45 La Planète des singes ■■■ Franklin J. Schaffner. Avec Charlton Heston, Roddy McDowald (Etats-Unis, 1967, v.m., 110 min) **CineCinemas 1**  
20.45 La Petite Apocalypse ■■■ Costa-Gavras (France - Pologne, 1993, 110 min) **TPS Star**  
20.55 Croix de fer ■■■ Sam Peckinpah (Allemagne - Grande-Bretagne, 1977, 135 min) **TMC**  
21.00 Cinéma Paradiso ■■■ Giuseppe Tornatore (France - Italie, 1988, 120 min) **Cinétoile**  
22.15 Le Mari de la coiffeuse ■■■ Patrice Leconte (France, 1990, 105 min) **TV 5**  
22.35 Nelly et Monsieur Arnaud ■■■ Claude Sautet (France - Italie - Allemagne, 1995, 105 min) **conue**  
22.45 Prête à tout ■■■ Gus Van Sant (GB - EU, 1995, v.o., 103 min) **Cinéstar 2**  
23.00 Le Genou de Claire ■■■ Eric Rohmer (France, 1970, 110 min) **Cinétoile**  
0.15 A mort l'arbitre ! ■■■ Jean-Pierre Mocky (France, 1984, 80 min) **CineCinemas 1**  
0.35 L'Honneur des Winslow ■■■ David Mamet (Etats-Unis, 1999, v.o., 100 min) **Cinéstar 2**

## FRANCE 2

16.20 En quête de preuves Série 17.10 Qui est qui ? 17.50 JAG Série 18.40 On a tout essayé 19.35 Un gars, une fille Série 19.45 Campagne électorale présidentielle 20.00 Journal 20.30 Elections 2002 Magazine 20.55 Météo.



21.05 **JOUR APRÈS JOUR** Internat : une enfance à la dure pour un meilleur futur ? Magazine présenté par Jean-Luc Delarue. Invités : Mathieu Kassovitz, Gwendal Peizerat, Patrick Dupond, Virginie Dumont. 6250318

23.15 **COMPLÉMENT D'ENQUÊTE** ONG : Soupçons sur l'humanitaire. Magazine présenté par Benoît Duquesne. 8196134  
0.40 Journal de la nuit, Météo 1.10 Musiques au cœur Natalie Dessay : dix ans de succès.

2.25 Un jour ordinaire 2.50 On aura tout lu ! Le conflit israélo-palestinien. 3.45 J'ai rendez-vous avec vous 4.05 Journal 4.30 Dites-le en vidéo 4.50 Contre-courant Marilyn : Contre-enquête sur une mort suspecte (65 min).

## FRANCE 3

17.20 A toi l'actu@ 17.35 C'est pas sorcier 18.05 Campagne officielle pour l'élection présidentielle 2002 18.20 Questions pour un champion 18.50 Le 19-20 de l'information, Météo 20.10 Tout le sport 20.25 Foot 3.



20.55 **LOUIS LA BROCANTE** Louis et la grande braderie. Série. Avec Victor Lanoux, Evelyne Buyle, Pascal Elso, Nadia Barentin, Yannick Lespert. 7042080  
*Parti pour une brocante, Louis véhicule, à son insu, un jeune délinquant monté dans son camion.*  
22.30 Météo 22.35 Soir 3 23.00 Campagne officielle pour l'élection présidentielle 2002.

23.35 **STRIP-TEASE** Magazine. Au sommaire : L'humanité ; Qui Mali pense. 6618739  
0.35 Ombre et lumière Magazine. Invitée : Cristiana Reali 4501245 1.05 La Case de l'oncle Doc Les Enfants du secret 3249500.

1.55 Foot 3 2.20 Soir 3 2.45 Alex perd la tête 587719 4.00 Passé sous silence Elian, l'enfant captif 9980581 4.50 Côté maison Magazine (25 min).

## CANAL+

► En clair jusqu'à 20.45 18.40 Futurama Série 19.05 Le Journal 19.25 + de sport 19.30 Le Zapping 19.40 Le Vrai Journal des présidentielles 19.55 Les Guignols 20.05 Burger Quiz 20.40 Minutes en +.



20.45 **LA SÉANCE BOX-OFFICE - FOUS D'IRÈNE** ■■■ Film. Bobby et Peter Farrelly. Avec Jim Carrey, Renée Zellweger, Anthony Anderson, Mongo Brownlee, Jerod Mixon. Comédie (EU, 2000) **O**. 201467  
*Un brave policier (Jim Carrey) se découvre une seconde personnalité, violente et vulgaire. Sur une situation burlesque assez classique, un festival d'humour.*

22.40 « 8 FEMMES », L'ENVERS DU DÉCOR Documentaire. Yorick Le Saux et François Ozon (2001) **O**. 2597757  
23.45 En aparté 0.35 Un air de famille ■■■ Film. C. Klapisch. Comédie (Fr., 1996) 9776581.

2.20 Le Journal du hard **2.35** La Collection-neuse Film. F. Coppola. Classé X (Fr., 2001) **O**. 5956697 4.00 Le Comte de Monte-Cristo ■■■ Film. Claude Autant-Lara. Cape et épée (Fr., 1961, 185 min) [1 et 2/2] **O** 5665622 - 9225573.

## FRANCE 5 / ARTE

17.00 Gaïa 17.30 100 % Question 18.00 C dans l'air 18.45 Emission de la campagne officielle 19.00 Sylva, des arbres et des hommes 19.45 Arte info, Météo 20.15 Reportage Anorexiques ou boulimiques ?.



20.40 **CYCLE « TRUFFAUT & LÉAUD » - DOMICILE CONJUGAL** ■■■ Film. François Truffaut. Avec Claude Jade, Jean-Pierre Léaud, Daniel Ceccaldi, Hiroko Berghauer, Claire Duhamel. Chronique (France, 1970). 228009  
*Les déboires de la vie conjugale d'Antoine Doinel. Une vision ironique de la vie de couple et de l'adultère.*

22.15 **GRAND FORMAT - QUI A PEUR DU MINOTAURE ?** Documentaire. Dominique Gros (France, 2002). 942202

23.40 Court-circuit (le magazine) 698844.

## M6

16.40 Madame est servie Série 17.10 Highlander Série 18.05 Le Flic de Shanghai Série 19.00 ET 20.40 Loft Story 19.45 Caméra Café Série 19.54 Le Six Minutes, Météo 20.05 Notre belle famille Pas de deux. Série.



20.50 **ATTILA** Téléfilm. Dick Lowry. Avec Gerard Butler, Powers Boothe, Simmone Mackinnon, Tim Curry, Reg Rogers (Etats-Unis, 2001) [1 et 2/2] **O** 699298 - 6795318  
*Après le massacre de ses parents, le jeune Attila, recueilli par son oncle, n'a qu'une ambition : devenir le roi qui mènera les Huns à la conquête du monde...*

0.10 **LOFT STORY 2** Divertissement présenté par Benjamin Castaldi. 1360087

0.55 Jazz 6 Les acrobaties vocales de Rachelle Ferrell. Concert donné lors du Festival Jazz à Vienne 2001 6199717 1.59 Météo 2.00 M6 Music / Les Nuits de M6 Emission musicale (300 min) 30117790.

## RADIO

## FRANCE-CULTURE

19.30 L'Economie en question. Les exclus de la culture.  
20.30 Décibels.  
22.00 Journal.  
22.10 Multipistes.  
22.30 Surpris par la nuit.  
0.05 Du jour au lendemain.

## FRANCE-MUSIQUES

20.00 Concert des radios francophones publiques. Hommage à Diaghilev. Par l'Orchestre symphonique de Montréal, dir. Charles Dutoit : Œuvres de Stravinsky.  
22.00 En attendant la nuit.  
23.00 Jazz, suivez le thème. Surrey with the Fringe on top.

## RADIO CLASSIQUE

20.00 Les Rendez-Vous du soir. Œuvre de Bizet, Lalo, Ravel. 20.40 Berthe Morisot, de Rossini à Wagner. Œuvres de Rossini, Viardot, Chopin, Weber, Berlioz, Beethoven, etc.  
22.50 Les Rendez-Vous du soir (suite). Œuvres de Henri VIII, Wilder, Ferrabosco, etc.  
0.00 Les Nuits de Radio Classique.

## MARDI 16 AVRIL

## TF1

12.50 A vrai dire 13.00 Journal, Météo 13.55 Les Feux de l'amour Feuilleté 14.45 Les Nouveaux Mousquetaires Téléfilm. John Paragon. Avec David Hasselhoff, Thomas Gottschalk (EU - All., 1992) 16.30 Exklusif 17.05 Melrose Place La théorie du big bang. Série 17.55 7 à la maison La tribu se serre les coudes. Série 18.55 Le Bigdil 19.55 Météo, Journal, Météo.



20.55 **LE PARI** ■■■ Film. Bernard Campan et Didier Bourdon. Avec Didier Bourdon, Bernard Campan, Isabelle Ferron, Hélène Surgère, Roger Ibanes. Comédie (France, 1997) **O**. 2054852  
*Deux beaux-frères, que tout sépare, décident d'arrêter de fumer, puis de faire une cure pour maigrir. Un comique construit sur la vie contemporaine.*

22.45 **VIS MA VIE** Magazine présenté par Laurence Ferrari. 4065413

0.35 Vol de nuit Stars et paillettes. Magazine. Invités : Didier Van Cauwelaert, Xavier Couture, Thierry Bizot, Hervé Claude, Michèle Halberstadt. 8868630.

1.40 Exklusif Magazine 2.15 Reportages Chic mon majordome ! 6735611 2.40 Très pêche Le terrible silure 3.35 Histoires naturelles Natura in Corsica. La chasse sous terre 4.50 Musique (30 min).

## CÂBLE ET SATELLITE

## FILMS

16.45 Soleil vert ■■■ Richard Fleischer (Etats-Unis, 1973, v.m., 100 min) **O**  
17.05 Cinéma Paradiso ■■■ Giuseppe Tornatore (France - Italie, 1988, 120 min) **Cinétoile**  
18.15 Le Mari de la coiffeuse ■■■ Patrice Leconte (France, 1990, 100 min) **TV 5**  
18.55 La Planète des singes ■■■ Franklin J. Schaffner (Etats-Unis, 1967, v.m., 110 min) **O**  
19.05 L'Homme de Rio ■■■ Philippe de Broca (France - Italie, 1964, 115 min) **Cinétoile**  
19.10 La Petite Apocalypse ■■■ Costa-Gavras (France - Pologne, 1993, 110 min) **O**  
20.45 Camille Claudel ■■■ Bruno Nuytten (France, 1988, 170 min) **O**  
21.00 Le Treizième Guerrier ■■■ John McTiernan et Michael Crichton (EU, 1999, v.o., 100 min) **Cinéstar 2**  
22.05 Les Abysses ■■■ Nico Papatakis (France, 1962, N., 90 min) **CineClassics**  
22.20 Adieu ma jolie ■■■ Dick Richards (Etats-Unis, 1975, v.m., 95 min) **O**  
22.25 Plein soleil ■■■ René Clément (France - Italie, 1959, 115 min) **O**  
23.30 Le Secret ■■■ Robert Enrico (France, 1974, 110 min) **O**  
23.05 Soleil vert ■■■ Richard Fleischer (Etats-Unis, 1973, v.m., 95 min) **O**  
19.70 Dans les ténèbres ■■■ Pedro Almodovar (Espagne, 1983, v.o., 100 min) **O**

## FRANCE 2

13.00 Journal, Météo 13.40 ET 19.45 Campagne électorale présidentielle 14.10 Inspecteur Derrick Un truc super. Série 15.15 Un cas pour deux La classe macabre. Série 16.20 En quête de preuves Le squat. Série 17.05 Un livre 17.10 Qui est qui ? 17.50 JAG Changer le passé. Série 18.40 On a tout essayé 19.35 Un gars, une fille Série 20.00 Journal 20.30 Elections 2002 Magazine 20.55 Météo.



21.05 **MARS ATTACKS!** ■■■ Film. Tim Burton. Avec Jack Nicholson, Glenn Close, Annette Bening, Pierce Brosnan, Danny DeVito. Comédie (EU, 1996). 1115210  
*Les Martiens envahissent la Terre. Ils sont particulièrement belliqueux. Une parodie des films de SF hollywoodiens. Une invention visuelle et burlesque de tous les instants.*

22.55 **FALLAIT Y PENSER!** Magazine présenté par Frédéric Lopez, avec la participation de Pierre Bonte, Eglantine, Mathieu Ducrez. 8892500

1.00 Journal, Météo 1.30 Le Prince et le Souffre-Douleur Téléfilm. Sydney Macartney. Avec Mathilda May (GB, 1994) 4271456.

3.00 Chanter la vie 3.50 Le Sarcophage étrusque Documentaire 3.55 24 heures d'info 4.20 Pyramide 4.50 Vingt ans... à Tokyo Documentaire (65 min).

## FRANCE 3

13.55 C'est mon choix 15.00 Victoire de l'amour Téléfilm. Peter Weck. Avec Marianne Sägebrecht (All., 1999) 16.35 TO3 17.20 A toi l'actu@ 17.35 C'est pas sorcier 18.00 Un livre, un jour 18.05 Campagne officielle pour l'élection présidentielle 2002 18.20 Questions pour un champion 18.45 La Santé d'abord 18.50 Le 19-20 de l'information, Météo 20.10 Tout le sport 20.20 C'est mon choix.



20.55 **TÉMOINS EXTRAORDINAIRES** Magazine présenté par Marc-Olivier Fogiel. Au sommaire : Exécutions en Afghanistan : La terreur des talibans ; Les dernières heures de Lady Di ; Omayra : La mort en direct ; etc. 1226535  
23.00 Météo 23.05 Soir 3 23.30 Campagne officielle pour l'élection présidentielle 2002 61149.

0.05 **PSYCHOSE 4** Téléfilm. Mick Garris. Avec Anthony Perkins, Henry Thomas, Olivia Hussey, CCH Pounder, Warren Frost (Etats-Unis, 1990) **O**. 5102833  
*L'enfance perturbée d'un tueur maniaque, officiellement guéri après de multiples séjours en asile psychiatrique.*  
1.40 Libre court Derrière la porte. Marion Laine 9604949.

2.00 Ombre et lumière Invité : Jacques Perrin 2.30 C'est mon choix... ce soir 2.55 Soir 3 3.20 Strip-tease 4.15 Les Enfants du secret (55 min).

## CANAL+

14.00 Galaxy Quest ■■■ Film. D. Parisot. Comédie (EU, 1999, DD) **O** 15.45 Mon clone et moi Téléfilm. M. Cotto (EU, 2000) **O** 17.10 La Tour Montparnasse infernale ■■■ Film. C. Némès. Comédie (Fr., 2000) **O** ► En clair jusqu'à 20.55 18.40 Futurama Série 19.05 Le Journal 19.25 + de sport 19.30 Le Zapping 19.40 Le Vrai Journal des présidentielles 19.55 Les Guignols 20.05 La Grande Course 20.15 Burger Quiz.



20.55 **SOIRÉE INVESTIGATION - 90 MINUTES** Magazine. Au sommaire : Antidépresseurs pour enfants : la fin d'un tabou ? ; Papa Schuller est revenu ; Affaire Erignac : les coulisses de l'assassinat. 7947581

22.35 **SOIRÉE INVESTIGATION - RÉVÉLATIONS** ■■■ Film. Michael Mann. Avec Al Pacino, Russell Crowe, Christopher Plummer, Diane Venora, Philip Baker Hall. Drame (Etats-Unis, 1999, v.o.) **O**. 35108790  
*Un journaliste d'investigation dénonce les méfaits de l'industrie du tabac. Sur un sujet idiot, un brillant sens de la dramaturgie et de la mise en scène.*

1.10 La Ville des prodiges Film. M. Camus. Drame (Esp. - Fr., 1999) **O** 3.10 Football Match amical Espoirs. Italie - France 4.50 Le Prince d'Égypte ■■■ Film. B. Chapman, S. Hickner et S. Wells. Animation (EU, 1998, v.o., 95 min) **O**.

## FRANCE 5 / ARTE

13.45 Le Journal de la santé 14.05 Derniers paradis sur Terre Bornéo, l'île dans les nuages 15.05 Les Grands Métiers de la mer Terres des tempêtes 16.00 Sur les traces des Mongols 17.00 Le Monde d'Etienne 17.30 100 % question 18.00 C dans l'air 18.45 Emission de la campagne officielle 19.00 Archimède de 19.45 Arte info, Météo 20.15 Reportage Saoudiens en Bosnie.



20.45 **THEMA - DE QUOI J'ME MÊLE ! BON PÈRE, MAUVAISE MÈRE ?** DÉSIR DE PÈRE. Documentaire. Martine Salvador (France, 2002). 106800974  
*Témoignages et confidences de jeunes pères, recueillis à la maternité parisienne des Bleuets.*  
21.35 ET 22.40 Débat Bon père, mauvaise mère ? 832993 - 4900239.

21.55 **THEMA (SUITE) - DE QUOI J'ME MÊLE ! BON PÈRE, MAUVAISE MÈRE ?** RECHERCHE MÈRE DÉSESPÉRÉE. Documentaire. T. Sallinen (Fr., 2002). 306968  
*La maternité n'est pas pour toutes les femmes, loin s'en faut, la chose la plus naturelle du monde.*  
23.00 L'Apprentissage de la ville Téléfilm. Gérard Mordillat. Avec Camille Clavel, Florence Thomassin (Fr., 2000) 4950448.

0.45 Vertige Film. Houchang Allahyari. Avec Fritz Karl. Comédie dramatique (Autriche, 1994, v.o.) 9093494 2.30 Les Après-Midi de Laura Court métrage. Paolo Trotta. Avec Catherine Hiegel (Fr., 2000, 20 min) 1549659.

## M6

13.35 La Couleur de l'amour Téléfilm. Sheldon Larry. Avec Gena Rowlands (EU, 2000) **O** 15.15 La Famille du bonheur Série 16.10 M6 Music 16.40 Madame est servie Série 17.10 Highlander Le poison redoutable. Série 18.05 Le Flic de Shanghai Monnaie de singe. Série 19.00 ET 20.40 Loft Story 19.45 Caméra Café Série 19.54 Le Six Minutes, Météo 20.05 Notre belle famille Noël en prison. Série.



20.50 **DEMAIN, TOUS** Couple : peut-on bien vivre la séparation ? Débat présenté par Marielle Fournier. Au sommaire : Combats de pères ; SOS couples en crise ; Drôle de tribu ; 3 mariages, 4 femmes, 5 enfants ; USA : La coach du divorce ; Mon amour est en prison. 744500

22.50 **JUSQU'À CE QUE LA MORT NOUS SÉPARE** Téléfilm. Lionel Epp. Avec Julie du Page, Serge Dupire, Marion Peterson, Farouk Bermouga, Petre Morasu (France, 1999) **O** 1989413  
*A l'issue d'un divorce mouvementé, une jeune femme reçoit des menaces de mort de la part de son ex-mari, qui ne supporte pas cet échec sentimental.*

0.30 Loft Story 6131017 1.10 Zone interdite Sectes : escrocs et manipulateurs. Magazine 7815036 3.00 Culture pub Magazine 2100384 3.25 M6 Music / Les Nuits de M6 Emission musicale (215 min) 46635920.

## RADIO

## FRANCE-CULTURE

19.30 In vivo. Invité : Jean-Yves Le Déhaut.  
20.30 Perspectives contemporaines. Elections dangereuses. Till Sally Cylk.  
22.00 Journal.  
22.10 Multipistes.  
22.30 Surpris par la nuit.  
0.05 Du jour au lendemain.

## FRANCE-MUSIQUES

19.05 Le Tour d'écoute.  
20.00 Un mardi idéal. Invités : Vanina Michel, chanteuse ; Noémie Boutin, violoncelliste ; le quatuor Ludwig.  
22.00 En attendant la nuit.  
23.00 Jazz, suivez le thème. l'm Confessin'.  
0.00 Extérieur nuit.

## RADIO CLASSIQUE

18.30 Classique affaires soir.  
20.00 Les Rendez-Vous du soir. Œuvres de Rossini, Chopin, Donizetti. 20.40 13<sup>e</sup> Festival International de Colmar. Par l'Académie d'art chorale de Moscou et l'Orchestre national de Russie, dir. Marcello Panni. Œuvres de Liszt, Berg, Schubert.  
22.05 Les Rendez-Vous du soir (suite). Œuvres de Brahms, Dvorak, Janacek.  
0.00 Les Nuits de Radio Classique.

## DÉBATS

16.10 Le Monde des idées. Thème : La France et Israël. Invité : Théo Klein. **LCI**  
22.10 Forum public. L'hôpital public. **Public Sénat**

## MAGAZINES

16.05 Match magazine. Le bidonville de Cassis. La route de l'héroïne. Marinette Pichon : à la conquête de l'Amérique. **Match TV**  
16.20 TV 5, l'invité. Daniel Gluckstein. **TV 5**  
16.10 i comme idées. Schmuël Trigano. **i télévision**  
16.40 i présidentielle. Invités : Christiane Taubira ; Alain Madelin. **i télévision**  
19.00 Explorer. Crocodiles. Clowns de rodéo. Mystère de Neandertal. **National Geographic**  
21.05 Le Point. Les Hazara. L'école privée. L'armée de Dieu. **TV 5**  
22.30 Arrêt sur images. Dioxine : omeritas locales ? Invités : Guy Bensimon ; Clarisse Felletin ; Johan Fabin ; Josiane Lecrigny. **France 5 Sat**

## DOCUMENTAIRES

17.25 Du rugby et des hommes. [4/5]. **Planète Histoire**  
17.25 La Dernière Occupation. **Voyage Planète**  
17.30 Voyage pratique. Le Vietnam. **Voyage Planète**  
18.30 Portraits de gangsters. Mickey Cohen. **Planète Histoire**

18.30 Sur les traces de Robinson Crusoe. **Nat. Geographic Planète**  
19.15 L'Élève Ducobu. **National Geographic Voyage**

20.00 Dans la morsure du blizzard. **National Geographic Voyage**  
20.00 Angletierre, le mystère Stonehenge. **Planète**  
20.15 Nos ennemies les bêtes. Le loup, le dernier des sauvages. **Planète**  
20.15 Hollywood Stories. Rob Reiner. **Paris Première**  
21.00 New York, une ville sensationnelle. [1/2]. **Voyage Histoire**  
21.00 Les Français du goulag. [1/2]. La tragédie. **Histoire**  
21.15 L'Histoire et ses mystères. [1<sup>er</sup> volet]. L'âge d'or des gangsters. **La Chaîne Histoire**  
21.45 Paris-Roubaix, un dimanche en enfer. **Planète**  
21.55 Le Siècle de Stanislavski. [1/3]. Les bâtisseurs d'utopie. **Histoire**  
22.30 Pilleurs de sites. **National Geographic**  
23.00 Le Huitième Continent. **National Geographic**  
23.05 Pilot Guides. L'Afrique de l'Ouest. **Voyage**  
23.30 Les Mystères de l'Histoire. Le géant de Cardiff. **La Chaîne Histoire**  
23.50 Apollo 13. **Histoire**  
23.55 Charles Trenet. Une leçon de bonheur. **Festival**

## SPORTS EN DIRECT

18.00 Marathon. Marathon de Boston. **Eurosport**  
20.00 Rugby à XIII. Championnat Elite 1 (22<sup>e</sup> journée). **Pathé Sport**  
23.55 Charles Trenet. Une leçon de bonheur. **Festival**

## MUSIQUE

18.10 Tchaïkovski. Symphonie n°3 en ré majeur, opus 29. Enregistré en 1998. Avec Mikhaïl Pletnev (piano). Par l'Orchestre symphonique de la Radio de Moscou, dir. Vladimir Fedosseiev. **Mezzo**  
19.15 Mozart et Beethoven. En 1975. Avec Alfred Brendel (piano). Par l'Academy of Saint-Martin-in-the-Fields, dir. sir Neville Marriner. **Mezzo**  
21.00 Ahmad Jamal Trio. Enregistré en 1993. **Mezzo**  
22.15 Keith Jarrett. Tokyo, 1987. **Mezzo**  
0.30 Smooth. Avec Kirk MacDonald (saxophone), Lorne Lofsky (guitare). **Mezzo**

## TÉLÉFILMS

18.50 Jésus de Nazareth. Franco Zeffirelli. [1/4] **O** Festival 19.00 Le Roi lion II, l'honneur de la tribu. **Disney Channel**  
22.15 Les Mystères de Sadjurah. D. Granier-Deferre. **TMC**

## SÉRIES

19.05 Demain à la une. Champions d'un jour **O** **Téva**  
19.55 Le Caméléon. Confrontations. **Série Club**  
22.05 Frasier. La crise de la quarantaine **O** **Série Club**  
23.10 New York District. Bouleversement (v



## DISPARITIONS

## Robert Chazal

« Le » critique de cinéma de « France-Soir »

C'EST UNE FIGURE à la fois importante et singulière de la critique de cinéma en France qui a disparu en la personne de Robert Chazal, vendredi 12 avril, dans une clinique de la région parisienne, à l'âge de 89 ans. Singulière, car il ne fit jamais partie des grandes plumes polémiques et théoriques qui illustrèrent le genre et qui donnent d'ordinaire les personnalités les plus mémorables en ce domaine. Mais importante, à la fois par sa longévité, la qualité de ses jugements et le cadre dans lequel il exerça ses talents.

Né à Saint-Nom-la-Bretèche le 3 septembre 1912, Robert Chazal débuta en 1936 à *La Griffe*, fut rédacteur en chef de *Cinéma* et collabora à de nombreuses publications, de *Paris Presse* au *Journal du dimanche* en passant par *Marie-France*, *Télé Magazine*, *Le Film français* et *Le Petit Echo de la mode*. Mais il restera surtout comme « le » critique de *France-soir*.

## RECONNAISSANCE DE SES PAIRS

De 1957 à 1988, dans ce qui était alors le premier quotidien populaire de France, il aura imposé un ton simple mais exigeant qui, discrètement, en aura fait l'un des meilleurs pédagogues de l'amour du cinéma auprès du grand public.

Cela lui avait d'ailleurs valu la reconnaissance de ses pairs, qui en firent durant de longues années le président du Syndicat de la critique (plus tard le président d'honneur), et pour lesquels il eut l'occasion de mettre en œuvre ses talents de diplomatie et de bon sens.

On lui doit plusieurs livres de cinéma (*Marcel Carné* chez Seghers, *Jean-Paul Belmondo* et

*Louis de Funès* chez Denoël, *Gérard Depardieu* et *Les Années Cannes* chez Hatier, *Michel Piccoli* chez France Empire), ainsi que des romans (dont *La Nuit des espions*, *Fleuve noir*) et une pièce de théâtre, *La Moitié du plaisir*, montée par Robert Hossein en 1968. Celui-ci avait tourné *Le Jeu de la vérité* en 1961, d'après un scénario de Chazal.

Robert Chazal avait en outre produit de nombreuses émissions radiophoniques (notamment à RTL) et télévisées, dont « Pour le cinéma » avec Frédéric Rossif sur TF1.

## Jean-Michel Frodon

■ **CLAUDE POINSSOT**, conservateur en chef des Musées nationaux, est mort jeudi 11 avril, à Saint-Genès (Ariège), à l'âge de 74 ans. Né à Tunis le 8 mars 1928, fils et petit-fils d'archéologues, Claude Poinssot se consacra tout d'abord au site de Dougga (Tunisie), dont il fut conservateur (1952) et où il dirigea d'importants chantiers de fouilles ; il en publia les résultats dans de nombreux articles sur l'architecture punique, l'architecture, la sculpture et la mosaïque romaines, l'épigraphie latine. Entré au CNRS en 1958, Claude Poinssot participa à la première tranche de rénovation du Musée des antiquités nationales de Saint-Germain-en-Laye (1961-1966), avant de rejoindre l'inspection générale des musées de province, où il fut chargé des musées archéologiques. Parallèlement, il fut pendant six ans membre du Conseil supérieur de la recherche archéologique et de la Commission supérieure des monuments historiques.

## A LIRE EN LIGNE

Retrouvez sur le site Internet du Monde ([www.lemonde.fr/carnet](http://www.lemonde.fr/carnet)) le détail des nominations, l'essentiel des lois, décrets et décorations parus au Journal officiel, ainsi que les adresses des sites publiant des documents significatifs.

## JOURNAL OFFICIEL

Au Journal officiel du samedi 13 avril sont publiés :

● **Transports** : un décret relatif au certificat d'immatriculation des véhicules de transport exceptionnel et modifiant le code de la route.

● **Culture** : un décret autorisant le Centre national des arts plastiques à accepter une donation.

● **Environnement** : un décret modifiant les décrets du 2 octobre 1992 et du 27 juillet 1994 relatifs à la mise sur le marché, à l'utilisation et à l'élimination de certaines substances et préparations dangereuses.

## NOMINATIONS

**Bruno Gain** a été nommé ambassadeur, représentant permanent de la France auprès de la communauté du Pacifique lors du conseil des ministres de mercredi 10 avril. *Légion d'honneur*

Le Journal officiel du samedi 13 avril publie une liste de personnalités, médaillées aux Jeux olympiques et paralympiques de Salt Lake City, nommées chevaliers de la Légion d'honneur.

## Ordre national du Mérite

Le Journal officiel du samedi 13 avril publie une liste de personnalités, médaillées aux Jeux olympiques et paralympiques de Salt Lake City, promues officiers et nommées chevaliers dans l'ordre national du Mérite.

DE LA SIMPLE RETOUCHE AU BEAU VETEMENT  
**LEGRAND**  
Tailleur  
Hommes et Femmes  
Depuis 1894  
Chemises sur mesures

TRÈS GRAND CHOIX DE TISSUS ET DE PRIX  
27, rue du 4-Septembre, Paris 2<sup>e</sup>  
Tél : 01.47.42.70.61

## AU CARNET DU « MONDE »

## Décès

– Grätianne Berrogain Ahrweiler, son épouse, Tristan, son fils, Ses parents, ses beaux-parents, Et toute sa famille, ont la tristesse de faire part du décès, le 7 avril 2002, de

## Dominique AHRWEILER.

160, route de la Reine, 92100 Boulogne-Billancourt.

– Profondément affectés par la disparition de

## Uwe BERNHARDT,

Les membres du Symposium international de phénoménologie (Perugia) s'associent à la douleur de son épouse, Rosanna.

Le Symposium, qui lui doit beaucoup, éprouvera vivement le manque de la lumière de son regard et de l'élan de sa pensée.

– M. et Mme Coppo Bianchini, Le docteur et Mme Louis Bianchini, avec leurs enfants, ont la profonde tristesse de faire part du décès de leur frère et oncle

## Jean BIANCHINI,

inspecteur général des télécommunications, chevalier de la Légion d'honneur, officier dans l'ordre national du Mérite,

survenu le 3 avril 2002.

– Roseline Carbonnel, son épouse, Rozenn, Roland, Adrien et Chirine Besenval, Christophe, Sylvie et Claire Carbonnel, ses enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès, à l'âge de soixante-cinq ans, de

## Jean-Pierre CARBONNEL,

chevalier de la Légion d'honneur, directeur de recherche au CNRS.

Une réunion amicale d'adieu précédera la crémation qui aura lieu jeudi 18 avril 2002, à 9 heures, au crématorium du Père-Lachaise, avenue du Père-Lachaise, Paris-20<sup>e</sup>.

Pas de fleurs, mais des dons sont possibles.

– Christian et Sandra Charret, Michel et Régine Labelle, née Charret, et leurs enfants, Jean-Marc Charret, ses enfants et petits-enfants, Sa famille et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

## Marie-Gabrielle CHARRET, née PERRET,

survenu le 7 avril 2002, à Marseille.

61, rue de Varenne, 75007 Paris.

– Mme Raymonde Chazal, son épouse, Jean-Marie et Gilles, ses enfants, Jennifer, sa petite-fille, ont la douleur de faire part du décès, dans sa quatre-vingt-dixième année, de

## Robert CHAZAL,

journaliste, critique cinématographique, président d'honneur de la Critique de cinéma, croix de guerre 1939-1945, officier des Arts et Lettres.

La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 18 avril 2002, à 15 heures, en l'église de Saint-Nom-la-Bretèche, sa ville natale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

60-62, route de Saint-Germain, 78860 Saint-Nom-la-Bretèche. (*Lire ci-contre.*)

– Erika, Morgan et Benjamin Faivre, ses enfants, Marguerite Faivre, sa mère, Ses sœurs et frère, Françoise Frisch, Cyrille Gazave, Et toute l'équipe de JPF Consultants, font part de la mort de

## Jean-Philippe FAIVRE,

survenue le 9 avril 2002, à Courtenay.

La crémation aura lieu le jeudi 18 avril, à 14 h 15, à Paris, au crématorium du cimetière du Père-Lachaise.

– Léon Herzberg, président du Forum-IRTS de Lorraine, Janine Dejonghe, directrice,

Le conseil d'administration, Le comité de rédaction de la revue *Drôle d'époque*, ont la tristesse de faire part du décès de leur très estimé collègue

## Gaston JOSSE,

psychiatre, ancien chef de service à l'hôpital Ravenel de Mirecourt, membre du conseil d'administration du Forum-IRTS de Lorraine, directeur de publication de la revue *Drôle d'époque*,

survenu à Epinal, le 11 avril 2002.

Ils présentent à son épouse Chantal et à sa famille leurs plus sincères condoléances.

Nous garderons de lui son goût de l'activité intellectuelle, son intelligence vigoureuse, sa force de conviction.

Forum-IRTS de Lorraine, 201, avenue Pinchard, 54100 Nancy.

– Totom et Mamie, ses grands-parents, Michelle Le Bris, sa mère, Amar Lounès, son père, Meriem et Malik, sa sœur et son frère, Sheherazade et Victor, leurs conjoints, Kenza, Lola, Vasco, Ismaël, ses nièces et neveux, Et toute la famille, ont la profonde douleur de faire part du décès de

## Madjid LOUNÈS,

en sa trente-sixième année.

Tous ceux qui ont eu la chance de connaître Madjid et de l'aimer sont conviés à l'accompagner une dernière fois le jeudi 18 avril 2002, à 11 h 45, au cimetière du Père-Lachaise, salle de la Coupole, 71, rue des Rondeaux, Paris-20<sup>e</sup>.

– Mme Claude Poinssot, née Paulette Bernard, M. et Mme Jean-Baptiste Poinssot, Le docteur et Mme Olivier Gervais, Amélie, Marion et Fanny Poinssot, Louis, Valentin et Jeanne Gervais, M. Edouard Pellissier, Le docteur Marc Meyruey, M. François Bernard, Le docteur et Mme André Bernard, M. et Mme Jacques Poinssot, leurs fils et leur petite-fille, M. Laurent Aries-Poinssot et ses fils,

M. et Mme Franck Aries-Poinssot, M. Manuel Aries-Poinssot, Le docteur et Mme Gosse Oosterhof, leurs enfants et leur petit-fils, Mme Marc Pellissier et ses enfants,

M. et Mme Claude Giverne, leurs enfants et leur petite-fille, Mme Laurence Pellissier et ses enfants, Mlle Véronique Pellissier, M. et Mme Olivier Meyruey et leurs enfants, Mlle Agnès Meyruey, M. et Mme Benoît Meyruey et leurs enfants, M. et Mme Lapeyrie et leurs enfants, M. et Mme Luc Meyruey et leur fille,

Le docteur Cécile Bernard, M. et Mme Pierre Bernard, Mme Caroline Bernard et sa fille, M. et Mme Vincent Bernard et leur fille,

Les docteurs Dominique Bernard et Vincent Bouvier et leurs enfants, Les familles Poinssot, Jubert, Desvignes, Bellefroid, Darbois, Launay, Bellon, Paux, de Belfrage, Richet, Maître et Monraisse,

MM. Emmanuel Benveniste, Philippe Crance, François Leyge et Jörg Trobitius, M. François Crance, ont la douleur de faire part du décès de leur époux, père, grand-père, beau-frère, oncle, grand-oncle, arrière-grand-oncle, cousin, ami et parrain,

## Claude POINSSOT,

chevalier de la Légion d'honneur, officier dans l'ordre national du Mérite, officier des Arts et Lettres,

survenu à Saint-Genès (Ariège), le 11 avril 2002, dans sa soixante-quatrième année.

Selon ses volontés, la cérémonie religieuse a été célébrée dans la stricte intimité familiale, en l'église de Montgailhard, et ses cendres dispersées dans son jardin de Saint-Genès.

25, rue Pierre-Nicole, 75005 Paris.

(*Lire ci-contre.*)

– Martine, sa femme, Muriel et Martin, ses enfants, Jules, son petit-fils, Les familles Poli, Coutanson, Sueiro, Ses amis et ses amis peintres, ont la grande tristesse de faire part du décès de

## Jacques POLI,

artiste peintre,

survenu le 12 avril 2002.

Les obsèques auront lieu le mardi 16 avril, à 11 h 30, au cimetière Montmartre.

Cet avis tient lieu de faire-part.

59, rue DeFrance, 94300 Vincennes.

– Denise Pouillon-Falco, son épouse, Nathalie et Henri Vidal, Laurent Pouillon, Marianne Pouillon-Majerczak, ses enfants, Julie Majerczak, Nicolas Vidal, ses petits-enfants, Monique Abrard, Mireille Pouillon-Thooris, ses sœurs, Anne Albertson, Marc Majerczak, Les familles Abrard, Lemant, Moisan, Pouillon, Thooris, Turquier, ont la tristesse de faire part du décès de

## Jean POUILLON,

ancien directeur du compte rendu analytique de l'Assemblée nationale, membre du comité de rédaction des *Temps modernes*, ancien secrétaire général de *L'Homme*,

survenu le 8 avril 2002, dans sa quatre-vingt-sixième année.

L'inhumation aura lieu le vendredi 19 avril, à 15 h 45, au cimetière du Montparnasse, 3, boulevard Edgar-Quinet, Paris-14<sup>e</sup>.

Cet avis tient lieu de faire-part.

16, rue Cassette, 75006 Paris.

– Le directeur,

Et les membres du Laboratoire d'anthropologie sociale ont la tristesse de faire part du décès de leur collègue et ami

## Jean POUILLON,

secrétaire général de la revue *L'Homme* de 1960 à 1996,

survenu le lundi 8 avril 2002.

Membre fondateur du Laboratoire d'anthropologie sociale, Jean Pouillon était, selon une formule de Claude Lévi-Strauss dont il fut longtemps le proche collaborateur, « la conscience vigilante de l'anthropologie française ».

– Les Editions de l'Ecole des hautes études en sciences sociales, Et le conseil de rédaction de *L'Homme*, revue française d'anthropologie, ont la tristesse de faire part du décès, survenu le 8 avril 2002, de

## Jean POUILLON,

ancien secrétaire général de *L'Homme*, depuis sa fondation, en 1960, jusqu'en 1996. (*Le Monde du 13 avril.*)

– M. et Mme André Vialatte, Mme Gabrielle Pommaret, ses frère et sœurs, Loïck et Jean-François Pommaret, Maïa et Elise, Annie et Jean-Pierre Souleau, Cécile et Rémi, ses neveux et petits-neveux, ont la tristesse de faire part du décès, dans sa quatre-vingt-neuvième année, de

## Mme Henriette VIALATTE,

professeur de philosophie.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 17 avril 2002, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame des Buttes-Chaumont, 80, rue de Meaux, Paris-19<sup>e</sup>.

Cet avis tient lieu de faire-part.

## Anniversaires de décès

– Le 16 avril 1962,

## Jean AMROUCHE

nous quittait.

Pierre Amrouche demande une pensée fidèle à tous ceux qui l'ont connu et aimé.

**Vous pouvez nous transmettre vos annonces la veille pour le lendemain jusqu'à 16 h 30**  
**Permanence le samedi jusqu'à 16 heures**

Abonnez-vous au **Monde** pour **26,35 €** (172,84 F) par mois

Bulletin à compléter et renvoyer accompagné de votre relevé d'identité bancaire ou postal à :  
LE MONDE, Service Abonnements - 60646 Chantilly Cedex

**Oui**, je souhaite recevoir *Le Monde* pour **26,35 €** (172,84 F) par mois par prélèvement automatique.

M.  Mme Prénom : ..... Nom : .....

Adresse : .....

Code postal : [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] Localité : ..... 201MQP4E

Offre valable jusqu'au 30/06/2002 en France métropolitaine pour un abonnement postal.

**Autorisation de prélèvements** N° NATIONAL D'ÉMETTEUR N° 134031 Organisme créancier : **Société Editrice du Monde** 21 bis, rue Claude-Bernard 75242 Paris Cedex 05

TITULAIRE DU COMPTE A DÉBITER  
Nom .....  
Prénom .....  
N° .....rue .....  
Code postal [ ] [ ] [ ] [ ] Ville .....

NOM ET ADRESSE DE L'ÉTABLISSEMENT  
DU COMPTE A DÉBITER (votre banque, CCP ou Caisse d'épargne)

N° .....rue .....  
Code postal [ ] [ ] [ ] [ ] Ville .....

DÉSIGNATION DU COMPTE A DÉBITER  
Code Etablissement Code Guichet N° de compte Clé RIB

**IMPORTANT** : merci de joindre un relevé d'identité bancaire ou postal, à votre autorisation. Il y en a dans votre chéquier.

Pour tout renseignement concernant le portage à domicile, le prélèvement automatique, les tarifs d'abonnement, etc :  
Téléphonez au 01.42.17.32.90 de 8h30 à 18h du lundi au vendredi.

Pour un changement d'adresse ou une suspension vacances, un numéro exclusif : 0 825 022 021 (0,15 € TTC/min)

*"Le Monde"* (USPS-0009729) is published daily for \$ 892 per year "Le Monde" 21, bis, rue Claude-Bernard 75242 Paris Cedex 05, France, periodicals postage paid at Champlain N.Y. US, and additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to IMS of N.Y. Box 15-18, Champlain N.Y. 12919 1518  
Pour les abonnements souscrits aux USA : INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3330 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Beach VA 231-451-2983 USA - Tél. : 800-428-30-03

**Le Monde**  
DOSSIERS&DOCUMENTS  
LITTÉRAIRES  
**1** Voltaire, l'insurgé.  
**2** L'humanisme est-il mort ?  
Avril 2002 - 8 pages - 2,10 €



PIERRE GEORGES

## Enzymes gloutons

**AH CES PETITS** candidats ! on leur donne la main, un vague temps d'antenne, le droit à la parole entre les clous du CSA. Et ils vous boulotent le bras. Des enzymes gloutons ! Ces gnomes, ces farfadets, ces lutins, ces korrigans, ces nains de jardin électifs, ces lilliputiens dérangés, autant qu'ils inquiètent, les hommes-montagnes !

Small is beautiful ! Votez pour moi ! Alors bien sûr, les sondeurs, tous les maîtres-sondeurs, qui jusque-là observaient le petit candidat au microscope ou à la jumelle de marine, avec des groupes entomologistes et leur accordaient royalement, après correctifs, le 1/2 %, voire le 1 ou 2 % de la consolante, sonnent désormais de l'olifant : attention, attention, les tendances du marché, à une semaine de la clôture, laissent à penser qu'il pourrait y avoir de la demande sur le petit candidat !

Encore faudrait-il s'entendre sur ceux que l'on peut qualifier, sans qu'ils en prennent ombrage et n'envoient immédiatement du papier bleu pour insulter à l'égalité des chances républicaines, de petits candidats. Avec seize partants, ce n'est pas si évident que cela. Mettons à part les deux hommes-montagnes, Jacques Chirac et Lionel Jospin. Jusqu'à une date récente, c'était pour eux la belle vie. Un jour l'un, un jour l'autre. Des espérances de château présidentiel avec vue imprenable sur le deuxième tour. On ne voyait qu'eux, n'entendait qu'eux, et malheur au vaincu !

Venaient, viennent ensuite, les « moyens » candidats, qualificatif évidemment purement sondager. Des moyens candidats, à la hausse dite protestataire – ah le mot protestataire fait fureur ces temps-ci ! –, genre Jean-Marie Le

Pen ou Arlette Laguiller, à son zénith à elle. Ou un peu à la baisse après un début en *Marseillaise*, genre Jean-Pierre Chevènement. Ou, instables, façon Noël Mamère, après des débuts verticalement diesel. Ou galériens, façon Robert Hue pour ne pas descendre plus encore ; façon François Bayrou, le père la Taloché, pour enfin décoller. Ou façon Alain Madelin, l'hyper-libéral moderniste encastré.

Voilà où l'on en était. Et tout était pour le mieux dans le meilleur des mondes électoraux. Chacun à sa place et la République serait bien gardée ! Sauf évidemment que le menu fretin, soit dit sans les offenser, a décidé d'exister. Et pour exister de grigner.

Ainsi le « jeune » Besancenot, formule pléonastique du moment, postier à 3 %, jeune effectivement, et trotskiste souriant, façon Benjamin de chez Léon. Ainsi Corinne Lepage, avocate, assez habile pour plaider que l'écologie n'est ni de gauche ni de droite, surtout quand on se situe plutôt à droite. Ainsi Christiane Taubira, qui gagne nettement à être plus connue, la preuve ce bond phénoménal de 0,5 % à 2 % et plus. Ainsi Jean Saint-Josse, poète des champs tranquilles et de la ruralité cor de chasse, qui envierait volontiers les énarques aux herbages, histoire de leur faire le cuir. Ainsi Bruno Mégret, dont les spots de campagne disent mieux que tout ce qu'est vraiment le personnage.

Bref, et sans parler des autres, cela éparpille, cela ventile. Les hommes-montagnes plafonnent. Et quelque chose nous dit que, toute cette semaine, de là-haut, va résonner le grand et inquiet chant du vote utile ! A ajouter à celui du vote tout court.

## L'« urne des sans-voix » chez Médecins du monde à Bordeaux

CARNET DE CAMPAGNE

BORDEAUX

de notre correspondant

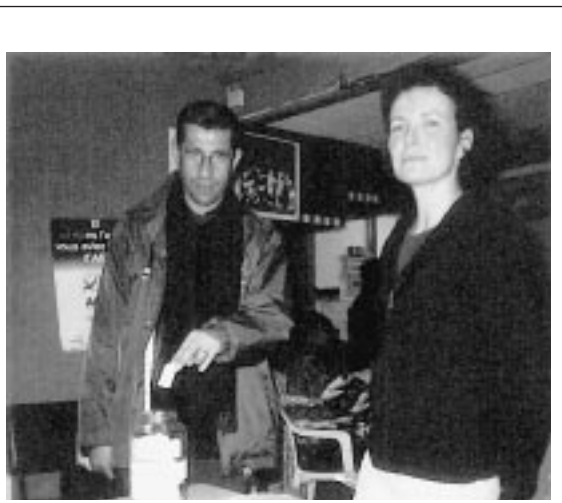
Tous les jours se ressemblent au centre d'accueil bordelais de Médecins du monde (MDM) : au rez-de-chaussée d'un immeuble moderne, à deux pas du cœur historique de la ville, des dizaines de personnes viennent chaque matin. Sénégalais, Bulgares, Algériens ou Arméniens attendent un soin dentaire, une consultation, un conseil pour l'obtention de la couverture maladie universelle (CMU) ou une hospitalisation. Dans la salle d'attente, des enfants jouent à cache-cache avec des chaises en plastique. Depuis le 8 avril, un petit détail – presque insignifiant – est venu se glisser dans ce décor banal : un bocal en verre transparent trône sur la tablette du secrétariat. C'est l'« urne des sans-voix ».

Une cinquantaine de personnes ont déjà griffonné leur nom, parfois juste leur prénom, sur un bout de papier, pour manifester leur soutien à l'opération nationale lancée un peu partout en France par l'association. « Après discussions avec des permanents et des bénévoles, Médecins du monde a listé douze propositions argumentées que nous comptons envoyer à tous les candidats à l'élection présidentielle et à nos partenaires institutionnels », explique le docteur François Cougoul, responsable de la mission France de MDM à Bordeaux. « Sur le terrain, nous organisons un vote symbolique pour donner la parole aux sans-voix. Mais c'est une démarche militante, pas partisane », précise-t-il.

A l'exception de quelques candidats, ces propositions sont les parents pauvres de la campagne électorale : créer des structures de soins de proximité, fixes ou mobiles, à bas seuil d'exigence ; avoir une CMU « vraiment universelle et européenne » ; inscrire les usagers de drogues dans une politique de réduction des risques et dépenaliser l'usage simple et privé de toutes les drogues.

MDM demande également une prise en charge réelle de la souffrance psychique des exclus, la création d'une « couverture logement universelle », la lutte contre les discriminations

envers les gens du voyage, un véritable accueil des demandeurs d'asile, une prise en compte des personnes prostituées victimes de trafic, etc. Dans la Gironde, les responsables de l'association ont l'intention d'envoyer ce document à tous les candidats aux législatives. Christine Suraud, accueillante bénévole, explique aux jeunes mères, aux pères de familles, aux vieillards, l'objectif de cette initiative. Elle prend son temps, appelle parfois un interprète. « Quand on leur parle des propositions, ils adhèrent aussitôt car ils se disent : "Enfin, on s'intéresse à nous." Mais, comme ils n'ont pas le droit de vote, car la plu-



Une cinquantaine de personnes ont déjà mis un petit bout de papier dans le bocal du secrétariat.



part sont sans papiers, ils ont du mal souvent à se sentir concernés. »

Pas Mohammed, en tout cas. Cet Algérien vit à Bordeaux depuis 1982. Il vient à l'association depuis un an, après un accident de voiture qui lui a valu quatre broches dans la jambe. Pour ce quadragénaire bonhomme, la politique « est quelque chose d'important, même si je ne peux pas voter ». Il suit les émissions politiques à la télévision, écoute la radio. Son voisin de salle, Algérien et sans-papiers comme lui, semble moins enthousiaste : « Je me sens hors jeu. Je ne peux rien faire, donc ça sert à rien que je regarde à droite ou à gauche, lâche Bouabdallah. Mon objectif prioritaire est de trouver un emploi, d'élever mes enfants et d'avoir une carte de séjour. Après, je penserai à la politique. » Mohammed, véhément, le sermonne, en arabe : « Si on vit dans un pays et qu'on ne connaît pas la politique, c'est pas normal. »

Bouabdallah le regarde, impassible. On l'appelle pour une consultation. Mohammed, imperturbable derrière ses fines lunettes bleues, n'hésite pas à faire partager, à haute voix, ses intentions de vote : « Les Verts, car ils sont pour le droit de vote des étrangers. En plus, ils sont réglos et francs. Leur politique, elle est bien et juste. » Qui sera élu le 5 mai ? Mohammed n'hésite pas non plus, quitte à surprendre : « Moi, je vois Chirac, malgré les accusations et tout le reste. Sa politique a changé même si, c'est vrai, la droite aime plutôt les riches, avec de belles maisons. » Cette remarque met en ébullition une partie de la salle d'attente. Alpha, un grand Sénégalais aux cheveux poivre et sel, éclate de rire : « Moi, si je pouvais, je voterais pour les Verts mais pas pour Chirac. C'est quand même son gouvernement qui a mis en place les lois Debré-Pasqua. » Mohammed ne désarme pas : « Attention, je ne dis pas que j'aime Chirac, mais il paraît plus cadré. Il a bien dit des choses qu'il n'a jamais faites, mais c'est normal, c'est la politique, non ? »

Claudia Courtois

IL Y A 50 ANS, DANS *Le Monde*

## Les tâches urgentes de M. Pinay

**LE 20 MAI**, lors de la rentrée parlementaire, le gouvernement devra présenter un premier bilan de sa politique. Et c'est de cette confrontation que dépendra la survie de la majorité nouvelle. Toute déception de l'opinion serait fatale sur le plan parlementaire. M. Pinay n'a pas le choix : il doit réussir. Et ce succès obligatoire s'appelle la stabilisation économique. Il s'agit d'abord d'accélérer puis de consolider la diminution

des prix. Le mouvement est amorcé, mais en ce qui concerne certains produits alimentaires, la viande principalement, il y a, sans parler des facteurs saisonniers, de sérieuses résistances à vaincre. Le président du conseil a répété qu'il préférerait la persuasion à la contrainte. Il reste que la stabilisation économique et le coup d'arrêt à l'inflation doivent, pour finir, créer les conditions nécessaires à la réussite des emprunts, lesquels

sont d'ailleurs indispensables pour assurer l'équilibre budgétaire. Epargne et emprunt doivent à leur tour, dans la mesure où ils représentent une restriction volontaire de la consommation, favoriser la baisse. La réussite de cette dernière et le lancement des emprunts constituent donc les tâches urgentes du chef du gouvernement.

R. P.  
(16 avril 1952.)

EN LIGNE SUR [lemonde.fr](http://lemonde.fr)



de 5 € par mois. On y trouve des informations et des services supplémentaires, dont une lettre d'information exclusive expédiée aux abonnés à partir de 8 h 30 et un accès gratuit à un nombre spécifié d'archives du *Monde*.

■ L'accès au site [lemonde.fr](http://lemonde.fr) reste gratuit. Retrouvez-y notre édition du jour.

CONTACTS

► **RÉDACTION**  
21 bis, rue Claude-Bernard, 75242 Paris Cedex 05. Tél : 01-42-17-20-00 ; télécopieur : 01-42-17-21-21 ; télex : 202 806 F

► **ABONNEMENTS**  
Par téléphone : 01-42-17-32-90  
Sur Internet : <http://abo.lemonde.fr>  
Par courrier : bulletin p. 34  
Changement d'adresse et suspension : 0-825-022-021 (0,15 euro TTC/min)

► **INTERNET**  
Site d'information : [www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr)  
Site finances : <http://finances.lemonde.fr>  
Site nouvelles technologies : <http://interactif.lemonde.fr>

Guide culturel : <http://aden.lemonde.fr>

Marché de l'emploi : <http://emploi.lemonde.fr>  
Site éducation : <http://educ.lemonde.fr>

Marché de l'immobilier : <http://immo.lemonde.fr>

► **TÉLÉMATIQUE**

3615 lemonde

► **DOCUMENTATION**

Sur Internet : <http://archives.lemonde.fr>

► **COLLECTION**

Le Monde sur CD-ROM :

01-44-88-46-60

Le Monde sur microfilms

03-88-71-42-30

► **LE MONDE 2**

Abonnements : 01-42-17-32-90

En vente : « Election présidentielle : qui ? ».

■ Tirage du *Monde* daté dimanche 14-lundi 15 avril 2002 : 589 837 exemplaires. 1 - 3

**Le Monde**

PRÉSIDENTIELLE LES JARDINS SECRETS DES PETITS CANDIDATS. JÉRUSALEM L'ÉTAT D'ALERTE. PARIS LE REGARD DE WILLIAM KLEIN. HISTOIRE OUI, MON PÈRE ÉTAIT UN DIRIGEANT NAZI.

**Qui?**

ET AUSSI... AFFAIRE BOULIN : SUICIDE OU CRIME ? LES JAPONAIS FANS DE HIGH-TECH. HOMOPARENTALITÉ ET CANNABIS : LES QUESTIONS DE SOCIÉTÉ DANS LA CAMPAGNE. KINSHASA : LES ESCROCS DE LA FOI. VISITE GUIDÉE À GUANTANAMO. CES WALLONS QUI VOUDRAIENT TANT ÊTRE FRANÇAIS. MARCEL DESAILLY : UNE VIE DE FOOTBALL LEUR.

N° 17

Campagne floue, programmes proches, malaise de l'électeur : les raisons d'un désamour. Qui réussira enfin à réveiller l'intérêt des Français ?

3€

# Le Monde 2

## LIRE ET VOIR

PRÉSIDENTIELLE LES JARDINS SECRETS DES PETITS CANDIDATS. JÉRUSALEM L'ÉTAT D'ALERTE. HISTOIRE OUI, MON PÈRE ÉTAIT UN DIRIGEANT NAZI.

MAGAZINE MENSUEL 3€





**VOTRE NOUVELLE ADRESSE  
PLACE VENDÔME  
EST UNE BANQUE.**

Accédez à l'univers des investisseurs institutionnels. Bénéficiez à tout moment de l'expertise de votre conseiller en gestion privée. Avec Fideuram Wargny, la banque de milliardaires s'ouvre à vous.

Contactez-nous directement au 01 53 29 13 15.

[www.fideuram-wargny.com](http://www.fideuram-wargny.com)



**Banque Privée  
FIDEURAM WARGNY**

LA PREMIÈRE BANQUE DE MILLIARDAIRES  
OUVERTE AUX RICHES.



# Le Monde

# ECONOMIE

MARDI 16 AVRIL 2002

## SOCIAL

Avec la découverte du chômage de masse, l'emploi est devenu le dossier sur lequel droite et gauche se cassent les dents. Les partenaires sociaux vont-ils reprendre la main ? **p. IV-V**

## ENTREPRISE

Le capitalisme patrimonial a dû s'ouvrir aux marchés financiers mondiaux. La montée des services n'a pas évincé la production industrielle **p. VI-VII**

## OUVERTURE

Quatrième puissance exportatrice et moteur de la construction européenne, l'Hexagone a su attirer les investissements directs étrangers **p. VIII-IX**



## PANORAMA OFFRES D'EMPLOI

Pour les chercheurs Philip Gordon et Sophie Meunier, « l'adaptation de l'économie française à la mondialisation a été remarquable » **p. X**

- Dirigeants **p. XI**
- Ingénieurs **p. XII**
- Conseil **p. XIII**
- Gestion et administration **p. XIV et XV**
- Carrières internationales **p. XVII**
- Collectivités territoriales **p. XVIII et XIX**

LE PAYS DONT HÉRITERA LE PROCHAIN CHEF DE L'ÉTAT A OPÉRÉ DÈS LES ANNÉES 1970 DE PROFONDES MUTATIONS



# Les trente ans qui ont dessiné la France de 2002



le « démontage » du restaurant McDonald's de Millau, en août 1999, opéré par José Bové et ses troupes paysannes, l'épisode déterminant de la contestation engagée contre une globalisation dont on découvrirait quasiment l'existence, à défaut des méfaits. En réalité, voilà bien longtemps que l'Hexagone doit compter avec l'ailleurs, et c'est justement depuis le début des années 1970 – autre justification de cette période de référence – qu'elle a véritablement partie liée avec le reste du monde. Avec l'Europe tout d'abord, qui abordera son élargissement en 1973 par le biais de l'adhésion du Royaume-Uni, de l'Irlande et du Danemark, venus rejoindre les six pays fondateurs. Le rapport Werner, qui, plus tard, verra sa consécration avec la création de l'euro, date aussi de cette époque, de 1971 plus exactement. Depuis ces dates importantes, la France a poursuivi, parfois de façon cahotique, un parcours d'intégration continentale qui l'honore en même temps qu'il lui crée de nouvelles servitudes. A commencer par le pacte de stabilité et de croissance, qui lui lie les mains monétaires.

Sur d'autres terrains d'aventures, bien éloignés de la « France du bocage » chère à Jacques Chirac, la décennie 1970 a eu des effets immédiats et déterminants sur l'économie et la société françaises. Le rappel des deux chocs pétroliers (1973 et 1979) vient naturellement à l'esprit, mais c'est une autre date dont l'onde de choc aura été – et reste – déterminante : celle du 15 août

d'un nouveau système monétaire soit véritablement assurée.

Pour les commentateurs, ce sera le début de « la crise », une image que l'économie mondiale, en dépit de quelques embellies, n'arrive pas à décoller depuis. Un très long cycle d'économie déabusée, après l'envoie des « trente glorieuses » d'après-guerre, dont Jacques Marseille, professeur d'histoire économique à Paris-Sorbonne, récuse l'interprétation défaitiste. Tout au moins pour ce qui est de la France. A quelques dollars près – l'unité de compte statistique –, ce pays aura connu « exactement la même croissance par habitant de 1973 à nos jours que de 1950 à 1973 », affirme-t-il au « Monde Economie », mettant au

compte d'un détestable « complexe poulidorien » la tendance naturelle des Français à toujours avoir le sentiment de pédaler derrière quelqu'un d'autre. A l'heure où statisticiens et politologues engagés dans les joutes électorales s'affrontent pour savoir si, après s'être demandé, il n'y a pas si longtemps, « Pourquoi la France retrouve la pêche » (dossier du magazine *Capital* d'août 2000), il convient de sacrifier à la mode actuelle qui veut que, décidément, la « douce France », en recul sur ses partenaires, ne soit plus dans la course. A ce stade, le rappel historique vaut plus qu'un simple témoignage.

Serge Marti

### Les dossiers « Spécial Présidentielle » du « Monde Economie »

- L'emploi (daté 3 avril)
- La fiscalité (daté 9 avril)
- Les trente ans qui ont dessiné la France, spécial 10 pages (daté 16 avril)
- Les retraites et les fonds de pension « à la française » (daté 23 avril)
- La protection sociale et la santé (daté 29 avril)

## [ M'S ESCP-EAP ]

### Choisissez votre MÉTIER

Gestion de patrimoine • E-business • Stratégie et Management des systèmes d'information • Innover et entreprendre • Management des hommes et des organisations • Qualité et organisation • Management des projets internationaux • Droit et management international • Ingénierie financière et fiscale • Finance • Management de la performance opérationnelle et financière • Audit et conseil • Marketing et communication • Médias • Management de l'édition • Management médical.

Les 16 Mastères Spécialisés ESCP-EAP s'adressent à de jeunes diplômés universitaires et Grandes Ecoles (Bac + 5). 400 heures de cours, une thèse professionnelle, 4 mois de stage et un voyage d'étude à l'étranger. Une année pleine qui fera de vous un expert recherché.

Rejoignez le réseau des 20 000 anciens ESCP et EAP actifs dans 65 pays.

Sélection de la promotion 2003  
Dossier de candidature (date limite de dépôt : 2 mai 2002),  
épreuves écrites (samedi 18 mai 2002) et sur entretien pour les  
admissibles (entre le lundi 27 mai et le vendredi 7 juin 2002).

ESCP-EAP  
79, av. de la République - 75543 Paris cedex 11  
masteres@escp-eap.net  
tél. 01 49 23 20 00 / 21 40

ESCP-EAP  
European School of Management

\*Learn everywhere. Manage anywhere.

Au fait, pourquoi trente ans ? Parce que, davantage que les deux dernières décennies, marquées, certes, par des tournants majeurs dans la vie politique et économique – la découverte de l'alternance et de la cohabitation, l'abandon par les socialistes du dirigisme étatique, l'acceptation par les libéraux d'un zeste de régulation venu tempérer le tout-marché, la conversion commune à l'équilibre des finances publiques –, c'est bien au début des années 1970 que la France a amorcé, de l'intérieur et sous l'effet de la « contrainte externe », la profonde mutation dont elle offre le double

reflet aujourd'hui. D'un côté, une modernité plus ancienne et sans doute plus profonde qu'on ne le dit parfois ; de l'autre, des blocages plus pesants et plus persistants qu'on ne l'imagine. Trente ans, c'est le temps d'une génération qui aurait un peu duré. Un délai nécessaire et suffisant pour prendre convenablement le pouls d'une nation au moment où elle s'appête à confier son sort aux urnes.

Le début de la décennie 1970 correspond à la fin de la période gaulliste, celle du tandem de Gaulle-Pompidou, qui a tout fait reposer sur l'Etat dirigiste et le service public bâtisseur pour reconstruire un pays dévasté par la guerre. L'éco-

nomie se développe. La société, elle, se sent un peu corsetée. Catalogué libéral là où ses prédécesseurs se disaient volontiers planificateurs, l'orléaniste Valéry Giscard d'Estaing, qui leur a succédé en 1974, s'attelle à moderniser les structures, à les ouvrir davantage vers l'extérieur. La suite, marquée par l'arrivée de la gauche au pouvoir avant que la droite ne reprenne le relais, les révisions idéologiques alors que s'effondre le communisme, les transformations en profondeur de l'appareil de production et du corps social, bute sur un mot-clé, aimant autant que repoussoir : la mondialisation.

L'approche commune voit dans

1971, lorsque le président Richard Nixon, voulant mettre un terme à la perte de confiance que subissait alors le dollar, décide, unilatéralement, de suspendre la convertibilité en or du billet vert. « Une des dates historiques les plus importantes non seulement de l'après-guerre, mais de l'histoire économique de l'humanité », écrira l'économiste Jean Denizet. Ce sera la fin des changes fixes – secousses sur le franc –, le début de la période de tanguage pour les institutions financières internationales dites de Bretton Woods (FMI, Banque mondiale), alors que se profilent à l'horizon des crises à répétition – celle de la dette, des pays émergents – sans que la sécurité

www.escp-eap.net

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS



L'HEXAGONE  
AMORCE UN  
NOUVEAU VIRAGE  
AU DÉBUT  
DES ANNÉES 1970.  
LA FIN DE  
LA CONVERTIBILITÉ  
DU DOLLAR  
ET LES DEUX CHOCS  
PÉTROLIERS ONT  
MARQUÉ L'ENTRÉE  
DU PAYS DANS LA  
MONDIALISATION.  
LES FRANÇAIS  
APPRENNENT  
À VIVRE AVEC  
UN ÉTAT MOINS  
INTERVENTIONNISTE  
ET MOINS  
CENTRALISATEUR

# Le cheminement vers le libre marché

Les prélèvements obligatoires dissuasifs ? L'endettement de l'Etat vertigineux ? « *Cela ne peut plus durer !* ». Propos d'estrade à l'occasion de la campagne électorale en cours ? Non. Simple commentaire sur les dérapages des comptes publics que Pierre Rosanvallon rapporte dans son ouvrage *La Crise de l'Etat-providence* (Seuil). L'ouvrage, qui fit grand bruit, a été publié en 1981 lorsque la gauche se retrouvait, un peu surprise, aux commandes de l'Etat. Celui-ci avait déjà fait des siennes. Ainsi, de 1973 à 1980, ces mêmes prélèvements obligatoires étaient passés de 35,7 % à 41,6 % du produit intérieur brut (PIB). Vingt ans plus tard, ils se situaient à 44,9 % du PIB, sensiblement au niveau de prélèvement laissé par Alain Juppé en 1997 lorsque le premier ministre de Jacques Chirac fut contraint de quitter Matignon pour cause de dissolution ratée. Conclusion : cohabitation ou pas, pouvoir de gauche ou reconquête de droite, « *contraintement à une opinion répandue, le libéralisme en vogue depuis vingt ans n'a pas fait reculer le poids global de l'Etat* », constate Achille Weinberg dans un numéro de la revue *Sciences humaines* consacré à « La France en mutation ».

Pourtant, durant cette période de trente ans marquée par l'alternance politique, la France a vécu une profonde mutation qui a abouti à un désengagement de l'Etat sous d'autres formes. La fin du dirigisme industriel, la libéralisation financière, les privatisations, l'ouverture européenne accompagnée de concessions de souveraineté, notamment sur la monnaie, ont profondément transformé l'appareil productif et le corps social.

Dirigiste sous de Gaulle lorsque l'intervention active des pouvoirs publics et la présence d'un vaste secteur nationalisé étaient à la fois

les instruments de conduite et les héritages naturels de la situation d'après-guerre, la politique de l'Etat était déjà plus libérale sous Pompidou, lorsque le choix de la concurrence et de l'ouverture sur le monde, l'amorce des premières concentrations et l'évolution de la planification, complétée par la mise en place d'une politique régionale, devenaient gages de modernité. Cette période de forte activité industrielle, tandis que s'amorce la diminution de la part des agriculteurs dans la population active et qu'éclosent les premières enseignes de la grande distribution, aura eu des effets positifs sur la croissance. Au total, entre 1958 et 1973, période pendant laquelle l'Etat a continué à dispenser ses bienfaits (Sécurité sociale, soins de santé et retraites), le PIB aura crû de 5,5 % en moyenne chaque année.

## CONTRAINTE EXTÉRIEURE

Avec l'arrivée de Giscard d'Estaing, premier président non gaulliste de la V<sup>e</sup> République, s'annonçait une ouverture accrue de l'économie, y compris aux vents du large. Mais le premier choc pétrolier de 1973, la hausse des prix, la récession mondiale et la forte aug-

mentation du chômage expliquent l'échec des politiques conjoncturelles durant les années qui ont suivi. Pendant les « trente pitoyables » qui ont succédé aux « trente glorieuses » de l'après-Libération, la contrainte extérieure aura pesé de tout son poids, un fardeau que les socialistes, invités à prendre le relais en 1981, ont cru pouvoir alléger en pratiquant à leur tour le dirigisme économique. Mais, une fois de plus, les obligations de l'économie mondiale ont joué les forces de rappel et justifié le tournant de 1983. La nécessité de s'adapter à l'ailleurs a conduit à un désengagement de l'Etat, particulièrement marqué à partir de 1986. C'est le temps de la fin du contrôle des prix, du contrôle des changes et de l'encadrement du crédit, mais aussi de l'assouplissement des mesures de licenciement. La droite, lorsqu'elle réinvestit la place, efface d'un trait de plume, en grande partie, non seulement les nationalisations de François Mitterrand mais aussi celles de 1945.

Par la suite, droite et gauche confondues vont poursuivre une politique économique assez comparable, faite de libéralisation des marchés de capitaux, d'encourage-

ment à l'initiative privée, d'ouverture aux investissements étrangers, de concessions faites aux exigences de l'euro, enfin de suppression des barrières commerciales. La mondialisation à « visage humain » et la défense du service public sont des thèmes rassembleurs.

Mais il arrive que l'élève dépasse le maître, lorsque l'idéologie rend les armes. Au terme « *privatisation* », Lionel Jospin dit préférer la « *participation du secteur privé* ». Les mots passent, les chiffres restent. Depuis que lui-même est à Matignon, la gauche plurielle

aura fait rentrer quelque 31 milliards d'euros dans les caisses de l'Etat, provenant de ses cessions au privé. Sur la durée, la droite aura fait moins bien : 13 milliards d'euros sous le gouvernement de Jacques Chirac (1986-1988), 17 milliards pour Edouard Balladur (1993-1995) et 9,5 milliards d'euros à mettre au compte d'Alain Juppé (1995-1997). Le libéralisme et l'impératif de marché ne se trouvent pas nécessairement là où on les attend le plus volontiers.

Serge Marti

## L'irrépressible montée des peurs

AU SENTIMENT  
D'IMPUISSANCE  
FACE AUX RISQUES  
S'AJOUTE LA  
DÉFIANCE ENVERS  
LES DÉCIDEURS

d'accident de la route, de centrale nucléaire ou d'agression dans la rue, pour citer les quatre critères mesurés par le Credoc depuis vingt ans dans ses enquêtes « Conditions de vie et aspirations des Français ». A cette date, la part des individus « inquiets » était égale à celle des individus « tranquilles », soit 15 % de la population. En 2001, elle est passée à 31 % contre 7 % pour les tranquilles.

Comment expliquer ces peurs grandissantes alors que l'espérance de vie ne cesse d'augmenter ? Sentiment d'impuissance face au risque, défiance plus forte vis-à-vis des autorités ou des décideurs, montée en puissance des écologistes et du mouvement associatif : plusieurs facteurs se conjuguent. L'accident de la centrale de Tchernobyl en 1986 comme le scandale du sang contaminé, qui éclate véritablement au début des années 1990, ont montré que le discours public ne reflétait pas toujours la réalité.

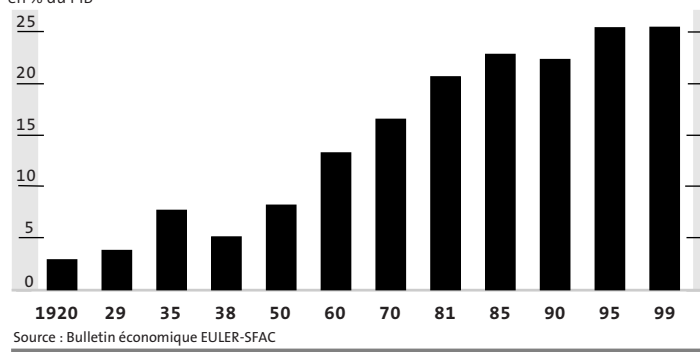
## DÉFAUT DE TRANSPARENCE

« *Depuis la marée noire du Torrey-Canyon en 1967, le discours n'a pas changé en cas de catastrophe : les autorités affirment que la situation est sous contrôle, ce qui n'est pas le cas*, déclare Patrick Lagadic, directeur de recherche à l'Ecole polytechnique et spécialiste de la prévention et de la conduite des risques. *Résultat, on a aujourd'hui un véritable découplage entre la société civile et les autorités.* » Cette défiance conduit à une recherche systématique de responsabilité qui révèle les carences et les dysfonctionnements. L'incompétence ou le défaut de transparence des autorités peuvent aussi conduire à alimenter des craintes irraisonnées. Il en va ainsi de la rumeur selon laquelle on aurait inondé les Picards pour sauver Paris, au moment des crues de la Somme.

Martine Laronche

## LA MONTÉE DE L'ÉTAT-PROVIDENCE

Dépenses publiques de protection sociale en % du PIB



## Le blocage des prix en miettes

DANS LA TORPEUR DES VACANCES de cet été 1978, la nouvelle fait sensation : le prix du pain est libre ! Pour annoncer la libération des prix industriels, René Monory, le ministre de l'économie, a décidé de s'attaquer à la baguette. Il veut frapper les esprits, car ce 9 août est une date importante. Pour la première fois depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, les industriels vont fixer eux-mêmes leurs tarifs. Jusqu'alors, les contrôles et la réglementation étatique étaient la règle, la liberté l'exception.

Faut-il pour autant libérer le prix du pain s'interrogent les commentateurs ? La question est d'autant plus légitime que, neuf mois auparavant, pâtisseries et boulangers avaient été lourdement taxés pour dérapages tarifaires. René Monory a pris seul la décision. Le chef de l'Etat, Valéry Giscard d'Estaing, et son premier ministre, Raymond Barre, n'y sont guère favorables et semblent même plutôt inquiets. Le sujet est sensible, le prix du pain ayant été taxé, pour la première fois, par la Constituante, en juillet 1791.

Mais la concurrence tant vantée n'a pas les vertus annoncées. Au contraire. C'est la flambée. Un boulanger parisien déclare avec désinvolture à ses clients : « *Nous vendons la baguette à 1,40 F pour le moment, et peut-être à 1,45 F dans une demi-heure. Qui sait ?* » En un an, le prix du pain augmente de 22 %, soit presque trois fois plus vite que les autres denrées alimentaires. De plus, les boulangers ne tiennent pas leurs engagements, à savoir embaucher fortement en contrepartie de la liberté.

## ENTORSE AU DOGME

Face aux critiques, la profession réagit en créant « une auto-taxation », c'est-à-dire des « prix plafond » limitant la hausse à celle des produits de détail. René Monory fait mine de ne pas voir cette entorse au dogme, afin de pouvoir continuer sa politique de libéralisation. Cette harmonisation ne stoppe pas la dérive. Au contraire. Les boulangers qui s'étaient montrés raisonnables alignent à la hausse leurs étiquettes. « *La politique des prix trébuche sur*

*un quignon de pain* », entend-on alors. Effectivement, la deuxième étape, qui prévoyait d'étendre cette liberté aux autres secteurs, est repoussée sine die.

Un retour à la case départ qui durera huit ans, d'autant que la gauche fait machine arrière en bloquant à nouveau les prix. Il faut attendre 1984 pour que Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, libère plus de la moitié des étiquettes, principalement dans l'industrie. Le 1<sup>er</sup> décembre 1986, l'ordonnance de 1945 sur les prix est abrogée par son successeur, Edouard Balladur : « *Les prix des biens, produits et services sont librement déterminés par le jeu de la concurrence* », affirme le texte. Les restaurateurs et les cafetiers sont les premiers à en bénéficier, avec les coiffeurs. Au début du mois de janvier 1987, c'est au tour des boulangers-pâtisseries, cette fois associés aux garagistes et aux organisateurs de manifestations sportives. Plus question de faire du pain un symbole.

Dominique Gallois

## L'explosion des dépenses pour la culture et le sport

SEULS 9 %  
DES FRANÇAIS  
DÉCLARENT NE PAS  
AVOIR DE LIVRES  
À DOMICILE

trième rang, derrière le logement, chauffage, éclairage (177 milliards d'euros), les transports (111 milliards d'euros) et l'alimentation (106 milliards d'euros) dans la consommation des ménages.

Cette évolution des dépenses s'est accompagnée d'un allongement des consommations. Selon les statistiques de l'Insee, en treize ans, grâce à la diminution du temps de travail et des tâches ménagères, le temps quotidien des loisirs s'est allongé d'une demi-heure pour atteindre 3 heures 55 par jour. Le petit écran reste la principale occupation. En 1997, 77 % des Français de 15 ans et plus regardaient la télévision tous les jours, contre 63 % en 1973.

La durée moyenne d'écoute audiovisuelle se situe à 22 heures par semaine, soit cinq heures de plus qu'en 1973. Mais, avec l'allongement de la durée, c'est aussi la façon de consommer qui a changé : elle est devenue « *passante* », selon l'expression de François Mariet, professeur à l'université Paris-Dauphine, *plus de la moitié de l'écoute radio est faite en voiture et, grâce à Internet, une part crois-*

*sante de cette écoute s'effectue désormais sur le lieu de travail.* » La consommation des principaux médias s'est également diversifiée hors du domicile. « *La consommation de la télévision dans les bars, hôtels, aéroports et lieux de travail... est devenue un enjeu pour certaines chaînes thématiques (information, sport surtout), qui réclament une mesure d'audience capable de prendre en compte cette audience hors domicile* », ajoute François Mariet.

Deuxième activité, avec 25 minutes par jour, la lecture est pratiquée à temps égal par les femmes et les hommes. Mais ces derniers consacrent deux fois plus de temps que les femmes aux jeux et aux sports, notamment au football, dont le nombre de licenciés a progressé de 15 % depuis 1988. En 1997, selon les derniers chiffres disponibles, seulement 9 % des Français admettaient n'avoir aucun livre à domicile. Ils étaient plus de 25 % en 1973 ! Mais, dans le même temps, la quantité annuelle de livres lus va diminuant. Environ 14 % des Français disent lire 25 livres en moyenne sur l'année, contre 22 % en 1973. La lecture des

journaux connaît aussi une érosion régulière. Actuellement, 35 % des Français lisent encore un quotidien : ils étaient 55 % en 1973.

Les traditionnelles sollicitations de la presse, de la radio et de la télévision sont donc entrées en compétition avec une multitude

ques et des cassettes à presque triplé depuis 1973, passant de 15 % à 40 % durant cette période. Les nouvelles tribus culturelles, permanentes ou fugitives, liées à des pratiques sportives (le football), musicales, ludiques (jeux vidéo)... recourent-elles la classique segmenta-

*même mode de consommation que l'affichage, média pour passants... Bruits de fond, fonds d'écran... Ne pas déranger... Voici venir l'ère des médias transparents. Médias environnement. Médias tapisserie* », analyse François Mariet.

Conséquence logique, le consommateur accroît sa capacité multitâche : la téléphonie portable renforce et accélère la tendance : téléphoner partout, en faisant autre chose, en conduisant, en marchant vers un rendez-vous, en feuilletant un magazine. Internet rend également possible la pluralité d'activités comme la recherche d'informations, la rédaction d'un rapport et le suivi d'un événement sportif, le tout en simultané. Cette transformation de l'attention aboutit-elle à une culture de l'inattention où tout se confond et où plus rien n'a d'importance ? Ou, au contraire, l'homme moderne est-il multi-concentré ? A chacun de trancher en fonction de ses options. Ce qui est sûr, c'est que la société moderne favorise l'ubiquité.

Yves Mamou

Cette transformation de l'attention aboutit-elle à une culture de l'inattention, où tout se confond et où plus rien n'a d'importance ? Ou, au contraire, l'homme moderne est-il multi-concentré ?

d'autres « accompagnements », liés (ou non) à des produits issus de la révolution numérique : jeux vidéo, DVD, une centaine de chaînes de télévision thématiques, Internet, les multiplexes, le sport (dans sa pratique mais aussi dans sa mise en spectacle dans un stade, à la télévision, en ligne...), la musique, l'informatique... Ainsi, la proportion de Français qui écoutent au moins un jour sur deux des dis-

tion sociale fondée sur le revenu et le patrimoine ? Ou bien, au contraire, la segmentation en classes sociales est-elle surdéterminée par un nouveau tribalisme culturel ? La réponse est laissée aux sociologues. Ce qui est sûr, en revanche, c'est que, pour mieux se concurrencer, ces nouveaux supports ne visent plus à l'exclusivité : ils tendent à favoriser des usages multiples. « *Tous les médias offrent le*



Jacques Marseille, professeur d'histoire économique à Paris-Sorbonne

## « Le pays souffre d'un complexe poulidorien »

Comment analysez-vous l'histoire économique de la France au cours des trente dernières années ? Vous réfutez toute idée de crise durant cette période, à partir de quelles constatations ?

En tant qu'historien, je constate simplement un contraste très fort entre l'imaginaire pour ce qui est de la puissance de la France et la réalité du phénomène durant ces trente ans. D'une façon générale, cela fait tout de même plusieurs siècles que la France se maintient dans le peloton de tête des cinq premières puissances économiques mondiales. A la veille de la révolution de 1789, elle était la deuxième puissance mondiale, derrière l'Angleterre. En 1913, la France figurait au quatrième rang mondial, derrière les Etats-Unis, l'Angleterre et l'Allemagne. En 1973, elle était toujours quatrième, cette fois derrière les Etats-Unis, le Japon et l'Allemagne.

Aujourd'hui, nous sommes toujours la quatrième puissance économique mondiale alors que la France ne représente que 1 % de la population mondiale. Il y a donc une permanence historique selon laquelle la France fait partie du peloton de tête des pays les plus riches, à l'économie la plus puissante. C'est une réalité statistique.

Dans le même temps, on sent bien ce sentiment, lui aussi permanent, selon lequel les Français auraient été moins inventifs que les Anglais au moment de la première révolution industrielle, moins bons que les Allemands, sur le plan du commerce et de la croissance, au moment de la deuxième révolution industrielle.

Autre rengaine : nos entreprises seraient moins disciplinées qu'au Japon et la France créerait moins d'emplois que les Etats-Unis. C'est un lamentable permanent sur une France protectionniste qui ne sait pas vendre, repliée sur elle-même et qui ne sait pas évoluer, agressée par la mondialisation, arc-boutée sur une exception culturelle menacée, toujours derrière quelqu'un comme l'était le coureur cycliste Raymond Poulidor... Finalement, ce pays souffre d'un « complexe poulidorien » alors que, sur la longue durée, il a plutôt à se féliciter de sa position internationale et de ses performances économiques.

Elles n'ont pas été affectées par la fracture post-coloniale ?

Au contraire, la décolonisation a été une chance ! Le grand dommage est que la France n'ait pas perdu ses colonies plus tôt ! Le grand envol de notre économie, au cours des années 1960, a correspondu à la perte de notre empire colonial. Comme une montgolfière, la France,



JACQUES MARSEILLE

► 1984 Publication de sa thèse *Empire colonial et capitalisme français, histoire d'un divorce* (Albin Michel, Points-Seuil). Agé de 56 ans, professeur à l'université Paris-I Sorbonne, directeur de l'Institut d'histoire économique et sociale, il est notamment membre du Comité pour l'histoire économique et financière auprès du ministère de l'économie, membre du comité de rédaction de *La Revue du XX<sup>e</sup> siècle* et président de l'Association pour le développement de l'histoire économique.

► 1999 Fondation des Editions Jacques Marseille. Il est notamment l'auteur de *Vive la crise et l'inflation !* (Hachette, 1983), *La France travaille trop* (Albin Michel, 1989), *Journal de la France au XX<sup>e</sup> siècle* (Larousse, 1999) et a dirigé *1900-2000. Un siècle d'économie* (Calmann-Lévy, 1999). Dernier paru : *Le Grand Gaspillage* (Plon, 2002).

ce, jusque-là lourdement lestée, s'est débarrassée de ses sacs de sable et elle s'en est plutôt bien sortie, contrairement à ce que pensent certains spécialistes.

Pourtant il faut reconnaître que la croissance et la richesse n'ont pas toujours été au rendez-vous...

J'insiste toujours sur la réalité d'une croissance et l'idée qu'on s'en fait. Ce qui a beaucoup joué dans notre franco-scepticisme, c'est le trou noir qu'a constitué la période 1930-1950. Nous avons subi plus fortement que les autres pays européens la crise des années 1930 et la seconde guerre mondiale. Quand on regarde la position extérieure de la France, on constate que le pays a fortement régressé entre 1928-1929 et 1958.

Ultérieurement, c'est la fin de l'empire colonial qui nous a fait du bien. Auparavant, la France a aussi vécu ses « glorieuses ». Qui se souvient que, dans les années 1920, le pays a connu une croissance à la japonaise avec un taux de progression de la production industrielle de 9 % à 10 % par an ?

Finalement, quand on observe l'histoire du XX<sup>e</sup> siècle, on constate une très belle période de croissance, disons de 1895-1896 à la fin des années 1920, à peine hachée par les effets de la Première guerre mondiale. C'est ensuite, de 1929 à la fin des années 1950, qu'est apparu ce que j'appelle « le grand trou », avant d'aborder une autre période de forte croissance de 1960 à 1973. Cette date symbole est celle du krach pétrolier et du début du chômage de masse. En réalité, si on observe le XX<sup>e</sup> siècle, on a une période de vraie crise, des années 1930 aux années 1950, et une autre de fausse crise, des années 1970 à nos jours.

Quelles sont les données qui vous permettent de parler de « fausse crise » au cours de ces dernières années ?

Si on prend les statistiques officielles, celles de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), calculées en dollars constants de 1990, on constate qu'en 1950 le PIB français était de 5 270 dollars par habitant. En 1973, il avait grimpé à 13 123 dollars et en 2000 à 20 828 dollars. Ainsi, entre 1973 et 2000, le PIB par habitant s'est accru de 7 705 dollars, tandis qu'entre 1950 et 1973 il a progressé de 7 853 dollars.

On a donc connu la même croissance par habitant de 1973 à nos jours que de 1950 à 1973. En tout et pour tout, le PIB, calculé en volume, a reculé deux fois : en 1975 (lorsqu'il a régressé à 699 milliards de dollars contre 704 milliards en 1974) et une autre fois en 1993 (où il a régressé à 1 041 milliards de dollars contre 1 051 milliards l'année précédente). Voilà nos deux grandes « crises » historiques, des chutes de moins de 1 % ! Il faut bien admettre que les « trente glorieuses » sont

« Il faut bien admettre que les « trente glorieuses » sont autant la période 1973 à nos jours que la période 1945-1973, celle qui lui vaut généralement cette appellation »

autant la période 1973 à nos jours que la période 1945-1973, celle qui lui vaut généralement cette appellation.

En revanche, il est vrai que, de 1950 à 1973, le PIB de la France s'est accru de 4,8 % par an en moyenne alors qu'il n'a progressé que de 2,1 % de 1973 à nos jours. Mais j'ai calculé qu'en 1955 un taux de croissance de 4,8 % faisait que le PIB par habitant s'accroissait de 289 dollars, alors qu'en 1994, pour accroître le PIB de ce même volume, il suffisait

d'un taux de croissance de 1,6 %. Ce qui signifie que la décélération des taux de croissance n'est pas nécessairement synonyme de crise.

A partir de ces données, la France avance-t-elle ou recule-t-elle, comme on le dit aujourd'hui ?

Sur une longue période, l'avance est incontestable. Si on prend le PIB par habitant et que l'on compare la période 1950-1973 à celle de 1973-1998, selon les dernières statistiques comparatives disponibles, on constate que la France a connu 4,1 % de croissance par an en moyenne et par habitant durant la première période et 1,6 % pour la seconde. Pour les pays qui composaient l'Union européenne à l'époque (de façon à garder un échantillon comparable), les taux de croissance sont de 3,9 % pour la première période contre 1,8 % pour la seconde ; aux Etats-Unis de 2,5 % pour la période 1950-1973 contre 2 % de 1973 à 1998. Il en ressort que la France faisait un peu mieux que ses partenaires jusqu'en 1973 et un peu moins bien que les autres depuis cette date.

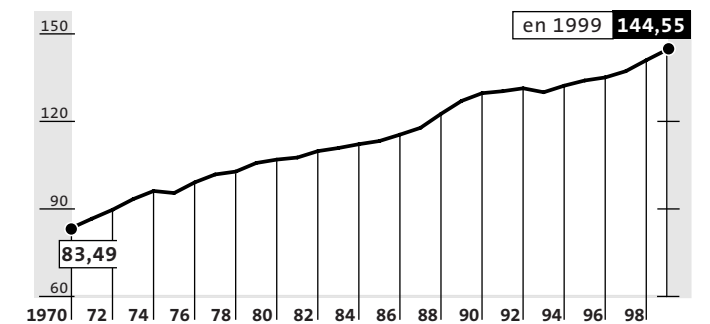
Maintenant, si on considère un autre indicateur très parlant, la productivité par heure de travail, on constate que la France est nettement placée devant les autres pays. Depuis 1973, sa productivité par heure de travail est de 2,5 % en croissance moyenne par an, contre 2,3 % pour les autres pays européens et 1,5 % pour les Etats-Unis. Dans ces chiffres est contenue toute l'explication de notre « déclin », qu'il faut relativiser, et celle de notre chômage qui, lui, est indéniable. La France est le pays où la productivité du travail est la plus forte par rapport à l'ensemble des pays européens mais elle est aussi celui

Propos recueillis par Serge Marti

## RICHESSSE

## LES FRANÇAIS PLUS FORTUNÉS

Evolution du PIB par habitant, en milliers de francs 1995



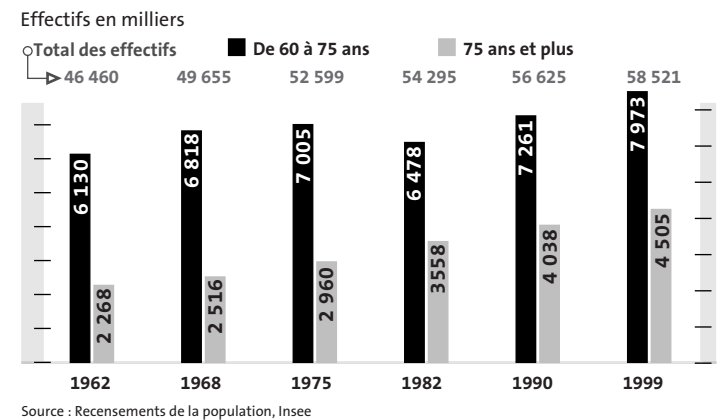
Source : Bulletin économique EULER-SFAC

■ JUSQU'À LA FIN DES « TRENTE GLORIEUSES », l'Hexagone s'est enrichi à un rythme plus élevé que celui de ses partenaires européens. Après 1973, le rythme du « miracle économique » français a ralenti. Parmi les éléments susceptibles d'expliquer cette moindre performance, il faut prendre en compte la forte productivité du travail combinée avec un taux d'activité – notamment chez les plus jeunes et les plus de 55 ans – assez faible.

■ SELON LE RAPPORT 2001 DE LA BANQUE MONDIALE, la France se plaçait, en 1999, au 21<sup>e</sup> rang dans le monde concernant le produit intérieur brut (PIB) par habitant avec un chiffre de 24 170 dollars. Elle était devancée – notamment par l'Allemagne (25 620 dollars), le Danemark (32 060 dollars), la Norvège (33 470 dollars), ou encore la Suisse (38 380 dollars). Selon les classements établis par Eurostat, la France prendrait la 12<sup>e</sup> place parmi les quinze pays de l'Union européenne.

## DÉMOGRAPHIE

## DE PLUS EN PLUS DE TEMPE GRISSES



Source : Recensements de la population, Insee

■ LE TROISIÈME ÂGE (+ 60 ANS) ne cesse de monter en puissance. Les progrès de la médecine, notamment, ont permis une forte augmentation de l'espérance de vie. En 1900, on dépassait à peine la cinquantaine, en 2000, le seuil des 80 ans est largement accessible. Dorénavant, dans une famille, trois voire quatre générations cohabitent. Les femmes sont les grandes bénéficiaires, leur espérance de vie étant supérieure de près de dix ans à celle des hommes.

■ CE VIEILLESSEMENT DE LA POPULATION n'est pas propre à la France, il est général en Europe. Ainsi, d'ici à 2030 les plus de 65 ans représenteront presque la moitié de la population allemande alors qu'ils n'en constituent que le cinquième aujourd'hui.

■ CETTE MONTÉE EN ÂGE angoisse. Dans un sondage réalisé en novembre 2001 par la Sofres, 38 % des interviewés s'avouent « plutôt inquiets » et 25 % se disent « très inquiets » sur le financement de leur retraite. 75 % s'inquiètent « de la dégradation de leur santé » et 54 % de « la dépendance physique ».

## Paris n'est plus « la » France

L'ENVIE DE VERDURE ET LES LOIS DEFFERRE ONT CHANGÉ LA RÉPARTITION DES HABITANTS SUR LE TERRITOIRE

En trente ans, la France a chamboulé son territoire et ses populations. Elle qui, dans les années 1970, était encore largement agricole et hypnotisée par Paris se retrouve urbaine et forte d'agglomérations vigoureuses qui tissent sans complexe leurs réseaux d'influences.

Cette évolution vient de loin. Elle est, bien sûr, dans le droit fil de l'exode rural, qui a réduit le nombre des agriculteurs tout au long du XX<sup>e</sup> siècle : encore 3 millions d'agriculteurs en 1968 et moins de 1 million aujourd'hui. Certes, la France est toujours rurale, avec 55 % de sa superficie consacrée à l'agriculture, mais ses paysans représentent seulement 4 % de sa population active et

moins de 3 % de son PIB. Ajoutons que la prise de conscience que Paris régnait sur un « désert français » dont la capitale avait dévoré les énergies a fini par renverser un mouvement multiséculaire de centralisation politique, économique et culturelle.

La création, à la fin des années 1960, de la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale a donné le signal d'une meilleure répartition des entreprises et des administrations sur l'ensemble du territoire. La redistribution des cartes s'est faite dans trois directions. On a d'abord assisté à la poursuite de la croissance des villes, qui concentrent désormais les trois quarts des Français.

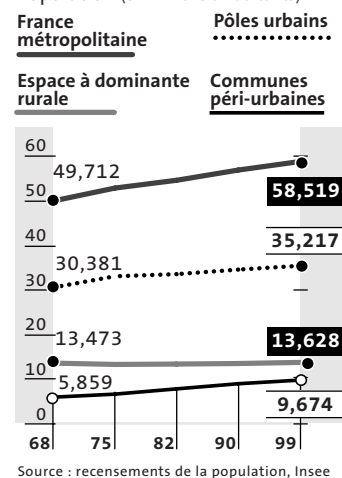
## POLYCENTRISME

Mais la nouveauté est que le législateur parisien ne profite plus de cette poussée. Ce sont les autres agglomérations qui se dilatent. Les aires urbaines ont accueilli, en trente ans, 8 millions d'habitants supplémentaires et elles ont concentré 83 % de la croissance démographique de la France métropolitaine.

Troisième phénomène, la ruralité est de retour. En 1999, l'espace rural a retrouvé le nombre d'habitants qu'il comptait en 1962, soit 13,6 millions de personnes. Ce regain démographique s'est fait de préférence à l'ombre des villes, grâce à la voiture

## PLUS DE "RURAINS"

Population (en millions d'habitants)



Source : recensements de la population, Insee

individuelle, qui permet d'habiter dans la verdure tout en profitant des concentrations d'emplois dans les agglomérations. Il se fait aussi sentir dans les zones littorales et méridionales, où il fait bon vivre.

Il était inévitable que ce polycentrisme tout neuf provoque une nouvelle répartition des pouvoirs. C'est ce qui s'est produit avec les lois Defferre, qui, en 1982, ont amorcé un profond mouvement de décentralisation : le pouvoir est passé des mains des préfets dans celles des

élus, maires, présidents des conseils généraux et présidents des conseils régionaux, enfin maîtres de leurs politiques.

L'Etat a transféré des compétences (par exemple, les bâtiments scolaires ou les routes) et des budgets vers les collectivités locales. Les régions ont le plus profité de ce nouveau partage des pouvoirs, au point qu'elles en redemandent et que plusieurs candidats à l'élection présidentielle ont dit que la France devrait aborder une deuxième phase décentralisatrice.

En fait, comme ses voisins, la France cherche l'organisation la plus pertinente de son territoire, en tenant compte de la montée en puissance de l'institution européenne, de la disparition des frontières et de la réduction des temps de transport.

Comme l'Italie ou la Grande-Bretagne, elle tâtonne entre des désirs contradictoires. Dans un but d'efficacité et d'économies, faut-il réduire le nombre des responsabilités locales au risque d'éloigner l'administration de l'administré ? Comment laisser aux régions la responsabilité de leur développement économique sans porter atteinte aux principes d'égalité et de solidarité à l'échelle nationale ? Comment être unis et pourtant différents ? Le débat ne fait que commencer.

Alain Faujas

## [Formations ESCP-EAP]

> Développez vos talents de Manager

Vous êtes **cadres confirmés** et vous souhaitez accéder à des responsabilités de direction, renforcer vos compétences managériales tant stratégiques qu'opérationnelles, afin de vous préparer à exercer des fonctions plus globales.

Le **STEGE\* Management Général** alterne des apports théoriques et études de cas, échanges d'expériences. Il inclut un diagnostic global d'entreprise, réalisé sur le terrain en temps réel et constitue un des modules du cycle **"Direction et Management Stratégique des Entreprises"**, homologué au niveau 1.

\* Stage d'entraînement à la gestion des entreprises

Directeur scientifique et Professeur à ESCP-EAP  
**Jacky BOUDEVILLE**

**25 jours** à raison d'une semaine par mois  
début du programme **27 mai 2002**

**Madame Dominique JAMET**  
01 49 23 21 52 - jamet@escp-eap.net  
79 avenue de la République - 75011 Paris

**ESCP-EAP**  
OXFORD PARIS  
MAGNET BRUSSELS  
European School of Management  
Learn everywhere. Manage anywhere.\*



L'EMPLOI DEVIENT LE DOSSIER LE PLUS COMPLEXE SUR LEQUEL LA DROITE ET LA GAUCHE SE CASSENT LES DENTS. LES SYNDICATS, AFFAIBLIS, ET LE PATRONAT N'ARRIVENT PLUS À ORCHESTRER LES RELATIONS SOCIALES. L'ACTIONNARIAT SALARIÉ ENTRE EN SCÈNE

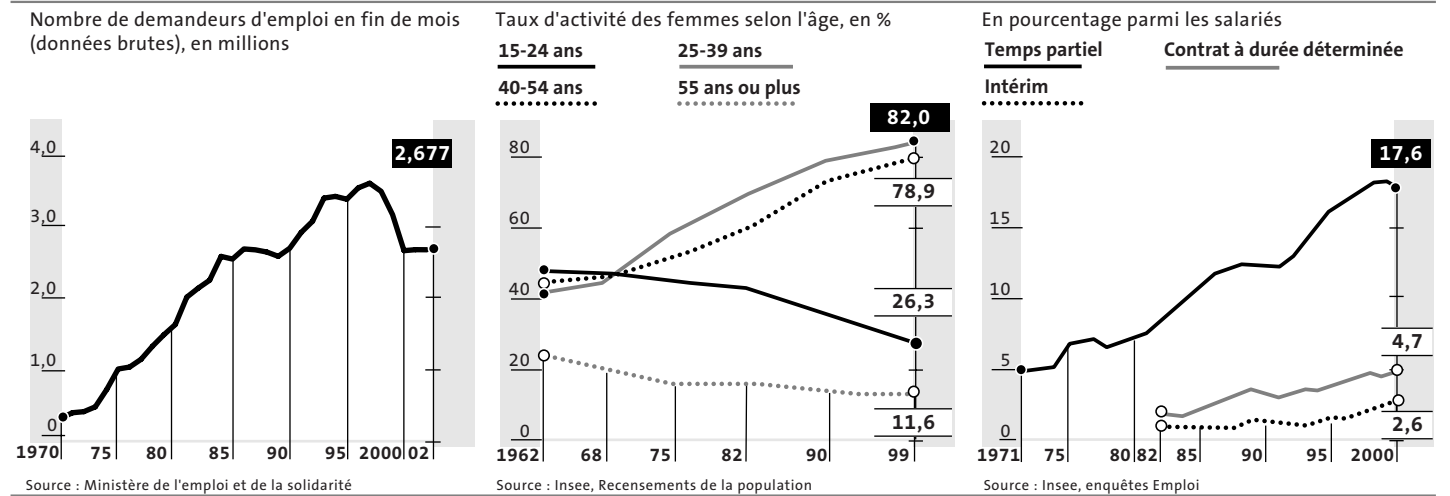
# La découverte du chômage de masse

**S**i les Français, aujourd'hui prioritairement inquiets par les questions d'insécurité, ont relégué la peur du chômage à la deuxième place de leurs préoccupations, ils pensent néanmoins – un sondage début avril en faisait état – que « les candidats ne parlent pas assez de l'emploi » au cours de la campagne électorale.

Jacques Chirac et Lionel Jospin restent en effet – jusqu'à maintenant en tout cas – assez prudents, car sur ce dossier sensible les trente dernières années montrent que les phrases définitives sont de mauvais aloi. Le 17 août 1975, assistant à un concours de béliers limousins, à Meymac, en Corrèze, Jacques Chirac, premier ministre de Valéry Giscard d'Estaing, au cœur de la crise qui sévit après le choc pétrolier de 1973, lance : « Nous sommes repartis sur une meilleure voie. Nous apercevons la sortie du tunnel. » Ce qui lui vaudra les quolibets de Georges Marchais, secrétaire général du Parti communiste, rétorquant que M. Chirac confond « entrée et sortie du tunnel ». Deux mois plus tard, la France passe la barre fatidique du million de demandeurs d'emploi, découvrant le chômage de masse. Cinq ans plus tôt, seulement 250 000 personnes pointaient à l'ANPE.

L'optimisme n'est plus de mise... au moins pendant un certain temps. Invité du journal d'Antenne 2, le 26 septembre 1984, Laurent Fabius, premier ministre de François Mitterrand, commente la création des travaux d'utilité collective (TUC), mesure destinée aux 500 000 demandeurs d'emploi de moins de 21 ans : « Il faut se battre, c'est la guerre (...). Le fond du problème, c'est le chômage, ce cancer abominable dont il faut se débarrasser. » Un instant ralenti, ce mal passera néanmoins la barre des 3 millions

## LE MARCHÉ DU TRAVAIL SE FÉMINISE ET DEVIENT PLUS PRÉCAIRE



Source : Ministère de l'emploi et de la solidarité

Source : Insee, Recensements de la population

Source : Insee, enquêtes Emploi

en octobre 1992. Le franchissement de ce seuil fait dire à François Mitterrand en 1993, lors du traditionnel entretien télévisé du 14 juillet, que, « en matière de lutte contre le chômage, on a tout essayé (...). L'addition du nombre de demandeurs d'emploi, on pourrait en discuter à perte de vue ; ce qui prouve que le gouvernement, qu'il soit conservateur ou qu'il soit socialiste, se trouve devant les mêmes problèmes ».

Il n'empêche. Les gouvernements qui vont à nouveau se succéder n'arrivent pas à tenir leur langue, tant ils sont intéressés à regagner la confiance des Français, donc leurs suffrages. En mars 1996, Alain Juppé, premier ministre de Jacques Chirac, annonce « le retour du printemps pour la France et les Français », après un hiver 1995, particulièrement difficile, marqué par les grèves du secteur public. Il est vrai que la consommation redémarre et que l'investissement donne des signes de reprise. Pas pour longtemps : la grisaille revient. Ni les entreprises ni les ménages n'y croient. « En réa-

lité, le pays commence à se méfier de ces pseudo-reprises, explique Olivier Marchand, économiste, auteur de *Plein emploi, l'improbable retour* (Ed. Gallimard, 2002). Et ce vraisemblablement depuis 1976, où l'économie avait également eu un sursaut. Les patrons ont alors commencé à s'habituer à l'incertitude et, du coup, se sont lancés dans la flexibilité

sance. Entre 1997 et 2001, la France crée 1,8 million d'emplois et 923 100 chômeurs ne pointent plus à l'ANPE. Le chômage ne touche plus que 9 % de la population active. Le plein emploi est à nouveau évoqué. Il est vrai que les perspectives démographiques pourraient prêter au rêve : elles annoncent 30 000 actifs en moins par an dès

diaires et de cadres a progressé, alors que celui des ouvriers et des agriculteurs ne cesse de diminuer. L'introduction de la robotique dès les années 1970 et la sophistication des conditions de production ont aidé à la disparition des tâches industrielles les moins qualifiées. Mais il ne faudrait pas en tirer la conclusion hâtive que l'emploi peu qualifié a disparu. Il représente encore aujourd'hui près de 24 % des postes existants, en raison de la montée de l'emploi peu qualifié tertiaire, que l'on retrouve essentiellement dans les secteurs de l'hôtellerie-restauration, la grande distribution, les centres d'appels, etc.

En revanche, des constantes persistent : comme la féminisation du marché du travail, mouvement amorcé dès le milieu des années 1960 et qui concerne surtout celles entre 25 et 54 ans. Au recensement de 1962, le nombre de personnes occupant un emploi en France était d'environ 19 millions, dont les deux tiers étaient des hommes. Aujourd'hui, la population active est forte de 23 millions, mais qui se répartissent 55 %-45 % entre hommes et femmes. Autre élément majeur : le rétrécissement de la vie active aux deux extrémités du marché du travail. Par peur de ne pas trouver d'emploi, les jeunes ont appris à prolonger leurs études, tandis que les plus âgés étaient, eux, les premiers à perdre leur emploi en cas de restructurations, via les préretraites.

Depuis de longues années, les gouvernements ont répondu à ce biais français en lançant des politiques de l'emploi ciblées, une fois en direction des jeunes – surtout les moins qualifiés –, une fois en direction des plus âgés, renforçant tour à tour les inégalités face au chômage. Sans que les résultats soient vraiment probants... sauf si la conjoncture économique est au rendez-vous. La croissance, et son lot de création d'emplois, reste indispensable. Les candidats à la présidentielle ne peuvent plus l'ignorer.

Par peur de ne pas trouver d'emploi, les jeunes ont appris à prolonger leurs études, tandis que les plus âgés étaient, eux, les premiers à perdre leur place en cas de restructurations

externe afin d'ajuster plus facilement leurs effectifs. Ce fut le début de la montée en puissance des contrats à durée déterminée et de l'intérim. » En juin 1997, le chômage culmine en France avec un taux de 12,6 %.

L'optimisme revient avec la crois-

2006, du fait des départs à la retraite des baby-boomers. Mais, là encore, la prudence s'impose. Le chômage est reparti à la hausse depuis dix mois – exception faite de janvier – et les experts rappellent (une fois encore) que le marché du travail ne se comporte pas comme une mécanique bien huilée. D'autant que les solutions préconisées doivent évidemment accompagner ses mutations. Et elles furent nombreuses.

Pour les illustrer, une ville : Saint-Etienne. Il y a trente ans, elle était le fleuron de l'industrie française, avec trois principaux employeurs : Creusot Loire, Manufrance et Les Benes Marrel. Un palmarès aujourd'hui remplacé par le centre hospitalier universitaire, la mairie, le groupe de distribution Casino et les services d'aide à domicile. Qu'en déduire ? D'abord, que, sur la période, les emplois se sont, en effet, redéployés géographiquement. Le Nord et l'Est ont cédé du terrain face à Paris et à sa grande périphérie, et aux régions du Sud-Est et du Sud-Ouest, dont le climat séduit, en dépit de taux de chômage qui restent pourtant élevés.

Il faut aussi mettre en avant l'envol du tertiaire et des couches salariales non ouvrières : le nombre d'employés, de professions intermé-

Marie-Béatrice Baudet

## Auchan, pionnier de l'actionnariat salarié

« SI JE SUIS PROPRIÉTAIRE, c'est grâce à Auchan. » Jeune femme énergique, Karine Mauget est assistante commerciale au rayon bazar de l'hypermarché Auchan de Fontenay-sous-Bois. Elle est entrée dans le groupe il y a treize ans, comme caissière, et touche aujourd'hui 1 143 euros net par mois. Un salaire modeste dont elle ne se plaint pas. Actionnaire de l'entreprise, comme 52 600 salariés d'Auchan France, elle s'est constitué un patrimoine – 15 000 euros – qui l'a aidée à faire construire sa maison.

La famille Mulliez, propriétaire du quatrième distributeur français, a mis en place l'actionnariat salarié dès 1977. Aujourd'hui, 98 % du personnel, en France, a investi dans Valauchan, fonds commun de placement qui permet aux salariés de détenir 16 % du capital du groupe. A l'heure où l'épargne salariale a été promue avec la loi Fabius, Auchan symbolise l'une des grandes mutations de ces trente dernières années et fait figure de modèle. Depuis 1977, la valeur de l'action a été multipliée par 100, à l'abri des tourments de la Bourse

puisque l'entreprise n'est pas cotée. « Aujourd'hui, 40 % des salariés actionnaires détiennent plus d'un an de salaire », assure Daniel Bacrot, président de Valauchan. L'enseigne a fait de l'actionnariat salarié une des clés de son développement. « En 1996, les salariés ont été de farouches artisans de la reprise de Docks de France », poursuit Daniel Bacrot, à propos de l'offre publique d'achat (OPA) inamicale lancée par Auchan sur les magasins Mammouth, Atac et Eco.

### RIGUEUR ET ACHARNEMENT

Bénéficiant des fruits de la croissance du groupe, les salariés se sentent en effet plus impliqués dans sa bonne marche. « Quand je suis arrivée, j'ai été surprise par le souci de ne pas gaspiller, se souvient Fabienne Trouvay, entrée chez Auchan en 1997 comme chef de caisse. On éteignait toujours la lumière des bureaux en sortant, par exemple. Maintenant, je fais la même chose ! Et je travaille avec plus de rigueur et d'acharnement. » Les sommes qu'elle a placées dans Valauchan – participations, primes, ver-

sements volontaires – ont triplé en cinq ans, grâce aux plus-values et aux abondements.

« Dans ces conditions, on réfléchit avant de faire grève », explique Didier Rasson, délégué syndical central FO. Favorable à l'actionnariat salarié, qui permet « de mettre de l'argent de côté, notamment pour compléter sa retraite », il regrette que le système aille de pair avec une modération salariale. « Les placements, même s'ils sont très intéressants à Auchan, sont à long terme. On ne paie pas son boucher avec des actions débloquables au bout de cinq ans », affirme-t-il, rappelant que les salaires sont ici inférieurs à ceux de Carrefour. Avec un rendement moyen annuel de 13,27 % de leurs actions, les salariés d'Auchan se sentent pourtant privilégiés. Ils sont confiants, en dépit des défits de la grande distribution, qui doit poursuivre son expansion internationale pour pérenniser ses profits. « Je suis tranquille, assure une salariée, vous connaissez beaucoup de banques qui rémunèrent à 13 % ? »

Marine Lamoureux

# Les grand-messes sociales sont mortes, vivent les grand-messes !

MALGRÉ UN FAIBLE TAUX DE SYNDICALISATION, LE PAYS ENREGISTRE UN REGAIN DE LA CONFLICTUALITÉ

**L**e paysage social français a pour caractéristique majeure d'être ponctué, à intervalles réguliers, par des crises d'effervescence sociale qui entraînent une paralysie générale du pays. 27 ans d'écart séparent ainsi mai 68 et décembre 95, deux mouvements sociaux qui ont marqué durablement l'Hexagone. Décrits comme des moments de « fièvre hexagonale » par l'historien Michel Winock, ces deux événements ont eu des répercussions essentielles sur les relations entre gouvernement, patronat et syndicats.

De l'immédiat après-68 à décembre 1984, date de l'échec de la négociation sur la flexibilité de l'emploi entre le CNPF et les organisations syndicales, la période a été considérée comme celle des « 15 glorieuses de la négociation collective ». Avec l'arrivée de François Ceyrac à la tête de l'organisation patronale, qui trouve en André Bergeron, le patron de FO, un alter ego, la politique contractuelle connaît un essor sans précédent. Les grand-messes interprofessionnelles, comme par exemple sur la formation profes-

### LANTERNE ROUGE

A partir du milieu des années 1970 s'amorce aussi un vaste mouvement de désyndicalisation qui touche les cinq centrales, concomitant de la montée du chômage. Alors que les salariés syndiqués étaient encore 4 millions en 1970, leurs effectifs fondent comme neige au soleil et sont divisés par deux

sur la période. En 2001, moins de 10 % de la population active est syndiquée, ce qui fait de la France la lanterne rouge des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). La baisse du niveau de la conflictualité constitue la deuxième tendance lourde. A partir de 1980, le nombre de journées individuelles non travaillées à l'occasion de conflits dans les entreprises chute considérablement. Avant les grandes grèves de 1995, on assiste à un seul pic en 1989. Un regain de la conflictualité apparaît de nouveau dans les statistiques en 1999 et se prolonge en 2000.

Dix ans de stagnation et de glaciation marquent les relations entre le

### EN 1983, DELORS BRISE LA SPIRALE SALAIRES/PRIX

C'est en 1983, sous un gouvernement socialiste, que Jacques Delors, ministre de l'économie et des finances, prit la décision de mettre fin à l'indexation des salaires sur les prix, afin de casser la spirale inflationniste. Deux ans plus tôt, François Mitterrand avait remporté l'élection présidentielle. Faisant cavalier seul, la gauche au pouvoir lançait une politique keynésienne de relance par la consommation. L'expérience, après un an, se solda par un cinglant échec : hausse continue du chômage qui grimpe de 23 % en 1981 ; inflation à deux chiffres, frôlant les 14 %, et déficit record de la balance commerciale. En mars 1983, le gouvernement Mauroy fait machine arrière et adopte l'austérité. La politique de relance a définitivement vécu.

patronat et les syndicats, de 1984 à 1994. L'arrivée de Jean Gandois à la tête du CNPF tout comme l'ouverture de la CGT sous la houlette de Louis Viannet vont relancer le dialogue social. Dans la foulée du mouvement de 1995, une redistribution des cartes s'opère entre les grandes centrales. La CFDT devient le partenaire privilégié du patronat et des différents gouvernements, tandis que FO perd la gestion de la Sécurité sociale. D'autres forces contestatrices, la FSU, le Groupe des dix dont les organisations Sud, émergent et surtout s'ancrent dans le paysage syndical.

La loi sur les 35 heures voulue par le gouvernement Jospin sert de détonateur à une réaction patronale d'envergure. Le CNPF change de chef, de structure, mais aussi de nom, se transformant en Mouvement des entreprises de France (Medef). D'un lobby patronal, au rôle convenu, Ernest-Antoine Seillière et Denis Kessler font de l'organisation patronale un mouvement chargé d'inspirer les grandes lignes de la politique économique française. De la refondation sociale, en passant par le plan d'aide au retour à l'emploi (Pare) ou les retrai-

tes, le Medef a procédé à un véritable réarmement idéologique, prenant de court les syndicats et gelant ses relations avec le gouvernement.

Depuis octobre 1997, aucune grand-messe n'a ainsi réuni les partenaires sociaux. Une nouvelle donne contractuelle pourrait cependant voir le jour, après l'élection présidentielle. Jacques Chirac et Lionel Jospin ont affirmé vouloir s'appuyer sur les partenaires sociaux, pour traiter des grands chantiers à venir.

Alain Beuve-Méry

**APPRENEZ L'ALLEMAND EN AUTRICHE - COURS D'ALLEMAND DE L'UNIVERSITÉ DE VIENNE**  
**7 Juillet au 21 Septembre 2002**  
 Cours pour débutants et avancés.  
 Prix du cours pour 4 semaines : € 358,-  
 Prix forfaitaire (inscription, cours, chambre) pour 4 semaines : € 790,-  
 Programme détaillé : Wiener Internationale Hochschulkurse A-1010 Vienna, Universität Wien  
 Tél. : (+431) 405 12 54-0  
 Fax : (+431) 405 12 54-10  
 e-mail : WIHOK@univie.ac.at  
 http://www.univie.ac.at/WIHOK

**CADRES EN ACTIVITÉ**  
**Executive MBA Dauphine**  
 Réunion d'information le mardi 21 mai à 19 h à l'Université Paris Dauphine  
 www.mba.dauphine.fr  
 mba@dep.dauphine.fr  
 Tél. : 01 44 05 41 81



# Achim Egam, 47 ans, ancien mineur, reconverti deux fois

LA FERMETURE  
DES HOUILLÈRES  
AURA SERVI  
DE TREMPIN  
À QUELQUES-UNS

au fond aux technologies de l'information et de la communication. Un bond.

Avant d'en arriver là, l'essentiel des milliers d'emplois gagnés par la mission industrialisation des HBL, par la filiale réindustrialisation de Charbonnages (la Sofirem) et par les collectivités locales l'ont surtout été dans l'industrie. Dans les années 1960 avec, notamment, le fabricant allemand de chaudières Viessmann, qui emploie aujourd'hui près de 800 salariés à Faulquemont. Ou plus près de nous, en 1997, DaimlerChrysler avec son usine MCC qui produit la Smart à Hambach avec plus de 1 600 salariés, sous-traitants compris. A côté de ces grossistes pointus, il a fallu reconstruire un tissu de PME capables de vivre sans les HBL. « Avant, le charbon, c'était tout. On vivait dans un système quasi féodal. Aujourd'hui, on en est quasiment sortis », témoigne Charles Striweiss, maire (UDF) de Forbach.

**METZ**  
de nos correspondants  
Freyding-Merlebach (Moselle), l'immense tour des Houillères du bassin de Lorraine (HBL) domine l'entrée de la ville. Le siège de la direction générale reste là comme pour symboliser l'emprise d'une mono-industrie sur ce bassin de l'Est mosellan. Pourtant, depuis deux ans, la filiale de Charbonnages de France a commencé à quitter l'immeuble.

Entre 1963 et 2002, les effectifs des HBL ont fondu de 40 000 salariés à moins de 5 600. Dans trois ans, au plus tard, l'extraction du charbon aura cessé. Durant ces trente dernières années, la priorité a été donnée à la reconversion et à la réindustrialisation du tissu local. La tour des HBL en est, d'ailleurs, un exemple. Aujourd'hui, elle abrite sur, bientôt, quatre niveaux le centre d'appel d'une filiale d'Yves Rocher. Du charbon à l'activité de services, du travail

revirement total et les effectifs ont commencé à fondre ». Mécanicien d'entretien, Achim gravit les échelons un à un. Il devient contremaître et se spécialise dans la maintenance. « Je travaillais sur tout le bassin, cette mobilité me plaisait beaucoup. A telle enseigne que j'envisageais alors de finir ma carrière aux Houillères. » Mais l'activité se dégrade et le spectre des premières fermetures de puits se profile.

## PARCOURS ATYPIQUE

Au début de l'été 1992, Achim est convoqué à la cellule de reconversion, où il est mis en contact avec le groupe allemand AKG, spécialisé dans la production d'échangeurs thermiques, qui souhaite installer une filiale en France. Détaché des Houillères, mais encore payé par elles, l'ancien mineur effectue un stage de six mois en Allemagne. Le 1<sup>er</sup> janvier 1993, il coupe définitivement les ponts avec son ancien employeur, signe un contrat de travail avec son nouveau patron et entame sa deuxième reconversion.

La production démarre dans la foulée avec une douzaine de personnes. « Tous anciens mineurs, débauchés à mon initiative ! », se félicite aujourd'hui encore Achim Egam. Le site mosellan sur lequel il règne aujourd'hui en vrai patron compte une centaine de personnes et génère un chiffre d'affaires de quelque 18 millions d'euros. « Quand je regarde derrière moi, je me dis que j'ai fait de belles choses.

Pour rien au monde, je ne me verrais partir aujourd'hui en préretraité... »

Le parcours d'Antoine Fittante est lui aussi atypique : entré à la mine sans le Bac, aujourd'hui avocat très en vue sur la place de Metz. « J'ai quitté le lycée en première parce que je voulais faire comme les copains et m'acheter une voiture. » Antoine est embauché aux HBL en 1982, au puits 5 de Vouters, comme piqueur en front de taille. Il a 21 ans. « Le travail était dur, on bossait encore à la dynamite. Je me suis dit que je ne resterais pas au fond. » Il s'inscrit en capacité en droit et « grâce à un porteur chef bienveillant qui m'a inscrit sur les plannings du matin », il peut suivre les cours du soir. Sa capacité en poche, il bénéficie d'une prime de reconversion. « 36 000 francs, de quoi tenir trois ans et financer mes études. » La suite, on la connaît : licence, maîtrise, DEA, centre de formation des avocats.

Aujourd'hui, la priorité n'est plus la reconversion, l'important c'est la valorisation du territoire. « Nous voulons montrer que notre environnement est de qualité pour les entreprises », résume Gilbert Babic, chef de la mission industrialisation des HBL. Afin que le passage de témoin se fasse aux collectivités locales et que le bassin se prenne enfin seul en main.

Nicolas Bastuck  
et Stéphane Getto

## Changement d'arbitrage entre salaires et profits

**RAYMOND BARRE** n'était pas seulement obsédé par la lutte contre l'inflation. Le deuxième premier ministre de Valéry Giscard d'Estaing (1976-1981), « meilleur économiste » de France, selon son patron, voulait aussi restaurer les marges des entreprises. Pierre Héritier, ancien responsable de la CFDT, se souvient parfaitement des discussions qui avaient lieu à l'époque au Commissariat général du Plan : « Le partage de la valeur ajoutée, c'est-à-dire de la richesse créée par les entreprises, posait problème. La part des salaires apparaissait comme trop élevée par rapport à celle des profits. Beaucoup appelaient à un réajustement. Les socialistes étaient sur cette ligne-là, d'ailleurs, qu'il s'agisse de Jacques Delors ou de Dominique Taddéi. »

Quand le smic est créé par la loi du 2 janvier 1970, il prend le relais du salaire minimum interprofessionnel garanti (smig), apparu en 1950 afin de limiter les risques de dumping social et qui vient d'être relevé de 35 % lors des rencontres de

Grenelle, en 1968. Avec le choc pétrolier de 1973 et la montée de l'inflation qui s'ensuit, les salaires, indexés sur les prix, augmentent. Fin 1980, l'arbitrage de la valeur ajoutée est nettement en faveur des salaires : 71,7 %, contre 28,3 % pour les profits.

## LE TEMPS DE LA RIGUEUR

La gauche, qui arrive au pouvoir en 1981, va faire basculer ce rapport. En 1983, Jacques Delors met fin à l'indexation des salaires sur les prix. C'est le temps de la rigueur et de la modération des rémunérations. « Le Parti socialiste pensait - déjà - que le développement des fonds salariaux allait contrebalancer, non seulement en termes de richesses, mais aussi en termes de contre-pouvoir, ce serrage de ceinture », rappelle Pierre Héritier. En tout cas, le résultat est là. Les profits reviennent vite. En 1984, globalement, les 1 000 premières entreprises françaises perdaient de l'argent (- 3,5 milliards de francs). Un an plus tard, l'indica-

teur passe au vert (+ 20 milliards de francs), 26 milliards en 1986, 71 en 1987 et 113 en 1988.

A quoi servent-ils ? Pas seulement à investir. Les dirigeants d'entreprise se désendettent, assainissent leurs bilans. Et, surtout, ils vont appuyer fortement sur la pédale de la croissance externe. Alors que le capitalisme français restait consanguin, voilà qu'il s'internationalise. Il ne faudrait pas oublier, évidemment, le versement des dividendes aux actionnaires. Les salariés sont passés après.

Le contexte des années 1980 et 1990 - restructurations et chômage de masse, et forte désyndicalisation - n'incite pas vraiment à des revendications salariales. Au final, fin 1995, les salaires ne représentent plus que 60 % de la valeur ajoutée. Et, depuis, les choses n'ont guère varié. La modération salariale liée aux 35 heures, la rigueur de gestion qui vise souvent en priorité la masse salariale, expliquent, entre autres, cette permanence.

M.-B. B.

## Des retraités plus riches mais jusqu'à quand ?

LE SYSTÈME  
PAR RÉPARTITION A  
BIEN FONCTIONNÉ,  
RÉDUISANT DE  
MOITIÉ LE NOMBRE  
DE MÉNAGES ÂGÉS  
CONSIDÉRÉS  
COMME PAUVRES

Le paradoxe est là : il y a aujourd'hui une crise financière des systèmes de retraite parce que la répartition instituée en 1945 a joué son rôle. La génération qui avait 20 ans au sor-

tir de la guerre a un niveau de vie à peu près comparable à celui des actifs. Cette amélioration a eu lieu au fur et à mesure que la répartition arrivait à maturité : ainsi, en 1970, un ménage retraité sur quatre était considéré comme pauvre (disposant de revenus en dessous de la moitié du niveau de vie médian tel que le définit l'Insee). En 1997, soit presque trente ans plus tard, il n'y a plus qu'un ménage sur vingt dans ce cas-là. Il faut nuancer, néanmoins : si le nombre de personnes pauvres est minimal aujourd'hui pour les 65-69 ans (4 % environ), il double pour les plus de 85 ans.

Quelques chiffres permettent d'illustrer la hausse du niveau de vie des retraités. Entre 1970 et 1996, le revenu annuel des 10 % de retraités les moins bien pensionnés est passé de 914 euros à 4 421 euros. Pas le pactole, loin de là, mais un mieux manifeste ! Pour

les 10 % les mieux lotis, les revenus annuels de retraite sont passés de 10 976 euros à 22 257 euros. L'écart entre les 10 % les plus pauvres et les 10 % les plus riches s'est donc amenuisé : il est passé de 12 en 1970, à 8,6 en 1979 et à 5 en 1996. « La dispersion des pensions versées s'est fortement réduite depuis trente ans, sous l'effet de l'augmentation rapide des pensions les plus faibles des nouveaux retraités », souligne le rapport du Conseil d'orientation des retraites (Renouveler le contrat social entre les générations, La Documentation française, 2002).

Même si l'écart entre les extrêmes diminue, de fortes disparités subsistent. En 1997, près de trois retraités sur dix (soit 3 millions de personnes âgées de 65 ans et plus) percevaient une pension de retraite mensuelle - ou une pension de réversion pour les veuves - dont le montant brut était inférieur à 518 euros. Soit moins que le minimum vieillesse fixé à 523 euros à cette date pour une personne seule. Même dotés d'une très faible retraite, ces retraités n'étaient pas tous éligibles au minimum vieillesse. Moins d'un tiers (800 000 environ) ont pu en bénéficier, les autres en étant exclus, soit parce que le conjoint dispose d'une pension plus élevée ou que les revenus du patrimoine (pour les commerçants et les indépendants notamment) suffisent à placer les

titulaires de ces faibles retraites au-dessus des normes d'attribution du minimum vieillesse.

Les disparités se manifestent également si l'on prend en considération les revenus du patrimoine, il apparaît qu'en 1997, un ancien indépendant pouvait compter sur 9 756 euros de revenus annuels grâce à son épargne personnelle contre 4 725 euros

L'écart entre  
les 10 % les plus  
pauvres et les 10 %  
les plus riches  
s'est amenuisé

pour un ancien agriculteur et 4 268 euros pour un ancien salarié. Mais compte tenu de leur dispersion et de leur origine - héritage souvent -, les revenus du patrimoine ne permettent pas de situer réellement la place économique des retraités.

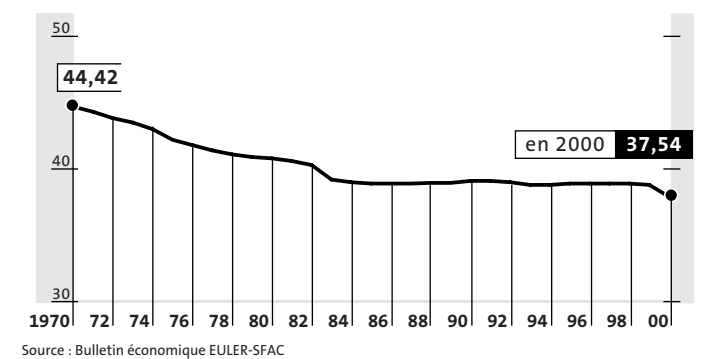
Au-delà des contrastes, cette photographie des revenus témoigne néanmoins d'un âge d'or. Faute d'assez de cotisants pour perpétuer et améliorer le système, il est à craindre que l'avenir soit nettement moins redistributif.

Yves Mamou

## DURÉE DU TRAVAIL

### SEPT HEURES DE MOINS PAR SEMAINE

Durée de travail hebdomadaire, en heures



Source : Bulletin économique EULER-SFAC

■ LA DIMINUTION DE LA DURÉE DU TRAVAIL est une tendance historique « lourde » : selon les calculs de Claude Thélot et Olivier Marchand (*Le Travail en France, 1800-2000*, Nathan 1997), le nombre d'heures de travail annuel, qui se situe autour de 3 000 tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle, diminue nettement à partir de 1890 pour atteindre 2 500 heures en 1914 ; elle n'est plus que de 2 000 heures à la veille de la seconde guerre mondiale, remonte légèrement entre 1945 et 1950, avant de redescendre franchement depuis 1970 pour atteindre 1 600 heures en 1995.

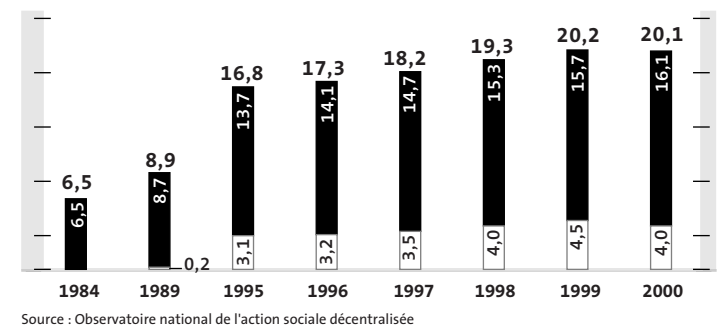
■ AU XIX<sup>e</sup> SIÈCLE ET AU DÉBUT DU XX<sup>e</sup> SIÈCLE, les lois de réduction du temps de travail (1841, 1848, 1892, 1900, etc.) contribuent à améliorer la condition physique et sanitaire de la classe ouvrière. En 1936, les « 40 heures » vient de surcroît à « partager » le travail dans un contexte de chômage croissant. Mais la guerre puis la reconstruction feront que les 40 heures ne seront effectivement atteintes... qu'en 1982. La durée du travail reste donc sensible à la conjoncture, même si elle est à terme orientée à la baisse.

## PAUVRETÉ

### MIEUX LUTTER CONTRE L'EXCLUSION SOCIALE

Dépenses d'insertion, de prévention et d'accompagnement social, en milliards de francs

□ Charges d'insertion RMI (hors cotisations d'assurance personnelle)  
■ Autres dépenses d'action sociale (SSD, PMI, frais communs etc.)



Source : Observatoire national de l'action sociale décentralisée

■ DEPUIS LES LOIS DE DÉCENTRALISATION, en 1984, ce sont les services sociaux des départements (SSD) qui ont à leur charge l'essentiel des aides sociales auparavant distribuées par l'Etat aux personnes âgées, aux handicapés, à la protection maternelle et infantile (PMI). L'évolution de ces dépenses offre donc le meilleur indicateur de l'évolution des dépenses liées à l'augmentation des difficultés sociales rencontrées par la population française.

■ À CES MONTANTS S'AJOUTENT LES MESURES DE LUTTE contre l'exclusion prises au niveau national par les gouvernements successifs. Ainsi, le revenu minimum d'insertion (RMI), créé par le gouvernement de Michel Rocard en 1989, bénéficie à plus de 1 million de personnes et représente un budget annuel d'environ 4 milliards d'euros (26 milliards de francs). Seules les dépenses consacrées au volet insertion du dispositif - soit 600 millions d'euros - sont à la charge des départements. La couverture maladie universelle (CMU), mise en place en 2000, concerne 5 millions de personnes et représente un budget annuel de 870 millions d'euros. L'allocation personnalisée pour l'autonomie (APA), créée en 2001 à l'intention de 800 000 personnes âgées, s'ajoutera à ces montants.

## [Formations ESCP-EAP]

> Innover et entreprendre :  
créer et développer sa business-unit

Vous êtes **managers de projets** nouveaux au sein de grands groupes, responsables de **centres de profit**, ou **créateurs d'entreprise** et souhaitez :

- formaliser votre stratégie de développement et préparer son implantation
- sécuriser votre projet, tant sur le plan financier que juridique
- renforcer vos capacités managériales et de leadership
- construire un **business plan performant**

Ce programme STEGE\* permet l'échange avec des professionnels qui interviennent pour valider la faisabilité de votre projet dans toutes ses dimensions. Il constitue un des modules du cycle "Direction et Management des Entreprises", homologué au niveau 1.

\*Stage d'entraînement à la gestion des entreprises

Directeur scientifique : **Gilbert Moulinier**  
Avec la participation : **Olivier Basso**

**20 jours** à raison de 2 jours par quinzaine  
début du programme **22 mai 2002**

**Isabelle Changeat**  
01 49 23 21 61 - changeat@escp-eap.net  
79 avenue de la République - 75011 Paris

**ESCP-EAP**

OXFORD PARIS  
MADRID BRUXELLES

European School of Management

Learn everywhere. Manage anywhere.\*

Chaque jeudi avec

**Le Monde**  
DATÉ VENDREDI

retrouvez

**LE MONDE DES LIVRES**

www.escp-eap.net



LES CONCENTRATIONS,  
LES PRIVATISATIONS,  
LA MONTÉE  
EN PUISSANCE  
DES MARCHÉS  
FINANCIERS,  
SECOUENT  
LES ENTREPRISES.  
L'ESSOR DES SERVICES  
N'A PAS ÉVINÇÉ  
LE SECTEUR  
MANUFACTURIER.  
LES ACTIONNAIRES,  
UN INSTANT  
ÉCLIPSÉS  
PAR LES MANAGERS,  
RETROUVENT  
LEUR POUVOIR  
DE DÉCISION

# Les crises n'ont pas tué l'industrie

Après les « trente glorieuses », les « trente piteuses » ? En cette année 1975, le moral des économistes est au plus bas. Pour la première fois depuis 1945, la croissance industrielle de la France est négative. Depuis deux ans, le ralentissement était dans l'air. Et bien loin les taux de croissance de plus de 5 % qui étaient devenus habituels depuis les années 1960. Mais de là à une telle décreue ! Le choc sera terrible. De 1973 à 1986, le tissu industriel français subira de véritables coupes claires.

Sous le coup des restructurations, les chantiers navals vont quasiment disparaître, la sidérurgie va disparaître en quelques mois la moitié des 175 000 emplois du secteur, des pans entiers de la métallurgie, comme l'industrie des machines-outils par exemple, sont à la veille de sombrer. Les industries textiles s'effondrent aussi. L'effet conjugué des délocalisations et de la concurrence des importations du Sud-Est asiatique ruine certaines régions, la Champagne, les Vosges, le Nord. Entre 1971 et 1980, le quart des salariés de

ce secteur sera licencié. Certaines activités arrivent pourtant à résister à la crise. L'automobile, la pharmacie, les pneumatiques, la construction mécanique entre autres, tirent

« Nous sommes très loin du fantasme des délocalisations massives, qui a trouvé un terrain fertile dans une France fortement touchée par le chômage »

LIONEL FONTAGNÉ, CEPII

leur épingle du jeu grâce, notamment, à un effort d'ouverture vers les marchés extérieurs.

La crise n'a pourtant pas eu raison de l'industrie française. Trente ans après, elle a conservé vaille que vaille son quatrième ou cinquième

rang, maintenant sa place dans les exportations mondiales d'articles manufacturés. Moins industrielle que l'Allemagne mais plus que la Grande-Bretagne, la France continue à produire. La « désindustrialisation » n'a donc pas eu lieu. Certes, le poids de l'industrie dans l'économie n'a cessé de diminuer au bénéfice des services. « *Cependant cette montée des services n'est pas synonyme de désindustrialisation*, souligne Jean-Marie Chevalier, professeur d'économie à l'université Paris-Dauphine. *En réalité la production de biens implique une consommation croissante de services. Une grande partie de ces derniers concerne la logistique de la production : transport, marketing, communication, distribution. La montée des services, c'est donc en grande partie la multiplication des services aux entreprises.* » Cette hausse, poursuit-il, « *reflète d'ailleurs souvent une stratégie délibérément mise en place par les entreprises pour externaliser un certain nombre de leurs activités.* »

Globalement, l'industrie ne crée plus d'emplois. Pis, le nombre de salariés y a baissé de près d'un million entre 1980 et 1990. En 1970, l'industrie au sens large, c'est-à-dire en y ajoutant l'énergie, le BTP et l'agroalimentaire, comptait 5,3 millions de salariés. En 1999, ils n'étaient plus que 3,7 millions. Pourtant, avec de moins en moins de cols bleus, l'industrie produit toujours autant car elle a considérablement augmenté sa productivité.

La production n'a pas non plus massivement filé à l'étranger. Pendant la crise, les Français ont découvert le mot « délocalisation ». Le sénateur Jean Arthuis (Union centriste) lui consacre en 1993 un rapport alarmiste et très controversé. De 3 à 5 millions d'emplois seraient menacés en Europe. En définitive, les vraies délocalisations, qui ont tou-

ché le textile, la chaussure, le jouet, ont représenté une part minime des flux. « *Nous sommes très loin du fantasme des délocalisations massives, qui a trouvé un terrain fertile dans une France fortement touchée par le chômage* », explique Lionel Fontagné, professeur d'économie internationale à l'université Paris-I et directeur du Centre d'études prospectives et d'informations internationales (Cepii). « *En revanche, pendant cette période, les investissements directs à la fois entrants et sortants*

*ont considérablement augmenté, car la mondialisation des entreprises s'est accélérée.* »

En trente ans, la mutation de l'industrie française a été radicale mais pas fatale. Aujourd'hui, « l'entreprise sans usines », selon la formule choc de Serge Tchuruk, PDG d'Alcatel, est un modèle possible. Il reste encore, pour une grande partie des secteurs industriels français, un phénomène encore très marginal.

Catherine Rollet

## La diffusion fulgurante du téléphone

BAISSE DES PRIX  
ET HAUSSE DE  
LA CONSOMMATION

O n a peine à le croire ! En 1970, seulement 8 Français sur 100 avaient le téléphone ; le problème n'était pas qu'ils manquaient de moyens financiers pour s'offrir ce service, mais les infrastructures étaient insuffisantes. Il fallait attendre des années pour obtenir une ligne après en avoir fait la demande. La situation semblait bloquée : elle s'était à peine améliorée en vingt ans (6,2 % des Français avaient ce privilège en 1953, deux ans avant que Fernand Reynaud ne fasse rire sur le sujet avec son « 22 à Asnières »).

Depuis, en trente ans, on est passé de la pénurie à l'abondance. En France, on compte 118 abonnements au téléphone pour 100 habitants en 2001, selon l'Union internationale des télécommunications. Et il suffit de quelques jours pour obtenir une ligne fixe. Quant au téléphone mobile, l'obtention en est instantanée. Entre les abonnements multiples dans un même foyer et, surtout, le développement du portable, en France comme dans l'ensemble des pays développés, on compte désormais plus d'un abonnement au téléphone par habitant.

Trois secousses expliquent ce développement exponentiel. Le plan d'action prioritaire décrété par le gouvernement en 1975, tout d'abord. Il a permis, en moins de dix ans, de rattraper quantitativement le niveau d'équipement des meilleurs pays, voire de le dépasser qualitativement. Ensuite, l'accélération de l'innovation technologique et la dérégulation du marché ont fait le

reste. Sous l'effet des privatisations, les opérateurs se sont multipliés, et la concurrence a entraîné baisse des prix et augmentation de la consommation. Enfin, les modes d'accès au téléphone sont devenus plus nombreux (fixe, mobile, sur Internet). Les usages aussi : le téléphone ne véhicule plus seulement la voix, mais aussi les images et les données.

La question n'est plus de savoir quand on aura le téléphone, mais plutôt de choisir un opérateur, de décider de s'abonner ou non à Internet et, si oui, avec ou sans liaison à haut débit et, dans l'affirmative, laquelle (câble, ADSL, ou autres).

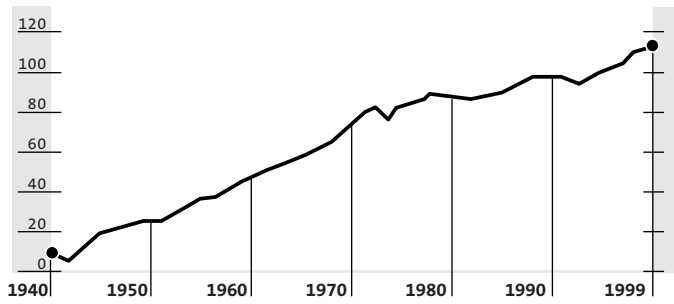
MOINDRE APPÉTENCE

Certes, la situation n'est pas tout à fait aussi rose : une fraction du territoire n'est toujours pas couverte pour le mobile, et le haut débit n'est pas non plus accessible à tous. Néanmoins, ce ne sont guère des raisons techniques qui expliquent que seulement 26,28 % de la population française était connectée à Internet en décembre 2001 (selon Médiamétrie). Un taux nettement inférieur à celui de la Grande-Bretagne (55 % de la population connectée selon Jupiter) ou des Etats-Unis (58,5 % selon Nielsen). L'infrastructure n'explique pas ce sous-équipement puisqu'une simple ligne téléphonique suffit pour se relier à la Toile. Mais plutôt la moindre appétence pour l'informatique : seulement 33,7 % des Français avaient un PC en 2001. En outre, à la crainte de ne pas avoir une ligne succède désormais celle d'en avoir trop, et d'en être pollué. Ce qui a conduit le ministère de la santé à annoncer le 18 mars la diffusion de « conseils de précaution et de modération » sur l'utilisation du téléphone portable. Autrefois imposé, le rationnement devient librement choisi, pour mettre un terme aux excès nuisibles.

Annie Kahn

### LA PRODUCTION CONTINUE A PROGRESSER

Indice de la production industrielle, en base 100 pour l'année 1995



Source : Bulletin économique EULER-SFAC

## François Pinault, ou la mutation du capitalisme français

FRANÇOIS PINAULT n'est plus « l'homme le plus riche de France ». Il s'est fait distancer par son rival Bernard Arnault, dont la fortune se montait à 7,57 milliards d'euros, contre 5,97 milliards « seulement » pour M. Pinault, selon le dernier classement du *Nouvel Economiste*, de décembre 2001. Pour autant, la saga de l'homme d'affaires breton est d'ores et déjà inscrite dans l'histoire. Nul mieux que lui n'a incarné les mutations du capitalisme français au cours des quatre dernières décennies.

La petite histoire raconte que c'est avec 100 000 francs, prêtés par sa famille et l'agence locale du Crédit lyonnais, que, en 1963, François Pinault, 27 ans, fils d'un exploitant forestier de Trévérien (Ille-et-Vilaine), s'est lancé dans le commerce du bois. Fin 1981, il s'installe à Paris. Sa façon à lui de faire des affaires, mélange de flair, de brutalité, de culot et de séduction, va faire merveille dans les « années-fric » qui commencent, sous les septennats de François Mitterrand.

L'entrepreneur emblématique de cette époque est Bernard Tapie, flamboyant, un peu « limite ». M. Pinault préfère l'ombre et le silence, même s'il ne dédaigne pas d'utiliser les mêmes méthodes que

Tapie pour bâtir son empire. Il fréquente assidûment les tribunaux de commerce, à la recherche des bonnes affaires laissées sur le carreau par la loi sur les faillites. Entre 1975 et 1984, il récupérera plus de soixante entreprises à la barre des tribunaux de commerce. Il pratique aussi un fructueux compagnonnage avec les hommes politiques. En 1986 et 1987, il soulage l'Etat de deux dossiers difficiles, reprenant Isoroy, le leader français du contreplaqué, et La Chapelle-Darblay (papier journal), située dans la circonscription de Laurent Fabius, en Normandie. C'est en reprenant une entreprise de bois en difficulté, en Corrèze, qu'il se lie d'amitié avec Jacques Chirac.

MULTIPLIER LES COUPS

Un autre compagnon de route se révélera précieux : le Crédit lyonnais, qui entre au capital de Pinault SA. Le tandem va multiplier les coups. Il rafle ainsi la Compagnie française pour l'Afrique occidentale, Conforama, le groupe Printemps (incluant Prisunic et La Redoute) – pour lequel le Lyonnais débloquentera en une nuit un chèque de 3,3 milliards de francs –, la Fnac... Entre 1987 et 1998, le groupe est passé de 7 milliards à 108 mil-

liards de francs (16,5 milliards d'euros) de chiffre d'affaires. En 1999, il entre dans le luxe, avec Gucci et Yves Saint Laurent, objets d'une bataille homérique avec Bernard Arnault.

La chute du Lyonnais n'a pas affecté M. Pinault – même si la justice lui demande des comptes sur des opérations réalisées quand tout semblait permis... L'homme d'affaires a changé de dimension. Grande puissance du capitalisme français, il s'entoure d'énarques : Pierre Blayau, Jean-Paul Huchon, Serge Weinberg se succéderont à ses côtés. En janvier 2001, enfin, il intronise son fils François-Henri comme successeur. A 66 ans, François Pinault peut enfin se lâcher, sinon tout lâcher. Il a investi dans le vin, avec le grand cru de Château-Latour, dans les enchères, avec Christie's, dans la presse avec *Le Point*. Il est aussi actionnaire du *Monde*. Il s'est offert un vrai plaisir de milliardaire en rachetant une partie de l'île Seguin pour y bâtir une fondation qui recevra sa collection d'art contemporain, son jardin secret. La saga est terminée, la légende commence.

Pascal Galinier

## L'explosion scolaire a élevé le niveau de la main-d'œuvre

SEULEMENT 9 % DES  
JEUNES SORTENT  
DU SYSTÈME  
ÉDUCATIF SANS  
AUCUN DIPLÔME

L'analyse des conditions du progrès technique met la formation au rang des causes bien autant que des conséquences de l'évolution de notre économie », lit-on dans un texte préparatoire au VI<sup>e</sup> Plan daté de 1971. L'idée que la qualité du « capital humain » est une des conditions de la performance économique est déjà présente, il y a trente ans, dans la tête des décideurs politiques et administratifs, même si l'on ne parle pas encore « d'économie fondée sur la connaissance ». L'élévation du niveau d'études de la jeunesse française – objectif poursuivi par les politiques éducatives depuis l'après-guerre – est peut-être l'action de l'Etat qui aura eu, ces trente

dernières années, l'impact le plus spectaculaire – quoique méconnu – sur les entreprises françaises : entre 1968 et 1996, la part des actifs sans aucun diplôme passe de 38 % à 19 %, celle des titulaires du certificat d'études ou du brevet des collèges de 35 % à 18 %, alors que celle des titulaires d'un CAP ou BEP passe de 15 % à 30 %, de 8 % à 12,5 % pour le bac et de 4 % à 21 % pour les diplômes du supérieur (Claude Thélot et Olivier Marchand, *Le Travail en France, 1800-2000*, Nathan, 1997).

Les deux dates-clés sont la démocratisation de l'accès au collège (la scolarité obligatoire jusqu'à 16 ans, décrétée en 1959, est effective à partir de 1968), puis au lycée (objectif de 80 % d'une classe d'âge au niveau bac défini en 1985 ; le taux effectif est aujourd'hui de 68 %, contre 36 % en 1985). L'accélération est particulièrement forte sur les quinze dernières années : la moitié d'une classe d'âge accède à l'enseignement supérieur en 2000, contre un quart en 1985 ; 9 % sortent du système scolaire sans aucun diplôme, contre 33 % en 1980.

Selon les économistes, l'impact de la hausse des qualifications sur la performance de l'entreprise se

mesure en termes de capacité d'innovation et d'accroissement de la productivité, elle-même mesurée par le niveau de rémunération consenti par l'employeur. Or l'échelle des rémunérations épouse très exactement, sur les trente ans écoulés, la hiérarchie des diplômes, malgré la multiplication de ces derniers : le salaire d'un diplômé du supérieur est 2,2 fois plus élevé que celui d'un titulaire du certificat d'études, celui d'un bachelier l'est 1,4 fois, etc. Le surcroît de salaire obtenu par année d'études supplé-

mentaire est en moyenne de 8 % à 9 % en France : or la durée moyenne des études est passée, entre 1968 et 1996, de 9,2 à 12,4 ans. Entre 1974 et 1996, selon Claude Thélot et Olivier Marchand, la hausse de la qualité de la main-d'œuvre (nombre et niveaux de diplômes) aurait ainsi été responsable d'un accroissement de la productivité du travail de 0,2 % à 0,7 % par an (selon les hypothèses retenues).

Hausse des rémunérations contre hausse de la productivité,

### ECOLE : LES INÉGALITÉS PERSISTENT

Pour l'Etat comme pour les familles, l'élévation massive du niveau des études devait conduire, outre à la hausse de la qualification de la main-d'œuvre, à une démocratisation de l'enseignement, et donc des positions sociales largement établies par la détention d'un diplôme. Mais si le premier objectif a été atteint, la promesse égalitaire n'a pas été tenue. La « reproduction » sociale assurée par le système scolaire, mise en évidence par les sociologues (Bourdieu, Passeron) dans les années 1970, est toujours à l'œuvre, même si elle a fait l'objet d'une « translation » vers le haut de la hiérarchie scolaire.

Certes, entre 1984 et 2000, la probabilité de poursuivre des études supérieures a été multipliée par 3,5 pour les enfants d'ouvriers, contre 2,2 en moyenne. Mais 65 % des enfants de cadres supérieurs obtiennent un diplôme supérieur, contre 12 % de ceux d'ouvriers non qualifiés ; 27 % de ces derniers n'acquiescent aucun diplôme, contre 5 % des enfants de cadres supérieurs. En BTS, 42 % des étudiants sont issus de familles ouvrières, contre 15 % en classes préparatoires aux grandes écoles ; ces chiffres sont respectivement de 14 % et 51 % pour les enfants de cadres supérieurs. La France est éternelle...

la politique éducative aurait-elle engendré un jeu gagnant-gagnant entre salariés et entreprises ? Un si idyllique tableau mérite quelques nuances.

TRAPPE À CHÔMAGE

Tout d'abord, la situation des jeunes qui n'ont pas bénéficié de l'allongement de la durée des études s'aggrave au fur et à mesure que leur nombre diminue : l'absence ou le faible niveau de diplôme devient de plus en plus stigmatisant sur le marché du travail. Or, depuis le début des années 1990, le système éducatif n'arrive plus à réduire la part de 20 % de jeunes sortant au niveau de la fin de la scolarité obligatoire. Car l'explosion scolaire n'a pas modifié son fonctionnement, fondé sur la valorisation de l'enseignement général et des savoirs disciplinaires au détriment de l'enseignement professionnel et des compétences individuelles : la distance entre le travail scolaire et les pratiques d'une part de plus en plus importante de la jeunesse s'accroît, au risque de saper les bases de l'investissement éducatif consenti par l'Etat et les familles. Les entreprises, de leur côté, continuent de valoriser le diplôme plutôt que les

acquis de l'expérience professionnelle, créant tout à la fois « une trappe à chômage » pour les moins formés et des difficultés de recrutement dans des secteurs délaissés par la certification scolaire, tels les services à la personne.

Ensuite, la situation des femmes représente aujourd'hui un étrange paradoxe. Ce sont les filles qui ont le plus bénéficié de l'explosion scolaire de ces trente dernières années. La part des titulaires d'un diplôme supérieur dans la population active féminine est, par exemple, passée entre 1968 et 1996 de 3 % à 23 %, contre 4 % à 19 % dans la population active masculine. Depuis 1970, les femmes au travail sont devenues en moyenne mieux formées que les hommes... alors qu'elles demeurent moins payées, même si cet écart diminue. Les difficultés de recrutement qui s'annoncent, avec les départs en retraite massifs, pourraient bien amener les employeurs à reconnaître enfin la principale mutation intervenue sur le marché du travail depuis trente ans : l'irrésistible montée des femmes et de leur qualification.

Antoine Reverchon



François Morin, professeur de sciences économiques à Toulouse-I

# « Nous sommes entrés dans un modèle dominé par les marchés financiers »

Quelles ont été les grandes étapes de recomposition du capitalisme français depuis les années 1970 ?

Il faut d'abord se replacer au milieu des années 1960. La décolonisation est achevée, le marché commun se développe, et la Constitution de la V<sup>e</sup> République instaure un Etat fort animé d'un volontarisme industriel exceptionnel. C'est l'époque des grands programmes. Tous ces éléments concourent à la création de groupes industriels, par fusion ou regroupements, comme BSN, PUK ou Saint-Gobain Pont-à-Mousson. Deux compagnies financières, Suez et Paribas, jouent un rôle de premier plan en prenant des participations dans différentes sociétés. Ces deux établissements vont constituer le cœur financier du système français. Schématiquement, Paribas s'appuie sur des capitaux publics dans le cadre d'une stratégie nationale gaullienne pour recomposer le système productif. Suez présente davantage une vision internationale et défend une vision plus libérale de la croissance, proche des giscardiens. Cette émergence ne se fait pas sans affrontements. C'est notamment l'époque de la première OPA, celle de BSN sur Saint-Gobain, conclue sur un échec. Mais au total, pendant une dizaine d'années, ce cœur financier va connaître une ère de relative accalmie et s'internationaliser.

Comment ce cœur financier évolue-t-il avec l'arrivée de la gauche au pouvoir en 1981 ?

Dès 1978, plusieurs groupes avaient anticipé cette arrivée et scindé leurs activités pour échapper aux nationalisations. C'était le cas de Worms ou de Paribas. Mais la quasi-totalité des groupes appartenant au cœur financier est touchée. Le choc des nationalisations du 11 février 1982 est considérable



FRANÇOIS MORIN

► 1976 Ce professeur de sciences économiques à Toulouse-I, âgé de 57 ans aujourd'hui, fonde le Laboratoire études, recherche, économie, politiques, systèmes sociaux (Lereps).  
► 2000 Il rejoint la Commission de régulation de l'électricité (CRE). Il a été auparavant, de juillet 1997 à mars 2000, membre du Conseil d'analyse économique (CAE).

puisque les deux établissements financiers principaux, Paribas et Suez, passent sous la houlette publique. Ce fut finalement une période assez brève de quatre ans. A l'actif de cette période, il faut mettre le programme de restructuration de la chimie et du système bancaire. Au passif, il faut relever l'incapacité des pouvoirs publics à organiser une véritable respiration entre les capitaux publics et privés, bloquant de façon arbitraire certains projets de développements.

Les privatisations de 1986 ne vont-elles pas redonner de l'essor au cœur financier ?

Le changement de majorité parlementaire va provoquer une nouvelle secousse et une recomposition du cœur financier. Aux côtés de Paribas et de Suez est propulsé un troisième acteur, la CGE

(ex-Compagnie générale d'électricité, devenue depuis Alcatel), alliée à la Société générale. L'objectif d'Edouard Balladur, alors ministre de l'économie, est de remettre dans le secteur privé les plus grands groupes bancaires et financiers, mais pas n'importe comment. Il n'est pas question de les doter d'un actionnaire de référence incapable de se défendre en cas d'OPA de groupes étrangers. L'idée du noyau dur est alors avancée. Il s'agit d'organiser un système de participations croisées et d'autocontrôle liant les groupes les uns aux autres pour les protéger des agressions externes. Ce système de participations circulaires montera en puissance avec la deuxième vague de privatisations, entre 1993 et 1994, lorsque seront mis dans le privé la BNP, l'UAP et Elf.

Les noyaux durs aussi n'ont duré qu'un temps. A partir de quand datez-vous leur implosion ?

Le summum est atteint en décembre 1996, avec l'absorption par Axa de l'UAP. La première est proche de Paribas, la seconde de Suez. Ce nouveau groupe, hissé aux premiers rangs mondiaux de l'assurance, devient alors le centre du capitalisme français avec des participations dans les deux principaux pôles. Son dirigeant, Claude Bébéar, a alors deux possibilités : soit il conforte cette logique de cœur financier et maintient les participations croisées, ce qui lui donne peu de marge de manœuvre, soit il adopte une gestion à l'anglo-saxonne en ne gardant que les participations stratégiques. Il opte alors pour cette deuxième solution, provoquant un démantèlement progressif du système.

Simultanément, le rapport de Marc Viénot, alors patron de la Société générale, sur la gouver-

nance d'entreprise pousse à l'abandon de ce modèle, critiqué pour les protections des dirigeants qu'il instaure et pour son absence de transparence. Signe de cette évolution, Axa ne fera rien en 1997 pour empêcher que l'allemand Allianz mette la main sur les AGF.

Comment évolue, depuis, ce système, compte tenu de l'arrivée des investisseurs anglo-saxons ?

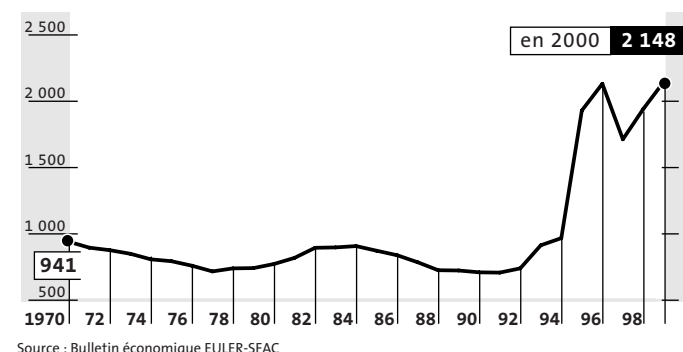
Le dénouement des participations croisées, réalisé aujourd'hui à 80 %, profite aux investisseurs étrangers, qui détiennent entre 46 % et 47 % du capital des entreprises du CAC 40. La gestion a de ce fait fortement évolué. Nous sommes entrés dans une ère de capitalisme de marché financier parvenu à maturité. Le modèle vers lequel on se dirige est symbolisé par des entreprises de taille mondiale, qui assurent des revenus réguliers à leurs actionnaires et où aucun d'entre eux ne détient généralement plus de 1 % du capital. En France, les firmes qui répondent à ce critère sont Air liquide, Lafarge, Saint-Gobain. D'autres s'en rapprochent, comme Vivendi, BNP-Paribas et Suez. En parallèle se développe un capitalisme dit patrimonial, dominé soit par des actionnaires de référence, familiaux comme Michelin, Lagardère ou Bouygues, soit par des investisseurs institutionnels à la recherche de plus-values potentielles, comme chez Alcatel.

Propos recueillis par Dominique Gallois et Serge Marti

## BOURSE

### L'VEUIL FINANCIER FRANÇAIS TARDIF

Nombre de sociétés cotées à la Bourse de Paris



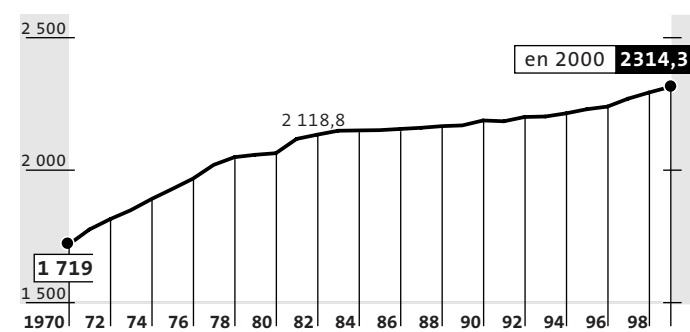
Source : Bulletin économique EULER-SFAC

■ CE N'EST QU'EN 1978, avec la création des Sicav, que la Bourse de Paris prend son essor, stimulée par la suite par la déréglementation financière lancée par Pierre Bérégovoy, les privatisations décidées par Edouard Balladur, la création en 1983 du second marché, puis du Matif. Alors qu'elle ne représentait qu'environ 33 % du produit intérieur (PIB) au milieu des années 1980, la capitalisation boursière atteignait 100 % du PIB fin 2001.

## ADMINISTRATION

### DES FONCTIONNAIRES PLUS NOMBREUX

Agents de l'Etat de 1970 à 2000, au 31 décembre, en milliers



Source : Insee, hors ministère des P&T avant 1991, hors La Poste et France Télécom depuis 1991

■ EN FRANCE, PRÈS D'UN ACTIF SUR QUATRE occupe un emploi dans la fonction publique, dont l'effectif est en progression constante. Les 800 000 agents de l'Etat qui partiront en retraite d'ici à 2010 seront-ils remplacés ? Jacques Chirac et Lionel Jospin se montrent prudents, mais tous deux reconnaissent que le financement de leur programme passe par une réduction des dépenses publiques...

## L'Etat planificateur devient régulateur

ENTRE EUROPE ET DÉCENTRALISATION, L'ADMINISTRATION DOIT REDÉFINIR SES MISSIONS

Il ont été deux, le préfet et le secrétaire général de la préfecture de région, à décider où seraient situés l'université, les centres de recherche, telle et telle usine... L'anecdote, rapportée par Nicolas Tenzer, du Commissariat général du Plan, concerne une grande ville du Sud-Ouest... et se situe il y a près de trente ans. Ce que faisait l'Etat était alors visible pour chaque citoyen : il équipait la France. L'Etat planificateur de la reconstruction d'après-guerre, via le Commissariat général du Plan, était devenu le planificateur du développement économique. Mais le pouvoir gaulliste avait déjà dû introduire de la souplesse entre des ministères déjà jugés trop cloisonnés.

La Délégation à l'aménagement du territoire (Datar), créée en 1963, les préfectures de région, conçues un an plus tard comme autant de « micro-Datar », selon l'expression de Jean-Claude Thoenig, du groupe d'analyse des politiques publiques (Gapp-CNRS), ou encore le district de la Région parisienne, créé sous la houlette de Paul Delouvrier pour fonder les « villes nouvelles », sont des « administrations de mission ». Il s'agit de donner à l'action des services déconcentrés de l'Etat la cohérence nécessaire aux résultats recherchés, lesquels s'inscriront durablement dans le paysage économique et urbain.

Mais l'échec de la décentralisation, rejetée par le référendum de

1969, et surtout la crise économique, qui amorce une érosion continue de la capacité d'investissement de l'Etat au bénéfice des dépenses sociales, donnent un coup d'arrêt à ces évolutions. L'administration semble échouer à effectuer les missions que le politique lui assigne sur les fronts de l'emploi, de l'insécurité, de la pauvreté.

L'Etat tente de traiter ce malaise par plus de transparence : médiateur de la République (1978), accès aux documents administratifs, levée de l'anonymat des fonctionnaires. Mais le citoyen retient surtout l'échec des « trains de mesures » et des « plans » que hauts fonctionnaires et ministres lancent à tour de rôle.

### INCANTATIONS

La réponse de la gauche au pouvoir prendra d'abord la forme de la décentralisation. Le bouleversement des structures est important, mais reste inachevé, et surtout crée une cascade de codécisions qui rendent floue la définition des missions et des responsabilités. Comme l'Elysée, une fois passées les lois Defferre de 1982, ne souhaite guère aller plus loin, Michel Rocard, premier ministre en 1988, s'essaie au « renouveau du service public », dont il s'agit d'améliorer l'efficacité, la productivité, la qualité.

Les outils alors mis en œuvre seront repris par toutes les actions – ou les incantations – des ministres successifs : déconcentration des services centraux en région, globalisation des enveloppes budgétaires, gestion « modernisée » des ressources humaines, programmation des moyens, mise en cohérence des services territoriaux.

Mais, bien souvent, les tentatives de passage à l'acte se heurtent à l'hostilité des syndicats et à celle, souvent plus décisive, des grands corps ou de telle ou telle direction. A partir de 1993, toute volonté soutenue de réorganisation s'efface

devant la rationalisation budgétaire imposée par le traité de Maastricht. Et lorsque apparaît une crise inédite, transfusion sanguine ou vache folle, l'administration se voit contrainte de sous-traiter l'expertise et la régulation à des « agences » ou des autorités ad hoc.

Ces échecs successifs ne doivent pas masquer l'amélioration constante de l'efficacité quotidienne de l'administration, à l'aune des délais moyens de traitement d'un dossier, d'obtention d'un document, d'attente aux guichets – résultat d'innovations locales et de l'intégration réussie des « nouvelles technologies ».

Mais le paradoxe demeure : « L'impression prévaut que, depuis la fin des années de croissance, l'Etat n'a plus rien de grand à accomplir », note Nicolas Tenzer. Il ne lui est proposé par les politiques que le rôle... du « modeste ». « Comment, dans ces conditions, faire passer les fonctionnaires de la défense des acquis à la fierté de l'action ? » se demandait Jean Picq, auteur en 1996 d'un des innombrables rapports sur « la réforme de l'Etat ».

Aujourd'hui, la pression pour une redéfinition des missions de l'administration vient de l'extérieur de l'Etat. La loi organique de juin 2001 donne la possibilité au Parlement, si tant est qu'il s'en empare, de programmer ces missions ; la loi Chevènement offre à terme la même possibilité à des pouvoirs locaux élus à des échelons territoriaux pertinents. Enfin, l'Union européenne amène l'Etat français à gérer de plus en plus de missions dont il n'a plus la propriété politique. En trente ans, l'Etat s'est peu à peu dessaisi de la production de biens et de services, au bénéfice du « marché » ; le voici conduit à partager le marché de l'action politique avec de nouveaux partenaires. Et à construire, dans les deux cas, la compétence nécessaire à l'exercice de la régulation.

A. R.

Bien démarrer sa journée.

Avec StartDay, DHL vous informe de la livraison de votre colis sans que vous ayez besoin de le demander.

N'attendez plus de savoir si le colis que vous avez envoyé hier est bien arrivé ce matin à la première heure. Avec StartDay Express (avant 9h), une confirmation de livraison vous est systématiquement envoyée par fax ou par mail, comme vous le souhaitez. Vous pouvez suivre vos envois grâce à tous les outils proposés par DHL (Internet, e-mail, WAF, SMS, Numéro Vert, Service Local).

0 800 20 25 25 / www.dhl.fr

**DHL**  
WORLDWIDE EXPRESS

Nous tenons vos promesses



SOUVENT ACCUSÉE  
D'ÊTRE  
PROTECTIONNISTE,  
LA FRANCE JOUE  
LA CARTE DE LA  
MONDIALISATION  
DÈS LES ANNÉES  
1980. QUATRIÈME  
PUISSANCE  
EXPORTATRICE,  
ELLE A AUSSI  
ÉTÉ L'UN  
DES PRINCIPAUX  
MOTEURS DE  
LA CONSTRUCTION  
EUROPÉENNE.  
LE PAYS  
EST ÉGALEMENT  
DEVENU L'UNE  
DES DESTINATIONS  
MAJEURES DES  
INVESTISSEMENTS  
DIRECTS ÉTRANGERS

# Le commerce hors les murs

L'épisode fait date. Et pour cause. Lorsque le président François Mitterrand tranche, en mars 1983, en faveur de la rigueur. Il ne met pas simplement fin aux rêves auxquels ont voulu croire les Français en portant la gauche au pouvoir deux ans plus tôt ; il fait aussi le choix de l'Europe et de l'ouverture au reste du monde. Dans un environnement international déprimé, la politique de relance a échoué et les déficits extérieurs ont atteint des niveaux difficilement soutenables.

Depuis cette date, tous gouvernements confondus, de droite comme de gauche, la France n'a jamais dévié de cette ligne, qu'elle soit dictée par l'agenda de la construction européenne, marché unique, puis l'Union économique et monétaire, ou par celui des grandes négociations internationales. A commencer par celles, commerciales, de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), puis de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), qui lui a succédé à partir

de 1995. Les équilibres extérieurs – avec l'internationalisation – sont devenus des objectifs prioritaires. Les hommes d'affaires accompagnent désormais les voyages présidentiels et ministériels, le « made in France » se vante et se vend. Sans complexe. Comme l'« invest in France »,

L'Union européenne, à elle seule, absorbe 65 % des ventes françaises à l'étranger

pour lequel une délégation a été créée en 1992 au sein du ministère de l'économie. Sans se soucier désormais, de « l'indépendance nationale », souvenir d'un passé gaullien révolu. Deux images, forcément simplificatrices, résumant ce chemin parcouru.

En 1979, le pays vit comme un deuil national le rachat du paquebot *France*. Rebaptisé *Norway*, il emporte avec lui l'un des symboles des « trente glorieuses ». Le

rachat du géant américain de la communication Universal par Vivendi en 2000 ne suscitera jamais la fierté qu'avaient les Français à voir « leur » bateau naviguer sur les eaux du globe, mais, dans le milieu des affaires, il ne passe pas inaperçu. Il confirme que les entreprises nationales peuvent jouer dans la cour des grands de la mondialisation. Au terme de près de vingt années de rigueur – autrement appelée « désinflation compétitive » –, que les gouvernements continuent de pratiquer sans plus la nommer.

Cette ouverture croissante de l'économie se mesure à travers plusieurs indicateurs. Les échanges extérieurs représentent aujourd'hui plus d'un quart du produit intérieur brut (PIB), contre 15 % en 1974. Après une longue période de déficits, la balance commerciale est repassée au vert à partir de 1992, et, tout long des années 1990, les exportations ont été un moteur presque indéfectible de la croissance française. A l'exception de la facture énergétique, qui continue au gré des fluctuations des cours pétroliers de grever les résultats annuels, les secteurs agricoles – grâce à la politique agricole commune (PAC), industriels et tertiaires sont devenus des « machines » à produire des excédents.

Quatrième pays exportateur mondial, hissé au deuxième rang (derrière les Etats-Unis pour l'exportation de produits agricoles), la France est aussi devenue numéro un dans le secteur touristique. Ces résultats ont été obtenus au prix d'une réorientation des entreprises françaises sur les marchés solvables. L'Union européenne, à elle seule, absorbe 65 % des ventes françaises à l'étranger. Cet-

te insertion dans l'économie mondiale passe aussi par la boulimie d'investissements directs des entreprises françaises à l'étranger. Ces dernières détiennent l'équivalent de 24,7 % du PIB français sous forme d'actifs à l'étranger, contre 7,1 % en 1985.

Au-delà de ces succès, les débats restent vifs sur ce choix de l'ouverture. Car, à côté des TGV, Airbus et autres fusées Ariane qui garnissent avantageusement la vitrine du « made in France » à l'étranger, le démantèlement des

protections douanières a coûté la vie à des pans entiers de l'industrie, comme le textile ou le jouet, concurrencés par les pays à bas salaires. Depuis dix ans, les délocalisations restent un sujet d'actualité auquel est venu s'ajouter plus récemment le rôle des actionnaires étrangers qui détiennent en Bourse près de 45 % des entreprises du CAC 40. La question du maintien de l'emploi reste, bien sûr, au cœur des polémiques.

Laurence Caramel

## Les allers-retours des crânes d'œuf

90 % DES EXPATRIÉS REVIENNENT DANS LES DIX ANS

Certains problèmes sont récurrents : celui de la « fuite des cerveaux en est un ». En France comme ailleurs. Mais alors que le phénomène est réel dans certains pays (sans que les conséquences en soient d'ailleurs désastreuses pour autant), il semble qu'en France il relève en outre du mythe. De plus en plus de spécialistes s'accordent à dire que le problème n'est pas tant que trop de Français choisissent de poursuivre des études ou leur vie professionnelle à l'étranger, mais plutôt qu'ils ne soient pas assez nombreux à le faire. « De 1987 à 1997, l'immigration française aux Etats-Unis équivalait au tiers de l'immigration allemande et au quart de l'immigration britannique », peut-on lire dans un rapport sur la présence française dans la Silicon Valley, réalisé par le consulat général de San Francisco. Globalement, en 1997, 15 200 Français diplômés vivaient aux Etats-Unis, soit cinq fois moins que d'Anglais ou d'Allemands, selon la National Science Foundation (NSF). « Le danger est que cette trop forte absence de mobilité de la main-d'œuvre qualifiée entraîne la France à conserver son retard technologique », estime Daniel Martinelli, chercheur au Centre d'études et de recherches sur les qualifications (Céreq).

Cette réflexion n'est pas nouvelle. En 1988, une étude du CNRS sur les Français menant leurs études aux Etats-Unis aboutissait à la même conclusion : « Au lieu de se lamenter sur la fuite des cerveaux, la France

pourrait faire de ces transfuges de précieux relais entre les recherches françaises et américaines », écrivait Frédéric Gausson dans *Le Monde* du 13 janvier 1988.

Mais pour partir, il faut être sûr de pouvoir rentrer. Les mêmes études montrent qu'environ 90 % des expatriés reviennent dans les dix ans. Or, c'est là que le bât blesse. Il leur est souvent très difficile de trouver un poste, leur expérience à l'étranger pesant peu, dans la sélection, voire même étant handicapante, dans la mesure où le chercheur éloigné n'est plus soutenu lors des concours. L'actuel ministre de la recherche, Roger-Gérard Schwartzberg, a maintes fois souligné son souhait de remédier à cette situation.

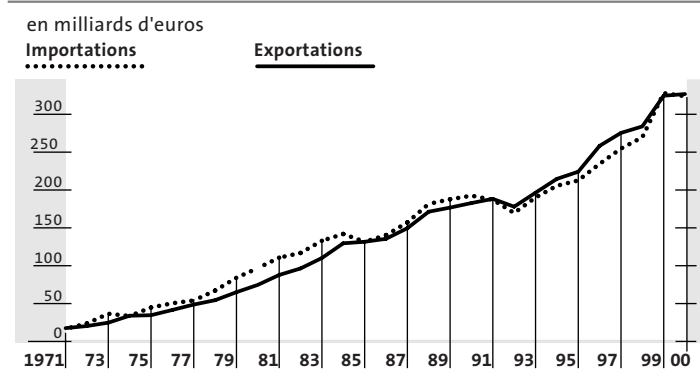
### ALERTE

Une politique dont on peut redouter qu'elle ne s'arrête dès que les « cerveaux » seront jugés en surnombre. Ce qui ne devrait pas tarder à arriver si l'histoire se répète : dans les années 1970, la crainte d'avoir trop de scientifiques conduisait à une diminution des postes et des bourses dans le monde. « Aux Etats-Unis, on commence à voir un brain-drain à l'envers », écrivait Jean-Louis Lavallard dans *Le Monde* du 9 juillet 1970. Dix ans plus tard, les rapports au gouvernement de Jacques Tébéka d'une part, et de Jean-Claude Pélioso, d'autre part, sonnaient l'alerte quant au manque d'informaticiens, et de bio-ingénieurs.

En moins d'une décennie, au début des années 1990, l'abondance de diplômés inquiète à nouveau... jusqu'à ce que la bulle Internet aspire les talents... pour les mettre à nouveau sur le marché. Les alertes à la soi-disant fuite des cerveaux et les moyens mis en œuvre pour y remédier ont, au long de ces trente dernières années, évolué au gré de ces flux et reflux.

A.K.

### DU DÉFICIT À L'EXCÉDENT COMMERCIAL



Source : direction générale des douanes

## Le ruban bleu mondial du tourisme, mais...

**76,5 MILLIONS DE TOURISTES ÉTRANGERS** accueillis en France en 2001 : record du monde confirmé. S'il est un domaine où notre pays est fondé à pousser un cocorico, c'est bien le tourisme, puisque le nombre des arrivées aux frontières y a été multiplié par trois en trente ans.

Il faut attribuer ces performances aux richesses de l'Hexagone, mais aussi à sa position en Europe, qui en fait le passage obligé pour tous les fanatiques du soleil.

On peut aussi rappeler les ingrédients qui ont changé les habitants des pays industrialisés en voyageurs impénitents : l'avènement de transports de masse (auto, avion), l'augmentation du temps libre (on travaille deux fois moins qu'il y a un siècle), une urbanisation galopante (« partir en vacances, c'est fuir la ville »), des structures d'accueil innovantes (Club Med, Hôtels Accor, Pierre et Vacances, stations de sports d'hiver intégrées des Alpes), enfin un marché domestique vigoureux (le taux de départ en vacances des Français est passé de 49,2 %, en 1973, à 62 % aujourd'hui).

Ce tableau flatteur doit être relativisé. Tout d'abord, les Français ne tiennent pas les activités de tourisme et de loisirs en haute estime. La preuve en est qu'ils ont du mal à croire que celles-ci rapportent à la France davantage que les secteurs agroalimentaire ou automobile : en 2000, les soldes nets des balances exportations-importations ont été de 9,3 milliards d'euros pour l'auto, de 9,3 milliards pour l'agroalimentaire, mais de 12,7 milliards pour le tourisme.

### DESTINATION PRÉFÉRÉE

Il est un autre bémol qui interdit de se bercer d'illusions. Si la France devance, dans l'ordre, les Etats-Unis et l'Espagne comme destination préférée, elle ne se trouve qu'en troisième ou quatrième position (suivant les années) en termes de chiffres d'affaires, car les Etats-Unis arrivent en tête, devant l'Espagne, voire l'Italie. Ce qui veut dire soit que la valeur ajoutée touristique française est plus faible que celle des pays européens concurrents, soit que les professionnels français n'offrent pas

les produits susceptibles de fixer les touristes en transit.

La France accueillera-t-elle, en 2020, 93 millions de visiteurs étrangers, comme certaines projections le prédisent ? Rien n'est sûr, car « le marché mondial est, certes, en croissance, mais le marché français, lui, est à maturité et ne progresse plus », analyse Jean Viard, directeur de recherches CNRS au Centre d'études de la vie politique française (Cevipof), qui constate que « nos structures d'accueil se font racheter par des sociétés des pays émetteurs de touristes, en général du nord de l'Europe, parce que la demande évolue. A l'évidence, nous sommes à la fin de la première génération du tourisme de masse : les clients français et étrangers ne veulent plus apprendre à skier ou à nager ; ils savent construire eux-mêmes des vacances de plus en plus courtes et ciblées ». Et, à l'image du Club Med ou des stations de sports d'hiver, les professionnels français ont du mal à suivre le mouvement.

Alain Faujas

## A petits pas vers la déréglementation

LA LIBÉRALISATION  
A TOTALEMENT  
TOUCHÉ  
LES TÉLÉCOM-  
MUNICATIONS,  
MAIS L'ÉNERGIE ET  
LE RAIL RÉSISTENT

**B**ig Bang», l'analogie avec cette gigantesque déflagration à l'origine de l'Univers revient avec force à l'évocation de la période de déréglementation qu'a connue l'Europe en trente ans. L'explosion libérale à l'origine de ce bouleversement s'est produite aux Etats-Unis au début des années 1970. L'onde de choc a touché la Grande-Bretagne dix ans plus tard, au moment où l'Europe entreprenait de créer un marché unique. En l'espace de quinze ans, la poussée en faveur d'une déréglementation la

plus complète possible a été extrêmement forte. Elle s'est traduite par une suppression des monopoles, par la privatisation de nombreux opérateurs publics et par la levée des barrières compartimentant les domaines d'activité. Dans certains secteurs comme les télécommunications, l'évolution a été d'autant plus irréversible que les progrès technologiques se jouent des frontières.

Gouvernements et institutions n'ont eu d'autres choix que d'accompagner cette révolution. Sur le continent européen cela se traduit par un affrontement entre deux conceptions. D'un côté, les pays déjà très engagés dans l'ouverture à la concurrence, conduits par la Grande-Bretagne ; de l'autre, ceux ayant un secteur public très important comme la France. Les premiers privilégient une déréglementation totale et immédiate, les seconds une application progressive, basée sur le respect du service public.

Après dix années de quasi-stagnation, le programme de relance de la construction européenne a été engagé en 1986, avec pour objectif de créer au 1<sup>er</sup> janvier 1993, le « grand marché » euro-

péen reposant sur « quatre libertés » concernant la circulation des personnes, des marchandises, des capitaux et des services. Au hit-parade de la libéralisation, apparaissent alors en tête les services financiers. En France ce big bang a été amorcé par Pierre Bérégovoy (à l'époque ministre de l'économie) entre 1984 et 1986 et conforté par Edouard Balladur, son successeur au ministère des finances. La mise en concurrence des banques s'inscrit dans ce processus. A partir du milieu des années 1990, la libéralisation touche ensuite des secteurs aussi variés que le pétrole, les industries de défense, les transports aériens, ou les télécommunications, des domaines jugés pendant longtemps intouchables.

Les avancées sont plus difficiles pour le rail et l'énergie, considérés comme des monopoles naturels nécessitant des investissements considérables pour réaliser des infrastructures indispensables et ne pouvant donc être mis en concurrence, sous peine de remettre en cause la qualité du service public. Ainsi, la construction par la SNCF du réseau de TGV ou la réalisation par EDF du programme

nucléaire afin d'assurer l'indépendance nationale en fourniture d'électricité ont-elles été autant d'arguments avancés pour justifier cette position. De plus, la déréglementation n'a pas toujours prouvé son efficacité, comme en témoigne la faillite de fait des chemins de fer britanniques ou les coupures d'électricité en Californie.

En mars, à Barcelone, à l'occasion du sommet européen, la France a négocié avec ses partenaires que l'ouverture totale des marchés du gaz et de l'électricité pour les industriels, prévue d'ici à 2004, ne concerne pas les clients privés

Pendant dix ans, de 1986 à 1996, les Français ont bloqué toute évolution de la directive européenne visant à libéraliser le marché de l'électricité. Un revirement s'est ensuite produit, le gouvernement ayant obtenu qu'en contrepartie cette déréglementation se fasse de manière progressive et adaptée selon les pays. Plus récem-

ment, en mars à Barcelone, à l'occasion du sommet européen, la France a négocié avec ses partenaires que l'ouverture totale des marchés du gaz et de l'électricité pour les industriels prévue d'ici 2004 ne concerne pas les clients privés. Peu d'enthousiasme également pour l'ouverture du marché du gaz. La directive qui instaure la

que la concurrence totale ne soit pas formellement programmée. La libéralisation sera accrue d'ici à 2006, mais une ouverture totale n'interviendra pas avant 2009, après un nouvel examen de la situation.

La nécessité de maintenir des services publics de qualité était assimilée jusqu'à présent à celle de garder les entreprises concernées entièrement dans le giron de l'Etat. Une évolution notable est apparue au fil des ans. Tout d'abord des secteurs comme les transports ne sont plus considérés comme stratégiques. La mise en Bourse partielle d'Air France et de Renault et le désengagement progressif de l'Etat sont vus comme une évolution normale, analogue à celle qui est intervenue sur la mission de service public dévolue à France Télécom. Plus symbolique, un tabou est tombé chez EDF et GDF, celui d'une privatisation partielle avec une entrée en Bourse. Depuis deux ans, ses dirigeants peuvent évoquer une ouverture du capital sans provoquer de graves immédiates... Il n'en va pas autant à La Poste ou à la SNCF.

Dominique Gallois



# La lente immersion dans l'Europe

LE VOLONTARISME  
DES DIRIGEANTS  
PRÉCÈDE  
L'ADHÉSION  
POPULAIRE

Le 1<sup>er</sup> juillet 1968, la France entre pleinement dans la communauté économique européenne, avec la suppression des barrières douanières avec les cinq autres Etats qui la composent (Allemagne, Italie et Benelux) et la mise en place d'un tarif extérieur commun pour les importations. Mais, sur le plan politique, c'est le départ du général de Gaulle, en avril 1969, qui marque le changement et permet de nouvelles avancées. Dans son livre *Une Ambition française*, (Plon, 1999) consacré à la place de la France dans l'Europe, Alain Duhamel estime qu'à partir de ce moment « l'Europe respire », enfin. Sous de Gaulle, « l'intégration économique a progressé, l'intégration politique s'est bloquée », explique-t-il. Avec son successeur immédiat, Georges Pompidou, la France rentre dans le rang, en donnant son feu vert à l'adhésion de la Grande-Bretagne. Dès cette époque, l'alternative entre élargissement, d'un côté, approfondissement de l'autre, qui court sur les trente années suivantes, est clairement mise en évidence.

C'est en 1972 que la création des régions et le principe d'aides structurelles pour le développement des zones les plus déshéritées sont adoptés. De même l'industrie, la science, la technologie, l'environnement et l'énergie sont intégrés dans le champ des politiques européennes, aux côtés de la politique agricole commune (PAC). Des blocages subsistent néanmoins. « On ne peut pas à la fois vouloir l'Europe indépendante et jurer que les Etats n'abandonneront aucune prérogative », observe à

l'époque Michel Jobert, ancien ministre des affaires étrangères. Au sommet de Paris, en 1974, la France lève son opposition à l'élection du Parlement européen au suffrage universel direct, qui aura lieu pour la première fois en 1979. Sous l'impulsion de Valéry Giscard d'Estaing à l'Elysée et du chancelier allemand Helmut Schmidt à Bonn, les sommets irréguliers de chefs d'Etat se transforment en Conseils européens qui se réunissent chaque année, à plusieurs reprises.

De 1979 à 1984, la construction européenne connaît son premier enlèvement, en dépit de l'adhésion de la Grèce, en 1980. Face aux atermoiements de Margaret Thatcher, premier ministre britannique, une sortie par le haut est toutefois trouvée au sommet de Fontainebleau, en juin 1984 : d'un côté l'entrée de l'Espagne et du Portugal ; de l'autre l'Acte unique, qui prend la suite du Marché commun. C'est notamment grâce à l'action de deux personnalités politiques françaises au tempérament euro-volontariste – François Mitterrand, élu à la tête de l'Etat trois ans plus tôt, et Jacques Delors, qui devient président de la Commission, pour une durée de dix ans (1985-1995), que l'Europe rebondit. Une nouvelle fois, élargissement et approfondissement vont de pair.

Dans les années 1990, le débat européen change de nature en France ; il « gagne sans cesse en véhémence, mais régresse en cohérence et en

substance », note un observateur de longue date de la scène européenne. Le mouvement de contestation à l'Europe telle qu'elle se construit brouille les repères traditionnels, car il traverse la ligne de séparation entre la droite et la gauche. Le point culminant est atteint à la fin de la campagne pour le référendum sur le traité de Maastricht, pendant l'été 1992. S'élèvent au sein des deux pôles politiques, des voix discordantes pour expliquer que l'Union européenne (UE) serait le tombeau de la France. Au total, c'est après un vrai

La reprise économique et la baisse sensible du chômage ont coupé court aux tentations de transformer l'Union en bouc émissaire de tous les malheurs nationaux

débat démocratique mais avec une courte majorité – 400 000 voix d'avance, soit 51,5 % – que les partisans du « oui » l'emportent sur ceux du « non », épargnant à l'Europe des Douze ce qui aurait été sa plus grave crise existentielle.

## LA FRANCE SANS LE FRANC

Trente ans, c'est exactement le temps qu'il aura fallu pour abandonner le franc et le remplacer par l'euro. Défini en décembre 1969 à La Haye par les chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté économique européenne, le principe de la construction de la monnaie unique fut ensuite confié à Pierre Werner, premier ministre luxembourgeois.

En janvier 1999, l'euro naissait, d'abord en version scripturale, puis, trois ans plus tard, sous forme de pièces et de billets. Approuvé par les Français en septembre 1992, le traité de Maastricht consacre l'abandon à terme de la politique monétaire française puisque, en matière de taux d'intérêt et de taux de change, les décisions sont prises en commun par tous les pays participant à la zone euro (neuf pays à l'époque, douze aujourd'hui).

Depuis, l'euro n'est pas encore considéré comme une monnaie forte sur l'échiquier international, mais, l'histoire contemporaine du franc en témoigne, ce dernier ne manifestait pas davantage une réelle solidité si l'on en juge par la demi-douzaine de dévaluations subies depuis 1928. F.L.

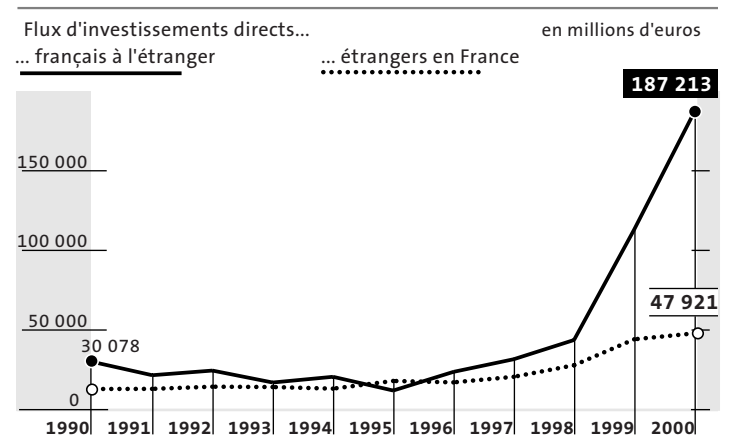
Une nouvelle ère débute en 1995, avec l'adhésion de trois nouveaux membres – l'Autriche, la Finlande et la Suède – et, en parallèle, l'approfondissement monétaire de l'UE, avec la ratification du traité d'Amsterdam en 1997 et la mise en œuvre d'une monnaie commune : l'euro, qui voit le jour au 1<sup>er</sup> janvier 1999. Jacques Chirac et Lionel Jospin, qui dirigent la France, ont pour point commun d'être plus euro-réalistes qu'euro-enthousiastes. Le premier est celui dont le ralliement aux partisans du traité de Maastricht s'est révélé crucial pour son adoption définitive. Chef du premier gouvernement de la cohabitation (1986-1988), il avait déjà fait ratifier l'Acte unique, sans l'avoir pourtant négocié. Le 26 octobre 1995, élu président de la République depuis six mois, il donne clairement la priorité à l'euro, en optant pour une politique qui assure une limitation des déficits publics. Le second s'était distingué dans son propre camp, en 1992, en se prononçant non pas pour un oui à Maastricht, mais pour un non au « non ». Devenu premier ministre en 1997, son premier choix sur le plan international est la ratification du traité d'Amsterdam.

Pourtant, selon les sondages réalisés auprès de l'opinion publique, c'est entre 1995 et 1997 que le sentiment européen des Français a le plus vacillé, voire a failli s'inverser. Depuis, la reprise économique et la baisse sensible du chômage (- 900 000 emplois en cinq ans) ont coupé court aux tentations de transformer l'Union européenne en bouc émissaire de tous les malheurs nationaux. Reste qu'au sommet de Nice, en décembre 2000, le compromis trouvé pour la réforme des institutions européennes apparaît très complexe et laborieux, tandis que les questions pour un nouvel élargissement aux pays d'Europe centrale et orientale sont pendantes. L'alternative entre approfondissement et élargissement se trouve plus que jamais au cœur du dilemme européen de la France.

Alain Beuve-Méry

## INVESTISSEMENTS

### UNE FRANCE DE PLUS EN PLUS INTERNATIONALISÉE



Source : ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie/Banque de France

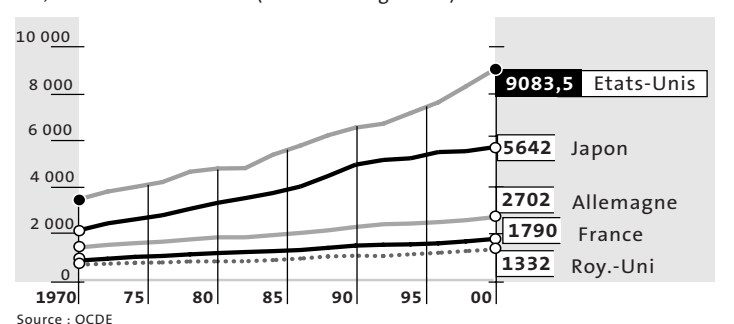
LES ENTREPRISES FRANÇAISES ont fait de gros efforts pour s'internationaliser. En 2000, les flux directs d'investissement français à l'étranger ont enregistré un niveau jamais atteint, hissant la France au 2<sup>e</sup> rang des investisseurs mondiaux, derrière le Royaume-Uni mais devant les Etats-Unis. Ce chiffre record de 187,2 milliards d'euros représente 13,3 % du produit intérieur brut (PIB) français. Cette explosion des investissements français à l'étranger est en grande partie portée par de très grosses opérations de fusions-acquisitions : rachat d'Orange par France Télécom, de Seagram par Vivendi, d'Ernst & Young par Cap Gemini...

CES ACQUISITIONS CONTRIBUENT à amplifier le fossé qui s'est instauré entre les investissements réalisés par des Français à l'étranger et ceux faits en France par des étrangers. Alors que l'équilibre entre flux sortants et entrants s'était maintenu jusqu'en 1998, le décalage ne cesse de grandir. En termes de stocks d'investissements, la France, qui était souvent présentée comme la première terre d'accueil mondiale, ne se classe plus qu'au 6<sup>e</sup> rang, derrière les Etats-Unis, le Royaume-Uni, Hongkong, l'Allemagne et la Chine.

## CROISSANCE

### DANS LE PELOTON DE TÊTE MONDIAL

PIB, en milliards de dollars (taux de change 1995)



Source : OCDE

EN TRENTÉ ANS, la France fait preuve d'une grande stabilité dans le classement établi par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) en demeurant au 4<sup>e</sup> rang des puissances mondiales, alors que le Royaume-Uni glisse de la 3<sup>e</sup> à la 5<sup>e</sup> en cédant sa place à une Allemagne il est vrai réunifiée.

LE POIDS DE L'ÉCONOMIE française par rapport à celle des Etats-Unis, championne incontestée du classement, a baissé. Le produit intérieur brut (PIB) français représentait un quart du PIB américain en 1970, contre 19 % en 2001. Cette évolution s'explique par l'extraordinaire période de croissance qu'ont connue les Américains au cours des années 1990 et par les performances médiocres de l'Hexagone pendant la même période, à l'exception des années 1998 à 2000. Hormis le ralentissement observé en 2001, la croissance a atteint au cours de ces trois années un niveau comparable à celui observé à la fin des années 1980.

L'OUVERTURE de l'économie française sur le reste du monde, l'intégration européenne et l'adoption de l'euro ont modifié les conditions de mise en œuvre des politiques économiques et de stimulation de la croissance. Le commerce extérieur représente un quart du PIB, rendant l'économie française plus sensible aux fluctuations de la conjoncture internationale. L'adoption du pacte de stabilité européen – qui encadre le niveau possible des déficits publics – et le transfert de la politique monétaire à la Banque centrale européenne ont réduit les marges d'initiative des gouvernements.

Henri de Bresson

## Le couple franco-allemand en refondation permanente

LES RELATIONS FRANCO-ALLEMANDES s'accroissent mal d'ambiguïté. C'est la leçon de quatre années difficiles entre Paris et Berlin malgré la courte euphorie de 1998, après la victoire des socialistes en France, celle des sociaux-démocrates et des Verts outre-Rhin. Le sommet de Potsdam, fin 1998, avait vu fleurir les grandes promesses... Elles se sont enlées dans les subtilités de la cohabitation française, les interrogations des deux pays, dix ans après la réunification, sur leur rôle dans l'Europe élargie.

Au premier semestre 1999, la présidence de l'Union européenne (UE), assumée au pied levé par un gouvernement allemand peu expérimenté, tourne à l'affrontement. Le prétexte en est la politique agricole commune, Jacques Chirac s'opposant brutalement aux demandes allemandes de révision, Lionel Jospin laissant faire. Gerhard Schröder en prend ombrage, se tournant vers Tony Blair à Londres : un climat de méfiance s'instaurait durablement dans ce drôle de couple à trois, incapable de vraies initiatives.

Les Français en ont payé le prix au sommet de Nice, en décembre 2000 : il leur fallut concéder, lors des marchandages entre les Quinze et les pays candidats sur le poids respectif de chaque Etat dans les institutions, l'abandon de leur parité avec l'Allemagne qui avait symbolisé la sorte de leadership moral qui leur a été longtemps reconnu.

### DES HAUTS ET DES BAS

La venue à Berlin le 8 avril de Lionel Jospin, en campagne électorale, pour affirmer son souhait de bâtir à nouveau une « relation renouée » et l'accueil que lui a réservé Gerhard Schröder montrent néanmoins que la nostalgie reste forte des grands couples qui ont construit la relation entre les deux pays, permettant à l'Europe d'avancer. Cette relation a souvent connu des hauts et des bas. L'entente du général de Gaulle avec l'ancien chancelier Konrad Adenauer n'a pas été exempte de bavures. Et le président Georges Pompidou, qui a fait rentrer la Grande-Bretagne dans le marché commun en 1973, se méfiait du patriote Willy Brandt, au pas-

sé irréprochable d'opposant aux nazis, et sa politique de réconciliation avec l'Europe communiste.

Valéry Giscard d'Estaing et Helmut Schmidt, à partir de 1974, inaugurèrent une ère faste pour leurs pays et l'Europe. Ce furent les débuts du système monétaire européen, du Conseil des chefs d'état et de gouvernement, l'élection du Parlement européen au suffrage universel. François Mitterrand et Helmut Kohl reprirent l'héritage, permettant aux Européens de passer le cap difficile de la réunification allemande.

Il fallut lutter pour faire accepter le traité de Maastricht créant l'Union européenne de 1993, puis l'euro. Tous deux issus des générations de guerre, Mitterrand et Kohl étaient encore hantés par la nécessité de la réconciliation. Les nouvelles générations de dirigeants doivent aujourd'hui reforcer l'alliance, vérifier qu'elle repose toujours sur une communauté de destin, avec, à la clé, la réussite de l'Europe élargie.

Henri de Bresson

## L'immigration au fil des besoins du marché du travail

LA FAIBLESSE  
DÉMOGRAPHIQUE  
ET LA PÉNURIE  
DE MAIN-D'ŒUVRE  
JUSTIFIENT  
LA LEVÉE PARTIELLE  
DES BARRIÈRES  
POSÉES EN 1974

En juillet 1974, quelques mois après l'embargo pétrolier décidé par les pays de l'OPEP, la France de Valéry Giscard d'Estaing « suspend » l'immigration de travail. Cette décision passe inaperçue mais marque un tournant : après trente années

glorieuses pour l'économie, débute une crise dont les victimes vont compter beaucoup de travailleurs étrangers.

En janvier 2002, par une très discrète circulaire des ministères de l'intérieur et de l'emploi, la France lève partiellement les barrières posées vingt-huit ans plus tôt ; le texte décrit la procédure d'introduction de travailleurs étrangers et invite l'administration à apprécier les demandes, au regard de « l'intérêt technologique et commercial » du candidat (*Le Monde* du 2 mars).

Si le paysage économique a été bouleversé entre ces deux dates, la place qu'y tient la main-d'œuvre étrangère ne l'a pas moins été. Alors que, jusqu'à la crise du pétrole, entre 100 000 et 200 000 travailleurs immigrés s'installaient chaque année en France, ils ne sont que quelques milliers à y être autorisés aujourd'hui. Jusqu'à la circulaire de 2002 en effet, les autorisations de travail étaient presque systématiquement refusées, par réfé-

rence au nombre de chômeurs inscrits à l'ANPE locale pour le même type d'emploi.

La « suspension » de 1974 a aussi sonné le glas du travailleur immigré isolé, promis au retour, pour inaugurer l'ère de l'immigration familia-

Dans l'industrie, plus d'un emploi « immigré » sur trois a disparu entre 1975 et 1990

le et de l'enracinement. Elle a aussi marqué le début d'un changement complet du profil de cette fraction du monde du travail. Trois séries de chiffres illustrent l'ampleur de cette révolution silencieuse. Alors que plus de 90 % des immigrés étaient des actifs en 1968, ce taux s'est aligné sur la moyenne nationale en

1999, soit 54,7 %. Tandis que les ouvriers dominaient largement dans les années 1970 parmi les immigrés, une large majorité d'entre eux travaille à présent dans le secteur des services. Enfin, le taux de chômage est aujourd'hui près de deux fois plus élevé chez les immigrés que parmi les personnes nées en France, avec des pointes chez les Maghrébins, les Turcs et les jeunes.

Pendant les trois décennies de crise, les immigrés se sont trouvés en première ligne dans le mouvement vers la flexibilité. Dans les secteurs traditionnellement friands en immigrés comme l'automobile, la substitution des robots aux ouvriers spécialisés (OS) a été brutale. Dans les secteurs « restructurés », les suppressions d'emplois ont davantage affecté, proportionnellement, les immigrés. Dans l'industrie, plus d'un emploi « immigré » sur trois a disparu entre 1975 et 1990.

L'évolution ultérieure a été marquée par la tertiarisation et la féminisation de la main-d'œuvre immi-

grée, ainsi que par le recours accru à des étrangers en situation irrégulière (plusieurs centaines de milliers) dans des secteurs comme le BTP, la restauration, le nettoyage, le textile et l'agriculture.

L'embellie postérieure à 1997 a relancé les débats sur le recours à l'immigration pour compenser la faiblesse démographique et la pénurie de main-d'œuvre sur deux seg-

ments opposés du marché du travail : pour des emplois spécialisés notamment d'informaticiens, ainsi que pour des emplois non qualifiés sur les chantiers par exemple. Tout comme la nouvelle réglementation française, la loi qui vient d'être votée en Allemagne traduit la tentation d'une ouverture contrôlée.

Philippe Bernard

sans interruption de votre vie professionnelle

**CADRES EN ACTIVITÉ**

**DEA e-management**  
Septembre 2002 - Juillet 2003

UNIVERSITÉ PARIS  
**DAUPHINE**

Département d'Éducation Permanente  
Place du Maréchal de Lattre de Tassigny  
75775 Paris Cedex 16

Tél. : 01 44 05 40 88 - giovanangeli@dep.dauphine.fr  
www.dauphine.fr/crepa/dea128fc.htm



Philip Gordon et Sophie Meunier, coauteurs du « Nouveau Défi français »

# « L'adaptation de l'économie française à la mondialisation a été remarquable »

Dans votre ouvrage, vous mentionnez les raisons qui expliquent pourquoi la France a du mal à entrer dans la mondialisation. Quelles sont, à vos yeux, les plus importantes ?

**Sophie Meunier** : La France est, bien entendu, loin d'être le seul pays pour lequel la mondialisation pose un problème politique et où l'« entrée dans la mondialisation » est contestée par une partie de l'opinion publique. Cependant, la mondialisation constitue un défi tout particulier pour ce pays pour au moins trois raisons. D'abord, elle menace directement la tradition « dirigiste » française, en raison de l'abandon qu'elle implique du contrôle de l'Etat sur l'économie – et donc sur la société. De plus, la mondialisation heurte les Français parce qu'ils sont, historiquement, extrêmement attachés à leur culture et à leur identité, lesquelles semblent aujourd'hui directement menacées par une mondialisation qui se confond souvent avec américanisation. Enfin, la globalisation est particulièrement difficile à accepter, car elle semble rendre encore plus évasive la quête d'un rôle international pour la France. Ainsi, lorsque, dans un sondage européen effectué avant le 11 septembre, on demanda aux personnes interrogées : « Qu'est-ce que le mot "mondialisation" évoque d'abord pour vous ? », 25 % des Français ont répondu « la domination des Etats-Unis », contre seulement 8 % en Italie, 6 % en Grande-Bretagne, et à peine 3 % en Allemagne...

**En quoi l'économie française a-t-elle réellement vécu, au cours des trente dernières années, cette « mondialisation furtive » que vous évoquez ?**

**Philip Gordon** : L'adaptation de l'économie française à la mondialisation ces vingt ou trente dernières années a été remarquable. Il ne faut pas oublier qu'il y a vingt ans la gauche qui arrivait au pouvoir voulait mettre fin au capitalisme et flirtait avec l'isolationnisme économique. Aujourd'hui, cette même gauche – voire les mêmes individus – gère



PHILIP H. GORDON

► Ancien directeur des affaires européennes au Conseil national de sécurité (NSC) de Bill Clinton, Philip H. Gordon, américain, est directeur du Centre sur les Etats-Unis et la France à la Brookings Institution, à Washington. Il est l'auteur de nombreux ouvrages sur la France, l'Europe et les relations transatlantiques.

SOPHIE MEUNIER

► Diplômée de l'Institut d'études politiques de Paris, titulaire d'un Ph. D. en science politique décerné par le Massachusetts Institute of Technology (MIT), en 1998, Sophie Meunier est chercheur en science politique et relations internationales à l'université de Princeton (Etats-Unis).

► Philip H. Gordon et Sophie Meunier sont les coauteurs de l'ouvrage : *The French Challenge : Adapting to Globalization*, Brookings Institution Press, décembre 2001, qui vient de paraître en France, sous le titre *Le Nouveau Défi français. La France face à la mondialisation*, Editions Odile Jacob, avril 2002, 242 p., 21,50 €.

une intégration internationale de l'économie française sans précédent : le commerce international est monté à 25 % du produit intérieur brut (PIB) – au même niveau que l'Allemagne, et deux fois plus que l'économie américaine ; des

entreprises françaises privatisées font des fusions et acquisitions partout dans le monde et comme jamais auparavant ; l'investissement direct (à la fois à destination et en provenance de la France) n'avait jamais atteint les niveaux actuels ; le marché unique européen pour les biens, services et capitaux existe et fonctionne réellement ; près de 40 %, en moyenne, des actions de la Bourse sont détenues par des étrangers ; beaucoup de compagnies « françaises » – telles qu'Alcatel, Renault et Michelin – tirent plus de la moitié de leurs revenus de l'étranger.

Le plus fascinant est que les dirigeants français se refusent à l'admettre. C'est pour cela que nous parlons de « mondialisation furtive ». Face à un public qui compte toujours sur l'Etat pour, entre autres, maintenir les emplois, assurer la protection sociale et garantir les retraites, les hommes politiques français ne veulent pas avouer qu'ils ont, en réalité, de moins en moins de contrôle sur les leviers de l'économie française.

**Quels sont les blocages qui demeurent au regard de la société française et de son économie ?**

**P. G.** : Le dirigisme étatique est bien révolu. Lionel Jospin a privatisé (même s'il préfère utiliser l'euphémisme d'« ouverture du capital ») plus que tous les gouvernements de droite qui l'ont précédé. Les nouveaux chefs d'entreprise ne se tournent plus vers l'Etat avant de décider leurs acquisitions, leurs fusions ou quoi que ce soit. Même les fameuses 35 heures ont été appliquées de façon assez flexible, avec l'annualisation du temps de travail et la renégociation des contrats, par exemple. Désormais, ce n'est plus l'Etat mais les actionnaires – y compris étrangers – qui décident de l'avenir des entreprises. Bien sûr, des blocages demeurent. Les prélèvements obligatoires sont à un peu plus de 44 % du PIB. Il y a trop de réglementation et les entrepreneurs font face à trop d'obstacles. La France a fait d'énormes progrès dans les domaines de l'Internet

et de l'utilisation de l'informatique, mais elle reste derrière ses partenaires européens. Le « nouveau défi français » consiste donc à continuer à libéraliser son économie et à s'adapter à la mondialisation, sans pour autant abandonner les protections sociales de l'économie française traditionnelle et sans perdre son identité et sa culture.

**Dans la campagne présidentielle, les candidats semblent plus préoccupés par les enjeux nationaux. Est-ce un révélateur de l'impuissance des hommes politiques face aux grands phénomènes économiques mondiaux dont la conduite leur échappe ?**

**S. M.** : Le débat sur la mondialisation, comme avant lui le débat sur l'intégration européenne, contribue à un réalignement des clivages politiques traditionnels. Sur ce sujet, les extrêmes ont davantage d'affinités entre eux qu'ils n'en ont avec le centre, et les partis « de gou-

vernement » ont davantage en commun entre eux qu'ils n'en ont avec les extrêmes du même bord qu'eux. Le discours de Chirac sur « humaniser la mondialisation » et celui de Jospin sur « maîtriser la mondialisation » sont pratiquement interchangeables, quoi que les intéressés veuillent en dire. Et ce n'est pas étonnant : dans un pays où les citoyens ont l'habitude de se tourner vers l'Etat pour la protection de leurs intérêts ou pour trouver des solutions à leurs problèmes sociaux, il est difficile pour les gardiens de l'Etat en question d'avouer qu'il y a peu de chose qu'ils puissent faire face aux marchés et aux tendances de l'économie mondiale.

Paradoxalement, l'Europe, de précurseur de la mondialisation néolibérale, est devenue le meilleur atout dont dispose la France pour contrer les effets néfastes de cette

même mondialisation, et c'est pour cela qu'il existe si peu de débat en France aujourd'hui au sujet de l'intégration européenne. Il est également frappant de constater à quel point la mondialisation a permis l'émergence de forces politiques nouvelles à l'influence grandissante, des associations de chefs d'entreprise aux associations et organisations non gouvernementales. Les Français sont peut-être désabusés par les hommes politiques, mais ils se tournent désormais vers d'autres formes d'action politique.

**Les réticences des Français à l'égard de la mondialisation sont souvent interprétées comme une résistance au modèle américain. Pensez-vous que les enjeux actuels – diplomatiques, commerciaux, culturels – tendent à apaiser ou à aviver ces différends ?**

**P. G.** : Oui, la résistance française au modèle anglo-saxon remonte à loin. Les tensions franco-américain-

mondiale du commerce [OMC], ou peut-être demain la défense. Enfin et surtout, il y a la mondialisation, qui est souvent vue en France – non pas toujours sans raison – comme l'équivalent de l'américanisation. Plus les Français ont du mal à digérer la mondialisation, plus ils risquent de résister au modèle américain.

**S. M.** : L'équation souvent faite en France entre mondialisation et américanisation n'est pas près de disparaître, bien au contraire. Et c'est pour cela qu'il est nécessaire d'engager un dialogue constructif afin que les deux camps puissent mutuellement s'apprendre quelque chose. C'est ce que nous avons essayé de faire avec ce livre, publié à la fois en France et aux Etats-Unis, et écrit par un Américain spécialiste de la France et par une Française vivant en Amérique. Dans l'ensemble, les Français ne vont pas assez loin dans leur franche acceptation des bons côtés de la mondialisation. C'est en grande partie la responsabilité des hommes politiques, de gauche comme de droite, qui choisissent la solution de facilité à court terme d'un discours démagogique critiquant la mondialisation.

Mais accepter les bons côtés de la mondialisation ne veut pas dire pour autant faire un chèque en blanc au modèle social, économique et culturel américain. Nous ne pensons pas que le développement économique suive une trajectoire linéaire aboutissant inéluctablement au modèle américain. C'est en ce sens que la notion de « mondialisation maîtrisée » a plus à offrir que de la pure rhétorique. C'est aussi cela le « nouveau défi français » : un défi lancé par la France au reste du monde (Etats-Unis y compris) de ne pas accepter ou rejeter la mondialisation en bloc, mais de s'y adapter en ce qu'elle a de bénéfique tout en essayant de réguler ses effets potentiellement néfastes.

Propos recueillis par  
Alain Beuve-Méry  
et Serge Marti

## TRENTE ANS D'ALTERNANCE

► **1972**  
Mise en place du serpent monétaire européen (SME). Programme commun de la gauche. Loi portant création des régions. Plan de lutte contre l'inflation

► **1973**  
Lancement de l'emprunt Giscard 1973. Premier choc pétrolier après la guerre du Kippour.

► **1974**  
Le franc sort, rentre, ressort du serpent monétaire européen. Plans de lutte contre l'inflation

► **1975**  
Loi sur le licenciement pour cause économique. Premier sommet du G7 à Rambouillet.

► **1976**  
Plan Barre de lutte contre l'infla-

tion et blocage des prix. La France compte 1 million de chômeurs.

► **1977**  
Plan Barre bis

► **1978**  
Plan acier

► **1979**  
Nouveau système monétaire européen (SME). Libération totale des prix. Deuxième choc pétrolier.

► **1981**  
Plan avenir-emploi. Création de l'impôt sur les grandes fortunes. Dévaluations du franc.

► **1982**  
Cinquième semaine de congé et semaine de 39 heures. Loi sur les nationalisations. Lois Defferre sur la décentralisation. Blocage des

prix et des salaires. Lois Auroux pour améliorer la démocratie dans l'entreprise. Mesures pour stimuler le commerce extérieur. La France compte 2 millions de chômeurs.

► **1983**  
Plan delors de rigueur, réduction des allocations de devises pour les touristes à l'étranger. Entrée en vigueur de la retraite à 60 ans. Création du compte pour le développement industriel (codevi).

► **1984**  
Plan de restructuration industrielle. Nouveau régime d'assurance-chômage. Création des travaux d'utilité collective (TUC).

► **1985**  
Budget 1986 : baisse des impôts sur le revenu et sur les sociétés.

► **1986**  
Amnistie fiscale et douanière pour les capitaux rapatriés et suppression de l'impôt sur les fortunes. Lois sur les privatisations. Ordonnance sur l'intéressement et la participation des salariés.

► **1987**  
Mesures d'urgence pour financer la Sécurité sociale. Loi sur la prévention et la lutte contre le chômage de longue durée. Loi sur l'aménagement du temps de travail. Krach boursier

► **1988**  
Création du revenu minimum d'insertion (RMI).

► **1989**  
Plan de rénovation du secteur public. Pacte de croissance pour financer la création d'emplois. Mini-krach boursier. Loi sur le

retour à l'emploi et lutte contre l'exclusion professionnelle.

► **1990**  
Décrets sur les contrats emploi-solidarité et sur le contrat de qualification.

► **1991**  
Entrée en vigueur de la contribution sociale généralisée (CSG). Plan en faveur des petites et moyennes entreprises (PME). Guerre du Golfe.

► **1992**  
Oui au référendum sur le traité de Maastricht.

► **1993**  
Plan Balladur pour apurer le déficit budgétaire. La durée de cotisation des retraites passe de 37,5 à 40 ans dans le secteur privé. Loi quinquennale sur le travail, l'emploi et la formation professionnelle, constitution du contrat d'insertion professionnelle (CIP). La France compte 3 millions de chômeurs.

► **1994**  
Indépendance de la Banque de France.

► **1995**  
Plan Juppé de réduction des déficits publics. Le taux de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) passe à 20,6 %. Gel du pouvoir d'achat des fonctionnaires. La France est paralysée par les grèves de décembre.

► **1996**  
Ordonnance relative aux mesures d'urgence tendant au rétablissement des comptes de la Sécurité sociale. Loi sur le blanchiment de l'argent. Budget 1997 : baisse des impôts sur le revenu. France-

Télécom est transformée en société anonyme.

► **1997**  
Loi sur les plans d'épargne-retraite par capitalisation. Loi sur le développement de l'emploi des jeunes.

► **1998**  
Ouverture du téléphone à la concurrence. Loi d'orientation et d'incitation à la réduction du temps de travail (RTT). Baisse des impôts ; création d'une nouvelle tranche d'impôt sur la fortune (ISF). Loi relative à la lutte contre les exclusions. Transformation du Conseil national du patronat français (CNPFP) en Medef.

► **1999**  
Création de la monnaie unique européenne, l'euro. Loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire. Loi pour limiter les licenciements des salariés de plus de 50 ans. Loi sur l'innovation et la recherche. Budget 2000 : réduction d'impôts. Mise en vigueur de la couverture-maladie universelle (CMU). Loi sur la réduction négociée du temps de travail (deuxième loi Aubry). Loi sur la modernisation et le développement du service public de l'électricité. Loi pour lutter contre la corruption. Plan de lutte contre l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB) et aide à la filière bovine.

► **2001**  
Loi sur la résorption de l'emploi précaire et la modernisation du recrutement dans la fonction publique. Loi sur l'épargne salariale. Mise en place de l'Association pour la gestion du fonds de financement complémentaires pour les salariés

âgés de 60 à 65 ans. Loi sur l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes. Loi sur la régulation financière. Loi sur la création d'une prime pour l'emploi. Entrée en vigueur du plan d'aide au retour de l'emploi (PARE). Création d'une allocation d'autonomie pour les jeunes de 18 à 25 ans.

► **2002**  
Le franc est remplacé par l'euro. Prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et allocation personnalisée d'autonomie. Entrée en vigueur du congé de paternité. Loi sur la modernisation sociale.

► **Présidents de la République**  
Georges Pompidou (1969-1974), Valéry Giscard d'Estaing (1974-1981), François Mitterrand (1981-1995), Jacques Chirac (1995-2002).

► **Premiers ministres**  
Jacques Chaban-Delmas (20-06-1969 au 05-07-1972) ; Pierre Messmer (07-07-1972 au 26-05-1974) ; Jacques Chirac (27-05-1974 au 25-08-1976), Raymond Barre (26-08-1976 au 10-05-1981) ; Pierre Mauroy (12-05-1981 au 17-07-1984) ; Laurent Fabius (18-07-1984 au 20-03-1986) ; Jacques Chirac (20-03-1986 au 07-05-1988) ; Michel Rocard (08-05-1988 au 15-05-1991) ; Edith Cresson (16-05-1991 au 02-04-1992) ; Pierre Bérégovoy (02-04-1992 au 28-03-1993) ; Edouard Balladur (29-03-1993 au 06-05-1995) ; Alain Juppé (17-05-1995 au 02-06-1997) ; Lionel Jospin (depuis le 02-06-1997).

► **Cohabitations**  
Jacques Chirac (1986-1988), Edouard Balladur (1993-1995), Lionel Jospin (1997-2002).

**Recrutez aujourd'hui vos collaborateurs de demain !**

Avec 1800 apprentis le CFA SUP 2000 est le leader de la formation universitaire en APPRENTISSAGE dans les domaines **du commerce, de la gestion, de la comptabilité, de l'informatique, de l'assurance et des techniques industrielles.**

Pour en savoir plus sur l'apprentissage universitaire appelez Virginie au 01 43 53 67 95

**CFA SUP 2000**

**Vous savez où vous mettez les pieds.**